

GUERRE ET PAIX

Gromyko ou Vance?

par JEAN LALOY (*)

M. GROMYKO vient à Paris. Le gouvernement français a condamné l'invasion de l'Afghanistan. M. Gromyko ne lui tient pas rigueur de cette condamnation. Mais nos dirigeants, puis-que le condamnant l'invasion, auront du mal à trouver des sujets de conversation. Plutôt que de l'Afghanistan, M. Gromyko voudra sans doute parler des moyens de sauvegarder la « détente » en Europe. Car, il peut y avoir quelque utilité à s'entretenir de désarmement, de détente, d'échanges commerciaux, etc. Mais est-ce le moment ? A force d'être « détenteurs », l'Europe ne se retrouvera-t-elle pas, un beau jour, étendue, la nuque au sol ? De quelle détente s'agit-il ?

Personne n'a-t-il remarqué ce qui se dit et s'écrit à Moscou ? Non seulement à Moscou mais à Paris. Le communiqué Brejnev-Marchais a-t-il été lu en entier ? Si oui, les lecteurs ont-ils remarqué que, selon MM. Brejnev et Marchais, le caractère déterminant des rapports internationaux actuels est le changement de la corrélation des forces dans un sens favorable à la paix, à l'indépendance nationale et au socialisme ? Cette paix, cette indépendance, ce socialisme, sont-ils ce

Le « système dominant sur la Terre »

On peut regarder ces propos comme le boniment d'un vieux fonctionnaire, fonctionnaire d'ailleurs musclé puisque, selon lui, « la force est au bout de la détente ». Ce qui importe, c'est de savoir à quelles fins elle est utilisée et par qui. Mais on ne peut oublier que ces vues sont mises en pratique en Afghanistan, au Vietnam, à Cuba, au Yémen, en Afrique, bientôt peut-être en Iran, et que ce débordement vers le Sud est présenté par le P.C. de l'U.R.S.S. comme le début de l'époque où le socialisme sera le « système dominant sur la Terre ».

Est-ce cela que désire l'immense majorité du peuple français ? Si l'on en juge par ses votes, la réponse est négative. Dès lors, que faire ? Comment résister ?

Pouvons-nous à nous seuls rétablir l'équilibre politique dans le monde ? Peu le croirait. Beaucoup souhaitent donc que la France se rapproche des pays du Sud, dans l'idée de couper l'U.R.S.S. de son champ d'activité prioritaire. L'idée est raisonnable, mais sa mise en œuvre maladroite. Quels pays ? La Libye, l'Éthiopie, Cuba, le Vietnam ? Ou l'Égypte, le Sénégal, la Vénézuéla, la Thaïlande ? Le mouvement des non-alignés est tiraillé entre plusieurs alignements. On doit tenir le plus grand compte de ses aspirations, de ses besoins. On ne peut, dans une crise grave, s'appuyer sur lui.

Une crise grave

Il y a mieux à faire qu'à se critiquer mutuellement. La crise, en effet, est grave, inutile de s'inquiéter pour savoir si nous sommes en 1914 ou en 1939. Restons en 1980. Comme il était aisé de le prévoir, la crise se prolonge et s'étend. Après l'Afghanistan, l'Iran est menacé. A-t-on remarqué que l'U.R.S.S., après avoir en novembre voté la résolution de principe des Nations unies contre la prise d'otages, soutient aujourd'hui Khomeiny contre Carter ? Khomeiny ne serait-il pas le Castro de ce nouveau Cuba et le parti Tudeh le parti fort qui rétablirait l'ordre quand l'Afghanistan devient insupportable ? L'Europe occidentale n'aurait-elle pas à souffrir de ce tournant ? Son indépendance en serait-elle renforcée ?

Il faudra bien un jour examiner cela et le reste entre Européens et Américains. Et, certes, il y a eu des échanges de vues pendant l'hiver. Mais leurs résultats sont là : faute d'un diagnostic établi en commun sur la nature de la crise, les fissures qu'on décelait dès janvier se sont agrandies. C'est dans ces conditions que M. Gromyko vient à Paris. De quel et comment lui parler ?

D'abord rétablir un peu d'unité dans l'alliance, et pour cela annoncer sans tarder que la France ne pourra participer dans l'été 1980 aux Jeux olympiques, à Moscou et à la situation mondiale n'a pas évolué vers une détente réelle. Cela dit,

que nous considérons comme tels ? Considérations — nous l'Afghanistan comme un pays où règne la paix, l'indépendance et un régime (socialiste ou non) conforme aux aspirations populaires ? Si non, que peut aujourd'hui signifier ces termes ?

M. Pomarev, dont on sait le rôle au secrétariat du parti, s'en est expliqué à plusieurs reprises. Ainsi à Sofia, lors d'une conférence idéologique internationale en décembre 1978 : « Nous allons, disait-il, vers une époque où le socialisme sous telle ou telle forme concrète conditionnée par l'histoire sera le système social dominant sur la Terre ». Et, pour qu'on ne se trompe ni sur la nature ni sur les formes de ce socialisme, il en donnait quatre caractéristiques : « un parti marxiste-léniniste comme parti dirigeant » ; « un rôle directeur pour la classe ouvrière, après la prise du pouvoir (...) avec formation de la conscience socialiste de tous les citoyens » ; « une grande moyenne de production, terre, ressources naturelles, etc., aux mains du peuple » ; « organisation de toute la vie sociale selon les principes socialistes, notamment planification et direction de l'économie nationale ».

Alors, l'Europe occidentale ? Oui, certes. Mais à-t-elle aujourd'hui les moyens, les rouages, d'une politique propre ? Peut-être, au-delà des déclarations, mener une action concrète, persévérante et ferme ? L'indépendance dont chacun rêve est-elle à sa portée ? N'a-t-elle pas à tenir compte de la présence d'un voisin puissant, « dominant et sûr de soi » ?

Revenons au réel. Toute crise internationale sérieuse implique ensemble l'Europe occidentale et les États-Unis. Si les rapports à l'intérieur de l'alliance sont mauvais, comme au moment de Suez en 1956, les risques s'accroissent. A-t-on oublié les bruits de fusées de M. Boulganine ? Si les rapports sont bons, les risques diminuent. Rappelons-nous la crise de Cuba, celles de Berlin. Aujourd'hui les rapports dans l'alliance occidentale sont mauvais et risquent, dans les jours qui viennent, de devenir pires. Ne cherchons pas ici les responsabilités. On peut d'autant plus aisément se passer de M. Carter qu'il a été changeant, tantôt très patient, tantôt très résolu. Ou aurions-nous fait à sa place ? Avons-nous été si habiles dans l'affaire Clause ? Après la mise à sac de notre ambassade en Libye ? Jadis, quand nous appelions les Américains au Vietnam ? Quand nous débarquions à Suez ?

Cela fait, se retourner vers les États-Unis. Envisager avec eux, dans une réunion à niveau élevé entre Européens et Américains, les principaux problèmes soulevés par les crises qui se produisent hors du champ d'action de l'alliance, coordonner au mieux les attitudes et les décisions dans la crise actuelle en fonction du fait qu'elle nous concerne tous et que, contrairement à ce qu'on lit trop souvent, nos intérêts sont solidaires même s'ils ne sont pas identiques. Parvenir à cette concertation, qui est la base de l'indépendance et de la sécurité, même si le président des États-Unis n'est pas un génie.

Est-ce à dire qu'ainsi tout sera réglé ? Non, certes. La crise peut croître et se développer. Au moins serions-nous mieux armés pour la traverser et, le cas échéant, l'orienter. Quant au dialogue avec le tiers-monde, il continuera de toute façon et les Européens y ont beaucoup à dire, beaucoup à faire.

Pour l'heure, la minuscule qu'il faut rencontrer, c'est Cyrus Vance, non pas à la sauvegarde comme il y a deux mois, mais le temps de s'écouter et de s'entendre.

Vance, oui, Gromyko, pour quoi ?

(*) De l'Institut.

Un monde trop douillet

par MICHEL CICUREL (*)

DANS son allocution aux Français, le 31 décembre dernier, le président de la République évoquait le risque de guerre. Mais à peine la peur de la guerre est revenue que déjà elle s'éloigne. C'est un peu comme si le monde libre, gâté depuis trente-cinq ans jusqu'à l'écoulement de richesses, de libertés et de paix, se payait ce frisson délicieux. Comme si l'opinion occidentale n'y croyait pas. Comme si l'Occident, pour se distraire, s'offrait un parcours de montagnes russes.

Pourtant, la peur occidentale aurait de quoi s'alimenter si elle ne se trompait pas d'objet. Ce n'est pas le conflit qui mérite nos appréhensions. C'est l'abandon. Les dirigeants soviétiques, pourtant cacochymes, pénètrent à Ka-

Une bataille perdue d'avance

Le douillet ne peut pas tenir bataille à l'austère sur le terrain du confort : il a perdu d'avance.

Les États-Unis, riches parmi les riches, se sont accoutumés, ces dernières années, à un enrichissement grandissant. Le taux de croissance de l'économie américaine, durant les années 70, est le double de celui des années 60. L'exportation à crédit vers les pays de l'Est y a beaucoup contribué. Les États-Unis sont devenus d'importants fournisseurs et créanciers des pays socialistes. Renoncer à ce pactole et dévaloriser cette créance ressemblerait à ce comportement que les Anglo-Saxons dénoncent souvent ironiquement chez leurs amis latins : *bite your nose off to spite your race*, — se mordre le nez pour punir sa figure.

Il est plus difficile de priver les Américains de luxe que les Soviétiques de l'essentiel. Les premiers disposent de plus de moyens d'exprimer leur mécontentement. Les seconds ont plus de résistance à la privation. D'ailleurs, le contrôle de l'information en U.R.S.S. facilite l'accusation des affameurs capitalistes : le gouvernement américain ne dispose pas de cet atout pour faire accepter les sacrifices. La bataille du week-end et du pain sec est inégale. Elle n'est pas en faveur du week-end.

D'ailleurs, les dirigeants américains l'ont bien compris. Les contrats de fourniture de céréales à l'Union soviétique ont été immédiatement rachetés par l'État fédéral. Si le gouvernement des États-Unis avait choisi d'associer ses ressortissants aux conséquences désagréables de l'embargo, on aurait pu croire un instant à sa détermination de riposter économiquement. Au contraire, violant les usages — et les pratiques administratives, ce qui a entraîné une grande pagaille — de non-intervention de l'État aux États-Unis, l'administration Carter affiche spontanément et pu-

boul avec désinvolture. Ils ont raison : la réaction occidentale est platonique.

Maniée par l'Occident, la riposte économique souffre en effet d'une impuissance congénitale. Accorder du crédit au blocus de l'Est pour l'Ouest, sous prétexte que dans le domaine économique, financier et technologique, l'Occident jouit d'une suprématie incontestable, relève d'une analyse simpliste.

Le général de Gaulle rappelait souvent que l'efficacité d'une arme dépend de la volonté de s'en servir. Le monde capitaliste, douillet, pluraliste et tentateur, ne veut pas, en vérité, se servir de l'arme économique.

biquement sa conviction que le peuple américain n'est pas disposé à supporter les rigueurs de la guerre économique. Message bien reçu par les alliés des États-Unis et par l'Union soviétique.

Douillet, le monde occidental est aussi pluraliste. C'est son charme, sa force, mais aussi sa faiblesse. Il faut en tenir compte.

Pluraliste, d'abord, parce que le pouvoir politique et le pouvoir économique ne se confondent pas. Les thèses habituelles sur le « complexe militaire-industriel » ou sur le « capitalisme monopoliste d'État » ont une part de vérité. Il reste que, dans le monde capitaliste, la faculté pour l'État d'ordonner aux entreprises, aux banques, aux syndicats, aux comités olympiques, n'a, heureusement, rien de comparable avec celle des États socialistes. L'hostilité des milieux économiques et financiers à l'embargo va de soi : ils disposent des moyens de se faire entendre.

Pluraliste, ensuite, parce que la sphère d'influence américaine n'est pas monolithique. Buenos Aires et Brasilia ne sont ni Prague ni Kaboul. Et l'on dit que l'Union soviétique a déjà comblé auprès de l'Argentine et du Brésil 85 % du déficit en céréales résultant de l'embargo américain. D'ailleurs les États-Unis eux-mêmes en sont-ils vraiment fâchés ? On n'allait pas, tout de même, affamer le peuple russe.

Pluraliste, enfin, parce que le système capitaliste regorge de capacités d'adaptation multiples et parfois surprenantes. Un embargo économique n'aurait-elle quelques chances d'induire l'Union soviétique que s'il était maintenu, sans faillir, pendant au moins un an. C'est beaucoup plus qu'il n'en faut à l'imagination capitaliste pour le rendre sans effets. La perception libérale du temps est im-

patientie et versatile ; la perception communiste est tenace et quasi religieuse. La prolongation de l'embargo jouerait en faveur des Soviétiques. Les industriels, les commerçants, les banquiers, voire les fonctionnaires des pays occidentaux trouveraient avec leurs interlocuteurs habituels des manières occidentales, mille façons de rétablir les courants d'échange tissés depuis dix ans.

Ces marques d'indépendance sont particulièrement éclatantes dans l'univers des entreprises transnationales. L'État national est impuissant face à leur faculté de choisir le cadre géographique qui convient le mieux pour l'exercice de leur activité. Impuissant face à l'imagination créatrice de leurs technocrates qui jouent de l'extraterritorialité avec une habileté consommée. Paradoxalement, les entreprises multinationales, que le discours communiste ne cesse de vilipender, sont des alliés efficaces de l'U.R.S.S. dans la résistance au blocus économique.

Il est singulier que le galop d'essai constitué par le blocus financier de l'Iran n'ait pas averti les États-Unis de la vanité de la riposte économique. Le pluralisme occidental a réglé son compte au gel des avoirs iraniens.

Le masque grotesque et misérable

L'idée est caressée parfois d'exploiter les divisions du camp socialiste en exerçant un embargo sélectif, épargnant certaines démocraties populaires. Cette idée n'a pas de sens. L'intégration économique du bloc socialiste est très supérieure à celle du monde capitaliste. Il n'y a de blocus concevable à l'égard de l'Union soviétique que si l'ensemble des pays du COMECON, sans exception, sont mis en quarantaine.

Cette rigueur sans faille sied mal au genre de beauté du monde libre. Elle lui accroche le masque grotesque et misérable de ces femmes qui, agaçantes jadis, se font soudain un visage sévère. Et cette métamorphose laisse le partenaire d'autrefois médusé et incrédule.

Les démocraties occidentales, championnes de la paix et de la prospérité, montrent des faiblesses évidentes dans la tension, l'austérité et la guerre. Craignant depuis 1974 pour les progrès de leur confort matériel, elles sont conduites tout naturellement à sous-estimer des risques beaucoup plus graves, qui menacent leur âme. Envahie d'une cellulite qui les amoluit, elles prêtent à tort les mêmes faiblesses à leurs adversaires, pays socialistes ou en voie de développement.

Si les dirigeants de l'Ouest ne prennent pas conscience de cette infériorité occidentale, dont ils doivent s'accommoder dans les dangers, on peut craindre le pire. Il est clair qu'ils ne le font pas. Dans les affaires iraniennes et afghanes, le gouvernement américain a choisi de réagir essentiellement par des mesures de

(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Le crédit des banques américaines en a été gravement atteint, notamment dans le monde musulman. L'embargo est renforcé : le gouvernement iranien s'en moque ; les alliés les plus fidèles des États-Unis se débâtent ; et les otages toujours prisonniers.

Lorsque la révolte iranienne bouscule la discipline du camp occidental, les États-Unis répondent par des mesures de rétorsion économique. Lorsque la révolte afghane trouble l'ordre du camp socialiste, l'Union soviétique envoie ses chars. Et de nouveau les États-Unis parlent le langage de l'économie et de la finance. Ils sont hors sujet.

Mais il y a plus. La tentation économique est sans doute l'arme la plus redoutable dont dispose l'Occident pour pénétrer et démolir le camp socialiste.

C'est dans cet esprit, d'abord, que les États-Unis avaient noué des liens économiques avec l'Union soviétique et les pays de l'Est. Cette stratégie est bien connue outre-Atlantique sous le nom de « linkage ».

Les dégâts commis dans l'unité et la volonté du camp socialiste par la pénétration économique occidentale inquiètent depuis longtemps déjà les stratèges du Kremlin. On chuchote même que l'annulation des Jeux olympiques serait perçue par certains Soviétiques avec soulagement.

Devant ce constat d'insignifiance de la riposte économique, on cherche des hypothèses rassurantes. En vain. Que le président américain soit naïf, qu'il fasse de l'électoratisme en donnant de la voix sans y croire, qu'il ait pris conscience de l'infériorité militaire de son pays et se résigne aux réactions platoniques, la conclusion est la même : il n'est pas besoin de craindre une guerre mondiale prochaine, ce qui est bien ; l'abandon des États-Unis à l'égard de la défense du monde libre et de leurs propres ressortissants est patent, ce qui est dramatique.

Des mots, des mots

par DANIEL AMSON (*)

Il en va des nations comme de personnes : c'est aux actes, aux paroles, que se mesurent les sentiments. Et, si un État ou un individu ne peut pas épouser toutes les querelles de ses amis, il est, cependant, certains grands principes qui ne sauraient être méconnus, sans que soient mis en cause les fondements des relations humaines ou des rapports entre puissances. L'amitié ne signifie plus rien si elle n'implique pas la condamnation sans appel de ceux qui portent atteinte à ces principes au détriment de vos amis.

Que signifie l'amitié de la France pour les États-Unis, si elle ne les soutient pas contre l'Iran, non pas dans une querelle se réglant en feu de simples intérêts économiques — la « politique politicienne » entre nations — mais dans un combat qui porte sur l'essentiel : le respect des principes diplomatiques, sans lequel les rapports entre États reculeront, d'un seul coup, de plusieurs siècles ?

Siens doute objectera-t-on que la politique de la France est, avant tout, de préserver les droits de ses nationaux, qui seraient menacés par une rupture avec l'Iran.

Mais, cet argument n'emporte pas la conviction. Céder, en effet, sur un principe, pour satisfaire des intérêts, ne garantit nullement que ces intérêts ne seront pas mis en cause à plus long terme. On connaît le mot de Churchill : « Vous sacrifiez l'honneur pour obtenir la paix : vous perdez l'honneur et vous avez la guerre ».

La France « joue » donc à court terme, en menant — comme Esau dans la Bible — une « politique du plat de lentilles », qui méconnaît un principe fondamental.

Puisse-t-elle ne jamais éprouver, dans l'avenir, si elle devait être confrontée à un problème grave et immédiat, que, comme celle qu'elle leur témoigne aujourd'hui, l'amitié des États-Unis à son égard ne se traduit que par des mots, des mots, des mots ».

(*) Avocat à la cour.

BEETHOVEN
PAR
BERNSTEIN

La missa solennelle et les neuf symphonies : Bernstein vient d'en donner une nouvelle version discutable et passionnante. Nous les avons écoutées et analysées pour vous. Également « mildred » Mendelssohn l'enregistrement d'opéra, Aznavour, les concerts et les disques

Le Monde de la
MUSIQUE
CHAQUE MOIS
TOUTES LES MUSIQUES.
DE TOUS LES PAYS.
DE TOUS LES TEMPS.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75001 PARIS - CEDEX 05

C.C.P. Paris 4297-33

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

174 F 208 F 422 F 545 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

300 F 350 F 500 F 1 050 F

Par voie aérienne

Paris sur demande

L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PAYS-BAS

283 F 335 F 505 F 660 F

II. - SUISSE - TUNISIE

250 F 450 F 650 F 850 F

Par voie aérienne

Paris sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois volets) voi-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse défi-

nitifs ou provinciaux (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-17^e

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

APRÈS LES ENTRETIENS AVEC LE PRÉSIDENT CARTER
M. Begin réaffirme que les colonies de peuplement sont nécessaires à la sécurité

De notre correspondante

Le président Sadat a donné son accord pour que les négociations sur l'autonomie palestinienne reprennent immédiatement en Égypte et en Israël, à la demande du premier ministre israélien, a annoncé, mercredi 16 avril, le président Carter, en quittant M. Begin, à l'issue de leur dernier entretien consacré à l'avenir des négociations entre les États-Unis, l'Égypte et Israël.

Washington. — La deuxième journée de la visite de M. Begin a été occupée par une nouvelle rencontre, dans la matinée de mercredi, avec M. Carter à la Maison Blanche. Le premier ministre israélien a ensuite débattu avec le vice-président Mondale, puis rencontré les membres de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants et du Sénat.

Dans la matinée, M. Begin a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a abondamment cité les accords de Camp David, derrière lesquels il a souvent donné l'impression de s'abriter pour éviter de répondre aux questions difficiles. Mais le premier ministre n'a fait aucun effort pour paraître conciliant. Il a cependant annoncé, avec une satisfaction évidente, que le président Sadat avait accepté sa suggestion que les conversations se poursuivent jusqu'au 26 mai, pour moitié en Israël et pour moitié en Égypte. En ce qui concerne l'extension des colonies de peuplement dans les territoires occupés, il a déclaré qu'il n'avait aucune raison de modifier son point de vue, qui différait, et cela était évident, de celui de M. Carter et Sadat. Et le premier ministre israélien a fait une longue digression pour expliquer pourquoi les colonies sont nécessaires à la sécurité d'Israël. « Toute personne de bonne volonté peut comprendre cela », a-t-il assuré. « Nous avons démantelé quatre-vingt-dix pourcents de la Palestine, en Judée et en Samarie, quarante à Gaza. En une seule année, nous avons envahi cent vingt-cinq kilomètres carrés. Les colonies de peuplement sont un rempart contre ceux qui viennent de Beyrouth, de Damas ou d'Aman tuer nos femmes et nos enfants. »

Répondant à une question, M. Begin a déclaré qu'il n'envisageait nullement de stopper les nouvelles implantations, comme certains lui demandent avec insistance, fût-ce seulement jusqu'au 26 mai.

À propos de l'autonomie des territoires peuplés par les Palestiniens, le premier ministre israélien a rappelé que c'était là son idée, et non celle de M. Carter ou

Liban

Des affrontements entre chiites et pro-irakiens ont fait une dizaine de morts à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — On avait connu toutes sortes de combats et toutes sortes de belligérants au Liban, mais pas encore d'affrontements entre chiites et pro-irakiens. Voilà qui est fait, et sérieusement fait, puisque, en deux jours de bataille à Beyrouth-Ouest (palestino-progressiste) ou roquettes et mortiers ont été abondamment utilisés, une dizaine de morts et quelque trente blessés ont été dénombrés.

Les troubles avaient commencé mardi (un mort, six blessés) à la suite d'une grève accompagnée de manifestations, à l'appel de l'organisation chiite para-militaire Amal, en signe de protestation contre la disparition à Bagdad du premier ministre libanais, l'ayatollah Mohammed Bagher Sadr. Le Bass pro-irakien, qui dispose, comme tous les autres partis d'une milice armée au Liban et, de surcroît, d'une organisation militaire au sein de la résistance palestinienne, le P.L.A. (auteur de l'attentat de Migra-AM), s'est senti directement visé. D'autant plus que cette manifestation anti-irakienne se déroulait alors que les relations entre Bagdad et Téhéran sont au plus bas.

Les troubles ont repris le lendemain, englobant les quartiers populaires chiites de Chyah, Ghobeiri et Borj Barajneh, et, dans l'après-midi, le quartier résidentiel de Jnah où les ambassades d'Irak et d'Iran se trouvaient à moins de 100 mètres l'une de l'autre.

Après avoir laissé faire durant plusieurs heures, les troupes syriennes de la FAD sont intervenues en fin d'après-midi, tandis que l'O.L.P., conscient du risque d'être entraîné dans un combat qui n'est pas le sien, et de nature à aggraver ses contradictions avec les chiites libanais, s'employait à obtenir un cessez-le-feu. Il a été finalement convenu de former des détachements mixtes (syriens,

palestiniens, chiites libanais, Bass irakiens) qui sont censés s'interposer entre les belligérants.

LUCIEN GEORGE.

incroyable
 UNE TONDEUSE QUI FERTILISE VOTRE GAZON



2 temps et 4 temps

BOLENS

Une gamme complète de 3 à 5 cv en tondeuses hautes ou avec bac de ramassage. Grâce à un double système de coupe, l'herbe finit dans le gazon. Le Bolens est projeté sur le sol et se transforme en humus qui fertilise votre gazon. Finis les engrais chimiques ! AUTOTRACTABLE, le BOLENS se fait tout seul.

YVAN BEAL & Co

IMPORTATEUR : 21, av. de l'Agriculture
 93014 CLERMONT FERRAND CEDEX
 TEL. (73) 91.53.51 - TELEX : 390 308
 NOM

Israël

Les dissensions au sein du gouvernement

M. Ezer Weizman, ministre de la défense se prononce pour des élections anticipées

De notre correspondant

Jérusalem. — Une « bombe », un « pavé dans la mare », tels ont été immédiatement les premiers commentaires. La nouvelle a soudainement éclaté, ce jeudi 17 avril, dans la presse israélienne et dans les milieux politiques : l'analyse des comptes rendus sur le sommet Carter-Begin à Washington, au cours d'un débat télévisé mercredi soir, M. Ezer Weizman, ministre de la défense, a déclaré qu'il était favorable à des élections anticipées, en soulignant que le gouvernement ne pouvait plus survivre longtemps. Il a laissé entendre que les élections normalement prévues pour le mois de novembre 1981, pour la moitié de la Knesset, devaient avoir lieu d'ici environ six mois. Manifestement, M. Weizman, connu en Israël pour ses incartades et son caractère impétueux, n'avait pas cette fois improvisé ses déclarations. Le ton de ses propos était sérieux et résolu.

Deuxième personnage du gouvernement et du parti de M. Begin (le Herout, composante du Likoud), le ministre de la défense, qui, au cours de la campagne électorale de 1977, avait achevé de conduire le Likoud à la victoire — alors que M. Begin était à l'opposé — vient de porter un coup très sévère au premier ministre et à la coalition gouvernementale, en confortant la position de ceux qui, dans l'équipe au pouvoir, envisageaient sérieusement depuis près d'un mois l'actualité d'élections anticipées (le Monde du 30 mars).

Au cours des dernières semaines, M. Begin s'était montré déterminé à retarder l'échéance et à coïncider les élections, ainsi avait-il résumé dans une apparition, le 15 avril, devant des membres du gouvernement des considérations pour éviter l'étalage des difficultés que connaît le cabinet et pour tenter de resserrer les rangs, du moins en apparence. M. Weizman a avoué avoir même méprisé qu'il n'avait nié pas pris connaissance de ces considérations. D'autre part, le ministre a insisté sur la nécessité de la prise par le président Carter pour relancer les négociations sur l'autonomie lui donnerait quelque répit sur le plan intérieur.

Le soutien

de M. Simha Ehrlich

FRANÇOIS CORNU.

M. Weizman, pour se démarquer et déclencher une controverse très vive, n'a pas attendu le retour du premier ministre de Washington. Même ses amis ne manquent pas de lui reprocher cette attitude et de le qualifier de « coup bas », en soulignant, au moins, que le moment était « mal choisi ».

Le ministre de la défense n'a pas clairement détaillé les critiques qu'il fait à l'encontre du gouvernement. Mais il a laissé entendre que la gravité de la situation internationale, les erreurs de la politique suivie dans les négociations actuelles à propos des territoires occupés (notamment au sujet des implantations) et les maux fonctionnant du

Egypte

TRENTE ÉGYPTIENS DÉFERÉS EN JUSTICE POUR ACTIVITÉS COMMUNISTES

Le Caire (A.F.P.). — Trente personnes vont être déferées devant le Cour suprême de sécurité de l'État égyptien sous l'accusation d'avoir, entre la fin 1977 et août 1979, organisé la parti communiste clandestin à l'Égypte, a annoncé mercredi 16 avril l'avocat général, M. Ragaa El Anani.

Selon le responsable du parquet, un avocat et deux journalistes de la maison d'édition Al Akhbar font partie de ce groupe. D'autre part, M. El Anani a indiqué que le parquet a ordonné l'arrestation de vingt-quatre autres personnes résidant à l'étranger (en France, Grande-Bretagne, etc.), également impliquées dans cette affaire. Ces personnes, « accusées notamment d'avoir publié des tracts hostiles au pouvoir », sont passibles de travaux forcés, a-t-il indiqué.

Enfin, l'enquête se poursuit à l'égard de trente-huit autres personnes, également impliquées dans les activités du P.C. clandestin, a ajouté le procureur général.

Le gouvernement égyptien a demandé le rappel de son chargé d'affaires, encore en poste à Alger, et a décidé de rompre toute relation avec les pays du Front de la liberté, annonce, mercredi 16 avril, l'agence du Moyen-Orient.

L'Égypte n'est plus représentée auprès d'aucun des trois autres pays membres du Front de la liberté : la Syrie, la Libye et le Yémen du Sud. Les relations diplomatiques entre ces quatre pays et l'Égypte ont été rompues après la signature du traité de paix égypto-israélien, le 26 mars 1979. — (A.F.P.).

Iran

M. Carter annoncerait un renforcement des sanctions économiques contre Téhéran

Le président Carter devait tenir ce jeudi soir 17 avril une conférence de presse radiotélévisée, au cours de laquelle il annoncerait un nouveau train de sanctions économiques contre l'Iran. Selon des sources officielles citées par l'Agence France-Presse, Washington s'apprêterait à prendre les mesures suivantes : interdiction des ports américains à tous les navires étrangers transportant des marchandises en provenance ou à destination de l'Iran ; interdiction de toutes les importations de produits iraniens aux États-Unis ; embargo sur les produits alimentaires et pharmaceutiques à destination de l'Iran.

Toujours de source officielle américaine, on apprend que le recours à des moyens de pression plus énergiques tels que l'imposition d'un blocus naval de l'Iran ne serait pas envisagé avant le mois prochain lorsque l'attitude des alliés européens et du Japon sur la question des sanctions serait plus claire. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell, a démenti, pour sa part, les informations publiées à ce sujet par le Boston Globe. Ce quotidien écrit mercredi que l'administration Carter avait informé les pays européens que les États-Unis imposeraient un blocus naval à l'Iran au cours de la semaine du 11 mai prochain, afin d'obtenir la libération des otages. M. Jody Powell a précisé qu'aucune décision « n'a été prise ou communiquée à nos alliés ».

On continue cependant à soutenir,

à Washington, que les États-Unis seraient contraints de prendre des mesures « de rétorsion plus énergiques » si le Parlement iranien ne prenait pas une décision favorable à la libération des otages vers la mi-mai. Cependant, l'ayatollah Beheshti, l'un des membres les plus influents du Conseil de la révolution, déclarait mercredi à Téhéran que l'Assemblée nationale iranienne ne pourrait être saisie du dossier avant « juin ou peut-être juillet » prochains. Il est en effet question d'ajourner d'au moins une semaine le second tour des élections, qui avait été fixé au 2 mai.

Le report de la consultation n'est peut-être pas étranger à la tension qui règne sur la frontière irakienne et aux informations en provenance de Washington concernant des concentrations de troupes soviétiques près de la frontière iranienne. Mardi, le porte-parole du département d'État, M. Hodding Carter, avait évoqué la possibilité d'une « action soviétique unilatérale, destinée, non pas à défendre l'Iran contre une éventuelle action militaire américaine, mais plutôt à profiter de la situation dans ce pays ».

Mercredi, M. Hodding Carter est revenu à la charge pour dramatiser ses déclarations de la veille. Il a déclaré qu'il ne disposait pas de renseignements donnant à penser que les activités militaires de l'U.R.S.S. « sont dirigées en direction de la frontière iranienne ». Il s'agit, selon l'État-major général iranien, de « simples manœuvres » auxquelles se livreraient les forces soviétiques. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS s'est réuni, dans un communiqué rendu public mercredi 16 avril, à Paris, de l'organisation et de la déportation de plusieurs milliers de réfugiés centrafricains, dont celles de Manuel Magoet et de Lydie Bombard, du Front patriotique ouest-africain (F.P.O.). Le parti socialiste, qui « exige la libération de tous les militants emprisonnés des organisations politiques centrafricaines », estime que ces arrestations apportent « une nouvelle preuve du mépris avec lequel le gouvernement de l'Union française des Français politiques » en République centrafricaine.

El Salvador

LE PROFESSEUR CHRISTIAN BARRAUD, médecin sud-africain, est intervenu mercredi 16 avril, auprès des guerilleros qui ont enlevé, en novembre dernier, M. Archibald Cameron Dunn, un assesseur sud-africain, qui est en très mauvaise santé. Le professeur demande aux militants de l'Armée de libération populaire du Salvador de laisser M. Dunn rejoindre sa famille et « y vivre le reste de sa vie ». Le temps est maintenant venu, pour nous, dit-il, de montrer que vous possédez la plus grande des vertus humaines : la pitié.

Espagne

DEUX GARDES CIVILS ont été tués par balles, mercredi 16 avril, à Irún, au Pays basque espagnol. Les assassins ont réussi à prendre la fuite, en direction de Saint-Sébastien. La frontière a été provisoirement fermée. L'attentat n'a pas encore été revendiqué.

M. MARCELINO OREYA, ministre des affaires étrangères, a annoncé à Madrid le mercredi 16 avril que des négociations allaient s'ouvrir avec la Grande-Bretagne sur la question de Gibraltar. Londres et Madrid auraient déjà décidé de rétablir des communications directes entre le Ro- cher et le territoire espagnol, relations coupées depuis 1969.

Guatemala

UN DIRIGEANT SYNDICAL ET SON ÉPOUSE ont été assassinés par balles par des inconnus, dans le capital, à-t-on appris mercredi 16 avril à Guatemala. D'autre part, un climat de crise règne à l'université où des grèves ont été décidées vendredi dernier pour protester contre l'élimination systématique d'environ quarante étudiants ou professeurs. Devant les menaces qui pèsent sur eux, certains professeurs ont préféré quitter le pays, tandis que les élèves n'assistent plus aux cours. — (A.F.P.).

Nicaragua

M. TOMAS BORQUE, ministre de l'Intérieur, a déclaré, mardi 15 avril, que « les armées nica-

raguaises entreraient immédiatement en action s'il se produisait une intervention impérialiste contre le Salvador ». « Toute intervention au Salvador sera considérée comme une agression contre notre propre sol », a-t-il affirmé. — (A.F.P.).

Pays-Bas

LA TELEVISION NÉERLANDAISE a diffusé mercredi 16 avril la dramatique britannique *Mort d'une princesse*, qui relate l'exécution en 1977, à Ryad, de la princesse Michael, membre de la famille royale saoudienne, et de son amant. La télévision a passé outre aux protestations du monde arabe et aux pressions des milieux d'affaires et du gouvernement néerlandais en faveur d'une annulation de ce programme. La diffusion du film, la semaine dernière, en Grande-Bretagne, avait déjà provoqué de vives protestations des autorités saoudiennes. — (Corresp.).

R. F. A.

M. DUSAN SEDLAR, représentant des Serbes exilés en Occident, a été tué le mercredi 16 avril dans une rue de Düsseldorf. Selon le bureau du procureur de Düsseldorf, l'assassinat pourrait être le fait d'extrémistes croates. — (Reuters).

Zaire

DES ÉTUDIANTS EN GREVE et des adolescents ont manifesté, mercredi 16 avril, sur le campus universitaire de Kinshasa, où des soldats ont pris position. Les manifestants, qui dénoncent leurs conditions de travail et l'insuffisance des bourses, ont incendié vingt-deux véhicules et crié des slogans hostiles au régime. La veille, le président Mobutu leur avait ordonné de reprendre leurs cours. (le Monde du 17 avril) et un porte-parole gouvernemental a démenti mercredi le « mouvement subversif » d'individus qui « se permettent de défier l'État ». — (A.F.P.).

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ

CAPELOU



GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS
 1 ou 2 places • Toutes essences de bois.

CAPELOU

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
 PARIS XI • Métro Portemanteau
 Tél. 357.46.33

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PRÉSIDENT HERRERA CAMPINS

La France et le Venezuela sont décidés à relancer le dialogue Nord-Sud

La visite officielle en France du président vénézuélien, M. Luis Herrera Campins, a inauguré une ère nouvelle dans la coopération entre les deux pays éloignés géographiquement, mais proches par leurs options essentielles.

La France et le Venezuela ont décidé, en effet, de coopérer activement, tant au niveau politique qu'économique, pour favoriser le développement des relations bilatérales et celles que souhaitent établir les pays du pacte andin avec la C.E.E. Ils ont notamment décidé de relancer le dialogue Nord-Sud, afin de développer la coopération internationale — en particulier entre les pays industrialisés et les membres de l'OPEP — et de permettre l'établissement d'un nouveau ordre économique mondial plus juste.

Président en exercice de l'OPEP et l'un des principaux producteurs et exportateurs de pétrole, le Venezuela, chef de file des pays du pacte andin, représente un interlocuteur privilégié en Amérique latine. Il constitue une sorte de pont entre les pays en voie de développement et les grandes puissances, comme les États-Unis et la Communauté européenne.

L'institutionnalisation des rapports entre la C.E.E. et les pays du pacte andin (Venezuela, Pérou, Équateur, Émirats, Colombie) doit être précisée à Bruxelles les 5 et 6 mai, à l'occasion d'une visite des ministres des affaires étrangères du pacte. Au plan bilatéral, MM. Giscard d'Estaing et Luis Herrera Campins, en visite officielle à Paris, ont condamné « avec la plus grande fermeté les atteintes portées aux missions diplomatiques ainsi qu'à l'intégrité physique, la liberté et la dignité des représentants diplomatiques », soulignant le communisme qui indique encore que les deux pays ont exprimé leur préoccupation devant la poursuite de la course aux armements, et leur inquiétude face aux graves tensions apparues dans diverses régions du monde.

● La Chime et le Fonds monétaire international (F.M.I.) tiendront une seconde série de négociations concernant la représentation chinoise au sein de cet organisme, après celle qui vient de se dérouler dans le plus grand secret à Pékin. Cette délégation du F.M.I. a fait part d'une certaine « satisfaction » sur le déroulement de ces premières discussions.

Leu, énergétique — y compris les énergies de remplacement — les transports ferroviaires et urbains (notamment la deuxième étape du métro de Caracas), les télécommunications par satellite, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, la pétrochimie, la sidérurgie, l'aéronautique, les mines, l'infrastructure portuaire, l'océanographie, la construction de logements sociaux. Le Venezuela se félicite vivement de l'apport technologique français à son développement.

Au plan politique, la France et le Venezuela collaboreront pour préserver la sécurité et favoriser le développement des Caraïbes, ainsi que celui de l'Amérique centrale. D'autre part, les deux pays ont rappelé l'importance des résolutions des Nations unies sur le désarmement et souligné leur attachement aux principes démocratiques et au respect des droits de l'homme.

Jeu, le président Herrera Campins devait s'adresser au Parlement européen, à Strasbourg, pour souligner l'importance d'une coopération entre la C.E.E. et les pays du pacte andin, facteur de paix dans la région.

● La France et le Venezuela ont fermement condamné mercredi 16 avril, dans un communiqué conjoint, la prise d'otages de Téhéran. MM. Giscard d'Estaing et Luis Herrera Campins, en visite officielle à Paris, ont condamné « avec la plus grande fermeté les atteintes portées aux missions diplomatiques ainsi qu'à l'intégrité physique, la liberté et la dignité des représentants diplomatiques », soulignant le communisme qui indique encore que les deux pays ont exprimé leur préoccupation devant la poursuite de la course aux armements, et leur inquiétude face aux graves tensions apparues dans diverses régions du monde.

● La Chime et le Fonds monétaire international (F.M.I.) tiendront une seconde série de négociations concernant la représentation chinoise au sein de cet organisme, après celle qui vient de se dérouler dans le plus grand secret à Pékin. Cette délégation du F.M.I. a fait part d'une certaine « satisfaction » sur le déroulement de ces premières discussions.

● La Chime et le Fonds monétaire international (F.M.I.) tiendront une seconde série de négociations concernant la représentation chinoise au sein de cet organisme, après celle qui vient de se dérouler dans le plus grand secret à Pékin. Cette délégation du F.M.I. a fait part d'une certaine « satisfaction » sur le déroulement de ces premières discussions.

L'invasion de l'Afghanistan « a porté un coup aux relations

déclare M. François-Poncet devant

Voici les principaux passages du discours prononcé, le jeudi 17 avril, en fin de matinée, devant l'Assemblée nationale par M. Jean-François-Poncet.

Après avoir rappelé que, « depuis plus de vingt ans », la politique étrangère française est « indépendante dans sa conception et dans ses démarches », M. François-Poncet a insisté sur « trois événements majeurs (qui) focalisent les préoccupations ». Il les a ainsi définies :

« L'Union soviétique est intervenue militairement en Afghanistan pour y maintenir un régime de son choix ; au Proche-Orient, comme dans certaines régions de l'Afrique, les intrusions armées bloquent toujours les voies de la paix ; en Europe même, un débat d'apparence française, qui oppose un des États membres à ses huit partenaires, vient à remettre en cause les fondements de la Communauté ».

Les événements d'Afghanistan, a dit le ministre, sont « d'une particulière gravité pour trois raisons » :

« Ils portent atteinte à l'indépendance d'un peuple (...) Rien ne saurait en masquer la gravité. Ni le fait qu'un gouvernement communiste détenait déjà le pouvoir à Kaboul. Ni l'appel des autorités afghanes, auquel l'Union soviétique se serait bornée à répondre. Ni les incursions extérieures qui se seraient produites ».

« Aucune de ces explications ne peut être acceptée. Je n'insisterai pas sur la chronologie des faits ; elle contredit formellement la thèse d'un appel. Quant aux prétendues incursions, il n'en existe guère de preuve : l'armement rudimentaire dont dispose la résistance afghane en dément l'existence. Et si tel avait été le cas, il resterait à expliquer pourquoi jamais ni les Nations unies, ni le mouvement des non-alignés n'ont été saisis du problème et pourquoi on en est venu immédiatement à l'envoi d'un corps expéditionnaire doté des armes les plus lourdes ».

« Tous les témoignages concordent : le peuple afghan révèle la présence de troupes étrangères, que ce soit par la résistance armée ou par son opposition silencieuse ».

La situation ainsi créée affecte l'équilibre de toute la région. (...) Contrôler ce carrefour a toujours été la tentation des grandes puissances. Heureuse-

ment en vain. Ce fut la chance de la paix. En y prenant position, l'Union soviétique compromet l'équilibre et la sécurité dans cette partie du monde.

« L'engagement à une portée plus vaste encore : il est le fait d'une des deux puissances qui

détiennent seules les moyens d'un conflit planétaire et sur qui pèse, de ce fait, une responsabilité particulière dans le maintien de la paix. (...) Un coup a été porté aux relations et aux équilibres sur lesquels repose la paix ».

« La détente, un mot qui n'a pas bonne presse »

M. François-Poncet s'est ensuite interrogé sur l'avenir de la détente, un mot qui n'a pas « aujourd'hui bonne presse », et c'est un signe de la crise que nous vivons. Pour lui, cependant, la détente « n'a pas empêché les crises mais elle a évité qu'elles ne dégénèrent ». « La détente, a ajouté M. François-Poncet, n'est cependant pas la voie de la facilité. Elle n'est ni un alibi, ni une situation. Elle se gagne par la fermeté et se maintient par la vigilance. Elle réclame de part et d'autre la modération des attitudes et le respect de principes communs. Elle exige des partenaires qu'ils se comprennent et s'acceptent comme ils sont. Elle suppose un équilibre des forces perçu et admis comme tel ».

« Bref, elle a ses règles qui, pour être différentes de celles de l'affrontement, n'en sont pas moins impératives. La fermeté de la politique africaine de la France, l'effort continu qu'elle consacre à sa sécurité, ne sont pas des correctifs à sa politique de détente, ils en font partie intégrante ».

Or, a poursuivi le ministre, la situation se dégrade. Après avoir cité les « actions de force entreprises en Angola, dans la corne de l'Afrique, au Yémen, au Cambodge », il a dit : « L'incompréhension et la méfiance se sont installées entre les deux super-puissances. Les contacts entre leurs dirigeants sont devenus rares. D'un côté, des décisions ont été prises qui sont incompatibles avec l'obligation de modération et de retenue en dehors de laquelle les relations entre l'Est et l'Ouest dégénèrent vite ou tard en affrontement. De l'autre, l'insuffisance de continuité et de fermeté a entretenu un doute sur la nature des objectifs poursuivis, la fiabilité et la constance de la politique pratiquée ».

Définissant ensuite la politique française, le ministre a déclaré : « Il s'agit ni de s'incliner devant la fait accompli ni de participer à l'escalade de la confrontation. La France ne dispose pas en la circonstance d'autres armes que la fermeté et le dialogue. L'une et l'autre sont indispensables ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».

« Ce qui était présenté le 27 décembre comme une action limitée et temporaire tend à devenir une opération massive et permanente. A l'intervention elle-même s'ajoutent de jour en jour les conséquences inévitables de sa prolongation ».



NOS PRIX VACANCES AIR FRANCE

AIR FRANCE-VACANCES*

DES PRIX CHARTERS SUR VOLS RÉGULIERS.

Ces bas tarifs s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié.

CORSE	A.R. 800 F	ATHÈNES	A.R. 1300 F
NICE	A.R. 680 F	LONDRES	A.R. 450 F
GUADALOUPPE	A.R. 2670 F	TEL AVIV	A.R. 1900 F
MARTINIQUE	A.R. 2670 F	PALMA	A.R. 790 F
GUYANE	A.R. 3380 F	NEW YORK	A.R. 2250 F
RÉUNION	A.R. 4140 F	MONTREAL	A.R. 2250 F

TARIFS VISITE :

DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.

Ces tarifs réduits sont valables sur des vols réguliers Air France avec le service normal de la classe Économique.

AMSTERDAM	A.R. 565 F	ROTTERDAM	A.R. 565 F
BRUXELLES	A.R. 470 F	STOCKHOLM	A.R. 1980 F
COPENHAGUE	A.R. 1435 F	VIENNE	A.R. 1390 F
GENÈVE	A.R. 715 F	ZURICH	A.R. 795 F
GÖTEBORG	A.R. 1755 F	DELHI	A.R. 3995 F
HELSINKI	A.R. 2335 F	BOMBAY	A.R. 3995 F
OSLO	A.R. 1820 F	BANGKOK	A.R. 4250 F

Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de l'ensemble de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.

* Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières.

Le plus grand centre d'essai Volvo.

Il est à Paris : venez essayer dans le 17^e ou à Neuilly une des Volvo : la nouvelle 7 CV, les Diesels 6 cylindres berlins ou breaks, les gammes 340, 240 et 260.

Si vous voulez gagner du temps téléphonez-nous, on ira vous chercher.



245 DL, 5 portes, boîte manuelle. Prix au 1-4-80 : 41.500 F

CARDINET

112/114, rue Cardinet
75017 Paris
TEL : 766.50.35.

NEUILLY

16, rue d'Orléans
92200 Neuilly
TEL : 747.50.05.

VOLVO PARIS

La passion de la qualité.

Les se
création
dans

L'EMI
145

صكنا من الأمل

ASIE

Cambodge

CINQ ANS APRÈS LA CHUTE DE PHNOM-PENH

Le prince Sihanouk se dit prêt à rentrer dans son pays et à coopérer avec les autorités pro-vietnamiennes

Après plusieurs mois de visites et de consultations politiques en Europe, en Afrique, au Canada et aux États-Unis, le prince Sihanouk, qui vient de regagner la Corée du Nord après un bref séjour en Chine, paraît désireux — sous certaines conditions et garanties — de rentrer au Cambodge, et de coopérer avec les nouvelles autorités pro-vietnamiennes à la reconstruction de son pays dévasté.

Interviewé à Pékin par Nayan Chanda, journaliste de l'hebdomadaire de Hongkong, « Far Eastern Economic Review », l'ancien monarque a réaffirmé avec son franc-parler habituel son opposition à la politique chinoise de soutien aux Khmers rouges et tourné en dérision celle des États-Unis qui, a-t-il affirmé, n'ont tiré aucun enseignement du Vietnam.

Après ces déclarations, M. Han Nianlong, vice-ministre chinois des affaires étrangères, a exprimé, dans la même revue, le mécontentement de Pékin, qui s'inquiète des tentatives de règlement politique du problème cambodgien et a réaffirmé son soutien aux Khmers rouges. Le président M. Hua Guofeng et M. Ye Jianying, président du comité permanent de l'Assemblée nationale, ont réaffirmé ce soutien dans un télégramme à M. Khieu Samphan, président du Kampuchéa démocratique, à l'occasion du cinquième anniversaire de la chute de la République khmère, le 17 avril 1975.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

claire : « Aux États-Unis et en Europe tout le monde, y compris les officiels, m'a déclaré qu'il serait déraisonnable de parler en guerre. Ils n'approuveront pas l'idée de la formation d'une armée nationale placée sous mon commandement pour lutter contre les Vietnamiens. Les Français m'ont dit : « Nous ne pouvons pas être ennemis avec le Vietnam. Nous voulons vous aider à être un pont entre Hanoï et nous-mêmes. Peut-être les Vietnamiens seraient-ils intéressés par votre proposition. Nous pourrions alors servir d'intermédiaires. » Le prince affirme avoir trouvé en Europe et au Canada « beaucoup de sympathie ». « Mais, ajoute-t-il, ces pays ne sont pas prêts à retirer leur soutien aux Khmers rouges. Ils savent que les États-Unis ont voté pour les Khmers rouges, alors ils font de même. Certains veulent pour Pol Pot parce qu'ils veulent vendre à la Chine. C'est un gros marché. J'ai été très déçu par les résultats de ma visite aux États-Unis. Mon peuple craint avant tout le retour des Khmers rouges. C'est là le problème numéro un, mais Washington ne semble pas s'en soucier.

Les Américains manquent de psychologie

L'ambassadeur Américain (en poste à Bangkok) m'a déclaré que les Khmers rouges sont la seule force organisée contre les Vietnamiens. Les États-Unis sont très intéressés par les Khmers rouges, alors ils font de même. Certains veulent pour Pol Pot parce qu'ils veulent vendre à la Chine. C'est un gros marché. J'ai été très déçu par les résultats de ma visite aux États-Unis. Mon peuple craint avant tout le retour des Khmers rouges. C'est là le problème numéro un, mais Washington ne semble pas s'en soucier.

Chine

M. Berlinguer réaffirme que les relations entre communistes italiens et chinois ne sauraient porter préjudice à quiconque

Le vice-premier ministre M. Deng Xiaoping, a déclaré, jeudi 17 avril à Pékin, que la guerre était « inévitable », mais qu'il fallait faire en sorte qu'elle éclate le plus tard possible. S'entretenant avec des journalistes italiens qui accompagnent le secrétaire général du parti communiste italien, M. Enrico Berlinguer, avant d'avoir un entretien avec ce dernier, M. Deng a également affirmé que les rapports sino-soviétiques s'étaient détériorés « au-delà d'une simple dispute ». « La Chine, a dit M. Deng, est exposée à des menaces graves ». L'U.R.S.S. ayant disposé d'un million d'hommes à ses frontières, renforcé son soutien au Vietnam et envahi l'Afghanistan, la Chine « espère que la guerre n'éclatera pas avant vingt ans », a-t-il ajouté.

Interrogé sur les relations sino-américaines, le vice-premier ministre a souligné qu'elles ne constituaient pas, pour Pékin, « un choix simplement tactique, mais un choix stratégique et à long terme ».

D'autre part, comme l'indique notre correspondant à Pékin, M. Berlinguer a réaffirmé que les relations entre communistes italiens et chinois ne sauraient porter préjudice à quiconque.

De notre correspondant

Pékin. — La délégation du P.C.I. paraissait assez satisfaite, mardi soir 15 avril, de ses premiers entretiens avec les dirigeants communistes chinois. Après une matinée consacrée principalement à un exposé de M. Berlinguer sur la situation intérieure en Italie, les conversations se sont poursuivies dans l'après-midi avec le président Hua Guofeng et ont alors porté à la fois sur les relations entre les deux partis et sur divers problèmes internationaux.

La sévérité avec laquelle le secrétaire général du comité central chinois, M. Hu Yaobang, avait exclu le matin devant les journalistes italiens l'hypothèse d'un rapprochement avec le P.C. soviétique n'était pas du meilleur augure. En parlant de « mobiliser la classe ouvrière dans la lutte contre les hébertistes », le chef de la délégation italienne donnait-il pas l'impression de vouloir enrôler le P.C. italien dans sa croisade contre l'U.R.S.S. ? C'était là aller à l'encontre des engagements pris publiquement par M. Berlinguer selon lesquels le rapprochement des relations entre communistes italiens et chinois ne saurait porter préjudice à quiconque.

Le chef du P.C. italien est d'ailleurs revenu avec force sur ce point dans l'allocution qu'il a prononcée au banquet offert le soir en son honneur. « Les relations entre nos deux partis, a-t-il

dit, ne sont dirigées contre aucun autre parti. Au contraire, nous estimons que nos relations peuvent contribuer à créer une atmosphère de meilleure compréhension et de coopération entre tous les partis et mouvements politiques inspirés par des idées de paix, de progrès et de socialisme. »

En ce qui concerne les relations entre les deux partis, M. Berlinguer a souligné qu'il était parfaitement admis par M. Hua Guofeng, qui en a même donné publiquement acte à son bête dans sa propre allocution en déclarant que le rapprochement des rapports entre P.C.C. et P.C.I. était conforme « également aux intérêts du mouvement communiste international et de la paix mondiale ».

De part et d'autre, on demeurait, on ne parle que d'égalité, de « respect mutuel », de « franchise » dans les échanges de vues qui ne sauraient faire disparaître toutes les différences. La presse et la télévision chinoises accordent une large place à ces retrouvailles et rendent compte avec une loquace objectivité des thèses présentées du côté italien. Assez curieusement, on constate que si M. Berlinguer a évoqué mardi soir le rôle du président Mao dans la victoire de la révolution chinoise, M. Hua Guofeng pour sa part n'a pas mentionné le nom du fondateur de la R.P.C.

ALAIN JACOB.

des Khmers rouges, ils ne pensent guère au sort du peuple khmer. (...) D'abord les Américains m'ont donné des conseils, presque des ordres. Richard Holbrooke (sous-secrétaire d'État) m'a dit : « Vous devriez améliorer vos relations avec la Chine, ne pas faire qu'elle dépasse la Chine. » Comme c'est étrange, c'est moi Sihanouk, lorsque j'étais chef d'État, qui ai tenté pour l'admission de la Chine à l'ONU alors que les États-Unis s'y opposaient un refus hermétique. (...) Quelqu'un de la Rand Corporation m'a conseillé de donner le temple de Preah Vihear (haut lieu bouddhiste) à la Chine, car elle avait des policiers, venus les inviter à se rendre des que possible à Preah Vihear. Ils étaient habillés, avaient entassé quelques affaires et étaient venus accompagnés de leurs parents ou de leurs amis.

« Ensuite, poursuit le prince, Kissinger est venu me rendre visite pour me dire : « Ne vous en faites pas, nous allons vous aider. » Vraiment cela me paraît extraordinairement comique. Incroyable. Je ne suis pas allé aux États-Unis pour leur campagne pour la présidence du Cambodge, mais pour voir mes compatriotes. Les Américains n'ont tiré aucun enseignement du Vietnam. Dès que quelqu'un arrive chez eux, ils pensent qu'ils ont affaire à un autre Nor Loh ou à un Sirik Matak. Sihanouk n'est ni l'un ni l'autre. Les Américains ont une psychologie. Ils ont l'habitude de détester les Vietnamiens. Chaque fois qu'ils rencontrent un Asiatique ils pensent que c'est tout juste un client qui leur fait du mal.

Le prince estime que la prolongation de la résistance des Khmers rouges, et son soutien international, sont une justification partielle au maintien des troupes vietnamiennes au Cambodge : « Les Cambodgiens ont besoin de cette présence tant que les Khmers rouges survivront. S'ils étaient défaits, les Vietnamiens se trouveraient affrontés à l'opposition du peuple cambodgien », affirme-t-il. Hanoï tire donc avantage de leur survie. C'est également cette raison, selon Sihanouk, que les Vietnamiens n'ont pas attaqué les sanctuaires Khmers rouges en Thaïlande. « C'est une question de dignité, dit-il. Comme un bon constructeur qui a avalé un lapin les Vietnamiens ont besoin de rester tranquillement dans l'ombre. Ils ne veulent pas que les Vietnamiens pénètrent en Thaïlande pour déloger les Khmers rouges, aurait suscité des alarmes inutiles. (...) Les Vietnamiens sont assez malins pour ne pas l'avoir fait. Mais les Américains ne comprennent rien aux subtilités des Vietnamiens. Ils disent que les Vietnamiens ont des problèmes avec les Vietnamiens, mais les Vietnamiens ne disent pas la vérité. Ils sont dans la guerre. Ils y sont à l'aise. »

Pour Norodom Sihanouk l'obstination chinoise et américaine, celle des pays de l'ASEAN (1) et notamment de la Thaïlande en faveur des Khmers rouges est vaine à l'échec. Elle est immorale, impopulaire, criminelle et irrationnelle. Après bien des drames et bien des hésitations la drame parait bon gré mal gré, mais dans l'intérêt de la survie du Cambodge, avoir choisi son camp, faute d'alternatives.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des Nations de l'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

● Le Mouvement de solidarité Cambodge et des comités Cambodge organisés, samedi 19 avril, de 15 heures à 18 heures, place Raoul-Dandury, esplanade de la gare Montparnasse, un rassemblement afin « d'informer sur la situation actuelle, de recueillir des dons et médicaments pour l'aide humanitaire, de demander qu'il soit procédé conformément à la résolution du 19 novembre 1979 de l'ONU du retrait des troupes vietnamiennes subit d'élections libres ».

C/O Mme Lamiral, B.P. 22, 94800 Villejuif.

AMÉRIQUES

Cuba

400 réfugiés ont quitté La Havane pour le Costa-Rica

Un troisième groupe de réfugiés, soit cent cinquante personnes, a quitté, le jeudi 17 avril, La Havane à destination du Costa Rica, à bord d'un avion de la compagnie costaricaine LACA. Avec ce nouveau départ le nombre de Cubains ayant quitté La Havane à destination du Costa Rica depuis mercredi, atteint quatre cents personnes.

« Je suis contre ce régime pesant et fermé »

La Havane. — « Seul mon sentiment de mère compte dans un tel moment. » Il est 4 heures du matin, mercredi 16 avril, à l'aéroport international José-Martí. Une femme en larmes vient de servir son fils dans ses bras. Celui-ci présente passeport et saul-conduit au policier et disparaît en faisant un petit signe. Il s'est rendu à l'ambassade du Pérou sans rien nous dire, poursuit la mère désempée, puis il est rentré à la maison cinq jours plus tard avec tous les papiers pour sortir. Je ne suis pas toujours d'accord avec la révolution, mais il n'avait pas de raison d'agir ainsi. Elle fait un instant. Son mari, qui agit désespérément la main en direction d'un fils qu'il ne voit plus, reprend : « En tant que révolutionnaire et que père de famille, je me sens responsable, mais je ne suis pas encore exactement de quoi. »

Entre 2 heures et 5 heures du matin, nous avons assisté à une multitude de scènes de ce genre. Les candidats à l'exil avaient été prévenus après minuit par des policiers, venus les inviter à se rendre des que possible à l'aéroport. Aussitôt, ils étaient habillés, avaient entassé quelques affaires et étaient venus accompagnés de leurs parents ou de leurs amis.

« Ils étaient deux cent cinquante-trois, mercredi, à quitter La Havane à bord de deux avions costaricains. Certains avaient des vêtements de qualité, d'autres portaient leur tenue de travail. Plusieurs hommes sont arrivés seuls, les mains dans les poches, comme si de rien n'était ; puis, constatant que tout était calme, ils sortaient leurs papiers et s'enquerraient sans se presser de la salle d'attente.

À 8 heures du matin, les réfugiés sont montés à bord des avions sous les injures du personnel de l'aéroport et de curieux massés sur les terrasses. Mais la nuit, en revanche, a été calme. Vers 3 heures, une femme a hurlé « Gusanos ! Que se voyan » (Vers de terre, parlez) ; aussitôt, elle a été interrompue par les protestations de tous les présents. Un grand Noir gouaillard qui regardait la scène, nonchalamment appuyé contre un mur, cligna à la bouche, nous a déclaré : « Je les méprise de ne pas avoir compris notre révolution, mais c'est leur droit de partir. En faisant cela, ils démentent des ennemis, et pourtant je ne suis pas d'accord avec ceux qui veulent les rosser. » Clin d'œil ironique : « Mais chacun pense ce qu'il veut. » Une jeune femme s'accroche au cou de son mari. « Je compte sur toi. Elle a eu peur de rentrer dans l'ambassade du Pérou, mais son époux, des qu'il sera hors du pays, demandera qu'elle sorte à son tour. Ils ne sont pas d'accord avec le système ». A côté d'elle, l'oncle du jeune homme, « presque son père », poursuit la salle d'attente devant lui, sans bouger. Il ne veut pas pleurer : « Je suis ouvrier et en même temps étudiant à l'université. Je le dois à la révolution. Jamais je n'abandonnerai ma terre ».

« Je quitte Cuba parce que je suis progressiste. L'homme est habillé d'un costume beige, chemise blanche, cravate ; il porte lunettes et moustache. Sa jeune et jolie femme, enceinte de trois mois, s'appuie à son bras : « Je veux pouvoir constater des progrès dans ma vie matérielle. Depuis vingt ans, une maison, une voiture. Je suis aujourd'hui en Suède, comme appartenant à sa fille. »

Susana Burgos, qui vit « quelque part en Europe », a témoigné au mois de décembre dernier à Stockholm devant le premier ministre suédois et elle était présente, le 11 avril, à la conférence de presse organisée par le ministre des affaires étrangères dans la capitale suédoise. Contrairement à ce que prétendent les autorités argentine, la jeune Suédoise, un affirmé tout ignorer du sort de Dagmar Hagelin. L'affaire a de nouveau été évoquée récemment au Parlement suédois.

Stockholm a déjà effectué plusieurs démarches officielles pour tenter d'obtenir des éclaircissements. Le 17 août 1977, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'avaient apporté aucun élément nouveau. En décembre de l'année dernière, le premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, demandait de nouvelles explications. Mais sa requête n'a donné encore aucune réponse. Le 17 janvier 1979, le président Videla répondait que la jeune Suédoise avait probablement été victime du terrorisme international ou de groupes paramilitaires incontrôlés. Au mois d'octobre 1978, les autorités argentine affirmèrent laconiquement que les enquêtes menées par diverses instances n'

Le Monde

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le mode de désignation des magistrats est maintenu

« Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le sé. » C'est en ces termes que M. Foyer (R.P.R.) avait, le 11 octobre 1979, commenté l'arrangement transactionnel intervenu, selon M. Peyrefitte, entre lui-même et les syndicats à propos du projet de loi sur le recrutement des magistrats, que les députés examinaient ce jour-là en première lecture.

Depuis les choses se sont gâtées, et si l'on doit parler de transaction, c'est de celle conclue entre le garde des sceaux et le président de la commission des lois, rapporteur de ce projet. A moins qu'il ne faille mettre sur le compte des seigneurs et des seigneuses, l'apparente indifférence avec laquelle M. Peyrefitte a laissé l'Assemblée mettre en place la plupart des dispositions libérales votées par le Sénat.

En contrepartie, M. Foyer ne s'est pas

opposé à ce que les députés reviennent sur un amendement qui, à l'automne dernier, avait mis le feu aux poudres : la suppression de l'avis conforme de la commission chargée du recrutement extérieur des magistrats. Cet amendement, scolarisé, dont on lui a, à tort ou à raison, attribué la paternité, retourne aux oubliettes. Il y allait de la tranquillité des cours et des tribunaux.

Se contentant, au moment de ce vote, de qualifier les propos du garde des sceaux de « plaidoyer pour le corporatisme », M. Foyer songeait sans doute à la revanche qu'il avait prise quelques minutes auparavant en faisant adopter un amendement permettant au gouvernement de choisir sur une liste d'élus les magistrats siégeant à la commission d'avancement. C'est le système qui est en vigueur aujourd'hui, mais M. Peyrefitte

souhaitait lui substituer un mode de désignation où les pouvoirs publics n'auraient plus leur mot à dire.

Comme son attitude l'avait laissé présager, le garde des sceaux n'a que mollement insisté pour que l'Assemblée adopte le texte qu'il lui soumettait, soulignant que la pratique actuelle rend théorique le choix du gouvernement puisque celui-ci a toujours désigné les mieux élus. « Je puis vous assurer, a déclaré le ministre, que je continuerai à faire de même. » C'est ce qui permit à M. Richard (P.S.) de faire l'unique allusion, dans ce débat interminable, à la note du ministre de la justice au président de la République, dans laquelle plusieurs députés s'étaient plongés pour tromper leur ennui : « Cet engagement, m'a-t-on dit, le garde des sceaux, dépend de votre longévité. »

BERTRAND LE GENDRE.

La direction du P.S. adresse une sévère mise en garde à M. Michel Rocard

La direction du P.S. a rendu publique, mercredi soir 16 avril, au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du P.S., une lettre adressée le 11 avril dernier par M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national, à M. Michel Rocard, ce dernier se trouvant en visite à Londres. Le texte est un sévère rappel à l'ordre qui vise à contrer les efforts entrepris par le député des Yvelines en vue de sa désignation comme candidat du P.S. à l'élection présidentielle.

La lettre de M. Jospin, qui est officiellement le numéro deux du P.S., reprend, en les développant, les critiques qui avaient été émises lors d'une précédente réunion du bureau exécutif le 2 avril à l'encontre du député des Yvelines : celui-ci est coupable, aux yeux de la direction, d'avoir pris position en faveur de la souveraineté-association du Québec, pronée par le parti québécois et, d'autre part, de « caricaturer » les positions du premier secrétaire en matière de décentralisation. Sur le premier point, M. Jospin s'élève contre un membre du P.S. même « ce qu'il faut bien appeler une action internationale dans l'ignorance du parti » ; il invoque le principe de non-ingérence et rappelle que le « projet socialiste » ne prend pas parti dans la querelle québécoise. Il a demandé et obtenu de M. Rocard que le document controversé soit transmis à la direction, texte que le député des Yvelines avait confidentiellement adressé à M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales du Québec.

Sur le second point, M. Jospin reproche à M. Rocard d'avoir développé, notamment à R.T.L. le 29 mars, l'idée qu'il incarne un courant actif sur la décentralisation, alors que celui de M. Mitterrand privilégie le contrôle de l'appareil d'Etat.

M. Jospin en appelle au respect « de quelques règles morales élémentaires » : condition d'un fonctionnement correct. Le P.S. et demande que « cesse » le procès fait, selon lui, au premier secrétaire. S'il est vrai que les positions de M. Mitterrand en faveur de la décentralisation sont sans équivoque, peut-être y a-t-il, dans la louable souci de correction exprimé par M. Jospin, un air de bon de reproche à la pensée de M. Michel Rocard de celle de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber (le Monde daté 16-17 décembre 1979).

La lettre de M. Jospin vaut surtout par ce qu'elle révèle de la volonté des amis de M. Mitterrand. Ces derniers sont plus que jamais décidés à contraindre le projet de M. Rocard d'être désigné comme candidat du P.S. pour 1981 ; ils souhaitent créer les conditions d'une nouvelle candidature du premier secrétaire, comme l'a rappelé, mercredi à Paris, M. Charles Hernu. Aussi ont-ils décidé de contraindre le député des Yvelines chaque fois que cela leur paraît possible.

Après avoir renforcé l'organisation de leur courant, pour se doter des moyens d'une contre-offensive efficace, ils se proposent d'entraver ce qu'ils nomment « l'opération Rocard » et qui apparaît comme une campagne interne avant la lettre. Il

s'agit donc non seulement d'éprouver la moindre des déclarations de M. Rocard pour le rappeler au respect de la ligne du parti, mais aussi de ne pas lui laisser le champ libre. C'est ainsi que M. Laurent Fabius, porte-parole du parti, a fait état de plaintes émanant de plusieurs fédérations, déplorant d'appréhender par la presse la venue de M. Rocard dans leurs départements. Pour M. Fabius, « ou bien Michel Rocard se déplace en province en tant que candidat, mais les candidatures ne sont pas ouvertes (1), ou bien, il le fait en tant que responsable du parti, mais il doit en informer les fédérations. Ou encore, il s'agit en tant qu'animateur d'un courant, mais, là aussi, il n'est pas possible que les fédérations soient informées par les journaux de manifestations auxquelles elles n'ont pas été associées ».

Cette l'évidence psychologique que peut comporter un tel rappel à l'ordre — M. Rocard est placé dans la posture difficile de celui qui, minoritaire, est mis en demeure de répondre de ses faits et gestes devant la direction — celle-ci cherche également à situer le débat au niveau politique. Face à un rival qui s'est placé sur le terrain de l'efficacité, elle « se demande » au fond, avec M. Jospin, si les divergences qui séparent M. Rocard de la majorité du parti ne sont pas si graves qu'elles doivent interdire à celui-ci d'être le candidat du parti. Ces divergences tournent, en effet, à des notions aussi décisives que la République, la nation, et les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme.

Le ton monte

A ce jeu, on peut craindre que le P.S. ne retrouve rapidement le chemin de ces « procès » qu'il s'agit précisément d'éviter. Il est vrai que le ton monte au P.S. à chaque fois qu'approche une échéance interne : une convention nationale doit être réunie le 25 avril prochain afin, notamment, de fixer le calendrier du processus de désignation du candidat socialiste. M. Charles Hernu, qui est l'un des fidèles de M. Mitterrand, considère que cette convention doit permettre au premier secrétaire d'annoncer ses intentions. « C'est du moins ce que je souhaite », a ajouté le député du Rhône.

Nombreux sont ceux des partisans de M. Mitterrand qui considèrent que cette échéance ne doit pas être de tout repos pour le député des Yvelines, auquel ils entendent signifier que la campagne interne ne pourra commencer qu'à la date arrêtée par la direction (probablement à l'automne).

De son côté, M. Rocard, entre deux voyages à l'étranger, et après une tournée dans le Nord-Pas-de-Calais à l'apprentissage, les 22, 23 et 24 avril, trois départements qui lui sont « éternels » (Lot-et-Garonne, Gironde et Pyrénées-Atlantiques). S'il est vrai que l'annonce de cette visite avait créé quelques remous, il semble que les choses se présentent mieux. M. Rocard devrait être bien accueilli.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) M. Mitterrand avait cependant déclaré : « Il y a ouverture de candidatures au P.S. » (le Monde du 15 mars).

M. Jospin : le respect de quelques règles morales élémentaires

Après avoir repris les griefs que la direction nourrit à l'encontre de M. Michel Rocard à la suite de ses prises de position en faveur de la souveraineté-association du Québec et d'une large décentralisation (le Monde du 4 avril), Lionel Jospin vient de publier une lettre où il rappelle, en effet, plus qu'il ne rappelle, de dénoncer la « caricature » faite par le député des Yvelines des positions du premier secrétaire et d'autres membres de la direction, en matière de décentralisation.

M. Jospin ajoute : « Sur les risques du pouvoir, sur le rejet de la bureaucratie, sur la critique de l'Etat, sur la nécessité de la décentralisation, sur les moyens à rendre aux collectivités locales, les textes du parti sont clairs et nous engageant tous. Pour ce qui concerne le premier secrétaire ou premier chef visé par cette campagne, tu ne peux ignorer les multiples ouvrages, articles ou discours dans lesquels, sans relâche, depuis 1958, il a critiqué le centralisme étatique, la technocratie, le partiisme et défendu les pouvoirs des collectivités locales, et le droit à la différence pour les identités culturelles régionales. »

D'où viennent donc ces attitudes sempiternelles, ce procès sans cesse repris, ces reproches infligés aux uns et ces brevets décernés aux autres. Si ce procès est sans fondement et purement tactique, ce que je crois, il faut qu'il cesse. Un parti comme le nôtre ne peut correctement fonctionner, la fraternité ne peut y survivre, si l'honnêteté, quelques règles morales élémentaires, ne sont pas respectées entre nous, notamment par ceux qui aspirent

aux plus hautes fonctions. A moins que je ne sois injuste, qu'il y ait pas de procès mais qu'il y ait lieu à débat entre nous sur ce problème aussi. Si c'est le cas, ce débat n'est certainement pas où tu es placé aujourd'hui. Peut-être est-il ailleurs, en effet, plus profond et encore non totalement résolu !

M. Jospin s'appuie ensuite sur les déclarations de M. Michel Rocard devant la Cour de shérif de l'Eilat, en octobre 1979, lors du procès des militants du Front de libération de la Bretagne et juge « étonnante » l'analyse du rôle historique de l'école faite par le député des Yvelines. Celui-ci avait notamment déclaré : « L'école de la III^e République a imposé la langue française. De combats de dialectiques, d'handicaps mentaux est-elle responsable ? »

M. Jospin en conclut : « Je me demande si ce que nous séparons n'est pas la question de l'équilibre des institutions, des lieux du pouvoir, de la place à garder à la nation de communauté nationale. Décentraliser en organisant un pouvoir régional véritablement démocratique, reconnaître les identités culturelles et la pratique des langues régionales, cela ne veut pas dire sacrifier la réalité de la nation ou la diluer. Cela ne veut pas dire réduire la place des échelons communaux et départementaux qui sont à la base de la démocratie. Telle est, en tout cas, la position exprimée jusqu'à maintenant par le parti et confirmée par le projet socialiste. Si des divergences existent, alors il faut en débattre. »

La composition de la commission d'avancement

Examinant les dispositions relatives à la composition de la commission d'avancement, l'Assemblée nationale a adopté, le 16 avril, un amendement qui vise à dissocier la composition de cette commission selon qu'elle siège au titre du recrutement ou de l'avancement. Un long débat s'engagea ensuite sur le mode de désignation des membres de la commission. Par 271 voix contre 203, l'Assemblée adopta un amendement de M. Foyer et MADELIN (U.D.F.) tendant à maintenir le système de désignation actuel. Celui-ci permet au gouvernement de désigner les

Le Sénat accepte la proposition gouvernementale au sujet de l'indemnité de logement des instituteurs

Le Sénat a poursuivi, mercredi 16 avril, l'examen du projet de loi sur le développement des collectivités locales. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel D'Ornano, a affirmé que ce texte constituerait, s'il était voté, « une atteinte grave à l'indépendance de la justice, ou plutôt contre ce qu'il en reste ». Il a ajouté : « Des magistrats élus par le vote sont bien obligés d'obéir aux injonctions du pouvoir. »

A la fin de sa séance nocturne de mardi, il avait repoussé l'article 87 posant le principe d'un « conseil des collectivités » en matière d'urbanisme et d'utilisation des sols. Ce vote des sénateurs s'explique par le fait du dépôt de deux nouveaux projets de loi traitant l'ensemble de la question.

M. MICHEL D'ORNANO, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, avait indiqué sa préférence pour un report du débat de fond sur la décentralisation de la justice. Le ministre a déclaré que le débat déjà en cours devant les commissions compétentes du Sénat qui ont été saisies de ces projets.

Les sénateurs ont abordé mercredi après-midi la question des compensations financières (article 88) qui se fera par un ajustement de la dotation globale de fonctionnement. « Cette compensation », indiqua M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Intérieur, sera évaluable et ne s'appliquera pas à tous les transferts de charges. L'Etat accepterait de prendre certaines compétences sans compensation correspondante. (...) Au total, sur la base 1977, et compte tenu des estimations concernant la mise à niveau des collectivités locales, l'Etat accepte de ne pas inscrire au budget des collectivités locales comme il est prévu dans le cadre d'une compensation strictement entendue. « Plus simplement, ajoute

le ministre, c'est un bénéfice net de 500 millions pour les départements et les communes. » A propos du logement des instituteurs, M. BONNET rappelle la position transactionnelle du gouvernement (le Monde du 16 avril). Il donne les prévisions suivantes sur la situation actuelle : sur 250 000 instituteurs des écoles publiques, 37 % bénéficient d'un logement et 63 % ne l'ont pas. Les prévisions sont de 32 744 communes de moins de 2 000 habitants, 70 % des instituteurs sont logés et 30 % ne le sont pas. Les 3 648 communes de plus de 2 000 habitants ont des proportions sont inversées. La fixation des indemnités est fondée sur des textes anciens, datant du 25 octobre 1894 et du 21 mars 1904. L'Etat a décidé de fixer en principe pour chaque école et pour chaque catégorie d'instituteurs, est arrêté par le préfet, après avis du conseil municipal et du conseil départemental de l'éducation primaire.

Le ministre accepte donc un mécanisme qui allègera la charge des communes. Par amendement, il crée une dotation particulière destinée aux dépenses de logement des instituteurs, dotation ayant une charge en matière de logement des instituteurs, qu'il s'agisse d'un logement en nature ou du versement d'une indemnité représentative. Le calcul en sera simple. Disposant d'un montant forfaitaire par instituteur, le maire n'aura qu'à multiplier ce montant unitaire par le nombre d'instituteurs attachés, comme prévu la loi de 1964, à sa commune pour connaître le montant de la dotation lui revenant.

Un supplément de 200 millions en 1981

francs, de doubler ce nombre par celui des instituteurs qui perçoivent ladite indemnité, soit 150 000 francs, ce qui donne une moyenne de 480 francs. Le montant moyen serait versé pour tous les instituteurs, qu'ils soient ou non logés par leur commune ; ils sont 250 000, cela fait donc 120 millions de francs. Nous y parviendrions en six ans. Je résume que l'application serait l'affaire d'une loi ultérieure, étant bien entendu que le gouvernement n'a aucun dessein dilatoire.

« Le gouvernement », avait déclaré M. DE TINGUY au nom de la commission des lois, fut ce texte un effort réel. L'an prochain, il y aura pour le logement des instituteurs un supplément de dotation de 200 millions. » A.G.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 16 avril, une proposition de résolution de M. Delalande et Foyer (R.P.R.) tendant à modifier les articles 25 et 27 du règlement de l'Assemblée nationale, qui concernent la constitution d'une commission spéciale et les commissions permanentes. Les députés ont ainsi supprimé l'une des possibilités de constitution des commissions spéciales : la demande de saisine pour avis de deux commissions d'un texte renvoyé au fond à une troisième ne provoquerait plus, de droit, la création d'une commission spéciale. Celle-ci constituerait à présent être créée, à l'initiative soit du gouvernement, soit d'un président de groupe, soit d'un président de commission permanente, soit de trente députés.

L'Assemblée a également adopté un amendement de M. Foyer stipulant que toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans le mois suivant la publication de la question — un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois, peut être converti en question écrite (le vendredi matin), et son auteur le demande. Cette dernière disposition motive l'article 139 du règlement.

Cuba

quitté La Havane pour le Costa-Rica

« L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 16 avril, une proposition de résolution de M. Delalande et Foyer (R.P.R.) tendant à modifier les articles 25 et 27 du règlement de l'Assemblée nationale, qui concernent la constitution d'une commission spéciale et les commissions permanentes. Les députés ont ainsi supprimé l'une des possibilités de constitution des commissions spéciales : la demande de saisine pour avis de deux commissions d'un texte renvoyé au fond à une troisième ne provoquerait plus, de droit, la création d'une commission spéciale. Celle-ci constituerait à présent être créée, à l'initiative soit du gouvernement, soit d'un président de groupe, soit d'un président de commission permanente, soit de trente députés. »

Le mode de désignation des magistrats est maintenu

« Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le sé. » C'est en ces termes que M. Foyer (R.P.R.) avait, le 11 octobre 1979, commenté l'arrangement transactionnel intervenu, selon M. Peyrefitte, entre lui-même et les syndicats à propos du projet de loi sur le recrutement des magistrats, que les députés examinaient ce jour-là en première lecture. Depuis les choses se sont gâtées, et si l'on doit parler de transaction, c'est de celle conclue entre le garde des sceaux et le président de la commission des lois, rapporteur de ce projet. A moins qu'il ne faille mettre sur le compte des seigneurs et des seigneuses, l'apparente indifférence avec laquelle M. Peyrefitte a laissé l'Assemblée mettre en place la plupart des dispositions libérales votées par le Sénat. En contrepartie, M. Foyer ne s'est pas

opposé à ce que les députés reviennent sur un amendement qui, à l'automne dernier, avait mis le feu aux poudres : la suppression de l'avis conforme de la commission chargée du recrutement extérieur des magistrats. Cet amendement, scolarisé, dont on lui a, à tort ou à raison, attribué la paternité, retourne aux oubliettes. Il y allait de la tranquillité des cours et des tribunaux. Se contentant, au moment de ce vote, de qualifier les propos du garde des sceaux de « plaidoyer pour le corporatisme », M. Foyer songeait sans doute à la revanche qu'il avait prise quelques minutes auparavant en faisant adopter un amendement permettant au gouvernement de choisir sur une liste d'élus les magistrats siégeant à la commission d'avancement. C'est le système qui est en vigueur aujourd'hui, mais M. Peyrefitte

La direction du P.S. adresse une sévère mise en garde à M. Michel Rocard

La direction du P.S. a rendu publique, mercredi soir 16 avril, au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du P.S., une lettre adressée le 11 avril dernier par M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national, à M. Michel Rocard, ce dernier se trouvant en visite à Londres. Le texte est un sévère rappel à l'ordre qui vise à contrer les efforts entrepris par le député des Yvelines en vue de sa désignation comme candidat du P.S. à l'élection présidentielle. La lettre de M. Jospin, qui est officiellement le numéro deux du P.S., reprend, en les développant, les critiques qui avaient été émises lors d'une précédente réunion du bureau exécutif le 2 avril à l'encontre du député des Yvelines : celui-ci est coupable, aux yeux de la direction, d'avoir pris position en faveur de la souveraineté-association du Québec, pronée par le parti québécois et, d'autre part, de « caricaturer » les positions du premier secrétaire en matière de décentralisation. Sur le premier point, M. Jospin s'élève contre un membre du P.S. même « ce qu'il faut bien appeler une action internationale dans l'ignorance du parti » ; il invoque le principe de non-ingérence et rappelle que le « projet socialiste » ne prend pas parti dans la querelle québécoise. Il a demandé et obtenu de M. Rocard que le document controversé soit transmis à la direction, texte que le député des Yvelines avait confidentiellement adressé à M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales du Québec.

Le ton monte

A ce jeu, on peut craindre que le P.S. ne retrouve rapidement le chemin de ces « procès » qu'il s'agit précisément d'éviter. Il est vrai que le ton monte au P.S. à chaque fois qu'approche une échéance interne : une convention nationale doit être réunie le 25 avril prochain afin, notamment, de fixer le calendrier du processus de désignation du candidat socialiste. M. Charles Hernu, qui est l'un des fidèles de M. Mitterrand, considère que cette convention doit permettre au premier secrétaire d'annoncer ses intentions. « C'est du moins ce que je souhaite », a ajouté le député du Rhône.

M. Jospin : le respect de quelques règles morales élémentaires

Après avoir repris les griefs que la direction nourrit à l'encontre de M. Michel Rocard à la suite de ses prises de position en faveur de la souveraineté-association du Québec et d'une large décentralisation (le Monde du 4 avril), Lionel Jospin vient de publier une lettre où il rappelle, en effet, plus qu'il ne rappelle, de dénoncer la « caricature » faite par le député des Yvelines des positions du premier secrétaire et d'autres membres de la direction, en matière de décentralisation. M. Jospin ajoute : « Sur les risques du pouvoir, sur le rejet de la bureaucratie, sur la critique de l'Etat, sur la nécessité de la décentralisation, sur les moyens à rendre aux collectivités locales, les textes du parti sont clairs et nous engageant tous. Pour ce qui concerne le premier secrétaire ou premier chef visé par cette campagne, tu ne peux ignorer les multiples ouvrages, articles ou discours dans lesquels, sans relâche, depuis 1958, il a critiqué le centralisme étatique, la technocratie, le partiisme et défendu les pouvoirs des collectivités locales, et le droit à la différence pour les identités culturelles régionales. »

Un supplément de 200 millions en 1981

francs, de doubler ce nombre par celui des instituteurs qui perçoivent ladite indemnité, soit 150 000 francs, ce qui donne une moyenne de 480 francs. Le montant moyen serait versé pour tous les instituteurs, qu'ils soient ou non logés par leur commune ; ils sont 250 000, cela fait donc 120 millions de francs. Nous y parviendrions en six ans. Je résume que l'application serait l'affaire d'une loi ultérieure, étant bien entendu que le gouvernement n'a aucun dessein dilatoire. « Le gouvernement », avait déclaré M. DE TINGUY au nom de la commission des lois, fut ce texte un effort réel. L'an prochain, il y aura pour le logement des instituteurs un supplément de dotation de 200 millions. » A.G.

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 16 avril, une proposition de résolution de M. Delalande et Foyer (R.P.R.) tendant à modifier les articles 25 et 27 du règlement de l'Assemblée nationale, qui concernent la constitution d'une commission spéciale et les commissions permanentes. Les députés ont ainsi supprimé l'une des possibilités de constitution des commissions spéciales : la demande de saisine pour avis de deux commissions d'un texte renvoyé au fond à une troisième ne provoquerait plus, de droit, la création d'une commission spéciale. Celle-ci constituerait à présent être créée, à l'initiative soit du gouvernement, soit d'un président de groupe, soit d'un président de commission permanente, soit de trente députés.

L'Assemblée a également adopté un amendement de M. Foyer stipulant que toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans le mois suivant la publication de la question — un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois, peut être converti en question écrite (le vendredi matin), et son auteur le demande. Cette dernière disposition motive l'article 139 du règlement.

POLITIQUE

LA MISE EN CAUSE DE M. PONIATOWSKI ET CELLE DE M. PEYREFITTE

Une commission spéciale de députés examinera au fond la saisine de la Haute Cour de justice

Le bureau de l'Assemblée nationale s'est réuni, jeudi 17 avril, pour examiner la recevabilité des propositions de résolutions déposées mardi 15 avril par les groupes communiste et socialiste et qui tendent à la mise en accusation de M. Michel Poniatowski devant la Haute Cour de justice.

La proposition de résolution présentée par M. Gaston Defferre

et quarante-neuf de ses collègues, a été déclarée « recevable en la forme et sera en conséquence renvoyée à une commission spéciale pour son examen au fond ». La proposition de résolution déposée par M. Robert Ballanger et quatre-vingt-deux députés communistes a été déclarée irrecevable, « comme contraire, en la forme, à la disposition de l'article 18 de l'ordonnance numéro 59-1 du 2 janvier 1959 portant loi organique sur

la Haute Cour de justice, stipulant que la résolution doit contenir l'énoncé sommaire des faits reprochés ».

Après son examen au fond par une commission spéciale, la procédure de la saisine de la Haute Cour prévoit que les deux assemblées se prononcent à la majorité absolue et en termes identiques.

« Le milliard de l'honneur »

Strasbourg. — Sans doute ne saura-t-on jamais si ce rapprochement insolite, compte tenu des circonstances, fut provoqué par le hasard, l'étiquette parlementaire, ou simplement une malin melleuse. Toujours est-il que M. Michel Poniatowski et Claude Estier déjeunèrent côte à côte, mardi 15 avril, à la table d'honneur où Mme Simone Veil avait convié la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, présidée par M. Michel Colrat, et venue pour la première fois en visite officielle à Strasbourg. Au même moment, au Palais-Bourbon, les amis de M. Estier, au nom du groupe socialiste, et les communistes s'apprêtaient à engager la procédure de mise en accusation de l'ancien ministre de l'Intérieur devant la Haute Cour de justice. M. Poniatowski se montrait aussi détendu, placide et bonhomme qu'à l'ordinaire. L'« affaire » ? Il en parlait volontiers avec un certain détachement, assurant qu'elle ne l'empêchait pas de dormir.

De notre envoyé spécial

dommages-intérêts au parti communiste et au parti socialiste ? « Je veux mettre les hommes politiques devant leurs responsabilités. » L'ancien ministre confirme qu'il ne portera pas plainte contre les deux formations si leurs propositions de résolution ne sont pas jugées recevables par le bureau de l'Assemblée nationale. « Je serai bon prince », dit-il. Le « J'attaque, dans cette affaire, l'opposition, qui se conduit de manière totalement inadmissible. Tout cela vise directement un homme du président, et le parti communiste cherche à gagner l'affaire Marchais, qui lui-même manifeste une courtoisie réservée. Mais il ne faut pas pousser. Car, même si M. Marchais est rentré en France en 1943, il a vécu et mangé... »

« Taper fort »

— Qu'est-ce que cela signifie ? — Il a vécu, il a mangé. Cela peut être ce que cela veut dire. Il faut aussi qu'il explique pourquoi il ne s'est pas engagé dans la lutte contre le nazisme, comme aurait dû le faire un homme de son âge. Je ne me suis jamais senti de mes états militaires, mais je n'admets pas que M. Marchais, qui n'a rien fait, pousse un homme qui s'est engagé, qui a été blessé deux fois, qui a la croix de guerre et la médaille militaire. Je n'admets pas de recevoir quelque leçon que ce soit de M. Marchais étant donné son passé.

— Que pensez-vous de l'attitude du R.P.R. ? — No comment. Durant tout l'après-midi, dans les couloirs et la buvette du palais, M. Poniatowski dit ce qu'il a sur le cœur, érudition d'une pirouette les questions auxquelles il ne veut pas répondre. Pour lui, aujourd'hui, l'important est de faire face spectaculairement,

après avoir affecté l'indifférence. Le président lui a demandé de taper fort, assure un attaché parlementaire qui affirme être « au parfum » et fait état d'une conversation entre M. Poniatowski et M. Giscard d'Estaing.

Depuis mercredi matin, l'ancien ministre a chargé une agence spécialisée de constituer un press-book pour confondre éventuellement en diffamation tous ses détracteurs. Taper fort. Pour l'instant, les socialistes préparent un « livre blanc » sur la guerre d'Algérie, et M. Poniatowski use d'un étrange procédé, souligne M. Estier. Pourquoi réclamer des millions ? C'est très maladeur de sa part de dire qu'il pourrait les socialistes et les communistes pour financer la campagne de Giscard. Il mouille Giscard. Tout cela est le signe d'une nervosité étonnante.

Mme Gisèle Charvat et M. Georges Barre ironisent à propos du quest, soulignant les propos du milliard des émigrés, dit la première. « C'est le milliard de l'honneur », dit le second.

An nom des communistes français, M. Louis Baillet estime que M. Poniatowski cherche à exercer un « chantage » sur l'Assemblée nationale et les partis politiques. Il brandit la menace parce qu'il est en difficulté, dit-il. M. Estier croise M. Baillet : « Il va falloir nous cotiser. »

Chez les gaullistes aussi, la colère du prince provoque des sourires : « A une certaine époque, indique M. Vincent Auzanet, on est beaucoup de coups de M. Poniatowski. Il est contentier du fait. Aujourd'hui, c'est la boomerang qui lui revient. »

M. Michel Debré, lui, ne veut pas en parler. Son visage exprime un certain dégoût. « Lui, quand il a quitté l'hôtel Matignon, souligne un de ses collaborateurs, il n'a emporté que son courrier personnel. »

ALAIN ROLLAT.

Les plaintes en diffamation de l'ancien ministre auraient peu de chances d'être recevables

Après le dépôt par M. Francis Spinner, défenseur de Pierre de Vargas, le 5 avril, d'une plainte contre M. Jean Fauriol, juge d'instruction du tribunal de Paris pour dissimulation de documents (le Monde du 10 avril), une information judiciaire a été ouverte, mercredi 16 avril, en application de l'article 439 du code pénal. Cette information, confiée à M. Jean Fauriol, vise les deux rapports de la dixième brigade territoriale publiés par le Canard enchaîné. Comme elle vise les hauts responsables de la police, le magistrat instructeur devra saisir la Cour de cassation.

D'autre part, Serge Tassé, inculpé de complicité dans l'assassinat de Jean de Broglie pour avoir présenté le tueur présumé Gérard Frêche à l'ancien policier Guy Simoné a demandé, mercredi 16 avril, devant la chambre d'accusation de la cour de Paris sa mise en liberté. L'arrêt sera rendu vendredi 18 avril.

M. Michel Poniatowski n'a pas encore déposé officiellement sa

plainte en diffamation contre le P.C., le P.S., M. Georges Filloud, député (P.S.), ainsi que contre les signataires de la résolution de mise en accusation devant la Haute Cour de justice. Il semble peu probable que ces plaintes aient des chances d'aboutir, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord en raison de l'article 26 de la Constitution, qui dispose : « Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion de ses opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions. » Aucun membre du Parlement ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit. Aucun membre du Parlement ne peut, hors session, être arrêté qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit, de poursuites autorisées ou de condamnation définitive.

La détention ou la poursuite d'un membre du Parlement est suspendue si l'Assemblée dont il fait partie le requiert. Les choses sont donc claires. Mais M. Poniatowski estime que la résolution votée par les députés de l'opposition n'est « ni un vote, ni une opinion ». Il s'agit, a-t-il dit à Europe 1, ce jeudi 17 avril, d'un texte écrit, signé, qui comporte un certain nombre d'accusations diffamatoires. L'article 26 limite les activités parlementaires aux votes et aux opinions et pas du tout à la diffamation. « On a l'impression », a-t-il ajouté, que le Parlement, pour des raisons politiques, est en train de faire justice soi-même et dans des conditions extrêmement dangereuses. Si on admet que le Parlement, de sa propre initiative, peut faire des actes de diffamation à l'encontre d'un simple citoyen sans que celui-ci puisse se retourner et se défendre contre lui et accuser les parlementaires qui portent eux-mêmes cette accusation, on se retrouve dans une situation léonine. »

Tout le problème est donc de savoir si l'exposé des motifs des propositions de résolutions communistes et socialistes peut être considéré comme une opinion ou une opinion diffamatoire. Le point de droit reste à trancher. Mais ce qui est sûr, c'est que cette procédure visant à réduire la Haute Cour de justice à un vote et, dans ce cas, l'article 26 de la Constitution, qui pose le principe de l'irresponsabilité absolue et totale des parlementaires, devrait être applicable.

D'autre part, en ce qui concerne la plainte contre les deux formations politiques de l'opposition, toute une action civile peut être intentée contre elles, car les personnes morales qui constituent les deux partis n'ont pas de responsabilité pénale. A la limite, donc, M. Poniatowski pourrait toujours demander des dommages-intérêts, mais là encore, le point de droit reste à clarifier.

Enfin, pour pouvoir poursuivre M. Filloud ainsi que certains députés socialistes de la Drôme, M. Poniatowski devrait obtenir du Parlement la levée de l'immunité parlementaire des députés, et celle se produit, très rarement. Elle fut cependant accordée à l'unité contre le député Rives-Henry, compromis dans le scandale de la Garantie foncière.

Rappelons, enfin, que l'article 41, alinéa 1, de la loi du 20 juillet 1981 sur la presse dispose : « Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'Assemblée nationale ou du Sénat ainsi que les rapports ou toute autre pièce imprimée par ordre de l'une de ces deux assemblées. »

M. MITTERRAND : maintenant il faut s'expliquer.

Dans une interview publiée par le Quotidien de Paris, M. François Mitterrand commente l'affaire Poniatowski : « En ces termes : Qu'il y ait ou non des documents, c'est une affaire de 1976, soit. Mais qu'ils soient restés ignorés de lui, pendant les trois ans et demi qu'il ont sut, c'est impossible. »

« Maintenant il faut s'expliquer. C'est parce qu'il a refusé ses explications normales, par des voies normales, qu'il doit maintenant en donner une devant une juridiction exceptionnelle, s'il n'est plus d'autres recours. »

« On s'est étonné dans cette affaire que le parti socialiste ne demande la mise en accusation de M. Poniatowski qu'après le parti communiste. Or y a eu le parti communiste. Mais c'est seulement que nos règles structurelles sont plus lentes et plus formelles que celles de nos voisins. Démocratie oblige. »

« Le P.S. n'a jamais été absent du débat, il y a même été longtemps seul présent, lorsque le parti communiste, qui vient de changer ses batteries, faisait preuve d'une singulière inertie dans l'affaire Bokassa, dans l'affaire Boulin. »

M. Mitterrand ajoute que dans l'affaire Marchais, le P.S. n'a rigoureusement aucun élément qui lui permette d'accuser.

M. GASTON DEFFERRE : tentative de pression inadmissible.

M. Gaston Defferre, député socialiste des Bouches-du-Rhône, a évoqué, le mercredi 16 avril, à l'Assemblée nationale, les propos tenus à Strasbourg par M. Michel Poniatowski. A l'occasion d'un rappel au règlement, le président du groupe socialiste a déclaré : « En vertu de l'article 26 de notre Constitution, il n'est pas possible d'engager des poursuites, quelles qu'elles soient, contre un parlementaire qui réagit dans l'exercice de ses fonctions. Aucun parlementaire ne peut donc être poursuivi en justice pour les positions de résolution qu'il a déposées sur le bureau de l'Assemblée. Il est enfin douteux qu'un ancien ministre ayant joué un rôle aussi important, ne se soit pas qualifié pour le rôle qu'il a joué par ailleurs dans certaines circonstances. — que M. Poniatowski ignore la Constitution et se livre ainsi à des attaques contre des parlementaires, qui ne sont fondées ni en droit ni en fait. Mais, si encore M. Poniatowski en était resté là, nous aurions méprisé ses prétendues plaintes en diffamation. Ce matin, parlant de Strasbourg, M. Poniatowski a expliqué qu'il retirait sa plainte si le bureau de l'Assemblée nationale déclarait la démarche des élus communistes et socialistes irrecevable. Et il a ajouté : « Je me montera alors bon prince. » C'est totalement scandaleux. C'est tenter d'exercer sur le bureau de l'Assemblée nationale une pression absolument inadmissible. »

M. Filloud (P.S.) : effolement. M. Georges Filloud, député socialiste de la Drôme, écrit dans l'édition du jeudi 17 avril, sous le titre « Poniatowski s'affole » : « Qu'un responsable de si haut niveau puisse s'affoler, comme vient de le faire M. Poniatowski, permet de tout craindre. Et surtout de croire qu'il a pu commettre les actes les plus tristes quand il disposait de tous les moyens pour conduire des opérations souterraines. Car, enfin, sa décision de porter plainte contre les députés qui ont signé les propositions de résolution demandant sa mise en accusation devant la Haute Cour de justice est proprement incompréhensible. »

« Il n'y a pas d'affaire Peyrefitte »

La préoccupation première des responsables du R.P.R. a été tout au long de la journée de mercredi 16 avril d'éviter que l'affaire Peyrefitte ne prenne trop d'ampleur. Ils redoutaient, en effet, que celle-ci venant se surajouter à l'affaire Fauriol, ne compromette un nouveau prétexte dont le pouvoir serait habile à s'emparer pour un nouveau coup de R.P.R. afin de faire apparaître le mouvement gaulliste comme la source de la détérioration du climat politique.

Les dirigeants du R.P.R. ont donc décidé que les deux affaires étaient de la stricte compétence du groupe parlementaire et ne concernaient nullement le mouvement lui-même. C'est pour cela que M. Chirac n'est intervenu à aucun moment à leur propos pas plus que ne l'a fait M. Pons, secrétaire général du parti. Ainsi, même le déjeuné offert à l'hôtel de Ville par M. Chirac aux membres du bureau du groupe n'a été que très partiellement consacré à l'évocation des affaires. Au même moment, les ministres R.P.R. et quelques députés réputés « légitimistes », hôtes à déjeuner de M. Chaban-Delmas, à l'hôtel de Lassay, parlaient aussi peu que possible des mêmes affaires. De même, sans initiative personnelle interpersonnelle d'un député, le comité central de dimanche prochain devrait être strictement consacré à l'étude de la participation, sujet devenu par excellence et par provision inépuisable.

C'est donc M. Claude Labbé et le bureau du groupe qui ont été chargés de demander des déclarations à M. Peyrefitte et de rechercher un compromis, qu'on demeurerait toutes les parties sem-

blaient souhaiter. Il a tout de même fallu vingt-quatre heures pleines à M. Peyrefitte, après la parution de la « note » qui lui était attribuée par le Canard enchaîné, pour qu'il s'explique toute responsabilité à l'égard d'un texte qu'il n'a, dit-il, ni écrit ni signé. Une dépêche de l'Agence France-Presse avait en effet donné une analyse de la « note », le mardi 15, à 17 h. 39, et la mise au point du ministre est parue le mercredi à 17 h. 13.

Les députés R.P.R. entre-temps accablés pour la plupart abondamment commenté le contenu de la « note » et ont semblé alors pas faire de doute. La perception de leur responsabilité a été compromise. M. Peyrefitte dément la rumeur. La perception de leur responsabilité a été compromise. M. Peyrefitte dément la rumeur. La perception de leur responsabilité a été compromise. M. Peyrefitte dément la rumeur.

ANDRÉ PASSERON.

Agence France-Presse, 17 h. 13. — M. Alain Peyrefitte : « Je décline toute responsabilité à l'égard d'un texte que je n'ai ni écrit ni signé. »

M. Jean Falala, vice-président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, affirme au même moment : « Il n'y a pas d'affaire Peyrefitte. Oui ! On respire. En voilà toujours une que la presse n'aura pas. A moins qu'un obscur secrétaire de rédaction s'en saisisse « spontanément » devant le comité central du R.P.R. et que les dirigeants du « Rassemblement » décident de la faire savoir. »

M. Falala savait, comme tout le monde dans les couloirs de l'Assemblée nationale, que le garde des sceaux s'apprêtait à nier la paternité de la note de dix pages qu'il avait adressée le 9 janvier dernier à M. Valéry Giscard d'Estaing ou à son entourage afin de lui indiquer comment il devait y prendre pour louer M. Jacques Chirac dans l'opinion tout en se conciliant, à un an de l'élection présidentielle, les bonnes grâces des parlementaires R.P.R. M. Falala savait parce que, dit-il, M. Claude Labbé, président du groupe, avait pris contact avec M. Peyrefitte pour lui demander un démenti « convaincant », faute de

quel le R.P.R. ne le « connaît pas ». M. Peyrefitte s'est excusé en deux lignes qui ont convaincu M. Falala.

Avant la publication de ce communiqué laconique, la plupart des députés dont les noms sont cités dans la note attribuée à M. Peyrefitte ne paraissent pas en connaître l'authenticité. M. Michel Colrat, ancien ministre de l'Agriculture, député d'Ille-et-Vilaine, présenté comme l'un de ces « bonnes volontés » qu'il faut songer à « récompenser », peut-être même en leur entrebâillant la porte du gouvernement, à la faveur d'un remaniement ministériel, apprécie cette charnière attention : « C'est très gentil de sa part. Il faut toujours avoir de la considération pour les copains. Je vais aller le remercier. »

Cité comme l'exemple type de ces députés dont l'« extrême sensibilité » est parfois mise à mal par le « manège d'égards », dont certains ministres U.D.F. ou même le chef de l'Etat font preuve à leur endroit, M. François Grussemeyer (Bas-

Rhin) authentifie implicitement l'origine du texte publié par le Monde. Selon le document communiqué par le garde des sceaux, Grussemeyer et Weissenhorn (députés du Haut-Rhin) ont été interrogés par le président, à l'occasion de son voyage en Alsace, ne leur aurait pas adressé la parole. L'auteur de cette analyse précise, entre parenthèses, que M. Grussemeyer, le recevant « peu de temps auparavant » à Reichshoffen, avait plusieurs fois, dans son discours d'accueil, proféré son loyalisme envers le président, sans citer Jacques Chirac une seule fois.

Ce point d'histoire est d'une telle importance que M. Grussemeyer,

pressé de questions, revêt le scène. Il se souvient qu'il a reçu le garde des sceaux à Reichshoffen, où M. Peyrefitte était venu donner une conférence sur la Chirac. Il a cité le nom de M. Chirac une fois dans son discours et il précise, avec quelque irritation : « Je suis gaulliste depuis la guerre et je n'ai jamais changé de couleur. »

M. Didier Julia (Seine-et-Marne), dont le nom n'est mentionné ni au chapitre des susceptibles, ni à celui des gentils ou des méchants, n'en tient pas rigueur au rédacteur du document. « C'est une lettre charmante et pleine de noblesse, dit-il, voilà à quoi aboutit la réflexion d'un soldat. »

M. Robert Poujade (Côte-d'Or) est considéré comme l'un des « plus complaisants » et des « plus coopératifs », de ceux dont on peut faire le cas éhonté des ministres R.P.R. bon genre. Il s'en amuse autant qu'il joue avec les mots du dément de M. Peyrefitte, « Je décline toute responsabilité à l'égard de M. Falala (1) que je n'ai ni écrit ni signé. »

(1) Ouvrage signé par M. Alain Peyrefitte.

Le Monde DE L'EDUCATION

L'ORIENTATION APRES LA CINQUIÈME ET LA TROISIÈME

NUMERO D'AVRIL

EN VENTE PARTOUT : 7 F — MENSUEL

مكتبة الأمل

POLITIQUE

Controverses

(Suite de la première page).

Il oppose son « affaire » et son passé militaire à ceux de M. Georges Marchais. L'ancien ministre mène beaucoup plus le R.P.R. qui, pourtant, a soutenu la réouverture du dossier de l'affaire des Brigades. Ce n'est pas une grande preuve de confiance dans les explications données par un homme que les gaullistes ont de nombreuses raisons de détester. Nonobstant ce nouvel élément du contentieux, M. Pons-towski ne veut pas aggraver une querelle qui ferait le plus mauvais

effet au sein de la majorité et dans l'opinion.

Le R.P.R. est, toutes choses égales, dans la même situation vis-à-vis de M. Alain Peyrefitte. Le député du ministre de la Justice était pourtant pour la forme, mais d'un peu de dire qu'il n'a pas convaincu. La mise au point qu'il a publiée n'est pas surprenante, mais elle n'est pas suffisante. Il est arrivé à M. Peyrefitte de diffuser des notes rédigées par ses collaborateurs avec la mention : non relu et non signé par le ministre. Le bref démenti par

lequel il dégage sa responsabilité ne conteste pas l'authenticité de la note qui lui est attribuée : d'où vient-elle ? Le ministre de la Justice ne dit pas s'il n'en a jamais eu connaissance et il ne nie pas davantage qu'elle ait été transmise au cabinet de M. Giscard d'Estaing. Pour toutes ces raisons, sa mise au point ne met pas un terme à l'affaire et ne conduit pas à contester l'authenticité d'un document dont personne ne doute dans les milieux politiques et qui nous est parvenu de bonne source.

Le R.P.R. paraît se contenter des apparences, car ses dirigeants estiment qu'ils ne gagneraient rien auprès de l'opinion en amplifiant cette querelle. Tous comptes faits, « la machination » prêtée à M. Peyrefitte sert les intérêts de M. Chirac dans la mesure où, rendu public, elle va à l'encontre de son objectif, qui était d'isoler le président du R.P.R. Ce dernier n'a plus qu'à se présenter en partenaire ouvertement contestataire mais loyal de la majorité.

Que l'opinion se laisse prendre à ces stratagèmes, à ces démentis qui n'en sont pas, à ces protestations de fausse bonne foi, c'est un autre... affaire.

A. L.

M. PASQUA (R.P.R.) : la réélection de M. Giscard d'Estaing peut constituer un danger pour la démocratie.

M. Charles Pasqua, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, dans une déclaration faite au Quotidien de Paris du 17 avril, écrit : « Tout à sa recherche personnelle, le président de la République a été conduit à son corps défendant ? — à considérer que, défendant seul la vérité, le débat d'idées, au fond, ne pouvait guère exister. Un levrier, un de plus : une encroquerie à l'intelligence qui démontre le caractère profondément « unanimiste » du pouvoir actuel. »

« Tout reposant entre les mains du président, rien n'étant jamais mis en cause, le président lui-même étant acceptant sur la légitimité de son pouvoir — une sorte de « président mais », — le débat d'idées était escamoté, au nom de la primauté de l'indivisibilité du prince, rien d'étonnant à ce que le système dégénère. »

« Dans ces conditions, il est certain que l' éventuelle réélection de M. Giscard d'Estaing peut constituer un danger pour la démocratie. »

« La médiocrité prétentieuse, le

DÉFENSE

LE GÉNÉRAL SABOURET REÇOIT SA QUATRIÈME ÉTOILE

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, le conseil des ministres du mercredi 16 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes : Moulon : général de brigade, les dans les armées.

● **TERRRE** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Philippe Sabouret.

Sont promus : général de division, le général de brigade Pierre Moulon ; général de brigade, les colonels Pierre Hovette, Jean-François Silvestre, Jean-Louis Delmas et Jean Dariguy (nommé sous-directeur organisation, personnel et instruction à la direction centrale des transmissions). Est nommé : commandant les transmissions du III^e corps d'armée et de la 1^{re} région militaire (Paris), le général de brigade Jacques Dard.

● **AIR** — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Pierre Montrelay ; général de brigade aérienne, le colonel Marc Falvay.

● **ARMEMENT** — Sont nommés : adjoint au directeur de la surveillance industrielle de l'armement (SIAR), l'ingénieur général de première classe Louis Pacaud ; directeur régional de la SIAR, l'ingénieur général de première classe Robert Gaillardot ; chargé de mission auprès du directeur de la SIAR, l'ingénieur général de deuxième classe Lucien Cruchant.

● **GENDARMERIE** — Sont promus : général de brigade, le colonel Louis Courval (nommé commandant régional de la gendarmerie nationale à Lille) ; Guy Delbosse et Gabriel Gellion (nommé sous-directeur du personnel de la gendarmerie nationale).

En R.F.A.

LES OBUS D'EXERCICE ÉTAIENT DES PROJECTILES RÉELS...

Bonn (A.F.P.). — A la suite d'une erreur incompréhensible, des obus d'exercice à blanc des canons, à bord d'avions légers de l'armée de terre ouest-allemande, ont été remplacés par des projectiles réels de 20 millimètres à l'issue des équipages qui étaient en exercice.

Le 15 avril, mercredi, un avion de la ville de Rhénanie (Rhénanie-Westphalie), les appareils ont atterri le quartier d'obus réels.

Par miracle, personne n'a été blessé, mais les projectiles ont provoqué des dégâts assez graves, trouant des toits et des murs et endommageant un certain nombre de voitures. Dans les rues, les passants ont été saisis de panique.

Une enquête est en cours pour établir les responsabilités de cette erreur.

Lorsqu'un courrier à réaction de 262 tonnes se pose avec une telle douceur que les passagers endormis bougent à peine, une part du mérite revient à des ingénieurs comme Bill Plommer.

Chez Boeing, Bill est l'un des spécialistes par excellence des trains d'atterrissage. Son équipe travaille actuellement à la mise au point d'un système perfectionné de train d'atterrissage destiné au 767.

Tout commence par une idée, que l'on couche sur papier sous sa forme première. Interviennent alors les calculs de résistance et l'évaluation des matériaux. Chaque élément est ensuite testé et

retesté à l'aide de maquettes précises qui donnent à Bill une vue d'ensem-

ble de toutes les pièces en fonctionnement.

Sa tâche est évidemment facilitée par l'expérience acquise par Boeing sur des appareils tels que le 707, le 727, le 737 et le 747.

A titre d'exemple, un 747 réalisera, au cours de son existence et dans les conditions les plus diverses, plus de 20 000 atterrissages et décollages à travers le monde.

C'est précisément le genre d'expérience dont bénéficie chaque courrier à réaction produit par Boeing.

Ainsi, les idées qui auront profité à une génération d'appareils peuvent être améliorées et

Franck et Fils.
Les petites robes dont on a envie.

15-30 avril.



Le grand magasin du seizième.

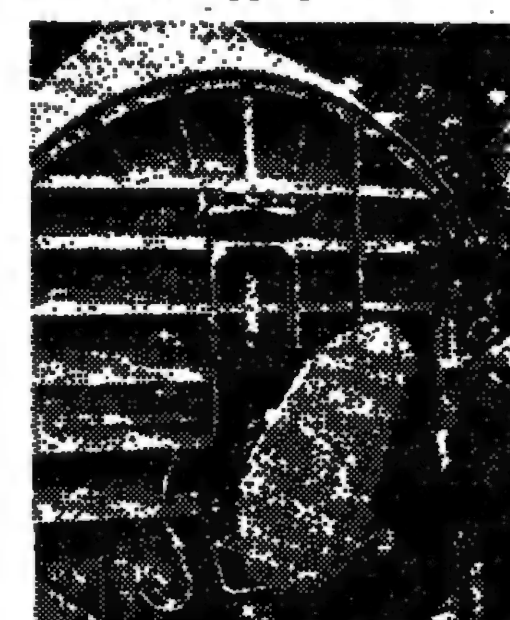
Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Mouton.

COMMENT CONSTRUIRE UN BOEING



transmises à la suivante. Et les enseignements apportés par l'utilisation de nouveaux matériaux et systèmes, par l'accroissement des performances opérationnelles peuvent être très souvent appliqués à tous

hommes qui recherchent la perfection.



les modèles Boeing. Telle est la démarche inlassablement mise en œuvre par des



Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que chaque atterrissage d'un courrier à réaction Boeing soit un peu plus facile.



LA FAMILLE BOEING
Pour réunir les hommes.

CELLE DE M. PEYREFITTE

isine de la Haute Cour de justice

Après une session au fond par une commission spéciale... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges...

sauf de l'ancien ministre... hautes d'être recevables

M. MITTERRAND : maintes... il faut s'expliquer.

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

La Haute Cour de justice... la procédure de la Haute Cour de justice... la majorité des juges... la procédure de la Haute Cour de justice...

POLITIQUE

Le bilan de quarante-neuf élections cantonales

III. — 1980 a mal commencé pour le P.C.F.

par RAYMOND BARRILLON

Poursuivant l'étude des quarante-neuf élections cantonales qui se sont déroulées entre le mois de mai 1979 et le mois de mars 1980 (« le Monde » des 16 et 17 avril), nous examinons les résultats obtenus par le P.C.F. lors des premiers tours de ces consultations. L'évolution de ces résultats par rapport aux renouvellements des conseils généraux de mars 1976 et de mars 1979 est caractérisée par un net contraste entre une légère progression pour la période mai-décembre 1979 (+ 0,72 point de pourcentage par rapport aux suffrages exprimés) et une régression non négligeable (- 3,49 points) depuis le début de 1980.

Les résultats du P.C.F. doivent être appréciés en tenant compte de trente-sept des quarante-neuf élections partielles de la période mai 1979 - mars 1980. Il y a lieu d'exclure deux consultations. Le parti n'a pas désigné de candidat pour les scrutins de Mene, Isère (16 septembre 1979), de Seils, Bas-Rhin (14 octobre 1979), de Belgodère et de Prunell-di-Fiumorbo, Haute-Corse (24 février 1980), de Port-de-France IV, Martinique (23 mars 1980). La majorité était absente de la compétition, contrairement à ce qui s'était passé en mars 1979, à Lussan, Gard (13 mai 1979), au Bugue, Dordogne (21 octobre 1979) et à Basila I, Haute-Corse.

● **ERRATUM.** — Une erreur s'est glissée dans notre précédent article (« le Monde » du 17 avril, page 12, colonne 5). Pour les treize « cantonales » de la période janvier-mars 1980, le P.S. a PROGRESSÉ, et non RÉGRESSÉ, de 0,38 point, ainsi qu'il ressortait des indications figurant dans ce paragraphe (29,40 %, au lieu de 29,02 %).

(24 février 1980), et, contrairement à ce qui s'était passé en mars 1976, à Moulins-Engilbert, Nièvre (13 mai 1979) et à Vauvert, Gard (2 septembre 1979).

Le P.C. a eu en face de lui le P.S. à Castillon, Lot-et-Garonne (21 octobre 1979) contrairement à ce qui s'était passé lors du renouvellement de 1976 et inversement, n'a pas eu de concurrent de gauche à Vermand, Aisne (16 mars 1980), contrairement à ce qui s'était passé lors du renouvellement de 1979.

Le tableau III ci-dessous, fait apparaître que, dans les trente-sept cantons retenus, le parti communiste a progressé, par rapport aux renouvellements de mars 1976 et de mars 1979, dans onze cas (de 0,24 point à 8,72 points), et a régressé dans vingt-six autres (de 0,22 point à 14,31 points). Son pourcentage de réussite est donc de 29,72 et se situe très légèrement en dessous de celui du P.S. (43,75).

● Dans les vingt cantons où l'on a voté entre mai et décembre 1979, le P.C.F. a recueilli 17 418 voix, soit 18,27 % des 94 791 suffrages exprimés au lieu de 18 673 voix, soit 17,66 % des 105 790 suffrages exprimés. SA PROGRESSION A ÉTÉ DE 0,72 POINT.

Dans les neuf cantons précédemment pourvus en mars 1979, il a obtenu 6 993 voix, soit 18,33 % des 38 149 suffrages exprimés, au lieu de 8 002 voix, soit 19,66 % des 40 693 suffrages exprimés. La régression a été de 1,33 point.

Dans les onze cantons précédemment pourvus en mars 1976, il a totalisé 10 423 voix, soit 18,39 % des 56 643 suffrages exprimés, au lieu de 10 671 voix, soit 18,33 % des 58 097 suffrages exprimés. La progression a été de deux points.

● Dans les dix-sept cantons où l'on a voté entre janvier et mars 1980, le P.C.F. a recueilli 21 243 voix, soit 22 % des 96 533 suffrages exprimés au lieu de 27 123 voix, soit 25,49 % des 106 374 suffrages exprimés. LA RÉGRESSION A ÉTÉ DE 3,49 POINTS.

Dans les onze cantons de la « série » 1979, il a obtenu 15 993 voix, soit 23,07 % des 69 302 suffrages exprimés au lieu de 19 873 voix, soit 25,97 % des 76 515 suffrages exprimés. La régression a été de 2,90 points.

Dans les six cantons de la « série » 1976, il a totalisé 5 250 voix, soit 19,27 % des 27 231 suffrages exprimés au lieu de 7 250 voix, soit 24,38 % des 29 859 suffrages exprimés. La régression a été de 5,01 points.

● Sur l'ensemble des trente-sept cantons et pour la période mai 1979 - mars 1980, le bilan du P.C.F. est le suivant : 38 669 voix,

soit 20,20 % des 191 330 suffrages exprimés au lieu de 45 796 voix, soit 21,58 % des 212 164 suffrages exprimés. LA RÉGRESSION A ÉTÉ DE 1,38 POINT.

Dans les vingt cantons de la « série » 1979, il a obtenu 23 888 voix, soit 21,39 % des 107 451 suffrages exprimés au lieu de 27 875 voix, soit 23,78 % des 117 208 suffrages exprimés. La régression a été de 2,39 points.

Dans les dix-sept cantons de la « série » 1976, il a totalisé 15 673 voix, soit 18,68 % des 83 879 suffrages exprimés au lieu

de 17 821 voix, soit 18,87 % des 94 956 suffrages exprimés. La régression a été de 0,19 point.

Le P.C.F. a donc insensiblement progressé de mai à décembre 1979 (+ 0,72), puis sensiblement régressé (- 3,49) depuis le début de 1980.

Le pourcentage de réussite du parti qui a été de 29,72, nous l'avons dit, pour la période mai 1979 - mars 1980, se décompose de la manière suivante : 40 pour les consultations qui se sont déroulées de mai à décembre 1979 (8 progressions et 12 régressions) et 17,84 pour celles qui sont intervenues de janvier à mars

1980 (3 progressions et 14 reculs).

La tentation est évidemment très grande d'expliquer un tel contraste par le trouble qu'ont pu provoquer dans l'électorat communiste, d'une part, l'approbation par le parti de l'intervention soviétique en Afghanistan, et d'autre part, les polémiques relatives aux activités de M. Marchais pendant la période de l'occupation. Il semble que l'on assiste à un phénomène de relâchement plutôt que de regroupement autour de la « citadelle assiégée ».

Les évolutions respectives du P.S. et du P.C.F. au sein de l'opposition de gauche ci-devant unie par rapport aux consultations de mars 1976 et mars 1979 se résument dans le tableau ci-dessous (variation en points de pourcentage des voix obtenues par rapport aux suffrages exprimés).

Prochain article :

DES REPORTS DE VOIX PLUS DÉFAVORABLES AU P.C.F. QU'AU P.S.

III. — LES PROGRÈS DU P.C.F....

A) PAR RAPPORT AU 7 MARS 1976

Dates	Canton et département	Voix et suffrages exprimés 1979 et 1980	%	Voix et suffrages exprimés en mars 1976	%	Variation en points de %
6 mai 1979	Chatou (Yvelines)	1 529/11 061	13,82	1 564/11 069	13,98	+ 0,24
17 juin 1979	Trouan (Calvados)	3 392/11 261	30,12	2 961/12 432	23,80	+ 5,72
22 juillet 1979	Colmars-les-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence)	86/763	11,27	97/666	8,35	+ 2,72
7 octobre 1979	Hucquelliers (Pas-de-Calais)	402/4 248	9,46	183/4 237	4,31	+ 5,15
18 novembre 1979	Band (Finistère)	1 147/6 733	17,03	1 139/7 629	14,98	+ 2,35
16 février 1980	Bapaume (Pas-de-Calais)	681/4 157	16,38	514/4 517	11,37	+ 5,01
	ENSEMBLE	7 237/38 223	18,93	6 038/40 541	14,89	+ 4,04

B) PAR RAPPORT AU 18 MARS 1979

Dates	Canton et département	Voix et suffrages exprimés 1979 et 1980	%	Voix et suffrages exprimés en mars 1979	%	Variation en points de %
17 juin 1979	Annecy N.-O. (Haute-Savoie)	1 896/7 508	25,25	2 031/9 089	22,34	+ 2,91
29 juillet 1979	Les Vans (Ardèche)	1 407/4 473	31,45	1 250/4 240	29,48	+ 2,65
2 décembre 1979	Saint-Rémy-sur-Durolle (Puy-de-Dôme)	685/5 062	13,53	692/5 308	13,03	+ 0,46
2 mars 1980	Cusset (Allier)	2 229/7 997	40,26	2 395/8 202	34,27	+ 5,30
9 mars 1980	Gargy (Seine-Saint-Denis)	4 824/11 070	36,35	4 330/12 709	33,97	+ 0,78
	ENSEMBLE	11 232/36 050	31,15	11 407/39 798	28,66	+ 2,49

... ET SES RECULS

A) PAR RAPPORT AU 7 MARS 1976

Dates	Canton et département	Voix et suffrages exprimés 1979 et 1980	%	Voix et suffrages exprimés en mars 1976	%	Variation en points de %
26 mai 1979	Saint-Pardoux-la-Rivière (Dordogne)	735/3 680	20,08	514/3 504	21,23	- 1,15
26 mai 1979	Sainte-Anne 2 (Guadeloupe)	329/1 769	48,68	798/1 599	49,90	- 0,22
19 août 1979	Cucuy-la-Salle (Manche)	57/5 530	2,25	52/5 778	3,31	- 1,06
2 décembre 1979	Montgeron (Essonne)	1 265/6 949	18,20	1 646/8 893	18,50	- 0,30
9 décembre 1979	Bordeaux 3 (Gironde)	394/4 898	6,20	329/9 077	9,13	- 2,93
9 décembre 1979	Vatan (Indre)	637/3 795	22,79	968/2 894	33,44	- 10,65
26 janvier 1980	Lux-Saint-Sauveur (Hauts-Pyrénées)	261/2 323	11,23	348/2 131	16,48	- 5,25
10 février 1980	St-Gengoux-le-National (Saône-et-Loire)	286/2 007	14,25	394/2 245	17,55	- 2,85
24 février 1980	Gavray (Mayenne)	48/2 896	1,65	155/3 517	3,62	- 1,97
9 mars 1980	Créon (Gironde)	1 643/8 642	19,01	2 999/9 478	26,21	- 7,20
16 mars 1980	Reims-VII (Marne)	2 331/7 598	30,69	3 419/8 991	38,02	- 6,97
	ENSEMBLE	9 436/43 550	21,67	11 863/46 415	25,55	- 3,88

B) PAR RAPPORT AU 18 MARS 1979

Date	Canton et département	Voix et suffrages exprimés 1979 et 1980	%	Voix et suffrages exprimés en mars 1979	%	Variation en points de %
17 juin 1979	Lesoux (Puy-de-Dôme)	328/5 351	9,36	777/5 438	14,28	- 4,42
24 juin 1979	Pours (Nièvre)	459/3 861	15,09	618/3 063	20,31	- 8,22
9 juillet 1979	Enlès (Charente)	824/5 231	17,66	1 103/5 697	19,00	- 1,34
23 septembre 1979	Prayssas (Lot-et-Garonne)	243/1 935	12,55	359/2 189	16,42	- 3,86
30 septembre 1979	Saint-Gervais-sur-Meuse (Meurthe-et-Moselle)	597/3 971	17,39	513/4 489	22,41	- 5,02
14 octobre 1979	Marvres (Saône-et-Loire)	269/1 971	13,64	372/2 230	16,68	- 3,04
6 janvier 1980	Saint-Affrique (Aveyron)	607/6 973	10,31	615/6 622	14,16	- 3,85
3 février 1980	Bouilly (Aube)	620/2 927	21,18	809/3 807	26,78	- 5,60
2 mars 1980	Villefranche-du-Périgord (Dordogne)	629/1 899	33,10	724/2 050	35,32	- 2,22
2 mars 1980	Bess (Rhône)	344/4 320	7,96	724/4 787	15,12	- 7,16
2 mars 1980	Francorchville (Val-d'Oise)	2 710/9 042	29,98	3 214/9 146	35,03	- 5,05
9 mars 1980	Fronton (Haute-Garonne)	924/7 515	12,30	1 430/8 246	17,41	- 5,11
16 mars 1980	Saint-Rémy-en-Bouzemont (Marne)	100/2 495	4,01	283/2 254	12,60	- 8,59
16 mars 1980	Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime)	159/2 782	5,72	536/3 698	14,50	- 8,78
23 mars 1980	Rombas (Meurthe-et-Moselle)	2 550/13 633	18,69	3 089/23 543	22,08	- 3,39
	ENSEMBLE	21 734/71 402	30,44	26 468/77 418	34,20	- 3,76

1981, hor...

CAPEL

Notre organisation internationale d'accueil est plus que familière

V...

15

مكتبة الأمل

1981, horizon sans perspective

(Suite de la première page.)

Certes, ils voteront le moment venu et, à quelques dizaines de milliers de voix près — celles qui font la décision dans ce pays, — ils exprimeront leurs sensibilités habituelles, mais le cœur n'y sera pas. Et pas davantage le suspense des grandes décisions nationales. Il y a six ans, les électeurs étaient appelés à faire « un choix de société » ou à « changer la vie », rien de moins. Dans un an, dès maintenant, ils sont sensés départager — la belle affaire ! — M. Giscard d'Estaing et Chirac, M. Mitterrand et Marchais, sans oublier M. Rocard et Debré. Et sur quelles bases ? Les revenus des intéressés, leur passé, leurs arrière-pensées. Même à ce niveau — la confrontation est faussée car toutes les données ne sont pas fournies. On voudrait bien qu'elles le soient car ce serait un progrès, mais, en tout état de cause, la recherche plus polémique que loyale de la transparence des acteurs de la vie politique ne peut masquer la pauvreté de leur texte.

Or c'est bien ce que l'on tente de faire. L'affaire Marchais, par exemple, a de multiples avantages. Elle permet d'en évaluer d'autres qui sont restées floues ou inexplicables et elle fournit au P.C. une occasion de se mobiliser contre le « complot anticommuniste » au moment où de nom-

breux militants s'interrogent. M. Mitterrand et M. Rocard sont accusés de virer à droite par les communistes. Ils protestent, mais pour les amis du premier le second d'échapper pas tout à fait à cette accusation. Les communistes auraient-ils raison, mais jusqu'où ? Autre énigme : qu'est-ce qui différencie exactement

M. Chirac de M. Debré et les deux de M. Giscard d'Estaing ? Est-ce suffisamment grave pour que les gaullistes cherchent à évincer les giscardiens de l'Élysée alors qu'ils refusent de chasser M. Barre de l'Hôtel Matignon ? Comment croire que les Français puissent s'associer pleinement à ces querelles du sérail ?

L'immobilisme

Pendant ce temps, la terre tourne avec le poids de la crise économique dans les pays nantis d'Occident et de tragédies autrement plus graves, ailleurs. La France vit, relativement protégée, dans cet environnement qui l'incite, et elle n'ose bouger. La chance et la limite du pouvoir sont là, dans ce sentiment d'inquiétude et dans cet immobilisme que M. Mitterrand qualifie de « surprise ». Ne leur dit-on pas assez, aux Français, que les contraintes extérieures sont dures, que tout le mal vient d'ailleurs, qu'ils n'ont qu'à bien se tenir puisqu'on s'occupe de leur sort comme il convient ? Le monde a changé, et cela entraîne des modifications, sans doute nécessaires, des structures de production, mais il est difficile de comprendre, d'une part, pourquoi les gens avisés qui dirigent l'économie depuis si longtemps ne les ont pas mieux préparées et, d'autre part, pourquoi ce sont toujours les mêmes

ministres ou ministères des finances précédents. La politique suivie est donc celle qui aurait dû être mise en œuvre depuis longtemps. Le régime institué par la V^e République a, dans ses débuts, et à la faveur de l'expansion, permis d'accélérer l'industrialisation. Grâce à la primauté accordée à l'exécutif, il offre maintenant la même liberté de manœuvre pour assainir l'appareil de production. Il n'est pas sûr que les catégories sociales qui n'avaient pas eu le sentiment de profiter également de la distribution des richesses, comme l'a montré la montée de l'union de la gauche, aient accepté la conviction d'être davantage prises en considération. L'austérité est plus généreusement partagée que le gâteau de l'expansion.

Pourtant les chances de la décapitation tant invoquée, comme s'il suffisait d'y mettre un peu de bonne volonté, ne sont pas ailleurs que dans une meilleure intégration de tous dans la communauté économique et sociale. Car, si imparfaite soit-elle, la société politique assure, en régime démocratique, l'égalisation des droits. Aussi est-ce à travers d'autres aspirations que s'expriment, en marge de la mise en cause classique du capitalisme par les doctrines socialistes, les nouvelles revendications d'accès à la décision : ce sont l'autogestion, la décentralisation, la participation et, même, l'écologie. Le pouvoir ne les ignore pas, et il lui arrive de s'en préoccuper tout en considérant, comme une grande partie

de la classe politique, qu'elles procèdent du luxe ou de l'utopie. M. Giscard d'Estaing s'y réfère, mais c'est par des initiatives plus traditionnelles — et qui lui don-

nent le beau rôle — qu'il intervient pour mettre de l'huile dans les rouages sociaux et institutionnels : on majore des prestations et on dialogue tous azimuts.

La dyarchie

le théoricien et le promoteur de son action de redressement économique. Jusqu'à preuve du contraire, il ne va pas au-delà du rôle de premier ministre et ne mène en rien l'autorité du président, qui ne rate pas une occasion de se manifester à son avantage quand l'opportunité s'en fait sentir. Par exemple, pour relever le taux d'intérêt des livrets d'épargne.

Dans ces conditions, pourquoi changer de premier ministre si ce n'est pas pour changer de politique ? D'autant plus que son remplacement poserait les mêmes problèmes avec la fraction contestataire de la majorité. M. Chirac et M. Mitterrand ont compris depuis longtemps qu'il était vain de concentrer leurs attaques sur le premier ministre. En tout état de cause et, particulièrement dans la perspective de 1981, la cible principale est à l'Élysée. On sait où elle est, mais elle n'est pas facile à saisir dans la ligne de mire.

ANDRÉ LAURENS.

Prochain article :

LE DISCOURS ET LA RÉALITÉ

HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS

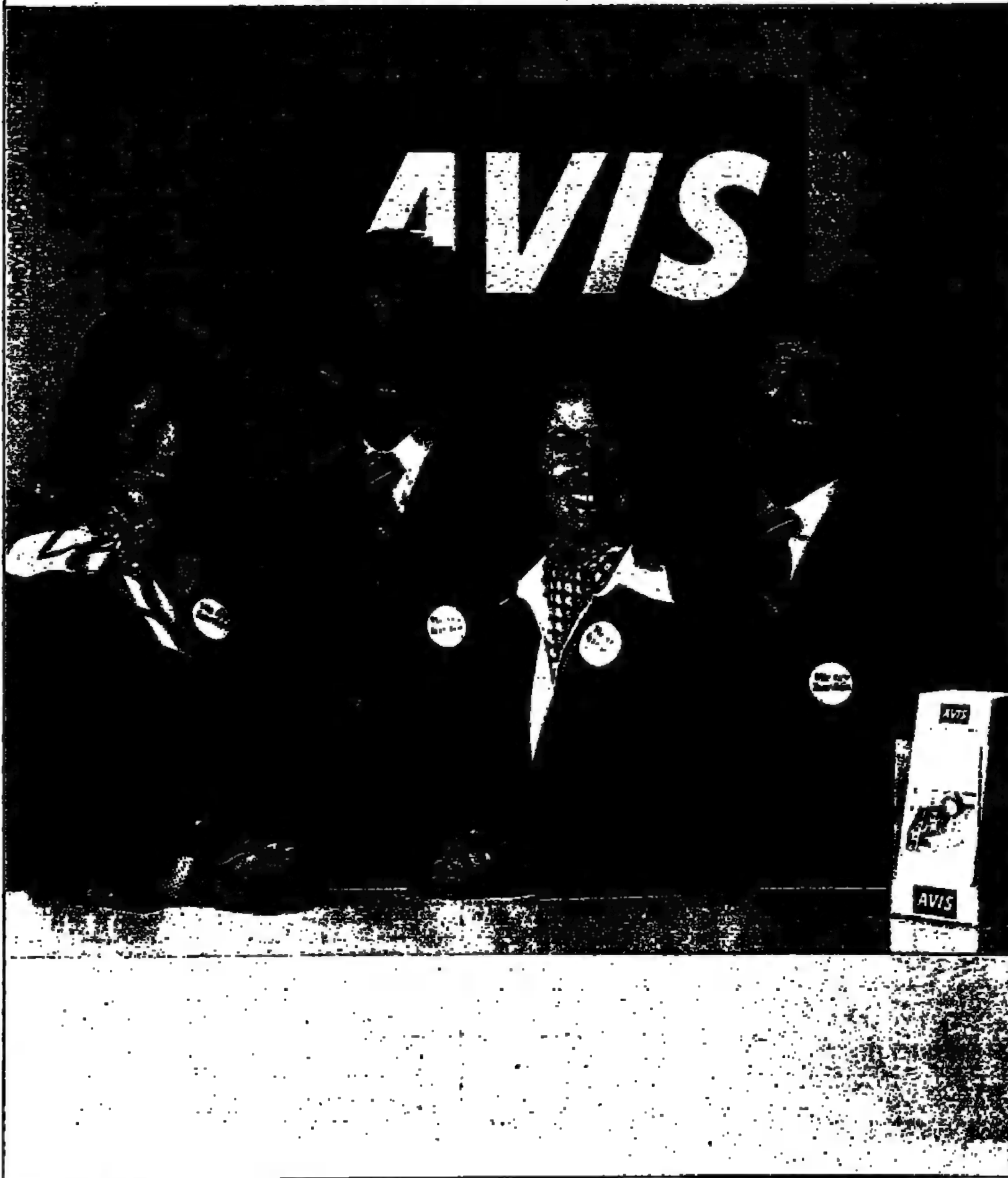


CAPEL
PRÊT-À-PORTER
74, bd de Sébastopol Paris 3^e • 26, bd Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e

ECOLE MALESHERBES

enseignement secondaire privé mixte
81 Bd BERTHIER - PARIS 75017 (école fondée en 1895)
en Mai et Juin REVISIONS INTENSIVES
COURS ANNUELS
écrit et oral BACCALAUREAT (en cours de vote)
FRANÇAIS de terre et BEPC (le mercredi et samedi après-midi)
754 96 39 — 754 25 23

Notre organisation est très internationale, l'accueil est plutôt familial.



AVIS

L'avantage d'Avis, c'est d'être une organisation internationale avec tout ce que cela suppose de commodités à travers le monde. Mais si nos voitures font ce qu'on attend d'elles, notre personnel en fait souvent plus. C'est ce qui ressort des cartes d'appréciation que l'on trouve dans chaque voiture Avis et auxquelles nos clients répondent nombreux.

En créant cette carte, nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables. C'était à nous d'en faire plus pour que cela n'arrive pas. Aujourd'hui, nous créons l'Assistance Avis. 24 heures sur 24, s'il vous arrive le moindre pépin, vous téléphonez et nous arrivons à votre secours.

Vous voyez, vos encouragements nous ont incités à en faire encore plus.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation :
tél. 609.92.12, ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel ainsi que des camions en courte et longue durée.



Avis loue des voitures Opel.

AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

Le Monde

équipement

URBANISME

L'État ne veut pas abandonner le terrain prévu dans le quinzième arrondissement pour l'Institut du monde arabe

La construction de l'Institut du monde arabe, boulevard de Grenelle, dans le quinzième arrondissement (à proximité de la tour Eiffel, en face du Trocadéro), a été évoquée, mercredi 16 avril, à l'Assemblée nationale, par M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, « si l'État ne pouvait choisir un autre terrain » que celui qui est prévu dans l'actuel projet (le Monde du 11 mars).

Ce terrain, selon Mme de Hauteclocque, a été loué par la Ville de Paris à l'État, et la municipalité l'a aménagé en aires de jeux et de sport « dont profitent huit ou neuf cents enfants du quinzième et du septième arrondissement ». « Or, à cet endroit précis, on s'apprête à construire l'Institut du monde arabe », a-t-elle déclaré. « La Ville de Paris s'efforce à créer les terrains de sport et les espaces verts qui font défaut aux écoles, et l'État réduit ses efforts à néant ».

Pour le ministre des affaires étrangères, « le gouvernement a multiplié les recherches, mais en vain. Il faut dire que les conditions auxquelles le terrain doit

répondre sont difficiles à satisfaire : comment trouver dans le centre de Paris un espace assez grand pour accueillir une construction de très haute qualité ? L'État veut donc récupérer son terrain de plus de 3 000 mètres carrés, boulevard de Grenelle, pour que soit réaffecté l'Institut qui comprendra un centre de documentation et d'information, une bibliothèque, un auditorium et un musée d'art et de civilisation. M. François-Poncet a conclu : « Je reste ouvert à toute autre proposition, pourvu que les terrains offerts présentent les mêmes garanties que celui qui a été choisi. En attendant, le gouvernement persévérera dans son projet ».

[L'argumentation de M. François-Poncet n'est pas convaincante. Le terrain des affaires étrangères ne sera cédé à personne qu'il n'existe dans Paris aucun terrain suffisamment vaste et bien desservi pour accueillir l'Institut du monde arabe. Il y en avait, par exemple, aux Halles ; il y en a à la Villette ou à Bercy ou dans une ville nouvelle. La décentralisation est prônée partout, mais l'État montre dans cette affaire qu'il est le premier à refuser de bouger à l'intérieur même de la capitale.]

ENVIRONNEMENT

COUP D'ACCÉLÉRATEUR POUR UNE « ÉNERGIE POPULAIRE »

Quinze mille logements vont être équipés de chauffe-eau solaires

D'ici un an quinze mille logements de la catégorie des H.L.M. seront équipés d'un chauffe-eau solaire. Telle devrait être la conséquence de la convention qui a été signée le 14 avril entre M. Robert Lion, délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M. d'une part, et le ministère de l'Industrie, le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie et le commissariat à l'énergie solaire, d'autre part.

Pour encourager le recours au chauffage solaire de l'eau sanitaire, l'administration renonce à prélever sur les logements ainsi équipés l'avance remboursable de 3 500 F qui avait été instaurée il y a quelques années pour pénaliser le chauffage « tout électrique ». Le surcoût de l'équipement solaire (8 000 à 10 000 francs selon le type de logement) sera pris en charge par l'État sous forme de prêts bonifiés. Une liste d'une dizaine de constructeurs agréés va être publiée dans les jours à venir.

Ce coup d'accélérateur donné à l'utilisation de l'énergie solaire coïncide avec une autre initiative spectaculaire : du 26 avril au 11 mai prochain à la Foire de

Paris, le Comité d'action pour le solaire (1), crée il y a un mois, tiendra un stand de 3 000 mètres carrés sur lequel un ordinateur débitera à cadence accélérée des informations techniques sur l'installation de chauffe-eau solaires. Il suffira aux visiteurs de fournir à la machine cinq informations : le département où est installée la maison, l'orientation du toit, son inclinaison, le nombre des occupants de la demeure et la température d'eau souhaitée.

L'ordinateur leur fournira quelques minutes après une fiche technique indiquant la surface de capteurs nécessaires, la capacité des ballons de stockage et l'économie réalisée en kWh. Une liste d'installateurs leur sera également communiquée.

Sur le stand seront exposés divers matériels solaires tels que chauffe-eau, serres, aéro-générateurs, photovoltaïques et même des modèles de micro-centrales hydrauliques.

La quasi-simultanéité de la signature de la convention entre l'administration et l'Union des H.L.M. et la manifestation de la Foire de Paris n'est pas une coïn-

cidence fortuite. M. Robert Lion est en effet à la fois délégué général de l'Union des H.L.M. et président du Comité d'action pour le solaire. Cette association qui groupe des grandes entreprises, des personnalités passionnées par les applications de l'énergie solaire et des représentants des services publics ne cache pas ses intentions : constituer un groupe de pression, un « lobby » à l'américaine. Elle se situe dans le prolongement du « Jour du soleil » qui fut organisé en juin 1979 avec le succès que l'on sait (le Monde des 26 et 27 juin 1979).

Pour une véritable mobilisation dans le pays

« Pour tant, remarque M. Robert Lion, le solaire en France n'est pas pris au sérieux. Les efforts du commissariat à l'énergie solaire (Comes) ne sont pas trop timides : en 1980 l'État consacre au développement du solaire 80 % de ce qu'il accordait en 1969 au nucléaire. À ce rythme il n'y aura pas de véritable alternative solaire en France avant un demi-siècle. » Le Comité d'action pour le solaire réclame donc une accélération du

programme et une véritable mobilisation dans le pays.

« Le solaire, indique M. Robert Lion, dispose d'atouts considérables. C'est une énergie populaire parce qu'elle peut être mise en application par des millions d'autodidactes ; elle ne nécessite que des installations légères, du savoir-faire d'un réseau d'artisans et elle repose sur le bon sens ».

Le Comité d'action pour le solaire prépare pour le mois de juin un « manifeste pour la France solaire » qui contiendra une série de propositions. Certaines seront soutenues par un comité de parlementaires. À la suite de l'exposition organisée à la Foire de Paris, le comité diffusera des documents pratiques et mettra en place des services-conseils dans plusieurs grandes villes de France. « Notre démarche est non conformiste », dit M. Robert Lion. Ce sont des militants qui prennent en charge, à leur manière, un dessin national ».

(1) Comité d'action pour le solaire, 7, rue du Loup 75015 Paris. Tél. 783-48-31 et 567-69-40.

TRANSPORTS

UN BATEAU GREC BLOQUÉ A NANTES

Les naufragés du « Notis »

Nantes. — « Nous avons faim ! », « On veut notre argent ! », « We want I.T.F. money ! », « We demand justice ! », « Sur la passerelle du Notis, ce cargo grec dont l'odyssée s'est achevée, à Nantes, le 3 avril, l'équipage a accablé une dizaine de cautions et bouts de contre-plaqué portant, peintes, ses deux principales revendications : de l'argent et de la nourriture. Abandonnés par leur armateur, les marins en sont réduits à louer les mandataires pour survivre. Jusqu'ici, la solidarité ouvrière exprimée au travers de plusieurs collectifs a permis de leur assurer des vivres ».

Mardi 15 avril, les dix-sept hommes d'équipage ont été prononcés à l'unanimité, par un vote à bulletin secret, pour le salaire et la vente du navire, et de sa cargaison, afin de dégrever les fonds nécessaires au paiement des salaires en retard et au blé qui leur manque pour le rapatriement. Certains marins n'ont pas été payés depuis huit mois. Personne n'a perçu de salaire depuis janvier. L'armateur grec, M. Chatzichristos, est attendu à Nantes depuis une dizaine de jours. Mais, à chaque rendez-vous donné, il fait savoir par le canal qu'il arrivera « demain ». On comprend, dans ces conditions, que l'équipage n'ait plus guère confiance en lui.

L'aventure du Notis, cargo

De notre correspondant

vieux de vingt-cinq ans, avait commencé, le 9 septembre 1979, à Abidjan. Le bateau, qui vient de charger 4 100 tonnes de tourteaux de coton pour la CORALINA (Coopérative laitière de la région nantaise), ne quitte pourtant la lagune que le 7 février 1980, cinq mois plus tard. Les avaries de machines ne sont pas la seule raison de ce long mouillage. Les officiers grecs ont, purement et simplement, abandonné le navire. Lesse d'attendre leurs arrières de salaire.

Les marins, eux, qui n'ont pu s'offrir faute d'argent, en sont réduits à aller à terre quémander de la nourriture dans les villages côtiers pour survivre. Le 1^{er} février, un nouvel état-major arrive sur le navire. Tous les officiers sont grecs pour commander un équipage composé surtout de Gambiens, mais également de quelques Chiliens et Argentins.

Misère et racisme

Le cargo met enfin le cap sur l'Europe, mais, au bout de deux jours, le moteur s'arrête à nouveau. Nouvelles péripéties à Santa Cruz de Tenerife (Canaries), puis en rade de Saint-Nazaire, où il est resté quinze jours avant d'être remarqué à Nantes.

L'armateur était sur le quai lorsque son navire a touché le port. Il y a fait embarquer pour 2 000 F de nourriture et est parti sans payer. Les officiers ont aussitôt mis sous clé cette provision à la cambuse, et il a fallu l'intervention du secrétaire des marins C.G.T. de Nantes, M. Roland Andrieu, pour que les vivres soient partagés. Misère et racisme. C'est à la suite de cet incident que les marins africains ont badigeonné sur la coque rouillée l'inscription : « We are on strike for equal right » (« Nous sommes en grève pour obtenir l'égalité des droits »).

Un navire identique au Notis, le Dimitris, a eu les mêmes difficultés, voici quelques mois, à Karachi. Le commandant actuel du Notis avait été dépêché à bord pour trouver une solution : on a appris, le 15 avril, que le Dimitris aurait été vendu à la ferraille à Bombay. A Nantes, l'équipage ne veut pas quitter le navire sans garantie, et il a chargé un avocat de défendre ses intérêts.

Le syndicat des marins C.G.T. s'inquiète de voir la « coque trapper » la porte de l'Europe communautaire. « Il est plus que temps », affirme M. Roland Andrieu, que les Grecs prennent des dispositions contre ces armateurs qui pillent et polluent les mers, et se permettent, comme dans le cas du Notis, de laisser mourir de faim leurs équipages ».

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

Après l'incendie survenu à La Hague

LA PRODUCTION DE L'USINE DE RETRAITEMENT NUCLÉAIRE EST INTERROMPUE POUR UNE DURÉE INDÉTERMINÉE

(De notre correspondant)

Cherbourg. — La production à l'usine de retraitement des combustibles nucléaires irradiés de La Hague, interrompue, mardi 15 avril à la suite d'un incendie dans un poste d'alimentation électrique (nos dernières éditions), ne recommencera pas avant plusieurs jours. Il faudra, en effet, un certain délai, encore indéterminé, pour que soit remplacé un transformateur électrique qui a été entièrement détruit. L'arrêt de la ventilation des stérilateurs, qui a duré plusieurs heures, a, d'autre part, très vraisemblablement fait monter le taux d'activité de nettoyage seront peut-être nécessaires dans ces zones qui avaient été évacuées.

Dans un communiqué publié mercredi, la C.F.D.T. souligne que « une fois de plus l'expérience prouve que tout ne peut être prévu, y compris les conséquences de l'accident le plus banal ». Elle exige en conséquence que « tout soit mis en œuvre pour faire le lumière sur ce nouveau incident ».

Les dégâts électriques considérables ont été provoqués, à l'origine, par un court-circuit, dû vraisemblablement à une fausse manœuvre effectuée dans l'un des postes chargés de transformer le courant fourni par le réseau E.D.F.

RENÉ MOIRAND.

A PROPOS DE... Le transfert du service des approvisionnements de la S.N.C.F.

Des emplois parisiens pour aider la province

Toutes les études de prospective le prouvent : d'ici à 1986, il ne faut pas s'attendre à une augmentation du nombre des emplois industriels ni encore moins des emplois dans l'agriculture. Selon les projections de l'INSEE, le nombre de postes de travail dans l'industrie tombera de 6 189 000 en 1975 à 4 938 000 en 1986, et dans l'agriculture de 2 140 000 à 1 510 000.

Aussi les responsables de l'aménagement du territoire ne comptent-ils guère que sur le « vivier » des emplois du secteur tertiaire (bureaux, recherche, banques, services divers aux entreprises) pour alimenter la politique de décentralisation qui est toujours, en dépit du ralentissement de la croissance économique générale, l'un de leurs objectifs essentiels. En effet, toujours d'après l'INSEE, les emplois du secteur tertiaire passeront de 10 730 000 en 1975 à 12 280 000 en 1986.

C'est ainsi que le gouvernement a décidé de transférer — progressivement — de Paris à Lyon le service des approvisionnements de la S.N.C.F. (hauts emplois) et à Lille celui de la comptabilité et du contrôle des recettes (hauts emplois). Les élus (U.D.F.) de Paris ont d'ailleurs été reçus, le 16 avril, à leur demande, par M. Jacques Pélissier, président du conseil d'administration de la S.N.C.F., pour lui faire part de leur inquiétude à propos de l'opération de décentralisation du service des approvisionnements.

Dans un communiqué, l'U.D.F. regrette que cette décision ait été prise sans consultation préalable avec les élus et sans qu'il ait été tenu exactement compte des graves répercussions économiques indirectes, qui en résulteraient pour de nombreuses entreprises de la région d'Île-de-France et de Paris.

Le transfert de ce service, actuellement installé 100, avenue de Suffren à Paris (septième arrondissement), doit se réaliser à Lyon à l'automne 1982, au moment de la mise en ligne du train à grande vitesse (T.G.V.). M. Edouard Frédéric-Dupont, député (R.P.R.) de Paris, avait déjà évoqué cette affaire, le 11 avril, à l'Assemblée nationale « Il s'agit d'une nouvelle provocation, après tant d'autres, à l'égard de la région parisienne », avait-il indiqué. Selon le parlementaire, la Déléguation à l'aménagement du territoire « a fait disparaître, depuis quinze ans, dans la région parisienne 230 000 emplois du secteur secondaire, 22 000 emplois du secteur tertiaire, et elle programme la suppression de 36 000 emplois dans les administrations centrales, de 150 000 dans les organismes de crédit et de 50 000 dans les ministères des

transports, de la culture et de la communication ».

Mais le ministre des transports, au nom de la solidarité gouvernementale, a confirmé ce transfert. A son avis, « le service des approvisionnements pouvait travailler sans liaisons fréquentes avec les organismes centraux de la S.N.C.F. sa présence, en région parisienne, ne s'impose effectivement pas pour les tâches qu'il a à remplir ou les besoins auxquels il répond ».

Les protestations des élus — de tout bord — ont été recueillies par le ministre. Le gouvernement et la DATAR. Une délégation d'élus socialistes de la région parisienne a rencontré, le 15 avril, M. Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire, et a dénoncé la « désindustrialisation ». Après une année 1979, pendant laquelle de nombreux transferts d'administrations, entreprises publiques, services privés, ont été décidés, portant sur plus de 3 000 emplois, on indique à la DATAR que, en 1980, de nouvelles opérations déjà annoncées devraient effectivement être lancées, notamment le Centre national de télé-enseignement à Rennes (150 personnes), le Centre informatique du casier judiciaire national à Nantes (250 emplois), la Banque de France à Rennes (500) et à Poitiers (200).

En dépit des mesures d'accompagnement décidées par le gouvernement, notamment une prime de 10 000 F aux salariés d'Île-de-France qui sont obligés de démissionner pour suivre leur conjoint décentralisé, il est certain que la politique des transferts, dénoncée unanimement en Île-de-France, comme la « démission de cette région », va entretenir, voire relancer, la vieille querelle, « province contre Paris ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

Nettoyeurs du métro de Paris

NÉGOCIATIONS TOUJOURS SUSPENDUES

Le conflit du métro semble à nouveau se durcir. Dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17, la R.A.T.P. a tenté de faire nettoyer quelques stations, mais dans la plupart des cas des grévistes ont réussi à l'en empêcher. La Régie et la C.F.D.T. avaient pourtant accepté lors de leur rencontre, du samedi 13 avril, de suspendre la première son appel à des entreprises non en grève, la seconde ses piquets de grève le temps des négociations.

Celles-ci, il est vrai, sont suspendues, depuis le mardi 15 avril au soir et ne paraissent pas devoir reprendre dans l'immédiat. L'inspecteur de travail a renoncé, ce jeudi matin 17, à convoquer, comme prévu, une nouvelle réunion, les responsables des entreprises lui ayant annoncé qu'ils n'avaient pas d'autres propositions à faire. Pourtant la différence entre leur offre et le souhait de la C.F.D.T. n'est plus que de 186 F.

● S.A.S. se retire du Canada. — La compagnie scandinave S.A.S. cessera de desservir Montréal au Canada à partir du 18 juillet. Ses responsables invoquent « les frais engagés par l'utilisation de l'aéroport de Mirabel », le nouvel aéroport international de Montréal, situé à 70 kilomètres au nord de la métropole québécoise.

CAHIERS DES SCIENCES & TECHNIQUES HUMAINES

Repères & Dialogues

dans ce numéro

- horizon 2000
- la dissidence
- l'ère du "pétrochimisme"
- la pratique institutionnelle
- essai sur les couleurs

N°11 - Mars 1980 - trimestriel - Prix 18 F

8, avenue Léon-Huez - 75016 Paris

Tél. 627-10-15

ABONNEMENT - TARIF NORMAL 70 F

Enseignants 50 F - Étudiants 40 F

Islande

Ille incomparable.

Terre de contrastes.
Terre de feu et de glace.
Pays des amoureux de la nature.

L'Islande est le pays des "découvreurs", aimant les choses vraies. On aborde l'Islande... on aime l'Islande... on y revient.

L'Islande sera présente à Paris - Porte Maillot

● du 14 au 21 février

Hôtel Concorde Lafayette

Semaine gastronomique islandaise restaurant l'Arc-en-Ciel avec présentation de mode et film.

● du 15 au 24 février

Semaine Mondiale du Tourisme - Stand 3 F 19

Toute documentation et renseignement chez votre agent de voyages ou

ICELANDAIR, 32, rue du 4-Septembre

75002 Paris - tél. 742.52.26.

ICELANDAIR

AUX SOLDEURS TERRIBLES

pour hommes : 1 costume + 2 pantalons + 2 chemises ou au

1 chemise + 1 cravate pour 599 F

1 tailleur femme + 1 chemisier pour 299 F

Veste fantaisie à partir de 259 F

Jeans en velours 99 F 199 F

Gilets à partir de 59 F.

7 et 9, Boulevard du Temple - 75003 Paris

Téléphone : 987.86.58

ouvert tous les jours sans interruption de 10 à 19 h.

sauf dimanche et lundi

ص.ك.ا.م.ن.ال.م.ل.



Le Monde DES LIVRES

Peter Handke et l'art du fragment

● Aller à la rencontre du monde en explorant ses anecdotes...

PRESQUE tous les livres de Peter Handke cachent un journal intime. Dans *Heure de la sensation vraie* comme dans *la Femme gauchère*, que ses « héros » soient hommes ou femmes, il compose leurs vies fictives de faits et d'observations quotidiennes glanés patiemment au fil de ses propres journées. Ces vies, de ce fait même, n'ont rien d'héroïque, pas plus que les personnages handkeiens n'ont de consistance psychologique : elles s'effritent littéralement sous nos yeux, tout comme leurs protagonistes, en se décomposant en mille détails si anecdotiques qu'ils deviennent curieusement autonomes par rapport à tout contexte. A force de singularité, paradoxalement, l'anecdote rejoint l'universel, les observations personnelles se notent dans l'anonymat et dans l'oubli.

Dans le dernier livre de Handke sorti en France, *le Poids du monde*, ce principe apparaît au grand jour. Handke ne se cache ni derrière aucun personnage : il ne nous livre que les pages de son propre journal, couvrant jour par jour la période de deux longues années (1975-1977). Toute trace de trame, si ténue qu'elle soit, disparaît en même temps.

Entièrement composé de notes dont la longueur ne dépasse pas une page — fréquemment, elles tiennent en une seule phrase, — l'ensemble ne cesse de se décomposer en ses parties constitutives. Signe de régression ? Dans ses livres précédents, Handke explorait les anecdotes du monde comme autant d'indices, dans l'espoir qu'elles le conduisent à un sens qui leur serait commun : à une loi manquante qui, découverte, ferait à nouveau résonner le vide dont nous sommes accablés. *Le Poids du monde* est-il un avertissement de cette entreprise ?

On pense à Michel Leiris, et à sa *Régie du feu*. Au bout de plusieurs décennies d'une quête analogue, de tortueux voyages à

travers la subjectivité d'une mémoire, en vue d'en dégager une règle de conduite et, du même coup, d'en rassembler les parties éparses en un tout cohérent, le poète a clos ce cycle, en 1978, sans être parvenu à ses fins : le quatrième et dernier volume (*Frère Bruti*) ne livre, lui aussi, que des notes fragmentaires, ponctuées de silences et de blancs où la règle recherchée semble définitivement absente.

Mais, curieusement, c'est justement dans ce volume où Leiris, pour la première fois, paraît se réconcilier avec lui-même, et où sa parole adhère, en fait, le mieux à la pensée du monde. La cohérence de celui-ci n'est-elle pas qu'une chimère, le monde n'étant lui-même qu'un fragment parmi d'autres ? Y a-t-il d'autre ordre que celui de l'éparpillement, de meilleure « règle » que l'absence de toute règle, une fois qu'on a réussi à l'assumer ? Plusieurs solitudes, comme on moins connues, en arrivent d'ailleurs aujourd'hui à une conclusion semblable : la poésie actuelle est dans le fragment, dans un détail plus ou moins emphatique, mais qui, en même temps, permet à peu près le seul dépassement non abusif de l'anecdote quotidienne. Car l'élément du récit en fragments est plus qu'un simple reflet de celui du monde lui-même : c'est aussi une prévention contre toute tentative d'unification arbitraire, propre notamment aux idéologies.

Le fragment a déjà été à l'honneur dans le romanisme, qui l'a utilisé comme un fétiche magique : de Novallas aux surréalistes, il a autant incarné la trace d'une totalité — et d'une sagesse — perdue que le lieu d'une réconciliation paradoxale du réel et du désir, où la partie se part temporairement de tous les prestiges de l'ensemble. Son dernier livre, en ce sens, montre aussi Handke comme un romancier déguisé ; avant de représenter une ouverture, le fragment — le détail — lui est d'abord une cage où il ne cesse de se débattre, faite de pouvoir viser un but plus sensé.

S'imaginant qu'on l'empêche de faire les menus gestes par lesquels on manifeste sa gêne —

jour avec une montre ou un bonnet, se carter, ser les cheveux, — Handke note qu'« à la fin, on n'aurait plus rien à quoi se retenir ». Ses fragments, tout d'abord, fonctionnent à la façon de ses gestes : comme ce à quoi on se retient, pour ne pas sombrer dans le néant.

A force, cependant, ils deviennent l'instrument de leur propre dépassement : l'anecdote, dans ces détails, s'efface tout à coup devant une grâce qui en prolonge l'écho au-delà de ses limites, sans pour autant la nier. Comme toute grâce véritable, celle-ci tient en peu de chose : juste à la façon, le plus souvent, dont Handke « réagit par la langue à tout ce qui lui arrive », au mouvement et à la respiration des phrases dans lesquelles ses observations prennent corps. Mais ce mouvement suggère aussi une façon d'aller à la rencontre du monde et de respirer à son rythme.

Il ne s'agit pas exactement de cet élan du moi prôné par tant d'utopies idéologiques, du romantisme à l'antipsychiatrie, et grâce auquel l'homme pourrait retrouver une unité « première » avec la nature.

Proches plutôt de certaines formes « nihilistes » de l'extase mystique, les fragments de Handke, plus modestement, permettraient à l'individu de re-



★ Dessin de Berenice CLEVER.

joindre la vie et le monde dans un anonymat commun, en le replaçant un instant dans ces zones incertaines, marginales, où les choses et les idées n'ont qu'un sens naissant.

Au viol romantique du réel par le désir, tel qu'il a trouvé son arme privilégiée dans l'« image » surréaliste, les observations apparemment plates de Handke s'opposent pas la grisaille, mais simplement une plus grande « attention » aux choses et aux êtres, dépourvue d'illusions, ouverte à toutes les virtualités de l'existence. Dans sa posture à l'autre livre de Handke (1), Georges-Arthur Goldschmidt, le traducteur du *Poids du monde*, a défini l'écriture handkeienne par le soin de « laisser venir à soi les pensées et les impressions qu'on ne formule pas d'habitude », de « prêter la plus extrême attention à ce qui pourrait bien être en définitive la réalité véritable, l'est-à-dire tout ce que voit et ressent la conscience bien plus que l'ensemble des concepts et leurs enchaînements ».

Après tant de courses après une « vraie vie » chimérique, à jamais absente, cette exploration patiente du présent garde seule, paradoxalement, quelque goût d'espoir.

Elle se concerne pas seulement, comme on pourrait le penser, un individu isolé : si le regard que Handke pose sur le monde est celui d'un solitaire, la solitude, pour lui, n'est qu'un moyen de retrouver son authenticité et, au-delà, d'établir des rapports plus justes avec les autres.

Les seules réserves qu'on pourrait formuler à son égard porteraient plutôt, ainsi, sur l'usage un peu trop systématique qu'il fait de sa méthode, au point d'ajouter à la grâce un rien de culotisme, et sur une certaine froideur « puritaine » transparaissant jusque dans ses notations les plus « physiques » : à cet égard, en quelque sorte, la « leçon » de l'écrivain est mieux incarnée dans les films de son ami Wenders que dans ses propres livres. N'empêche que de fragment en fragment, dans son élan même, l'écriture de Handke fait ressortir comme peu d'autres, en dépit du « poids du monde », ce que la vie continue à être avant tout : un poème de tous les instants, sans commencement ni fin.

PETR KRAL.

★ LE POIDS DU MONDE, de Peter Handke. Traduit de l'allemand par G.-A. Goldschmidt. Christian Bourgois éd., 1979, 147 p., environ 35 F.

(1) *La Non-sens et le Bonheur*, de Peter Handke. Poèmes, traduits par G.-A. Goldschmidt. Christian Bourgois éd., 1979, 147 p., environ 31 F.

« Le Prince et le Marchand », de P. Barbéris

Marx pas mort

DEPUIS une dizaine d'années, les forces sociales que dérangeant certaines analyses de Marx tentent d'imposer au théoricien de la lutte des classes tous les crimes et échecs des Etats qui se réclament de lui.

On a pu croire d'abord que cette opération, de bonne guerre idéologique, succomberait à son simplisme. C'était compter sans un appareil culturel acquis à la manœuvre en presque totalité, et sans quantité de renforts bénévoles : stalinistes et gauchistes reconvertis dans la mise en garde antitotalitaire, opportunistes à qui le suicide de la gauche électorale n'offrait plus de carrière, mages de l'irrationnel et petits pages du pessimisme, tous auxiliaires de l'Ordre par vocation. Cela fait tant de monde dans le Landerneau à plume, qu'on lit désormais partout, comme une évidence n'ayant plus à être démontrée : « Vue la faillite des idéologies sclérosées qui nous oppriment, etc. ».

Les marxistes sans égérie ni remords — il en reste — commencent à avoir les oreilles chauffées par ces incantations, et amorcent depuis peu une contre-offensive, en rappelant avec quelque vivacité les apports de « leur » méthode : aux sciences humaines (Foucault), à une histoire de l'intelligence (Debray) et, aujourd'hui, à la critique littéraire.

C'EST peu dire que Pierre Barbéris n'avance pas masqué. Sa douzaine d'ouvrages, en particulier sur Balzac, affichent un point de vue politique que le *Prince le Marchand*, sorte de complément méthodologique à ses *Lectures du réel*, revendique avec plus d'enthousiasme encore, pour ne pas dire : impétuosité.

En très gros, l'auteur s'intéresse avant tout à ce que la littérature recèle de concret et d'histoire. A l'époque où il commençait d'enseigner, un tel programme n'effarouchait guère que les derniers universitaires lansonniens, empêtrés dans leurs « sources » et leur « sens manifeste ». Trente ans après, il se heurte à plus coriace. Le capitalisme est en passe de réaliser son idéal de citoyens rapportant leur paie

Par Bertrand Poirot-Delpech

aux caisses des supermarchés, ne consommant plus que du livre jetable après usage, et apprenant à se passer de leur histoire. Ce rêve de masses amnésiques est favorisé inespérément par la séduction des nouvelles machines à déverser — moto, disco, — et par une certaine fierté de ne rien savoir, héritée du gauchisme.

De son côté, l'idéologie libérale — car c'est une idéologie, qu'elle prétende — remet en service le vieux mythe d'une « vérité humaine éternelle et au-dessus des classes », avec le renfort, lui aussi inespéré, des structuralistes, freudiens, linguistes et autres textualistes ralliés, tel Barbéris, à un néo-déisme gustatif et esthétique.

Contre ces réconciliations illusoire et intéressées, Barbéris croit que l'homme, et la littérature, refait les rapports de forces à l'œuvre dans l'histoire. Comment les y surprendre ?

L'AUTEUR commence par faire justice d'une caricature répandue avec malice. La critique marxiste ne veut pas montrer que les écrivains du passé étaient marxistes sans le savoir, ni privilégier, dans le choix des textes, comme dans leur interprétation, l'économique et le social au mépris du psychologique, ni sacrifier à un progressisme qui ferait de Zola le continuateur de Balzac, de Proust une régression dans le mondain, etc.

Si tant est qu'on puisse résumer des prescriptions dispersées sur quatre cents pages dans le désordre de la passion, la méthode de Barbéris consiste notamment à afficher d'entrée de jeu un point de vue de classe (comme, après tout, Thiers et Michelet en leur temps), à « libérer » le texte de la fausse clarté qu'y ont jetée les lectures bien pensantes, et de son propre aveuglement sur ce qu'il recèle. Règle d'or : ne pas oublier que les choses ne sont présentes dans un texte qu'à travers des signes, obéissant à des systèmes particuliers. Mais traiter ces signes comme des réalités, toujours écrites « contre » quelque chose.

Contrairement à ce que suggère son ton de pamphletaire véhément et péroratoire, Barbéris ne prétend pas légitimer ni délégitimer la vérité. La liste des auteurs dont il se réclame peu ou prou va, dans l'ordre alphabétique, d'Althusser à Zaratra, en passant par Adorno, DUBY, Genette, Girard, Goldman, Gramsci, Lévi-Strauss, Lukács, Ricœur et Marthe Robert. Le freudisme de cette dernière ne dissuade pas notre marxiste de la placer très haut ; page d'éclectisme, vue la prépondérance qu'il réserve, quant à lui, à l'histoire.

REPONDERANCE est un mot faible. Il faudrait parler de hantise. Le mot histoire revient jusqu'à quinze fois par page, et le plus souvent en lettres capitales. On imagine qu'il serait apparu en rouge et souligné trois fois, si la typographie l'avait permis.

Cette insistance rageuse réplique aux efforts non moins acharnés qui ont été déployés de tout temps pour escamoter l'histoire. Le héros romantique est né, selon l'auteur, de cet obscurcissement. Et quand ce n'est pas l'histoire qu'on masque dans les romans, ce sont ses ressorts véritables, en tête desquels la lutte des classes. En évoquant dans *Mythologie*, la « grande famille des hommes », Barbéris s'inscrit d'abord à un obscurantisme historique qui va de Dumas à Guizot. « Les structures ne descendent pas dans la rue », selon le mot fameux de Goldman.

(Lire la suite page 18.)

Rimbaud l'Africain

● Dans « la Marche au soleil », de Xavier Grall.

AVEC certains écrivains, on ne saurait se montrer familier, malgré l'affection qu'ils inspirent. Comment s'adresser à Bessouet ou à Pascal autrement qu'en leur disant « vous », même si on les connaît depuis longtemps ? Mais Rimbaud, on le tutoie aussitôt, comme le fait Xavier Grall dans ce livre : « A nous deux, Jean Arthur Rimbaud ! Voici que je t'apostrophe, véhémentement, passionnément, dans un « do ut des » mouvement d'amour et de fureur... » L'auteur évoque, de sa manière exaltée, les débuts de cette mauvaise fréquentation : « J'avais dix-neuf ans. C'était dans un collège de Saint-Malo. Un ami m'avait donné le titre de tes œuvres. Et je lus, en cachette, sans l'œil bigleux d'un pion idiot, les poèmes. Une saison en enfer, les Illuminations, tout. Et je fus comme foudroyé. Sans doute pour mon malheur, je n'acquis alors à la littérature. Et je n'en sortis plus jamais... Depuis, nous ne nous sommes pas quittés. Au point que j'en ai assez. De ton génie. De ta pureté sauvage, agressive. Crève, mon vieux ! Crève, je te ressuscite. car tout toi est contradictoire. » On sent déjà le ton de l'amitié que Grall continue de porter au somptueux voyon de Charleville. On devine que l'auteur n'est pas de ces biographes qui contournent, avec détachement, l'objet de leur étude. Rimbaud l'atteste, le remue, le sollicite. Quand il en parle, il se compromet.

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 18.)

Le dernier chant de Sullivan

● Un livre d'allégresse.

JEAN SULLIVAN est parti (1), mais son dernier chant vient encore frapper nos oreilles. Cet « Exode », il s'agit bien d'un chant : « Depuis le temps que nous écoutons nos chansons. Je ne l'ai pas cherché, je le jure. Je croyais vouloir autrefois exalter en « littérature », parmi les maîtres parce que je n'avais pas d'autre image. Et voilà que la « littérature » s'est détachée de moi comme un autre folklore d'enfance. Voilà que je suis devenu un apôtre. Drôle d'apôtre, hors propagande qui renvoie chacun à lui-même. Il n'a qu'une chose à dire. Qu'on veuille bien l'écouter de tant la ressource. C'est le propre des chansons ? Je ne sais plus faire de dissertation. »

Cette chose c'est que le langage par lequel s'est exprimée la foi en imprégnant une civilisation, s'il manifeste encore ses vertus, nous les limite. Le temps est venu qu'il se relativise afin de permettre à la révolution chrétienne d'être réellement proposée à tout homme, agnostique, athée d'Occident, africain, oriental de toutes religions. »

Sullivan, quand il a écrit ces lignes, n'a pas seulement exprimé tout ce livre, mais tout lui-même, tel qu'il était du moins à l'heure où il est parti, où il a fait est même exode, auquel il se préparait, où le voit bien et à quoi il veut nous préparer aussi. Car nous avons beau être et nous vouloir sécularisés, bien assis sur le siège moelleux, confortable et aérodynamique de notre voiture ou en face de notre télé, incarné sur le monde, nous aussi, toi, moi, nous devrons un jour par-

tir. « Nous n'avons pas ici-bas de demeure permanente. »

Nous aimons mieux ne pas trop y penser. Aussi bien l'exode à quoi nous invite Sullivan n'est pas plus celui-là qu'un autre. Son dernier livre n'est pas un livre sur la mort, mais un livre sur la vie, et sur cette vie-là, la vie d'ici-bas qui est bonne, qui est exultante et que nous ne savons pas toujours apprécier. Il écrit quel que part : « Et un rive monta du ventre de la vie. » C'est à Saint-Malo, par une matinée de brume et de vent, tandis que les mouettes et les goélands qui ne volent pas la mort, possèdent la ville, que Jean Sullivan a su qu'il écrivait « l'Exode, et que ce serait un livre d'allégresse, même s'il devait blesser. »

Voilà : nous le tenons à présent dans nos mains, ce livre, et, si la chanson qu'il nous chante est àpre et dure, elle n'est pas triste.

Un départ collectif

Le départ à quel nous sommes invités, ce n'est pas seulement un départ individuel. Mais c'est aussi, c'est même surtout, un départ collectif, celui de l'Eglise, celui d'une civilisation tout entière. Il faut oser cela à chaque seconde ou bien ne pas se dire disciple du Christ. Rien ne ressemble moins à un établissement que d'imiter le Christ, qui n'est pas un être qui se repose à tête. Et lui bien sûr, nous sommes saisis par la contradiction : quel de plus établi au monde que cette Eglise catholique, dont Sullivan se réclame, comme on se réclame de sa mère ? Quel de plus engeant dans des dogmes, des rites, des interdits, des traditions ?

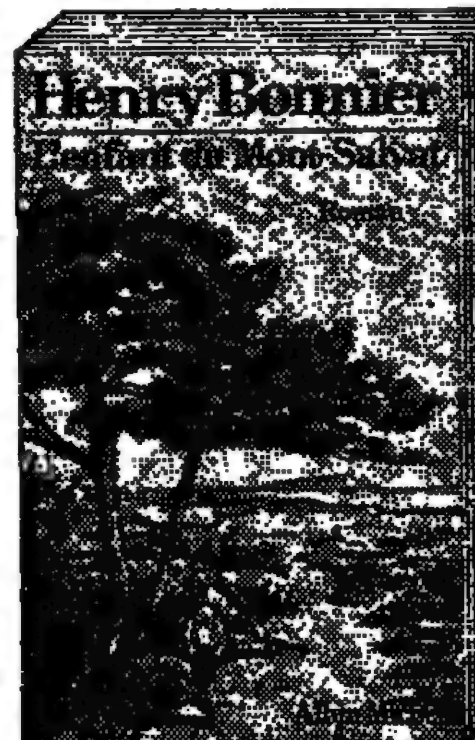
JACQUES MADAULE.

(Lire la suite page 17.)

Henry Bonnier L'enfant du Mont-Salvat

LE ROMAN
D'UNE ENFANCE
PROVENÇALE

L'itinéraire ensoleillé et la quête redemptrice du petit René-Etienne, enfant de Provence et fils du divorce. Tour à tour pathétique et comique, un roman sur la pudeur et le courage face aux naufrages et aux déchirements qui fait penser à Daudet et à Pagnol.



Albin Michel

LES GOLDMANS TERRIBLES

Le roman de l'homme qui a tout vu et tout vécu. Une histoire d'amour, de guerre, de révolte. Un chef-d'œuvre de la littérature française.

Par G. A. Goldschmidt.

Christian Bourgois éd.

aux éditions François Maspero
viennent de paraître :

Actes et mémoires du peuple

Maria Occhipinti

Une femme de Sicile 38 F

Denis Poulot

Le Sublime 30 F

"Le travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il
peut être" Introduction d'Alain Cottereau

Alain Dalotel, Alain Faure et
Jean-Claude Freiermuth

Aux origines de la Commune 80 F

Le mouvement des réunions publiques
à Paris 1868-1870

Bibliothèque socialiste

Michael Löwy

Le marxisme en Amérique latine 80 F

Georges Haupt

L'historien et le mouvement social 75 F

Textes à l'appui

Hildegard Brenner

La politique artistique du
national-socialisme 75 F

Chantier "Équipes pédagogiques" de
P.C.E.M. (Pédagogie Freinet)

Les équipes pédagogiques 48 F

Caprice, épuisement ou panacée?
Non, outil de rupture!

Luttes sociales

Usines et ouvriers 38 F

Figures du nouvel ordre productif

Ouvrage collectif présenté par
Jean-Paul de Gaudemar

Intervention en

Économie politique

Carlo Benetti et Jean Cartelier

Marchands, salariat et
capitalistes 50 F

Action poétique

La tête dedans 40 F

Mythes, récits, contes et poèmes des Indiens
d'Amérique latine recueillis par Jacqueline Baldran
et Ruben Bareiro-Saguier

... et parmi les parutions récentes

Mohamed Choukri

Le pain nu 37 F

Introduction de Tahar Ben Jelloun

"L'insupportable obscénité..." Le Monde

"Des images de beauté que rien ne pourra
jamais salir." Bernard Pivot, Lire

Miguel Benasayag

Malgré tout 28 F

Contes à voix basses des prisons argentines

Introduction de David Rousset

"Témoignage admirable" Claude Roy, Le Nouvel Observateur

"Son livre ne ressemble à aucun autre"

José Garçon, Libération

Araldo Momigliano

Sagesses barbares 56 F

"Un chef d'œuvre absolu" Annie Kriegel, L'Aurore

Les prix indiqués sont seulement ceux pratiqués à notre
librairie et à la librairie "La Découverte" 27 rue Saint-
André-des-Arts 75005 Paris (ouvert jusqu'à 22 h 30).

François Maspero
1 place Paul Painlevé 75005 Paris

la vie littéraire

Un colloque sur l'écrivain ivoirien Bernard Dadié.

Considéré comme le plus grand écrivain
ivoirien d'expression française de sa généra-
tion, Bernard Dadié a servi de thème
d'études à un colloque qui s'est tenu, à la
fin de mars, à Abidjan. Organisé sous la
double direction de M. Christophe Dailly,
directeur de l'Institut de littérature et d'esthé-
tique négro-africaine d'Abidjan (ILENA), et
de M. Jousmy, directeur du Centre d'études
et de recherches culturelles sur les litté-
ratures d'expression française (CERCLF), ce
colloque, dont toutes les communications
seront publiées par les Nouvelles Éditions
africaines, a permis de traiter de tous les
aspects de la personnalité et de l'œuvre de
Bernard Dadié.

Pour avoir été un des « pères fondateurs »
du Rassemblement démocratique africain
(R.D.A.), Bernard Dadié a joué un grand rôle
dans la brève saga de la décolonisation en
Afrique de l'Ouest. Auteur de plusieurs
romans, dont *Un nègre à Paris* et *Patron*
de New-York, il a écrit de nombreux poèmes
et plusieurs pièces de théâtre.

Fondé en 1974, l'ILENA anime une revue
sur l'esthétique et la littérature négro-afric-
aines, domaine auquel il consacre un
vaste programme décennal de recherches.
D'autre part, l'Institut prépare pour 1981
un séminaire qui sera consacré à l'écrivain ma-
gache Jacques Rabemananjara. — Ph. D.

Les archives

des Cahiers du Sud léguées
à la ville de Marseille

Grâce au legs fait par Mme Marcelle
Ballard, veuve de Jean Ballard, la ville de
Marseille possède désormais un fonds des
Cahiers du Sud.

Aucune revue littéraire éditée en province
n'a jamais acquis le renom et l'influence qui
furent ceux des *Cahiers du Sud*. De 1914
à 1960, Jean Ballard « engrangea » dans le
grenier du cours d'Estienne-d'Orves à Mar-
seille, devenu depuis cours Jean-Ballard, un
trésor littéraire composé d'une innombrable
correspondance avec la plupart de ceux qui
étaient ou allaient devenir les écrivains
majestueux de ce siècle. Jean Ballard aurait
pu se flatter, s'il en avait eu le goût, d'avoir
révélé, parmi des centaines d'autres, trois
noms, alors pratiquement inconnus, ceux de
Miguel Angel Asturias, Vicente Aleixandre et
Odysseus Elytis, qui allaient devenir tous trois
prix Nobel de littérature.

Indéfectiblement attaché à Marseille, où il
exerça sa vie durant la profession de peseur
juré tout en dirigeant les *Cahiers du Sud*,
Jean Ballard fut ouvert sans exclusivité à
tous les courants de pensée, à la littérature
étrangère et aux aspects les plus novateurs
de l'art et de la pensée modernes, à tel
point qu'André Malraux qualifiait la revue de
« banc d'essai de la jeune littérature
contemporaine ».

En 1968, usé par une vie d'efforts au ser-
vice des lettres, Jean Ballard devait former
son « greffier ». Il ne devait guère survivre
à ce geste.

Les archives de la revue sont constituées
de quelque dix mille volumes, pour la plu-
part épuisés aujourd'hui, ainsi que de très
nombreuses collections de revues littéraires
françaises et étrangères.

D'ores et déjà, on peut avoir accès aux
huit cent trente-sept dossiers d'écrivains, la
plupart composés de lettres échangées par
Jean Ballard avec ceux dont il publia les
textes, de Adamov à Valéry, en passant par
Artaud, Bosc, Breton, Camus, Cendrars,
Char, Eluard, Gide, Malraux, Montherlant,
Queneau, Saint-John Perse, Supervielle, et
tant d'autres.

Le legs le plus précieux retrouvé dans ce
fonds littéraire est une petite mallette conte-
nant quatre volumes manuscrits du journal

intime intitulé *Le Livre heureux*, et six volumes
de réflexions ayant appartenu au poète José
Bousquet. La plupart des textes qu'ils
contiennent sont restés inédits.

L'an prochain, la ville organisera une expo-
sition-rétrospective et un colloque interna-
tional lorsque le classement du fonds sera
achevé. — J. C.

* On peut s'adresser sur place à M. Marc
Palma, fonds des *Cahiers du Sud*, archives
de la ville de Marseille, palais des beaux-arts,
place Alexandre-Caril, 13000 Marseille. Tél-
phone : 48-14-68, tous les jours sauf samedi
et dimanche de 10 h. à 12 h. et de 15 h. à
17 h.

Inusables mystères

Les revoilà, ces Inusables Mystères de
Paris, qui firent la fortune d'Eugène Sue,
celle du socialisant *Journal des débats*
d'alors, et de surcroît, dit la légende, la
révolution de 1848. « C'est pour-être être
comme un aboi », en disait lui-même Sue,
avant que son public l'ait convaincu du
contraire. C'est bien fait, en tout cas, et
les *Mystères* se lisent encore, avec un peu
de bonne volonté.

Michel de l'Ormeaux leur donne une veste
complète, et peut-être hors de proportion
avec la qualité du texte, qui n'est qu'un
feuilleton d'époque : cinq volumes de
format moyen (178x260), reliés rouge et or,
ornés sur les plats d'une gravure polychrome
d'époque et de médallions, dorés sur trois
tranches, gravures de l'édition de 1848.

L'ensemble, qui convient bien aux quelques
scènes de cour foibles de S.A. le grand-duc
de Gerolstein) s'accorde plus difficilement à
la noirceur des bas-fonds parisiens et, dans
l'aventure, Sue le dandy est mieux servi que
l'Eugène socialiste et révolutionnaire.

Les cinq volumes des *Mystères de Paris*
seront suivis des cinq du *Journal errant*, moins
connu. Placément sans doute, et décoration
certainement. Mais on trouve encore, avec
un peu de patience, dans la librairie d'occa-
sion, de belles éditions des *Mystères* en deux
volumes grand format, des années 1880-1890,
autour de 500 francs les deux pour des
exemplaires en parfait état ; en particulier
celui de Jules Rouff, avec les gravures éro-
tiques de Navellier et Marie et des reliures
sombres, bien colorées. Et le plaisir de la
recherche est si grand ! — J. C.

* EUGÈNE SUE : « Les *Mystères de Pa-
ris* » (5 vol.), « Le *Journal errant* » (5 vol.), re-
production des tomes originaux de 1843-
1845, premier volume paru (visible à la Ga-
lerie-Exposition, 17, rue de Castagnary,
75015 PARIS, Tél. : 33-60, Ed. Michel
de l'Ormeaux, 4, rue Labrousse, 75015 Paris ;
le volume, 125 francs.

La culotte de Dagobert

A cet effet, qu'il s'agisse d'un pantalon
court, tronqué au-dessous des genoux, la
chanson dit vrai : si étouffant, ce Mérovingien,
que la revue se reproduit assez souvent
pour alimenter la légende.

De quel genre ? Beaucoup de choses,
après cet ouvrage qui place dans la classe
une époque confuse et un homme fascinant :
de précocité intellectuelle d'abord, parfaite-
ment apte à gouverner, et depuis longtemps,
lorsqu'il parvient au pouvoir en 629 ; pas si
débonnaire qu'on l'a raconté, mais fort d'une
connaissance directe des choses et tenant
bon sur ses vases avec un sens développé de
l'autorité ; « pacifique » par manque de dons
guerriers, mais aussi parce que sa jeu-
nesse a baigné dans le sang et les tragé-
dies ; fort porté sur les femmes, ce qui,
dans notre pays, n'est pas fait pour nuire
aux réputations.

En France, où il régnera jusqu'en 686,
Dagobert introduit pour la première fois la
spécialisation en matière gouvernementale.
Le chef d'État qu'il est distribue les tâches.
A Egé, les réformes administratives, coor-
données avec celles des finances, confiées
à Eliot (premier aïeul du règne) ; celles de la

Justice affectées à Audomarus Dodo, autre-
ment dit Ouen-Dodon (second aïeul), les
questions religieuses restant à la part de
Faron, (troisième aïeul), ils poulaient, déci-
dément, autour de Dagobert.

Avant lui, après lui, les atrocités, les guéri-
lles incessantes, l'hébété des masses, la
démolition de l'Église, et un net recul de la
civilisation. Dix ans, grâce à lui, d'embellie
dans la nuit mérovingienne. Sait-on que son
nom signifie « bonheur du jour » ? Prédé-
termination... — G. G.-A.

* DAGOBERT, de Maurice Bourrier-Alain,
Tallandier.

Relire Browning...

Deux publications mettent en relief la
modernité de Robert Browning : la parution
du livre de Bernard Brugières, *Univers ima-
ginaire* de Robert Browning (chez Klincks-
ieck), et la réédition de *Hommes et Fem-
mes*, recueil des célèbres « monologues dra-
matiques » du poète (chez Aubier-Montaigne).
Tout comme Thomas Hardy, mieux connu
par la génération des années 30 que par
la nôtre, Browning avait de fervents lec-
teurs en la personne de Gide et de Charles
Du Bos.

C'est à une véritable relecture que nous
convie maintenant l'ouvrage de Bernard Bru-
gières, qui vient enfin compléter la connais-
sance que nous avions du poète à travers
l'émouvante traduction en prose par Georges
Connes de *Année et le Livre* (Galli-
mard, 1958). Browning naît en 1812 ; dès l'en-
fance et l'adolescence, se développe chez
l'écrivain — en même temps qu'il se sent
saisir vite à l'étroit dans son milieu social —
un puissant besoin d'identification à la
mère, qui le pousse à cette totale dévotion
amoureuse qu'il éprouvera pour sa femme,
Elizabeth Barrett, et même « à renoncer à
son propre point de vue pour adopter celui
de l'aimée ».

Peut-être faut-il voir dans cette disposi-
tion de l'esprit le point de départ de la
technique de Browning. Sa poésie apparaît
à la frontière de tous les genres : elle a la
fluidité plastique d'un discours de casuiste,
une sensibilité au rythme insistant que l'on
retrouve chez Hopkins, Pound, Eliot ; elle
a le suspense inhérent au monologue
dramatique et on peut même dire
qu'elle débouche sur la richesse kaléidosco-
pique d'un roman de James, avec son point
de vue global fait de la réunion des visions
individuelles. Ce n'est pas une biographie
que Bernard Brugières propose mais une
plongée, à travers les thèmes et les images,
au sein de l'œuvre de celui que Du Bos
appelait le « roi de l'introspection d'autrui ».
— D. de M.

Les éditions Deesse et l'enfer

Les éditions Deesse (8, rue Emile-Alex,
75017 Paris) publient une collection, Docu-
ments « S », qui explore l'entier des publi-
cations posthumes, notamment des années 80,
dont l'histoire reste à écrire. Après
*Sex-étra-Pette étude sans prétention pour
amateurs de l'olite actrice peu habillée* il
elles viennent de sortir *Sexy*... ce roman noir
de Claude Soudard, l'auteur de *Bandes
desinées marginales : les Italiennes*.

Dans ses *Mémoires*, l'éditeur Eric Losfeld,
qui vient de mourir, raconte comment, pour
vivre, il dut écrire sous des pseudonymes de
nombreux romans policiers, inspirés des
américains. C'est de cette production oubliée
que Claude Soudard a voulu dresser la cata-
logue.

On y retrouve les noms de maisons d'édi-
tion éphémères, nées tout juste après la
guerre, qui voulaient exploiter le succès de
la « Série Noire » ; le pastiche de Boris
Vian, *J'ai craché sur vos tombes*, paru
chez Jean d'Hailfin, relève aussi de la même
littérature, souvent proche du canular, volon-
taire ou pas.

On peut rêver, ou se souvenir, devant les
titres et les couvertures d'ouvrages qui sont
déjà recherchés par les collectionneurs :
Invasee d'épouvante, *Enter du ventre*, *Volup-
tés mortelles*, *La Pire des garces*, *Voluptueux
chantage*, *On verra ça, mignonne*... — R. S.

vient de paraître

Romans

ZOE OLDENBOURG : *Le Joie-
Souffrance*. — Des émigrés russes
dans le Paris des années 30, par
l'auteur du *Bécher de Montségur*.
(Gallimard, 759 p.)

Lettres étrangères
PER OLOV ENQUIST : *Le Départ
des musiciens*. — Une famille de
paysans suédois dans les siècles
du nord de la Suède, où le
romancier passe son enfance. Tra-
duit du suédois par Marc de
Gruenewald et Lina Gruenewald.
(Flammarion, collection « Consecra-
tions », 378 p.) — *Le Capitaine
olympique*. Viage-biz articles de
l'écrivain suédois, envoyé spécial
aux Jeux olympiques de Munich.
Traduit par Marc de Gruenewald et
Lina Gruenewald. (Flammarion, « Do-
maine nordique », 198 p.)

JOHN UPDEKOP : *Le Patrie*. —
Grandeur et décadence d'un col-
onel-président-dictateur d'une é-
colle française d'Afrique noire.
Par l'écrivain américain, né en
1932, auteur monument de Com-
plex. Traduit par Maurice Ram-
boud. (Gallimard, « Du monde
enfin », 354 p.)

MAX ERISCH : *Triptyque*. — Trois
tableaux schizophréniques sur le thème
de la mer. Par l'écrivain et dis-
cuteur suisse-allemand né en
1911. Texte français de Henry
Bergerot. (Gallimard, « Du monde
enfin », 152 p.)

HAN SUTYIN : *La Maison de Pé-
kin*. — La fin d'un cycle de cinq
volumes. Commencé en 1964,

ce cycle raconte la Chine de ces
deux derniers siècles. Traduit de
l'anglais par Anne Rabenowitch.
(Stock, 410 p.)

L'Épopée irlandaise. — L'occasion
de redécouvrir la littérature cel-
tique. La traduction de Georges
Dorcin dans la 1926. Présentation
de Jean M. K. (Les
Presses d'aujourd'hui, « L'arbre
double », 216 p.)

Poésie
LORAND GASPARD : *Reçu suivi de
Jadis*. — L'auteur du *Quatrième
État de la matière* propose une
forme de journal poétique de ses
voyages dans l'espace et dans le
temps. (Gallimard, 162 p.)

YVONNE CAROUTCH : *Ungarotti*.
Une présentation et un choix
de textes qui permettent d'évaluer
la modernité de ce grand poète
italien disparu en 1970. (Seghers,
coll. « Poètes d'aujourd'hui »,
220 p.)

Histoire littéraire
CATULLE MENDES : *Phéonice
sous ses*. — Présenté par Patrick
Gralaville, le roman d'un auteur
injustement oublié, contemporain
d'Assoluto France et de Mirabeau.
Un mélange d'amour, de paga-
nisme et de sensualité. (Éditions
Libres Halier, 304 p.)

GUILLAUME APOLLINAIRE :
*Œuvres complètes de Guillaume
Apollinaire*. — Des textes inédits,
recueils, présentés
et annotés par Pierre Colasse.
(Fayard, Marne-la-Vallée, deux
volumes de 168 et 176 p.)

Cahiers Saint-Empéry I. — Avec
des inédits, ce premier volume
présente une bibliographie com-
plète de l'œuvre de Saint-Empéry
et des textes qui lui furent consa-
crés. (Gallimard, 194 p.)

Écrits intimes
JOE BOUSQUET : *Papillon de
neige*. — Présenté par Maurice
Nadeau, le journal de Joe Bos-
quet, de 1939 à 1942. (Ed. Ver-
cier, 110 p.)

Autobiographie
MIRCEA ELIADE : *Mémoires*, I,
1907-1957. — Les *Promesses de
Fénelon*. — La jeunesse du
grand écrivain et penseur rou-
main, titulaire de la chaire d'his-
toire des religions à l'université
de Chicago. Traduit du roumain
par Constantina N. Grigoresco.
(Gallimard, 456 p.)

Correspondance
ROGER MARTIN DU GARD :
Correspondance générale. — Ces
lettres, qui vont de 1896 à 1918,
ont offert un témoignage im-
portant sur les débats du siècle et
sur la première guerre mondiale.
Édition présentée et établie par
Maurice Rieucau, avec la colla-
boration d'André Dreyer et de
Claude Soudard. (Gallimard, 2 vol.,
302 et 414 p.)

Philosophie
De Vienna à Cambridge. — L'his-
toire du positivisme logique de
1950 à nos jours. Textes choisis,
présentés et traduits par Pierre
Jacob. (Ed. Gallimard, 434 p.)

en bref

* UNE NOUVELLE COLLEC-
TION, « Éruditions », vient
d'être créée aux éditions Chris-
tian Bourgois par Frédéric Ber-
thet et Jean-Michel Ribettes. Elle
publiera des auteurs inédits dans
le domaine de la psychanalyse, de
la zoologie, de l'esthétique. Le
livre de Jean-David Naudou à l'in-
térieur d'un ouvrage entier
série, où l'on pourra lire des
exposés d'enseignements faits en
1979 à l'école française de Paris.

* SUR LE THÈME « POÉSIE
CONTEMPORAINE D'EXTERIE-
UR FRANÇAISE DU BASSIN
MEDITERRANÉEN » sont orga-
nisées, du 22 avril au 4 mai, au
Théâtre quotidien de Montpellier
(8, rue Carré-du-Roi, tous les
jours, de 18 h. 30 à 22 heures),
des rencontres avec des poètes,
écrivains, traducteurs et éditeurs
de revues.

* À L'OCCASION DE LA PARU-
TION DU CAHIER « OBSCURITÉ »
CONSCRÉ À HART CRANE
(1894-1932), la Centre culturel
américain organise un débat entre
traducteurs et critiques français
sur le poète, le mercredi 23 avril
1980, à 18 h. 30. (Centre culturel
américain, 3, rue du Dragon,
75006 Paris.)

* LE PRIX DU CERCLE DE
L'UNION, décerné par un jury où
dominent les diplomates et les
historiens, vient d'être attribué à
Jean Vautour pour son ouvrage
« Louis XIII » (Fayard).

* LE PRIX MYSTÈRE DE LA
CRISTIQUE, décerné par un jury où
dominent les romans policiers,
a été attribué à Jean Vautour
pour son livre intitulé « Bloody
Mary » (éditions Mazarine).

romans

J.-L. Curtis, chroniqueur des années de grisaille

Des personnages désenchantés.

DES JEUNES HOMMES à l'horizon dérobé, les grands romans de Jean-Louis Curtis constituent depuis 1946 une sorte de chronique de l'époque contemporaine. Dans le premier volume de l'horizon dérobé, publié l'été dernier, Catherine, Nicolas et Thierry quittent leur Béarn natal pour faire à Paris, de 1958 à 1968, leur éducation intellectuelle, sentimentale et politique. 1968 marquait à peu près le fin d'une adolescence que chacun avait, à sa façon, tenté de prolonger aussi tardivement que possible.

Il y avait Thierry l'ambitieux, Catherine l'impulsive, Nicolas l'évasif. L'aspect le plus intéressant du roman, c'était l'espèce de « jardin périphérique » que partageaient Catherine et Nicolas, leur complicité de « jumeaux » et leur affection chaste — les « gosses » de Nicolas le portant vers les jeunes pères. C'est dans le salon de l'extravagante Mme Saint-Aygué que les trois jeunes Béarnais s'initiaient aux scènes et intrigues de la vie parisienne.

Dans le second volume, le *Motif du chemin*, Catherine, Thierry et Nicolas abordent l'âge mûr, perdent le sentiment que tout est possible, en éprouvent un certain désenchantement. Pour Thierry, qui travaille dans un ministère et dans la presse, tout va bien sur le plan professionnel. Son alliance avec la famille Saint-Aygué — à laquelle il donne un héritier, — et elle favorise à l'extérieur son ascension sociale, n'en marque que plus cruellement les limites dans sa vie privée.

Une angoisse commune

L'angoisse est sans doute le véritable point commun entre tous ces personnages. Pour Catherine, c'est précisément l'inquiétude, la peur de la solitude qui l'ont poussée à épouser un promoteur immobilier, mariage discordant qui éloigne Catherine de son « jumeau » Nicolas et se termine huit ans plus tard par un divorce. Catherine part alors pour le tiers-monde travailler bénévolement dans le cadre d'une organisation charitable.

Finalement l'intérêt se concentre autour de Nicolas, le plus marginal des trois. Il est acrobate-esthète. Il travaille dans une agence de voyages, métier peu absorbant qui lui laisse du temps pour écrire, « vivre en poésie », observer le climat sensuel de l'Arcadie de Théophraste ou de l'Alexandrie de Cavay. Une sorte de grâce a préservé pendant quinze ans la jeunesse de

Nicolas. Braguettement, il rattrape son âge véritable et se prépare mélancoliquement à la maturité.

L'horizon dérobé est un solide roman, bien construit, où les points de vue variés indiquent la complexité des liens — fidélité, jalousie, curiosité — qui unissent les personnages. Jean-Louis Curtis jette une lumière crue sur Thierry, fourvole présentement Catherine dans le « séjour des morts », multiplie les scènes d'ombre suggestives autour de Nicolas. Au centre de ce second et avant-dernier volume, il offre à Catherine et Nicolas l'« exception radiante » d'une longue journée de liberté où ils retrouveront « les heures heureuses d'avant l'âge adulte ». A chaque personnage sont liés

des motifs : pour Nicolas, par exemple, Venise, un tableau de Boecklin, un concerto de Vivaldi. Mais ce jeu de subtiles correspondances, auquel excelle Curtis dans de brèves nouvelles comme le *Théâtre des cygnes*, se perd ici dans la grisaille de ces existences quotidiennes et des commentaires sur l'époque. Dans la masse du roman circulent, en filigrane, des souffles frais et vivaces, une méditation élégiaque sur la précarité de l'instant, que la chronique monotone qui lui fait contrepoint menace d'étouffer.

MONIQUE PETILLON.

★ LA MOITIE DU CHEMIN, de Jean-Louis Curtis. Tome II de l'horizon dérobé. Flammarion, 256 p., environ 58 F.

essai

Le dernier chant de Sullivan

(Suite de la page 15.)

Quel de plus solidaire de tous les établissements et donc de toutes les injustices, car tout ce qui est établi est nécessairement injuste par quelque chose ? Pour lutter contre la mort qui les guette individuellement les hommes n'ont rien trouvé de mieux que ces établissements qui ont au moins pour eux de durer un peu plus.

Sullivan sait tout cela, et il le dit. Il ignore pas la contradiction essentielle, l'écartèlement qui est au cœur de sa position. Comment concilier la liberté des enfants de Dieu et la fidélité à l'Eglise ? Mais aussi, et quelle responsabilité d'avenir pour le dire le parti le plus sûr ? Car nous sommes en Occident, et point ailleurs ; dans un monde obsédé de sécurité, et c'est de là, non d'ailleurs, que Sullivan nous a parlé.

Nos démocraties repues et molles, pour lesquelles il se montre justement sévère, sont des démocraties assises, sédentaires. On y recommande aux cardiaques d'y faire un peu de course à pied, autrement. L'Eglise est de la couleur du temps, des ciels changeants. Comment ne serait-elle pas tentée de confort et de sécurité ?

C'est à cela que Sullivan cherche à nous arracher, à cette immobilité, à cette béatitude satisfait, à ces murailles que nous

ne cessons de bâtir sur nos frictions comme la vieille Chine. En face de cet absurde, qu'il connaissait autant que personne, Sullivan a écrit un livre d'allégresse. C'est par rapport à cela que l'allégresse est, en effet, justifiée, qu'il en faut, littéralement. Après tout, tandis que vous tremblez derrière vos murailles qui ne sont jamais assez hautes ni assez solides, les oiseaux chantent, figures-vous, et le soleil se lève. Voici un nouveau matin qui nous est offert à tous, qui que nous soyons.

Connaître

Le « corps des mots »

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus d'injustices à combattre, de douleurs à soulager. Mais cela signifie, pour parler comme Sullivan, que « vous êtes tous poètes. Écrivez pour n'importe qui » et encore : « Je vous parle d'un royaume qui est aussi le vôtre ».

Tout cela n'est pas de la littérature. Mais il fallait pour le dire de cette voix inimitable connaître le « corps des mots » aussi parfaitement que Sullivan.

JACQUES MADAULE.

★ L'ÉCHOIR, de Jean Sullivan. Desclée de Brouwer, 218 pages, Environ 55 F.

La vie en forme de puzzle

UN nom difficile à prononcer, mais qu'il faut retenir : Alain Absire. Il a publié un premier roman, l'an passé : *L'homme disparu*. Un second cette année : *Roman d'une ville en douze nuits*. Un sprinter. Un racer. Tiendra-t-il la distance ?

L'homme disparu racontait l'histoire d'un de ces « escamoteurs » que l'on voit apparaître, parfois, dans les journaux, sous la forme d'avis de recherches. L'homme est un cadre supérieur, marié, père de deux petites filles adorables. Situation coquette. Amusement confortable. Tout pour être heureux. Ou ne pas l'être. Un matin, il part, avec sa voiture. Mais au lieu de se rendre à son bureau, il se laisse dériver, au hasard des autoroutes, des routes. Il ne reviendra plus. Maladie de l'âme. L'œuvre des usages. Un ressort à croquer : celui des conventions sociales.

Une enquête de police

Ce qui caractérisait ce livre, c'était le ton, à la fois retenu, feutré, comme une glissade, et en même temps minutieusement descriptif, comme une caméra qui s'applique à une recherche policière attentive. Le Nouveau Roman était passé par là. Mais le livre d'Absire était moins systématique, moins poussé à l'extrême, plus ancré dans la réalité quotidienne d'un homme quelconque de notre temps. Une tentative séduisante de faire réintégrer l'école du regard dans le vieux monde du roman traditionnel, à l'intrigue et à l'histoire.

Roman d'une ville en douze nuits élargit le champ à la peinture entrecroisée de plusieurs destins que réunit toutefois l'unité de lieu : la ville, et de temps : les douze nuits. Un peu à la manière du simulacrum de Dos Passos ou de l'unanimité de Jules Romains. C'est toujours la même écriture, attentive, méticuleuse, ne laissant rien dans l'ombre, appliquée au moindre fait et geste, et, en même temps, détachée, extérieure, mais cette fois la caméra balaye l'opacité de la nuit, saisissant dans son plissement un groupe, une silhouette, une démarche, une attitude, comme un projecteur dans un camp explore l'ombre, ou comme une enquête de police qui titonne, revenant, reprenant, insistant, cherchant l'indice. La vie en forme de puzzle.

Il y a de l'intrigue policière dans cette méthode. Et, d'ailleurs, il y a meurtre. Il y a victimes. Il y a délation. Il y a coupable (mais est-ce le bon ?). Attention toutefois à la poésie des ports, façon Mac Orlan, des bagatelles, des films publicitaires dans les vitrines des fêtes touristiques, des prostituées au grand cœur ! Tout ce matériel romanesque a déjà beaucoup servi et sent un peu le bric-à-brac. Alain Absire le renouvelle, par la vigueur de son écriture, l'acuité de son observation. Mais il aura intérêt à revenir à ces décors moins idéotypés, des personnages plus personnels, un tragique plus de notre temps.

PAUL MORELLE.

★ L'HOMME DISPARU et ROMAN D'UNE VILLE EN DOUZE NUITS, d'Alain Absire. Edit. Ulys Hallier, 200 et 218 p., environ 35 F. chaque ouvrage.

FELLINI

Propos

Dans des propos pleins d'esprit et truffés de nombreuses notes personnelles, FEDERICO FELLINI s'exprime avec spontanéité et sincérité. Il évoque avec talent son travail, son époque, ses fantasmes... ainsi que ses contemporains. Une fresque qui constitue une véritable "Comédie humaine" du 20^e siècle.

Editions Buchet/Chastel
18, rue de Condé 75006 Paris

MICHEL GALL

Le Yi-King

La Bible des Chinois

Le livre des Mutations ou Yi-King, écrit 1500 ans avant Jésus-Christ, est le texte fondamental de la civilisation chinoise : Michel Gall nous montre comment cet ouvrage a influencé certains grands esprits de notre siècle, tels C.G. Jung, Bertold Brecht, et Mao-Tsé-Toung lui-même.

Collection "Enigmes de l'Univers"



ROBERT LAFFONT

JOSEPH GIBERT

PRIX PROMOTIONNELS

- LA PLEIADE
- GUIDES BLEUS
- ASSIMIL
- BANDES DESSINÉES
- DICTIONNAIRES
- LAROUSSE

26, BOULEVARD ST-MICHEL (6^e)
MÉTRO ODEON-LUXEMBOURG (R.E.R.)

AUTOBUS : 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89
Arrêts : Cluny, Ecoles, Luxembourg

Marie-Françoise HANS

Esquisse pour une jeune fille

"Au terme d'un parcours subtil, à travers un livre profond et rare, Marie-Françoise Hans restitue aux jeunes filles une identité passagère mais réelle". Catherine Clément le *Matin de Paris*

"De ce kaléidoscope émerge une image floue, colorée, énigmatique, fuyante, contradictoire, charmante et exaspérante comme le sont les modèles". Michel Constant *Le Monde*

"Aucune femme ne peut rester insensible à cette évocation troublante de ce qu'elle a été". Jane Hervé *Les Nouvelles Littéraires*



HACHETTE littéraire

en bref

... de la revue "Le Monde" ...

IRINA IONESCO

signera ses livres les 17, 22, 23 et 24 avril 1980 de 18 h. à 19 h. 30

LIBRAIRIE GALLERIE DE LA REVUE "LE MONDE" 18, rue de l'Éclat-de-Ville 75004 Paris

Lentilles de contact SOUPLES

On les met et on les oublie... Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles... Essayez YSOPTIC

80, Bd Malesherbes 75008 Paris Tél. 563.85.32

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

ÉCRIVAINS ET POÈTES

Nous vous publierons dans nos collections à compte d'éditeur ou en participation. PARAGRAPHES LITTÉRAIRES (Maison fondée en 1942) 14, rue Le Sueur - 75002 Paris

Important Editeur Parisien

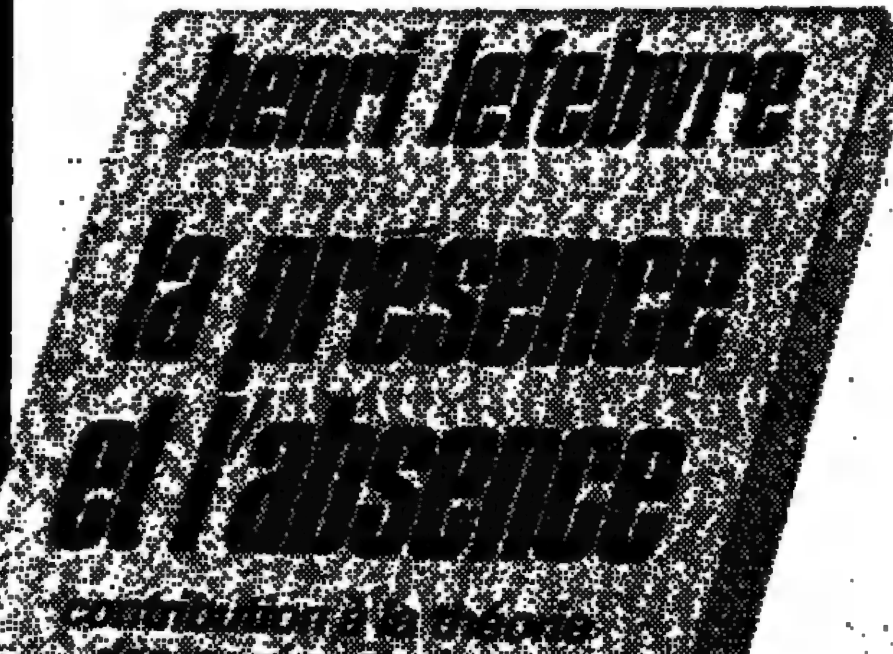
recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poèmes, essais, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un placement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est daté par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Des idées qui bousculent les mots.



La présence et l'absence par Henri Lefebvre - 248 pages - Collection Orientations E3.

Peut-on dégager un sens général du mot qui en explique toutes les significations particulières, et former ainsi un concept de la représentation ? Ce concept serait-il plus riche que celui d'imaginaire et de symbole ? Une étude passionnante, par un "grand" philosophe.

casterman

RINBAUD

De la déchéance à l'innocence

● **Baudelaire et Rimbaud.** sous l'art de Georges Poulet.

Georges Poulet a écrit un livre qui est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

aventure javanaise

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

Le livre de Georges Poulet est une véritable œuvre d'art. Il s'agit d'une étude sur la poésie de Baudelaire et de Rimbaud, deux poètes qui ont marqué l'histoire de la littérature française. Poulet analyse la manière dont ces deux poètes ont exploré les limites de la langue et de la pensée, et comment ils ont atteint une forme d'innocence à travers la déchéance.

lettres étrangères

Cabrera-Infante, un maître de l'artifice

● **Un Cubain qui a choisi Londres et le dandyisme.**

Un critique de cinéma qui résume la critique, un ancien chargé d'affaires cubain en Europe qui refuse Cuba, un noctambule inventé qui accepte le judaïsme des mots, tel est Guillermo Cabrera-Infante, né le 22 avril 1929 dans la province d'Orient. Il y a donc cinquante et un ans que cet écrivain cubain est né, et c'est étonnant que son œuvre ne soit pas plus connue en France. L'auteur d'*Orbis oscilantes*, à l'évidence, ne s'en est jamais remis. Ce nouveau livre de Cabrera-Infante — lequel, parmi les quatre pseudonymes dont il se sert, utilise celui de « Cain » — s'inscrit dans la droite ligne de cette façon d'écrire somnambulique qu'il a développée en 1970, chez Gallimard, son roman : *Trois Tristes Tigres*.

Orbis oscilantes est un livre imaginaire qui ne touche ni le romanesque que de biais. Tout un jeu — permis par les jeux de mots — se met en place dans cette série de chapitres dispersés : c'est un éloges dépeints de l'artifice. Oscar Wilde, dans ces pages bondissantes, croise Twigg, salue Mae West, s'embourbe des boutiques colorées et insolites de Carnaby Street et de King's Road. L'auteur affirme qu'il a vu, au cinéma, avec sa mère, alors qu'il était âgé de vingt-neuf ans, une reprise des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* : c'est une clé mythique il est vrai, mais importante.

C'est là-dessus que Cabrera-Infante, qui a choisi de vivre à Londres, imagine d'inventer Londres, cette tour de Babel qui s'enfonce dans les flots, affirme-t-il, chaque jour davantage — et bécote hors de ses assises. Pourtant, Londres est la plus belle ville du monde, parce qu'elle est la ville du dandyisme par excellence : là, le jugement fameux

de Wilde trouve encore à s'incarner : « Il faut mesurer les bons et les intelligents ». Mais l'artifice, c'est aussi la culture. Guillermo Cabrera-Infante prend la mode à plain bras, mais ce n'est ni pour la censurer ni pour la blâmer : il en fait l'usage, il lui rend hommage, il s'enivre de ses couleurs et de sa fugacité.

Si Cabrera-Infante s'accorde avec la mode, il n'est pas un homme à la mode. Son chat, baptisé Offenbach, et à propos duquel il écrit des pages ravissantes, s'y opposent. Simplement, c'est un écrivain qui préfère ce qui se passe aujourd'hui, même si c'est un aujourd'hui de décadence, à un hier même glorieux. Il réserve l'avenir — avec une sagesse turbulente. Pourtant, le voici qui convoque les frères Marx, et le révérend Dodgson (parfois nommé Lewis Carroll) qui fut un « contradictoire » des plus célèbres, mais aussi Susan Sontag, et le Julio Cortázar de *Moraleja*, mais aussi, Borges et les lampes Tiffany's.

Cela bondit et rebondit dans une fête du langage, avec des synecdoques du sens et des images à vous couper le souffle. Cela vit, respire, s'empare, se fait, se défait, et dérive merveilleusement. Les *Nursery rhymes* sont convoqués, puis les *Limericks*, puis le *Clerihew*, — puis, là-bas, les ombres musicales de La Havane, au temps d'un certain



★ Dessin de CAGNAT.

bouheur. Cabrera-Infante écrit de lui et des autres avec le même sans-gêne, avec la même vertu de « fantastique », inventant le vrai à mesure qu'il l'imagine, et créant la ville de Londres telle qu'il l'aurait vu.

Il y a chez lui du Jerry Lewis. On l'a dit : *Orbis oscilantes* est une bande dessinée à l'envers, les images étant encloses dans les bulles (et non l'inverse). Guillermo Cabrera-Infante parle de l'artifice en maître, en connaisseur, en amoureux. Il a, par le désordre même de ses mots, le sens souverain de la sauterelle fugitive et irremplaçable du monde des vivants.

HUBERT JUIN.

★ *ORBIS OSCILANTES*, par Guillermo Cabrera-Infante. Traduit de l'espagnol par Albert Bensussan. Collection Barocco. Éditions Flammarion. 238 pages. Environ 40 F.

La mise à mort américaine

● **« Un exercice de curiosité, un exercice de pouvoir ».**

La ré-élection triomphale du président Nixon, en 1974, à la suite d'un procès qui a centré sur la « loi et l'ordre », inaugure le déclin de l'idéologie égalitaire des années 60 et l'émergence d'un nouveau réflexe conservateur. Parmi les signes de ce préliminaire, la réintroduction de la peine de mort, abandonnée depuis une quinzaine d'années. C'est à la première d'une nouvelle série d'exécutions que nous convie James McLendon. La scène se passe à Starke, en Floride, et le père de l'auteur dirigeait une prison. L'histoire repose sur des faits réels.

L'essentiel n'est pas le problème moral, social ou politique de la peine de mort, mais la mise à mort. La préparation des exécuteurs et des exécutés. Le spectacle communiqué aux foules par la télévision, la radio, les journaux. L'idéal du travail parfaitement accompli, quelle qu'en soit la nature. Pour l'aficionado, la dignité sied au tazeau comme au torero. On ne peut s'empêcher de penser à Hemingway (auquel McLendon a consacré une biographie) : vision d'un monde où l'homme peut être défait, mais où il n'est jamais vaincu s'il assume son rôle d'homme.

On retrouve aussi le style du maître : la phrase courte, le détail apparemment neutre, limité au comportement extérieur, qui génère néanmoins une puissante émotion. Mais le manichisme a disparu. McLendon sait que les rôles sont complexes et réversibles, notamment entre la victime et le bourreau.

« Les Serviteurs » : l'électrociateur qui vérifie scrupuleusement les circuits, la solidité des sangsues, l'isolement de la chaise. Ce matin-là, après avoir fini de s'habiller, il s'aperçoit de ce qu'il vient de faire : il s'est vêtu comme pour un enterrement. Non sans peine, il franchit le barrage policier : garde nationale, police de la route, shérifs des comités avoisinants — l'habitué paranoïa des forces de l'ordre.

Le gardien-chef, un ancien para spécialisé dans la « préparation » des condamnés (il n'a eu que trois « problèmes » sur quatre-vingt-cinq exécutions), est profondément hostile aux médias et aux droits de l'homme qu'il affiche. Face à lui, le directeur

de la prison, un homme plus jeune, issu de l'Université, opposé aux méthodes anciennes, mais qui exige néanmoins que tout se passe « sans incident ».

Le bourreau, anonyme, coiffé d'une cagoule à l'ancienne. Il a fallu six mois pour le choisir parmi les quatre-vingt-deux candidatures reçues par le gouverneur.

« Les Témoinés ». Leur nombre est fixé à douze par le gouverneur, afin de permettre la représentation des trois chaînes de télé, des principales agences de presse ainsi que des nouveaux « rédactants » : le journaliste chargé de commenter l'événement pour *Esquire*, le romancier invité à recueillir l'histoire des quatre condamnés. Chacun fait son métier au mieux de sa compétence : l'interviewer comme l'interviewé.

« Les Condamnés ». Ils ne deviennent « réels » que lorsqu'ils sont interrogés par l'écrivain. Alice a trois ans, trois enfants, après avoir été abandonnée par un mari qui la trompe avec un autre homme. Sa marotte : trouver la paix dans la mort. Krugel a commis plusieurs vols après avoir été employé par un riche et vicieux personnage qui exige de lui qu'il vole, en sa présence, ses diverses compagnes. Obsession : plier par terre. Santos, le Cubain a été recruté par la C.I.A. pour assassiner Castro ; « opération Alpha » est provisoirement abandonnée ; il prend l'initiative de faire sauter un club prosoviétique ; dix personnes trouvent la mort. Leitmotiv : le hasard. Parker, un Noir de 2 mètres de haut, fils d'un Haïtien venu aux États-Unis pour réaliser son rêve de respectabilité. Il épouse une héritière de Boston, qui le repousse en apprenant qu'il organise un réseau de drogue. Il tire sur l'épouse et la belle-mère. La fille, pour lui, c'est son « romanisme fatal ».

« Le Rythme de la mort ». Lundi, 8 heures : la jambe d'Alice est trop maigre, on colle du ruban adhésif pour que le cotant passe ; après huit séquences de trente à cinquante secondes, son pouls s'arrête. 8 h 12 : le visage de Kruger est couvert de vomi, l'éponge de contact est sèche, il faut s'y prendre à deux fois pour qu'il meure. 8 h 30 : deux minutes entières sont nécessaires pour en finir avec Santos. 8 h 50 : Parker fait sa dernière déclaration : « Posez donc ce casque sur ma tête, et laissez-moi partir ».

Les jeux ne sont pas faits : cinq jours après l'exécution, le bourreau gâche le large dans son bateau de pêche qu'il fait exploser. Deux semaines après le suicide, l'électrociateur demande sa retraite anticipée sans réduction de pension, le gouverneur ne s'y oppose pas.

On pense à Norman Mailer en lisant ce texte, non seulement parce que Mailer est le plus célèbre des écrivains-journalistes qui exploitent l'actualité, ainsi qu'en témoigne sa récente « histoire de Gary Gilmore » (1), mais aussi parce que McLendon partage avec Mailer la fascination du jeu et du pouvoir : « Dans cette affaire, remarque un personnage de McLendon, il n'y a aucune pensée pour les condamnés. Ils ne sont que l'objet d'un exercice, un exercice de curiosité, un exercice de pouvoir ».

PIERRE DOMMERGUES.

★ *LES TRAVAILLEURS DE LA MORT*, de James McLendon. Traduit par Anne Abitama. Laffont, 338 pages, environ 61 F.

(1) Norman Mailer : *The Executioner's Song*, à paraître aux Éditions Laffont. Voir le Monde des Livres du 28 décembre 1979.

SI VOUS AIMEZ LE BUBBLE-GUM...

EN 1948, Jenny, une infirmière qui se fera plus tard une gloire d'être « sexuallement suspecte », lâche d'un coup de scalpel un homme qui s'était montré entreprenant dans un cinéma. Cette douce créature rêve cependant d'avoir un enfant : elle choisit comme moyen un homme débile et aphasique (la suite d'une blessure de guerre), le sergent Garp.

De cette brève union clinique naîtra S.T. Garp. Il partira sur les chemins de la vie avec une autoritaire folie, qui n'en deviendra pas moins une incarnation du féminisme à la suite de la publication de son autobiographie. Garp, lui aussi, écrira, pour le meilleur et pour le pire, sa marra, sera père de famille, perdra un enfant, et finira abattu par une démente dans un gymnase, de la même façon que sa mère avait été tuée par un détraqué au cours d'une campagne électorale.

Entre le point de départ du monde selon Garp et le point d'arrivée ainsi juxtaposés s'écoule, en 583 pages, une suite d'aventures plus rocambolesques les unes que les autres. Une véritable kermesse où défilent, comme au jeu de massacre, des figures grimaçantes. Il est sans doute de bon ton de dire que c'est là une réduction symbolique et terriblement expressive de notre monde, voire de la condition humaine, une sorte de *Brut et la Fureur* pour fin de siècle. La critique américaine ne s'en est pas privée, dont les citations accompagnent l'introduction en France de ce best-seller made in U.S.A.

En fait, si John Irving ne manque pas d'imagination, il reste à prouver qu'elle est critique. N'importe quelle feuille spécialisée dans la tranchée de vie sanglante à souhait, lubrique qu'il faut, violente comme il se doit, montre autant de science dans les effets en beaucoup moins bavard. Vous avez dit choc ? Nous dirons incohérent. Baroque ? Disons plutôt grotesque. Démesuré ? Outre convient mieux.

Les poncifs les plus à la mode jillissent en cascade : le féminisme interprété comme la paranoïa castratrice, le viol, le transsexual, les rapports mère-fils sur le mode haïré et parodique, l'adultère à résonances tragiques, la concupiscence sexuelle, etc. Les personnages ont le relief de figures de carton-pâte, les mouvements de l'intrigue la délicatesse de manœuvre d'un char de combat : quant à l'écriture...

En vérité, cet ouvrage ne peut que décevoir au plan littéraire. Peut-être relève-t-il simplement de cette erreur qui consiste à placer dans un livre médiocre et boursouflé un espoir de best-seller ? Mais, après tout, chacun est libre d'acheter le *bubble-gum*. Même en littérature.

PIERRE KYRIA.

★ *LE MONDE SELON GARP*, de John Irving. Traduit de l'américain par Maurice Ramond. Le Seuil, 583 pages. Environ 60 F.

L'errance de Manzur

● **Douce récits comme un patchwork romanesque.**

Il y a chez cet Argentin de quarante-quatre ans une certaine folie de la classification. Entomologiste, il remplace les insectes par des mots et se délecte en rangeant la langue dans d'innombrables enveloppes numérotées cachées dans des tiroirs enfouis dans des coffres répertoriés dans des armoires agencées dans... Une soit disant démontage pour la structure, comme pour s'y « retrouver » dans une vie voyageuse et plurielle : travaux pour les télévisions argentine et new-yorkaise, puis à l'O.R.T.F. et à Radio France International ; IDEEC, radio suisse, American Center, Afrique du Nord, Moyen-Orient, Kenya, théâtre Kathakali. Voyages initiatiques que n'est point reniés l'errant Gueso (1), du Brésilien Sousandrado...

La grande beauté de ce livre tient dans la liaison précoce qu'il établit entre le rêve et la réalité, entre le quotidien de la chair et la chair dont les pores sécrètent la force du songe. Une infinie tendresse nostalgique dans l'évocation des petits vases fertiles du rio Mendoza, du jardin plein de feuilles et de moineaux morts, de Dofia Cumeche pauvre et âgée qui dort avec la radio allumée. La description minutieuse de la vie, des

- Découvrez les clefs d'une meilleure santé.
- Accédez aux bienfaits de la détente nerveuse.
- Apprenez à mieux vous connaître et à mieux connaître les autres.

CORESPRIT 80

1^{re} rencontre internationale sur la synthèse des voies d'épanouissement du corps et de l'esprit.

60 exposants, 35 animateurs et conférenciers, 8 films inédits.

"Coresprit 80" regroupe dans un large esprit d'ouverture et de synthèse, les mouvements, les tendances, les traditions ayant pour objectif le développement et la valorisation du potentiel humain sous toutes ses formes.

"Coresprit 80" rassemble les témoignages de plus de 30 spécialistes du monde entier, des "explorateurs des sciences du corps et de l'esprit", qui parleront de leurs techniques et de leurs expériences. Parmi ceux-ci : Dr Jacques Donnars, Dr Elmer Green, Pr Marchesseau, André Passebecq, Pr Gabriel Racle, Marcel Rouet, Alan Watts.

A "Coresprit 80" vous pouvez vous initier concrètement et expérimentaler : le G-JO, le DO-IN, la Naturopathie, la psychodietétique, la Médecine Holistique, la Sophrologie, le Bio-feedback, l'analyse transactionnelle, la Bio-énergie, la Feuille d'analyse (super-mémoire), la Créativité, la dynamique mentale (développement des pouvoirs subconscients), les médecines douces, la Bio-électronique, et les grandes voies traditionnelles (yoga, bouddhisme tibétain, zen, etc.).

CORESPRIT 80 78, rue Olivier-de-Serres
PARIS 15^e (métro porte de Versailles)
1-2-3-4 mai 1980 de 10 h à 21 h 30.

Extrait du programme de films : "La conscience après la mort physique", "la nouvelle médecine holistique", "l'esprit du zen", "Bio-feedback, le yoga de l'ouest", etc.

BON GRATUIT à retourner à : Coresprit, B.P. 9.27760 La Ferrière - MO sans engagement de part, je souhaite recevoir le programme gratuit des films, ateliers, conférences et séminaires de Coresprit 80 :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Atelier de poterie

« LE CUB ET LE CUIT »

accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, rue LAFAYETTE, PARIS-8
Téléphone (le soir) : 787-85-04

LE MONDE

mat' chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'annonces
immédiates
Venez travailler gratuitement
LA MAISON
que vous recherchez

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE - VENTES TT ET CD

GAP Paris-est

PARIS 12^e - 37, Av. du Général MICHEL BIZOT - Tél. : 340.80.47
NOISY-LE-SEC 93130-112, Rue VAILLANT COUTURIER - Tél. : 843.93.39



Après la mort de

Les réactions

M. RAYMOND BARRE : la pensée contemporaine endeuillée.

M. Raymond Barre, premier ministre, a fait la déclaration suivante :

« La mort de Jean-Paul Sartre endeuille la pensée contemporaine française et internationale. »

« Son œuvre est considérable par son ampleur et sa diversité. »

« Jean-Paul Sartre a sans nul doute été le plus grand philosophe de notre temps. »

« Il a brillamment illustré le roman, le théâtre, la critique littéraire. »

« Il s'est passionnément engagé pour les causes qui semblaient jalonner les chemins de la liberté. »

« Je salue une vie et une œuvre qui ont témoigné pour la liberté et pour la dignité de l'homme. »

M. MICHEL STOLERU : « Un grand témoin de l'absolu. »

M. Michel Stoleru, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, a fait cet éloge de Jean-Paul Sartre : « Je ne suis pas le seul dans la majorité présidentielle à avoir été séduit et impressionné par son intranquillité extraordinaire dans le combat toujours à recommencer pour les droits de l'homme. Cette intranquillité a fait de ce grand témoin un grand témoin de l'absolu. Il a su montrer par sa vie qu'une pensée qui refuse de s'engager dans les combats de l'existence est une pensée dérisoire. »

M. GEORGES MARCHAIS : ses rapports avec le P.C. ne furent pas simples.

M. Georges Marchais, actuellement en voyage au Liban, a déclaré : « Avec Jean-Paul Sartre disparaît un des plus grands esprits de notre temps. Philosophe, écrivain, homme de théâtre, Jean-Paul Sartre a su être l'incarnation d'un intellectuel au cœur des contradictions de la société de son temps. Ses rapports avec le parti communiste français, avec le système soviétique, ne furent pas simples. Mais rien ne saurait faire oublier ce que fut son engagement contre les guerres coloniales, pour la paix, pour les libertés, en des temps où il était courageux d'être aux côtés des communistes. L'apport de Jean-Paul Sartre à la pensée critique et au mouvement contemporain des idées aura profondément marqué la vie intellectuelle de notre siècle. »

libre, d'un humaniste d'aujourd'hui, quelqu'un qui a toujours su se battre et critiquer lorsque les libertés étaient en question. »

« Jean-Paul Sartre était essentiellement un inquiet public. un « empêqueur de rouvrir en rond ». Notre société a justement besoin d'hommes comme lui. »

M. DAVID ROUSSET : le truchement des idées.

M. David Rousset, fondateur, avec Sartre, du Rassemblement démocratique révolutionnaire :

« La vie militante d'opposition ne convenait pas à Sartre. Il n'a jamais été capable de saisir une situation directement. Instinctivement, il lui faut toujours, pour comprendre ce qui se passe, passer par le détour de l'abstraction de cette situation, c'est-à-dire par le truchement des idées. »

Rappelait leur rupture, en 1949, quand il lança sa campagne sur le système concentrationnaire stalinien, M. David Rousset ajoute : « Sartre n'a jamais contesté le rôle de ce système, mais il n'en voyait pas les conséquences directes. »

M. MICHEL CREPEAU, président du Mouvement des radicaux de gauche :

« A dire vrai, je crois que Sartre aurait beaucoup ri à l'idée de telle déclaration, venant de gens qu'il a toujours combattus, et qui l'ont toujours haïs. »

« D'autre que moi parleront mieux que je ne puis le faire ici de son œuvre philosophique ou littéraire. »

« De lui, les radicaux retiendront d'abord l'image d'un homme

un inconnu qui apparaît, lorsqu'on casse d'interrompre Sartre dans lui-même. Ecoutez-le parler de l'instant : « Qui dit instant dit instant total... Il suffit d'un instant pour détruire, pour fuir, pour tuer, pour se faire tuer, pour faire sa fortune sur un coup de dés. » Ecoutez-le, aussi, lorsqu'il évoque le travail funeste des années : « Le vieillissement... c'est la mort au ralenti. On ne meurt pas de vieillesse... on vieillit de mourir... » ou lorsqu'il déplore son avenir : « Que mes contemporains m'oublient au lendemain de mon enterrement, peu m'importe : tant qu'ils vivront, je les hanterai, insaisissable, inconnu, présent en chacun comme sont en moi les milliards de trépassés que j'ignore et que je préserve de l'oubli. »

« Nous voici très éloignés de l'existentialisme ou du sartrisme, mais dans la proximité d'un homme qui nous transmet son mystère, comme tous les grands écrivains. »

FRANÇOIS BOTT.

Portrait d'un inconnu

BIENTOT, le rumeur des éloges funèbres cessera, et nous aurons à redécouvrir Jean-Paul Sartre, victime, plus que tous les autres, de cette réputation qui dissimule et trahit les grands écrivains. On pourrait dire à son propos que toutes les réputations, même les plus honorables, sont fausses. Cette gloire, dont il se moquait, il en a subi tous les désavantages, sinon toutes les infortunes. Il a été le philosophe masqué, l'écrivain travesti que notre époque réclamait. Il a servi, lui-même, cette image, non par faiblesse, mais parce qu'il obéissait à la loi morale, qui lui prescrivait d'être un homme public.

Quand on essaie, dès maintenant, de le relire sans préjugé d'aucune sorte, en oubliant tous les commentaires qui ont formé autour de son œuvre un étonnant complot, on entrevoit quel qu'un d'autre, un esprit dont les mouvements intimes séduisent par leur caractère inattendu, et leurs prolongements infinis. C'est

un inconnu qui apparaît, lorsqu'on casse d'interrompre Sartre dans lui-même. Ecoutez-le parler de l'instant : « Qui dit instant dit instant total... Il suffit d'un instant pour détruire, pour fuir, pour tuer, pour se faire tuer, pour faire sa fortune sur un coup de dés. » Ecoutez-le, aussi, lorsqu'il évoque le travail funeste des années : « Le vieillissement... c'est la mort au ralenti. On ne meurt pas de vieillesse... on vieillit de mourir... » ou lorsqu'il déplore son avenir : « Que mes contemporains m'oublient au lendemain de mon enterrement, peu m'importe : tant qu'ils vivront, je les hanterai, insaisissable, inconnu, présent en chacun comme sont en moi les milliards de trépassés que j'ignore et que je préserve de l'oubli. »

FRANÇOIS BOTT.

quences politiques et sociales. L'essentiel que ce jugement, que je tiens pour aberrant, n'aurait pas été possible de la part de Sartre s'il avait eu ce contact direct, décisif, avec une expérience. »

M. JEAN-PIERRE BLOCH : un ami d'Israël.

M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), rappelle que Sartre « a toujours été à la pointe du combat pour dénoncer le racisme et l'antisémitisme et qu'il fut dès les premiers jours, un grand ami d'Israël auquel il resta constamment fidèle. »

M. DANIEL COHN-BENDIT : rassembler des idées.

« Il a représenté quelque'un de choquant, quelque'un de foncièrement minoritaire, et qui voulait être minoritaire. Pour lui, le problème n'était pas de rassembler des hommes, mais de rassembler des idées. »

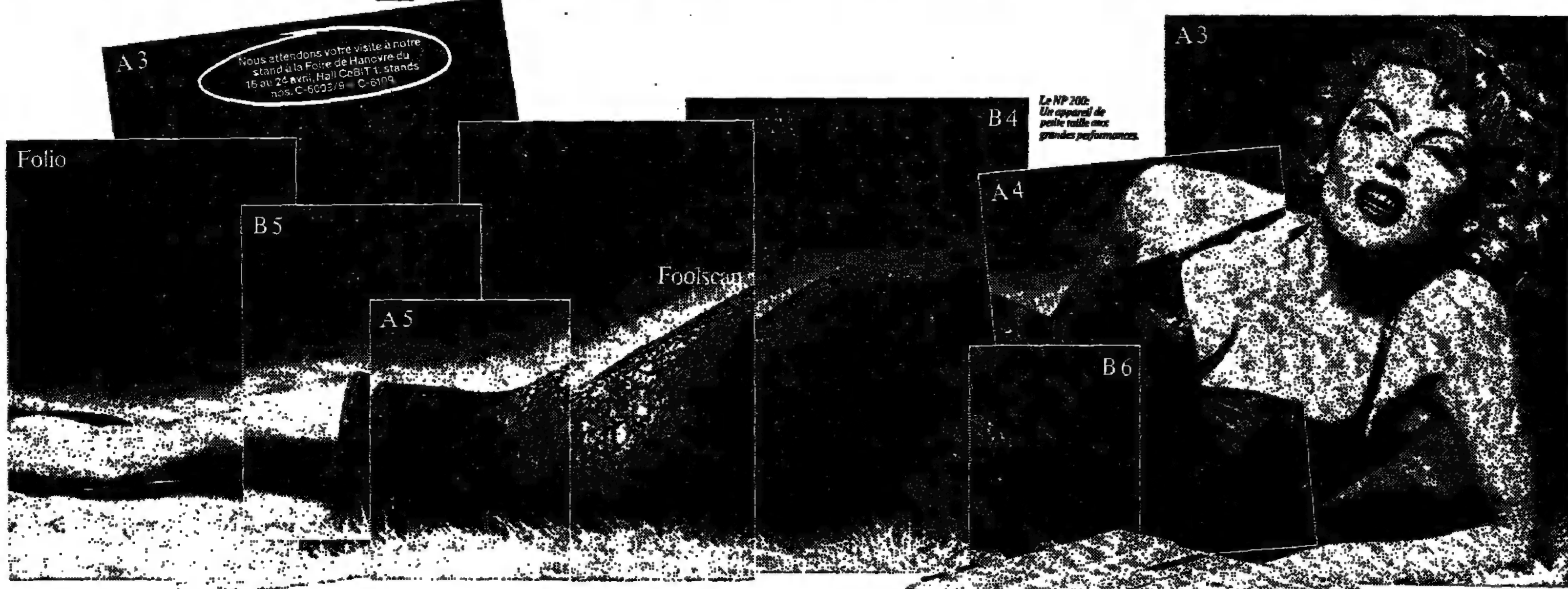
« Sartre ne demeurera pas un symbole en tant que guide, qu'il ne voulait pas être, mais en tant qu'homme qui détruit fondamentalement la liberté. »

A LA TÉLÉVISION

Deux pièces de Jean-Paul Sartre seront retransmises sur TF1 : le jeudi 17 avril, à 22 h. 30, « La Peste » (mise en scène Daniel Ceccaldi, avec Elizabeth Wiener, Claude Dauphine, Georges Claisse) ; le lundi 22 avril, à 20 h. 35, « Les Séquestrés d'Altona » (réalisation Vittorio de Sica, avec Sophia Loren, Frederic March, Maximilian Schell). Un documentaire, réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat, « Sartre par lui-même », sera également diffusé sur cette même chaîne. Premier volet (« De la naissance de Sartre à la décade de 1940 ») le lundi 21 avril, à 22 heures ; second volet (« De l'occupation à nos jours »), le mardi 22 avril, à 21 h. 30. Sur Antenne 2, le magazine littéraire de Bernard Pivot « Apostrophes » du vendredi 18 avril, à 21 h. 35, sera entièrement consacré au philosophe et, à 23 heures, de la diffusion de « La Chambre » (nouvelle adaptée pour la télévision par Georges Jarrot, réalisation Michel Mitrani, avec Michel Audoir, Geneviève Page, Jean-Roger Cassimon).

● C'est FR 3 et non Antenne 2 qui diffusera, le 19 avril à 20 h. 30, « Les clos », dans l'adaptation de Michel Mitrani, avec Evelyn Rey, Judith Magre, Michel Audoir et René-Jean Chénard.

De petite taille, il s'adapte à tous les formats...



A première vue, vous pouvez penser que les dimensions du nouveau CANON NP 200 (p. 54 cm, l. 51 cm, h. 29 cm) limitent ses performances.

Effectivement, sa taille est à peu près la moitié de celle des copieurs de table habituels.

Et pourtant, il est capable de fournir les mêmes prestations qu'un copieur plus imposant.

Pour commencer, il accepte un choix très large de formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm.

Il peut aussi reproduire les pages de livre tout aussi bien que les objets tridimensionnels.

Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute.

Sans avoir à modifier son rythme de travail,

un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes.

Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie.

Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Canon

NP200
Le NP 200, un appareil de petite taille aux grandes performances.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail, un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les cassettes. Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie. Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous serez enfin satisfait sur tous les plans.

Le NP 200 est une véritable révolution dans le monde des copieurs de bureau. Il est capable de copier sur tous les formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il est aussi capable de copier des objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son

Le Monde

Société

JUSTICE

LES QUATRE PROCÈS INTENTÉS PAR LES COUSINS DU CHEF DE L'ÉTAT

Deux condamnations pour « Minute » mais une seule pour « le Canard enchaîné » dans l'affaire des diamants

En publiant, le 10 octobre 1979, les premiers documents qui allaient être à l'origine de l'affaire des diamants de Bokassa, « le Canard enchaîné » ne mettait pas seulement en cause le président de la République. Il visait aussi la famille du chef de l'État en présentant deux de ses cousins — MM. François et Jacques Giscard d'Estaing, respectivement président de la Banque française du commerce extérieur et directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique — comme bénéficiaires de « plaquettes » reçues de l'ex-empereur centrafricain.

De son côté, l'hebdomadaire « Minute », dans son numéro du 7 novembre 1979, devait à son tour mettre en cause MM. François et Jacques Giscard d'Estaing. Ceux-ci avaient riposté rapidement en assignant en dommages et intérêts pour diffamation, d'abord « le Canard enchaîné », ensuite « Minute ». Il s'en était suivi deux procès plaqués successivement devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Paris, présidée par Mme Simone Boès : le premier contre « le Canard enchaîné », le 5 mars (« le Monde » du 7 mars), l'autre contre « Minute », le 26 mars (« le Monde » du 28 mars).

A la suite de ces débats qui portaient au premier plan l'affaire des diamants, et jusqu'à présent les seuls, le tribunal a rendu, le mercredi 16 avril, les quatre jugements qui devaient en découler. Il a estimé la diffamation établie dans trois des cas : envers MM. François et Jacques Giscard d'Estaing par « Minute », envers M. François Giscard d'Estaing seul par « le Canard enchaîné ». En revanche, il a débouté de son action contre ce dernier journal M. Jacques Giscard d'Estaing, qui, dans cette affaire, est condamné aux dépens.

La troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes, présidée par M. Jean-Marie Vignaud, a examiné, mercredi 16 avril, le cas de M. Yann Choucq, du barreau de Nantes, suspendu dix jours pour outrage à magistrat le 6 mars, en flagrant délit (« le Monde » du 8 mars). Cette sanction avait été prise par le tribunal de Quimper alors que ce dernier jugeait neuf personnes arrêtées après les manifestations contre l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff (Finistère). Cette décision avait provoqué une vague de protestations dans tous les barreaux de France. L'arrêt sera rendu le 14 mai.

Rennes — Le 6 mars, le palais de justice de Quimper était en état de siège. Les forces de l'ordre n'avaient pas hésité à charger de l'intérieur du palais, allant jusqu'à molester un avocat. Dans le prétoire, M. Choucq, l'un des trois défenseurs des neuf prévenus, déclarera à l'intention de M. René Constant, procureur de la République qui avait ordonné la mise en liberté de M. Le Bras, interpellé sur les lieux d'une manifestation et frère d'un substitut du parquet de Nantes : « Je ne puis croire qu'un lien de parenté de M. Le Bras avec un représentant du parquet est en une influence quelconque sur le fait qu'il a été relâché ». S'ensuivait outrage. M. Constant saisissait aussitôt le tribunal, qui sanctionnait.

Mercredi 16 avril, l'avocat s'est expliqué : « Je voulais souligner la disparité entre deux gens arrêtés dans les mêmes circonstances de temps et de lieu. On avait pu poursuivre ou non sur un critère de garantie sociale ou d'honorabilité. Si ce critère peut être retenu pour l'application d'une sanction, il ne semble qu'il ne doit pas l'être dans l'appréciation de la culpabilité ».

Les droits de la défense — A son tour, alors qu'étaient présents une cinquantaine d'avocats représentant la plupart des barreaux, le bâtonnier Charles Le Bihan, du barreau de Quimper, a décliné l'audience émaillée d'insultes et de menaces, au cours de laquelle un avocat intervenant dans une procédure de flagrant délit, fut lui-même sanctionné selon cette procédure pour délit d'outrage. « A cette occasion, on a déclenché l'artillerie lourde contre M. Choucq, a-t-il déclaré avant de qualifier de critique l'initiative du procureur de la République puis la décision des juges quimperois. Le bâtonnier Charles Maquet, du barreau de Rennes, s'est attaché à démontrer que M. Choucq était

Les suites judiciaires des manifestations de Plogoff

Me Choucq a comparu devant la cour d'appel de Rennes

De notre correspondant

La troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes, présidée par M. Jean-Marie Vignaud, a examiné, mercredi 16 avril, le cas de M. Yann Choucq, du barreau de Nantes, suspendu dix jours pour outrage à magistrat le 6 mars, en flagrant délit (« le Monde » du 8 mars). Cette sanction avait été prise par le tribunal de Quimper alors que ce dernier jugeait neuf personnes arrêtées après les manifestations contre l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff (Finistère). Cette décision avait provoqué une vague de protestations dans tous les barreaux de France. L'arrêt sera rendu le 14 mai.

Rennes — Le 6 mars, le palais de justice de Quimper était en état de siège. Les forces de l'ordre n'avaient pas hésité à charger de l'intérieur du palais, allant jusqu'à molester un avocat. Dans le prétoire, M. Choucq, l'un des trois défenseurs des neuf prévenus, déclarera à l'intention de M. René Constant, procureur de la République qui avait ordonné la mise en liberté de M. Le Bras, interpellé sur les lieux d'une manifestation et frère d'un substitut du parquet de Nantes : « Je ne puis croire qu'un lien de parenté de M. Le Bras avec un représentant du parquet est en une influence quelconque sur le fait qu'il a été relâché ». S'ensuivait outrage. M. Constant saisissait aussitôt le tribunal, qui sanctionnait.

Mercredi 16 avril, l'avocat s'est expliqué : « Je voulais souligner la disparité entre deux gens arrêtés dans les mêmes circonstances de temps et de lieu. On avait pu poursuivre ou non sur un critère de garantie sociale ou d'honorabilité. Si ce critère peut être retenu pour l'application d'une sanction, il ne semble qu'il ne doit pas l'être dans l'appréciation de la culpabilité ».

Les droits de la défense — A son tour, alors qu'étaient présents une cinquantaine d'avocats représentant la plupart des barreaux, le bâtonnier Charles Le Bihan, du barreau de Quimper, a décliné l'audience émaillée d'insultes et de menaces, au cours de laquelle un avocat intervenant dans une procédure de flagrant délit, fut lui-même sanctionné selon cette procédure pour délit d'outrage. « A cette occasion, on a déclenché l'artillerie lourde contre M. Choucq, a-t-il déclaré avant de qualifier de critique l'initiative du procureur de la République puis la décision des juges quimperois. Le bâtonnier Charles Maquet, du barreau de Rennes, s'est attaché à démontrer que M. Choucq était

FAITS ET JUGEMENTS

Des avocats contre les portiques.

Après l'installation de portiques de détection au centre pénitentiaire de Fleury-Méroux (Essonne) le 17 avril, le conseil de l'ordre des avocats du barreau de Paris a décidé de demander des explications au garde des sceaux. Il rappelle qu'aucune entrave ne peut être apportée à la libre communication de l'avocat et de son client détenu et ce, en vertu de l'article D 68 du code de procédure pénale. Le conseil de l'ordre « proteste de la façon la plus énergique contre cette atteinte aux droits de la défense et les suspensions injustifiées qu'elle laisse planer sur la profession d'avocat ». Il demande aux avocats parisiens de refuser de se soumettre à ce contrôle, « seul en cas d'urgence absolue ».

La direction de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice confirme que de tels portiques ont été installés et branchés le 2 avril à Fleury-Méroux à l'hôpital central des prisons et au Centre national d'orientation de Fresnes. Le passage sous les portiques, qu'elle considère comme une « mesure normale de sécurité », est obligatoire pour toutes les personnes entrant en contact avec des détenus.

Des clercs en grève.

A l'appel de la Fédération générale F.O. des clercs de notaire, 50 à 60 environ des quatre-vingt mille salariés qui compte ce secteur ont été en grève mardi.

Le conseil supérieur du notariat conteste l'ampleur du mouvement et affirme qu'il a été très peu suivi. Le défilé a porté sur le montant des salaires. La Fédération F.O. reproche au conseil supérieur de ne pas tenir ses engagements de réajuster l'ouverture de 1 à 4 de l'échelle hiérarchique des salaires. Les notaires affirment que cette échelle hiérarchique est respectée, mais reconnaissent que, la demande de la C.F.D.T., les revendications de ces dernières années ont surtout été appliquées aux bas salaires. Ce conflit, qui porte sur les différences de niveau entre salaires théoriques et salaires effectifs, a donné lieu à une action en justice qui a été plaidée en appel mardi 15 avril. La décision sera rendue le 13 mai.

En première instance, le 13 septembre 1979, le tribunal civil de Paris avait débouté la Fédération F.O., qui affirmait que l'écart des salaires serait aujourd'hui de 1 à 2,9 environ, demande une revalorisation qui aurait pour effet d'augmenter de 10 à 15 % le salaire d'un employé de course, qui est aujourd'hui de 2 400 F. et d'à peu près un tiers le salaire d'un clerc de première catégorie, qui est actuellement d'environ 8 000 F.

Une nouvelle insinuation pour M. Henri Tournet.

Administrateur de sociétés et principal inculpé dans l'affaire des terrains de Ramatuelle (Var), M. Henri Tournet a été inculpé le 31 mars d'abus de confiance par M. Georges Chassagnat, premier juge d'instruction au tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine).

L'auteur de la plainte, Mme Rolande Raches-Strumberg, qui revendique la propriété des terrains de Ramatuelle et avait précédemment déposé une plainte contre X pour meurtre (« le Monde » du 7 février), soutient que sa mère, Mme Suzanne Raches, avait par l'intermédiaire de M. Tournet, des 75 hectares de la presqu'île de Ramatuelle.

Lors de sa première audition par le magistrat instructeur, le 18 janvier, Mme Raches-Strumberg avait communiqué à celui-ci les références des deux chèques bancaires réglant le montant total de l'achat, et que M. Tournet aurait encaissés, avant de faire inscrire l'acte de propriété à son propre nom.

Pour sa part, M. Tournet a déclaré le 15 avril qu'il ne voyait « aucun inconvénient » à cette inculpation, dans la mesure où elle lui donne accès au dossier. M. Tournet a affirmé que la plainte avait fait état d'un « faux document », en l'occurrence une lettre qu'il aurait adressée à Mme Suzanne Raches, et qu'il prétend n'avoir pas signée de sa main. Il indique qu'il se réserve le droit de porter plainte pour « dénonciation calomnieuse ».

● Fustilade à Lille. — Six malfaiteurs, qui venaient de commettre un hold-up, au cours duquel ils ont volé 15 000 F. le mercredi 16 avril, contre une agence du Crédit du Nord à Lille, ont fait usage de leurs armes contre les policiers, dont trois ont été légèrement blessés : MM. René Bruyelle, Pierre Gazon et Jean-Marie Benard. Un des malfaiteurs, Claude Jacob, également blessé, a été arrêté avec deux de ses complices ; les trois autres sont en fuite. — (Corresp.)

FAITS DIVERS

DEUX PERSONNES MEURENT APRÈS AVOIR ABSORBÉ DU PASTIS FRELATÉ

De notre correspondant

Valence. — Du pastis frelaté, fabriqué avec du falcot méthylé (ou méthanol), ingéré par deux personnes, a provoqué la mort, le lundi 14 et le mardi 15 avril, de deux personnes à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche) : il s'agit de M. Marc Jouve et de son épouse Jacqueline, âgée de vingt-huit ans, parents de deux jeunes enfants (« le Monde » du 17 avril).

Le gendarmier a interpellé deux habitants du village (cousins), MM. Jean-Marie Bergson et Marcel Lachermis, le second détenait à son domicile une dizaine de litres de méthanol que lui aurait cédés le premier. M. Lachermis avait offert à son compagnon de travail, M. Marc Jouve, deux litres d'alcool pour le remercier de lui avoir coupé du bois.

Déjà, en septembre 1979, quatorze enfants d'une entreprise de Montélimar (Drôme) avaient été intoxiqués par du pastis de fabrication artisanale. Trois d'entre eux étaient morts (« le Monde » du 5 septembre 1979). Les cinq fabricants

de faux pastis appréhendés alors, doivent être jugés en correctionnelle à la fin du mois. Les enquêteurs s'efforcent de retrouver les liens entre les deux affaires.

● Altération mortelle entre deux automobilistes. — Après un léger accrochage entre leurs deux véhicules, survenu dans la soirée du mercredi 16 avril sur le boulevard circulaire du quartier de la Défense, à Puteaux (Hauts-de-Seine), les deux conducteurs, MM. Pascal Rossi, trente ans, ferrailleur, et Jean-Bernard Lenoir, vingt-six ans, boulangier, ont rapidement venus aux coups. Alors que le jeune boulangier était penché en avant, son ami, gendarme lui a décoché un coup de pied au visage, dont la violence allait le déséquilibrer. Tombé à la renverse sur le sol, M. Lenoir décédait peu après.

● Un automobiliste tué d'une balle dans la tête a été découvert, le jeudi 17 avril vers 2 heures, au volant de son véhicule, rue Jean-Jaurès, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Aucun papier d'identité n'a été trouvé dans les vêtements de la victime, qui semblait avoir été fouillée. Les policiers de la huitième brigade territoriale n'ont pu encore établir l'identité de la victime. Le numéro minéralogique de la voiture les a menés à l'adresse d'un immeuble de La Courneuve détruit depuis plusieurs mois.

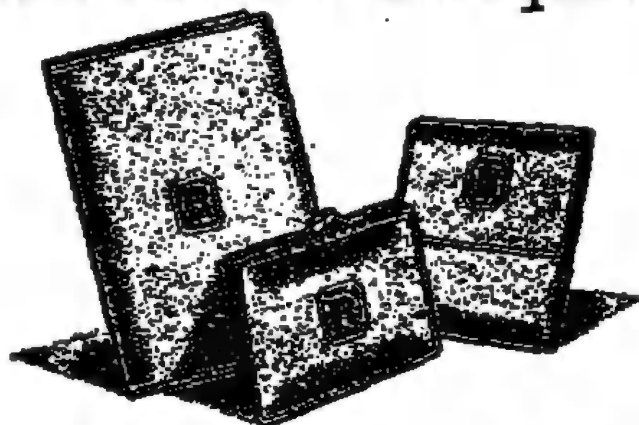
● Suicide du haut des tours de Notre-Dame. — Un jeune homme âgé de dix-neuf ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a mis fin à ses jours, le mercredi 16 avril en début de soirée, en se lançant dans le vide du haut des tours de Notre-Dame de Paris. Le dernier suicide identique s'était produit le 25 juin 1977.

OUVERTURE DES JEUX RETARDÉE AU CASINO RUHL DE NICE

Cannes. — La commission supérieure des jeux a décidé, le mercredi 16 avril, de renvoyer à une date ultérieure l'examen de la demande d'autorisation d'exploitation des jeux au casino Ruhl de Nice. Ce nouveau report est justifié par des problèmes d'ordre juridique. L'autorisation ne serait pas accordée, en effet, comme on l'avait envisagé, à la société nippone d'exploitation des casinos (SNEC), qui s'était constituée en février dernier pour prendre le relais de la société de créations et d'exploitations touristiques (Socret), présidée jusqu'en 19 mars par M. Jean-Dominique Fréon, mais la Socret elle-même, dont le nouveau P.D.G. est M. François Scaronchi, ancien directeur du Ruhl de 1974 à février 1977 (« le Monde » du 9 avril 1980).

De ce fait, une nouvelle délibération du conseil municipal de Nice — qui avait donné un avis favorable à la demande de la SNEC le 21 janvier 1980 — se révèle nécessaire. De son côté, le conseil d'administration de la Socret doit se réunir pour demander le renouvellement de l'autorisation d'exploitation, qui avait été retirée aux membres du comité de direction des jeux de la société le 9 novembre 1979. — (Corresp. régional.)

RIVES Un nom dans la maroquinerie



et, une signature dans la petite maroquinerie 156, rue de Rivoli, Paris 1^{er} (sous les arcades) métro : Louvre

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

ALEXANDRE ZINOVIEV CONTRE LE COMMUNISME UNIVERSEL

L'écrivain soviétique dissident, exilé à Munich, parle de la Russie, du communisme, de la vie en Occident...

Interview de Jacques Bertoin.

LES ANARS TOUJOURS HANTÉS PAR LE GRAND RÊVE

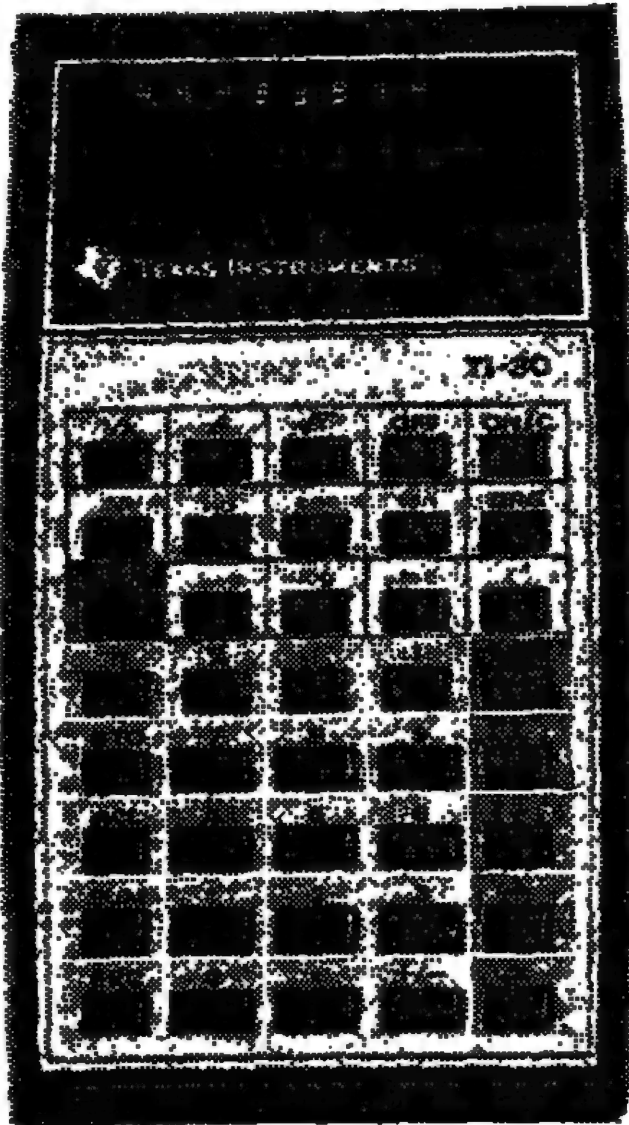
Mai 68 leur avait tiré un grand coup de chapeau. Qui sont les anarchistes en 1980 ?

Enquête de Laurent Greilacher.

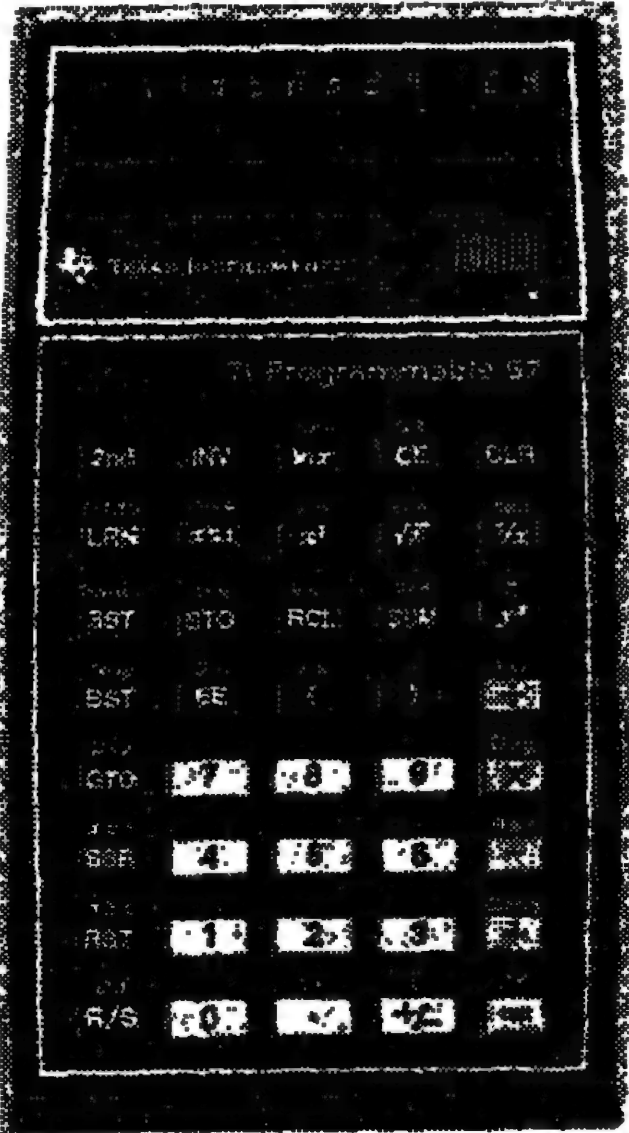
Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

مكتبة الأهل

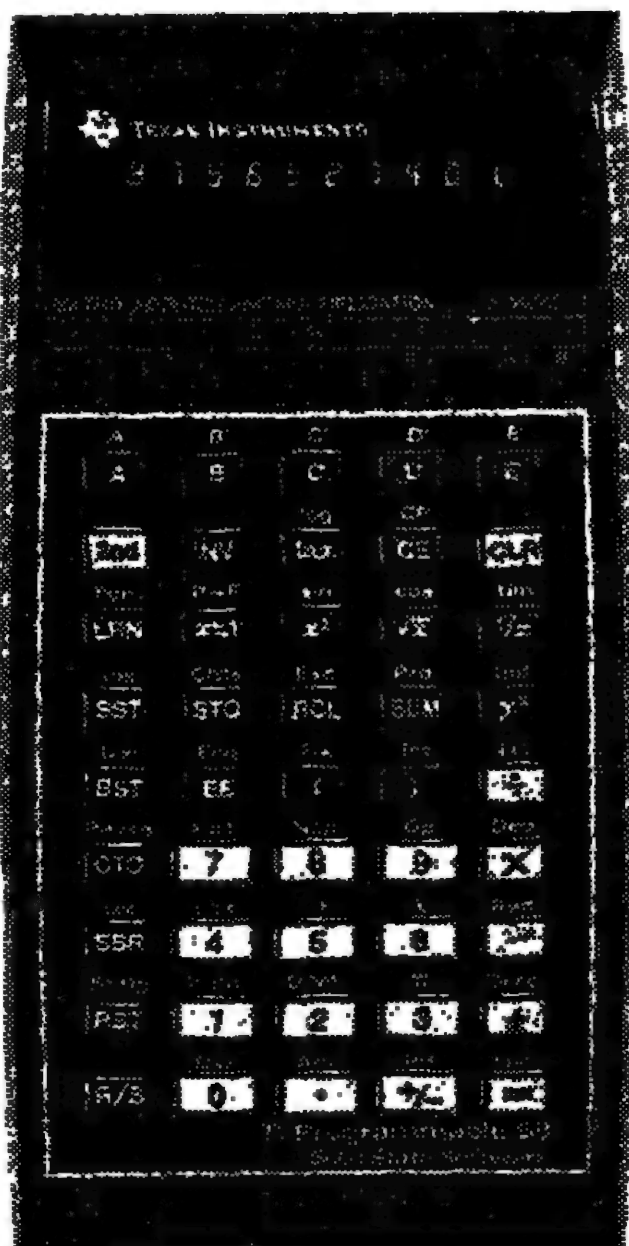
UN BON CALCUL



TI 30: **99F**



TI 57: **239F**



TI 58: **595F**

TEXAS INSTRUMENTS

Des machines qui calculent tout de tête, voilà qui va ravir les lycéens le jour du bac, les étudiants, les femmes d'affaires, les hommes d'action. Venez les voir dans la vitrine de la boutique Post-Scriptum. Promotion Texas Instruments jusqu'au 3 mai.

Galerias Lafayette
Haussmann

ÉDUCATION

HYPOTHÈSES D'ÉCOLES

Réponses à M. Yves Véquaud : il y a des élèves heureux

De toutes les « Hypothèses d'écoles » que le Monde a publiées depuis le 4 janvier, sous la signature de personnalités très diverses, soucieuses d'exposer leur vision de l'éducation telle qu'elle est ou devrait être, celle de M. Yves Véquaud (le Monde du 21 février) a suscité de nombreuses et vives réactions. L'auteur, d'ailleurs, s'y attendait, car il écrivait : « Je ne vais pas manquer de recevoir la dizaine de lettres rituelles d'enseignants à la retraite qui se croient encore obligés de corriger mes devoirs. » M. Véquaud avait ouvert son point de vue par cette drôle d'affirmation : « Les parents n'aiment pas leurs enfants, la preuve en est qu'ils les mettent à l'école. »

Plusieurs lecteurs s'en prennent à l'auteur lui-même, le traitant de « libéral », et qualifiant son article de « fléau », venant à l'appui de M. Marc Verguiole de Chantal, professeur honoraire à Montpellier. M. Véquaud est accusé d'avoir « fait le bon des galiciens et d'être passé garde-chiourme » par Mme Rivet, professeur à Rambouillet, qui s'irrite du traitement fait aux enseignants : « Pédants, érudits, conservateurs, autoritaires : nous voilà, ignares, gauchistes, contestataires, laxistes ; c'est encore nous. Le murmur ? Présent, c'est moi. Son rire ? Présent, c'est moi. Présent, présent. Les élèves ne savent plus l'orthographe ? C'est ma faute. Les élèves font encore du latin ? C'est ma faute. Ouvrez les yeux, qu'y entrent le vent des cimes et les idées de nos grands penseurs de la télévision. Fermez les lycées, tout ça, c'est de la politique. Ah ! le temps où le professeur de lettres défendait avec le même feu Pascal, puis Voltaire ! Vous entrez dans votre classe : laissez à la porte vos idées politiques, vos opinions religieuses, vos préférences sociales, votre race, votre sexe. Soyez neutre. Et vivant — j'allais oublier : vivant. Comment ? Qu'est-ce qui vous empêche ? Qu'est-ce qui vous gêne ? Vous n'êtes peut-être pas fait pour ce métier. Vous leur donnez trop de travail. Vous ne leur donnez pas assez de travail. Vous êtes sévère. Vous n'êtes pas assez sévère. Trop de... Pas assez de... Bon Dieu ! dès que je serai à la retraite, je passerai dans les douneurs de conseils. »

Assez d'insultes inutiles

En tout cas, M. Jean-Hugues Wajsbom, professeur certifié à Sarcelles, confirme : « Moi, j'ai même vu des élèves heureux. Peut-être parce que leurs vacances, justement, ils ne les passent ni à La Baule, voire à Saint-Tropez, mais à Sarcelles ou à Saint-Denis. Si certains ont eu

Alors, assez de fausses querelles, assez d'insultes inutiles, assez de bandeaux pour cacher les soleils ! Le lieu commun, aujourd'hui, c'est l'insulte. »

Élève heureux, M. Vacher, de Lyon, l'a été, écrit-il. « Dans les classes sombres de l'école communale, face aux blouses grises de mes instituteurs, je me suis senti libre. Il m'a semblé, assez rarement ennuyé et je me suis instruit. (...) »

« J'ai connu des joies plus grandes. Aïe, pour être plus rare, les séances de gymnastique ou de « plein air » n'en étaient que plus appréciées. Mais ces maîtres que l'on dit médiocres avaient aussi quelques talents. Celui-ci jouait de la flûte et nous faisait chanter. Plusieurs venaient au cours élémentaire 2^e année : « En classe ! Compagnons de bout, le soleil paraît ! » Cet autre jouait de l'harmonium et nous étions ravis d'entendre le cor, le hautbois et la flûte accompagner tour à tour nos misérables productions. Tous savaient conter, même l'histoire de France, donner quelque intensité dramatique au moindre texte de lecture, rendre clair ce qui ne l'était pas à des enfants de huit ans. Parce que ces maîtres connaissaient leur métier et savaient lui consacrer assez de temps, nous avons appris à lire, à compter, à réfléchir, à ne pas baliser les bras à la première difficulté. Ce n'est pas rien. Je n'oublie pas que les mêmes savaient aussi punir : mais je crois me souvenir qu'ils le faisaient, comme le voulait l'usage, avec cette indifférence qui exclut la rancœur et convient à la justice. »

Mais l'école est plus que l'école. S'il m'arrive de plaindre

les écoliers d'aujourd'hui, que je fréquente beaucoup, c'est en constatant que, pour employer une expression à la mode, on les a privés de bien des « espaces de liberté ». Ces écoliers de 1980, un car les « ramasse », ou bien une maman les attend au portail de l'école, les fait monter dans sa voiture pour les conduire devant la télévision. Ne leur manque-t-il pas souvent le chemin de l'école, interminable et allongé par plaisir, le cœur de récréation sans trop d'interdits, ses piales, ses bosses, ses jeux, maintenant disparus, les jendis sans tête, sans jodo, sans cours de danse ? C'est dans ces « espaces de liberté », aujourd'hui réduits, que j'ai sans doute appris à ne jamais m'enfermer. Au lieu que je trouve des figures moroses, parfois déjà blâsées à ces écoliers qui ne se mettent plus en rangs avant d'entrer en classe, qui sont autorisés à se déplacer quand bon leur semble, qui sont invités à s'exprimer avec spontanéité, dont on s'inquiète tant de savoir si ce que l'on va entreprendre, et qu'ils ne connaissent pas, les intéresse.

« Je voudrais, pour moi-même, avoir rendu justice à mes anciens maîtres. Faut-il ajouter qu'il serait vain de souhaiter pour les écoliers d'aujourd'hui cette école d'avant-hier ? Mais ce qu'il faut bien dire, c'est qu'il n'a jamais été aussi difficile d'enseigner, dans une école maintenant soumise à des exigences contradictoires dont les « hypothèses d'écoles » sont en quelque sorte le signe. Et s'il fallait, avec simplicité, attendre de l'école que ce qu'elle peut donner ? »

Oser dénoncer le mal

Vitupéré, M. Véquaud trouve aussi des défenseurs qui ont entendu dans son texte l'écho de leur expérience. Mme Louise Heimbocher, institutrice honoraire de Drôme, réclame l'usage d'oser dénoncer le mal qui a tué, qui continue à tuer notre école : l'imposture magistrale qui substitue l'exercice de la parole à la parole elle-même, de l'adulte (je n'ose employer le mot « éducatrice »), à la joie de l'enfant.

« Je ne résiste pas au désir de vous écrire, car votre texte blanc est aussi le mien et je me retrouve retraitée depuis huit ans, dans un total isolement moral, déçu, brisé, déprimé, humilié, pour avoir tenté, comme naïvement, mais de tout mon cœur, de préserver en moi l'étincelle d'enfance, pour avoir voulu aimer les enfants plus que les instruire. »

Une lectrice de Paris « ne se pardonne jamais » d'avoir envoyé ses filles à l'école, « où elles n'apprennent rien que l'ennui. L'année, en 1^{er} C (où règne la tension, l'angoisse) est devenue anorexique et, tellement paniquée par le bûle de la terminale elle n'est pas revenue des vacances de Pâques... Ce n'est pas faute d'avoir dépensé du temps, de l'énergie, de la matière grise à essayer de changer l'école (après 1968, on croyait qu'on pourrait changer tout ça...). J'aurais mieux fait de le passer, ce temps, à vivre avec mes filles, à peindre, à tricoter, à faire cuisine, à apprendre par d'autres moyens. Je crois que c'est la peur qui nous arrête devant les solutions radicales. Les compromis ne

sont que le masque de notre lâcheté ! Quel gâchis ! »

Mme Patricia Hignansky, qui habite Saint-Paul, dans les Alpes-Maritimes, partage un avis semblable :

« Les parents ne savent même pas, pour la plupart, ce que fabriquent leurs enfants pendant toute une journée d'enseignement. Ils les abandonnent derrière des grilles à une institution caduque qui est censée les servir, c'est-à-dire les braver. L'école, restée de la société, ne fonctionne que pour briser l'origine, l'imagination et le fantasme de l'enfant, afin qu'il corresponde au profil de l'individu-type, pur produit préfabriqué devenu sans défense et sans révolte. Voilà les parents que nous sommes : nous laissons nos enfants aux mains abusives d'éducateurs censurés et contrôlés par un pouvoir centralisé, qui, au fil du temps, s'adapte à un encadrement dicté par des lois successives et contradictoires et noyé par un enseignement imbécile et à contre-courant. »

« Je ne prétends pas posséder votre triste et longue expérience qui s'étale sur des années pour aboutir à cette conclusion rétrospective : les grands oubliés à l'école, ce sont nos enfants. Ce qui peut, pour le moins, paraître paradoxal, j'ai quelque peu fréquenté ces enfants, en qualité (si j'ose dire) de présidente de parents d'élèves d'une maternelle et d'une primaire. J'ai ressenti de la honte pour moi, parent, et pour tous les autres parents, inconscients volontaires, de leur démission et de leur désengagement concernant l'avenir de leurs enfants. »

A la limite de la désespérance

« Allez leur expliquer que l'école est un trajet triste où la parole, le geste et le rire sont emprisonnés au nom de principes éducatifs qui se résument à faire absorber dans un temps record un enseignement bourré d'écrits, de livres, de schémas à déchiffrer par cœur. Ne peut-on pas exorciser la mémoire et la discipline d'une manière simplement intelligente ? »

« Allez chercher les parents pour qu'ils entrent à l'école et voient ce que j'y ai vu. Comment d'ailleurs les responsabiliser alors qu'ils ont subi le même système éducatif qui les mutilé et en fait des assistés à vie. La gravité, c'est que votre article révèle une sincérité à la limite de la désespérance et qui devrait susciter des remous, mais pour que ce miracle s'accomplisse, il faudrait qu'enseignants et parents ne confondent pas l'apprentissage du savoir avec la machine à fabriquer des robots. »

« Que faire alors ? Bruno Bettelheim dit en substance : « On ne peut changer l'homme qu'à partir de son éducation. » La sagesse est dans cette réflexion. Les moutons de Panurge que sont les adultes d'enseignants et de parents sont-ils prêts à changer de mentalité ? Je suis aussi pessimiste que vous à ce sujet. »

« Ma seule certitude : ma fille n'ira pas à l'école publique, laïque et gratuite. »

Alors, l'école impossible ? Un lecteur, au moins, M. Fernand Curry, qui se réjouit d'avoir lu le texte de M. Véquaud, rappelle qu'une autre chose est possible,

maintenant. « Quelque chose que tentent, par exemple, explique-t-il, les éducateurs qui se réclament de Célestin Freinet, de la pédagogie institutionnelle. Quelque chose qui fait de la classe « un lieu d'activités et d'échanges » où l'adulte tire, écrit, compte, parle, écoute, comprend, décide et devient des nécessités. »

Se perfectionner, se connaître, la langue est possible
en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
comme avec applications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Soli - 75006 Paris

RÉSIDENCES-CLUBS
3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean-Médard 06000 NICE
Tél. : (93) 80.98.31 (F.R.A.I.M.)

Comment réussir un séjour linguistique en Angleterre ?

En choisissant sur 4 critères essentiels un organisme anglais réputé à Oxford

Sélection rigoureuse des familles : accueil chaleureux. Recrutement des professeurs anglais diplômés ; classes à effectifs très réduits ; à Oxford, cours individuels pour adultes et étudiants. Choix de salles de cours dignes de ce nom, l'environnement jouant un grand rôle dans le sérieux des cours. Équilibre judicieux travail/détente loisirs avec activités sportives, visites culturelles, sorties, etc.

Oxford Intensive School of English
Bureau d'accueil en France
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris - Tél. 533.13.02

CLASSEZ-VOUS
Nom _____ M
Rue _____
Ville _____
désire recevoir documentation complète sur les séjours linguistiques en Angleterre.

**AGRÉABLE 2 PIÈCES
TOUT CONFORT**

UN VÉRITABLE CLARKS EST TOUJOURS GRIFFÉ **Clarks**
Liste des dépositaires sur demande à : CLARKS 28, Av. Édouard-Vaillant - 93500 PANTIN.

Clarks
SPORTSWEAR VILLE ET DÉTENTE

صكنا من الأهل

D'ÉCOLES

ud : il y a des élèves heureux

Le Monde

THÉÂTRE

Féminisme et Comédie-Française

Jusqu'à ce mois d'avril 1980, la Comédie-Française, premier théâtre de notre pays, était assise sur le seul à faire preuve d'un point de vue, d'antiféminisme, sur les affiches qui annonçaient les programmes des spectacles, les noms des auteurs, groupés, étaient systématiquement imprimés « après » les noms des acteurs, groupés eux aussi.

Dans le compte rendu de Dufrenoy le 17, d'Eugène Labiche, nous avions attiré l'attention sur cette anomalie sexiste — d'autant plus contrariante que, de tout temps, les actrices comme les auteurs ont fait preuve d'une importance à l'ordre dans lequel les noms propres sont donnés sur les affiches.

Cette « mise en second » des femmes était néanmoins admise, elle était l'un des éléments de la tradition de cette

maison, personne n'y pouvait toucher.

Aux critiques éventuelles, l'administration du théâtre opposait d'ailleurs deux arguments.

Le premier était que l'on ne devait pas considérer cette disposition typographique défavorable aux femmes comme une mesure réactionnaire, puisqu'elle était apparue pour la première fois en pleine Révolution française, plus précisément le 8 octobre 1792. On jouait ce jour-là d'une part *Rodogune*, de Corneille, d'autre part deux pièces dont les noms des auteurs n'étaient pas dit, *Nina*, et *Rose et Colette*. Sur cette affiche, c'est la première fois dans l'histoire de la Comédie-Française, tous les noms d'auteurs sont groupés en tête, et tous les noms d'actrices sont imprimés en dessous.

Le deuxième argument

Le deuxième argument avançait le respect de l'antiquité : les registres du théâtre prouvaient, disait-on, que les personnes les plus anciennement sociétaires étaient, en majorité, nettes, des hommes. On les laissait donc passer devant.

Il n'en reste pas moins que cette façon de dire « les sociétaires d'abord » était maladroite, d'une part en valeur absolue, d'autre part parce qu'à l'occasion il pouvait arriver que les femmes aient, dans telle ou telle pièce, la charge essentielle.

Le nouvel administrateur, Jacques Toja, féministe notoire, a mis fin d'un trait de plume à cette irrégularité.

Il a estimé que l'argument « historique » n'avait pas force de loi, puisque toute révolution peut avoir ses retours de flamme. Il a pris surtout prétexte de ce qu'il présentait les sociétaires les plus

anciens, ou plutôt les plus anciennes, sont des femmes : Anne Dufrenoy, Yvonne Gaudin, Denise Gence (précédentes), les précédentes, n'est pas la même chose que l'âge. Vient ensuite un homme : Jean-Paul Rousillon.

En cet avril 1980, pour la première fois de l'histoire de la Comédie-Française, celle de *Tartuffe*, les noms des sociétaires viennent donc en premier lieu. C'est un événement appréciable, heureux.

Reste un cas d'exception : la doyenneté. Le doyen (ou la doyenne) aura le droit de garder, s'il (ou si elle) joue, la tête d'affiche. Actuellement la doyenneté appartient à un monsieur : Georges Desarmes. Il aura donc le pas, à l'affiche, sur les actrices. Soulignons à la Comédie-Française, pour blâmer, une « doyenne ». Mais l'initiative de Jacques Toja marque déjà un progrès.

M. C.

Le temps des colonies

(Suite de la première page).

Cependant, les obligations quotidiennes sont là. Jamais peut-être une œuvre de théâtre n'a montré à quel point une vie est faite du partage du destin collectif et des hasards particuliers. Une élection en Allemagne, le bachelot du second fil, un discours de Blum, une fièvre de la fille, Locarno, l'achat d'un terrain à Sanary l'est, se heurtent et forment dans la conscience de René Loyer une substance qu'il faut maîtriser, d'échec en échec, d'acquiescement en acquiescement, de ce que de trente ans, quarante ans, cinquante ans, arrivent vite.

Et là-bas, près du papier peint d'une chambre, ou sur un talus d'herbe, René Loyer est resté, en Allemagne, lui, le magistrat colonial d'une loyauté entière, sur les genoux de sa mère, au point qu'il recopie un livre sur la vie de Rimbaud parce que Rimbaud passa par Stuttgart.

Le journal de René Loyer donne aussi le sentiment juste du phénomène de l'attachement des « colons » à la vie des colonies, sentiment qui ne repose pas sur l'usage de prérogatives ou sur des plaisirs d'expansion. Lorsqu'il revient en métropole pour ses congés, René Loyer est certes sensible au repos, aux charmes d'une maison dans le Midi, mais très vite il s'impatiente, trouve la vie laide, la nature morte, et la colonie lui manque, la colonie, c'est-à-dire les qualités humaines particulières des autochtones, leur histoire, leur culture, la manière et l'étonnement dont se manifestent la nature de ces pays, leurs arbres, leurs ciels et leurs mers, auprès de quoi la nature de chez nous est une gourdise, et même tels métropolitains rencontrés là-bas, ingénieurs agricoles ou curés de village, parfois attachants.

Ce texte est d'une grande richesse, et il suscite chez le spectateur des méditations curieuses, parce qu'à première vue un magistrat colonial, fermes sur ses principes, pourrait paraître, de notre temps, un personnage antipathique, condamné par l'histoire ou par l'évolution des esprits, ou ce René Loyer est compréhensible, constatable, généreux, proche.

Il faut dire que le grand-père a été « mis en théâtre » par la petite fille avec beaucoup de talent. Le décor de Yvonne Kollode est très beau. Toute la vie d'un homme est là, ses chambres, ses jours et ses nuits, ses recoins de solitude, ses promenades, les éclairages en particulier sont admirables.

Dans ce paysage intérieur René Loyer fait évoluer un acteur adre-

ordinaire, Alexis Nitze, dont aucun procédé de jeu n'est décelable, et qui donne à René Loyer, le grand-père, une familiarité et une vérité remarquables. Des correspondances traversent l'esprit, car dans les premières scènes Nitze fait songer au jeune Claudel, puis, lorsqu'on approche de 1936, il a quelque chose de Daladier et des hommes politiques que René Loyer voue aux enfers.

Tout au long de la pièce, tout au long de la vie, Mme René Loyer est là, inextinguible, souffrante. La chose est, hélas, juste. Le grand-père mourait : « L'amour ? Le premier sentiment que dans la vie on est seul », Anne Belloc joue l'épouse, avec un rien de nervosité.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre d'Aubervilliers, 20 h. 30.

MUSIQUE

Gabriel Marcel, philosophe-musicien

Sous les auspices de la Fondation européenne de la culture, l'association Présence de Gabriel Marcel, fondée en 1975, deux ans après la disparition d'un philosophe qu'il est convenu de situer parmi les existentialistes chrétiens, avait organisé un concert, lundi soir, au Musée Cornuau, coïncidant avec la parution d'un cahier (*Esthétique musicale* de Gabriel Marcel) où ont été réunies ses principales écrits relatives à la musique. Outre le Quatuor à cordes de Fauré, et le Quatuor avec piano de Chausson, choisis sans doute pour la place qu'ils occupent dans l'œuvre de Marcel, il y a, naturellement, entre cette musique d'amiante ouverte et l'ultime partition de Fauré qui, à la veille de la mort, a écrit, s'essayant au quatuor à cordes et tentant d'aller encore plus loin dans les régions les plus ambiguës du système tonal et de la modalité.

Les mélodies de Gabriel Marcel ont été écrites entre 1945 et 1947; elles sont comme le prolongement des improvisations exquises qu'il se livrait depuis qu'il avait pu mettre les mains sur un piano, mais c'est aux encouragements de sa femme, qui les consigna sur le papier — ce que Fauré, jouant d'une éducation musicale suffisante, eussent été incapables de faire exactement — qu'on les doit.

Musique de l'intimité, conjuguée dans le meilleur sens du mot, elle accuse les influences les plus di-

CINÉMA

« CINÉMA DU RÉEL » A BEAUBOURG

Trois femmes « font voir »

Sous le titre ambigu de « Cinéma du réel », la bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou présente pour la troisième fois son Festival international du film ethnographique et sociologique. Dans une introduction au programme publiée par la B.P.I., Edgar Morin, membre du jury et coauteur de *Chronique d'un été*, met le doigt sur la piste inscrite au flanc de toute une tradition documentaire : « C'est sous le couvert de cinéma du réel qu'on nous a présentés, proposés, voire imposés, les plus incroyables illusions. » Et Morin d'attribuer à ce cinéma du réel « la mission d'offrir le plus difficile problème posé par la philosophie depuis deux millénaires : celui de la nature du réel ».

Pour quatre autres des membres du jury assez exceptionnel réuni cette année à Beaubourg pour juger les films ethnographiques et sociologiques — Judith Elek, Michel Brault, Richard Leacock, David Mc Dougall — le point de vue du cinéaste n'en reste pas moins capital. Non plus quelque vanité d'auteur, comme souvent dans le cinéma de fiction classique, mais le souci de capter l'essence du réel, d'utiliser au plus juste cet instrument en apparence unique de duplication de la vie. Pour Brault et Leacock en particulier — il faudrait y ajouter Jean Rouch, immanablement lié, depuis un quart de siècle, aux mêmes préoccupations, — pour ce trio de bees du cinéma direct aujourd'hui, qu'on l'appelle ethnographique, politique, sociologique ou « vérité », l'exigence morale, la responsabilité de l'auteur face à son sujet, passent en premier.

Mais c'est par la seule présence du réel filmé sur l'écran, que peut se fonder une « morale » du cinéma direct. Et là, le bêtise terriblement. Plus encore que dans une bonne fiction d'Hollywood ou de Cinecittà, le processus d'identification du spectateur à la réalité décrite joue à cent pour cent, et aussi son désir de voir renforcés ses préoccu-

pations du moment. Le cinéaste documentaire flirte trop volontiers avec le besoin de vivre par procuration de grandes aventures, pipe les dés à plaisir avec toute la naïveté ou la ruse du monde. Les catégories analytiques disparaissent, l'insistance d'une tradition critique véritable dans le champ aujourd'hui dominant du film documentaire, qu'il s'agisse de cinéma, de télévision, de vidéo (grand ou petit format), est acablante. On vient vider la machine à reproduire la réalité.

Le sujet traité et la force de l'engagement

Deux des meilleurs films présentés, lors de l'inauguration, de la compétition de Beaubourg, le très connu *Behinderte Liebe* (« amour handicapé », Suisse) de Marlies Graf et *Von Wagon - Schicksal* (« Si c'est ça le destin », Allemagne fédérale) de Helga Rademester, semblent réunir une forme de consensus par le sujet traité et la force de l'engagement de l'artiste, une femme, dans son tournage. L'infortunée Marlies Graf, comme les handicapées de Marlies Graf, ne sortent pas, comme par un coup de baguette magique, du champ du cinéma, mais choisissent, comme les handicapées de Marlies Graf, une très longue durée, se familiariser avec le lieu et les personnages décrits. Ensuite acquiescent leur totale confiance. Enfin savoir dire, ou plutôt redire, par la caméra et le son, ce qu'il a vu, entendu, vécu.

Pour le spectateur, en fin de compte, bien recevoir de tels films, c'est se libérer de toute une tradition littéraires, ou plutôt bien remettre le cinéma à sa place, avec sa capacité de faire intervenir la caméra au bon moment, d'écouter la doléance, la confiance révélatrice, jamais volées ou cueillies à la sauvette. Dans *Behinderte Liebe*, deux handicapés (simples physiques,

et non pas mentaux, ce qui poserait un tout autre problème) pensent devant nous leur condition — deux hommes et deux femmes. Dans *Von Wagon - Schicksal*, une famille petite-bourgeoise expose sous notre regard, avec une violence rare, aux limites de l'impudeur : une mère, sa bonne mère de mari dont elle est divorcée, trois filles déjà grandes, un garçonnet. Marlies Graf comme Helga Rademester font voler en morceaux le quant-à-soi. Au contraire de ces œuvres exceptionnelles, tel film suisse sur l'exploitation du continent latino-américain, tel film ouest-allemand sur l'apartheid subi par les femmes en Afrique du Sud, tous deux réalisés par des hommes cinéastes, restent davantage à la frange de la réalité analysée : académisme du bon goût dans le cas du film suisse, de la bonne conscience occidentale, jouant du point de vue de Sirius ; inaptes à choisir avec rigueur les scènes filmées, même si un des témoignages reste bouleversant, pour le film sud-africain.

Hors compétition, dans un hommage spécial à la réalisatrice hongroise Judith Elek, on a vu une anticipation de *L'homme de marbre* d'Andrzej Wajda : *Nous nous sommes rencontrés en 1971*. A l'occasion d'une réunion anniversaire, des mineurs évoquent leurs souvenirs des années 50. Judith Elek a horreur de l'interview jetée à la caméra, elle « écoute » plutôt, l'ausculte, poursuit, dit. Un monde renait : il y a le grand mensonge du travail en chantier célébré par le stalinisme, mais aussi l'extrême dignité, on dirait presque la noblesse, de ces ouvriers. Trois femmes cinéastes nous ont donné cette année à Beaubourg une extraordinaire leçon de « cinéma du réel ».

LOUIS MARCORELLES.

* Centre Georges-Pompidou, grande et petite salles, jusqu'au dimanche 20 avril inclus. Les films sont projetés à 14 heures et 22 heures, le dimanche 20 avril.

★ Albums C.B.A. Après le concert tenu mardi 15 avril à Paris, Billy Joel sera à Bordeaux le 18 avril.

ROCK

BILLY JOEL

C'est en 1964, l'année de la conquête de l'Amérique par les Beatles, que Billy Joel naît vraiment à la musique. Ce fils d'ouvrier de Long-Island, qui a alors quinze ans, va peu à peu développer ses propres possibilités mélodiques et harmoniques, emprunter des images de la vie à New-York et donner des croquis sur le vif pleins de punch, sous les rêves d'une nouvelle glorieuse sur une musique prodigieusement variée.

L'arrivée de Billy Joel n'a pas été fulgurante, elle passe par divers groupes éphémères de rock avant l'enregistrement d'un premier album en 1970, les *Scènes dans les bas* où il joue au piano et le début du succès en 1974 avec *Piano Man* et *Captain Jack*. Viendront ensuite d'autres albums : *Turn of Mind*, *The Stranger*, marquant en 1977 le début d'une association fructueuse avec le producteur Phil Ramone, qui avait travaillé auparavant avec Paul Simon. *52nd Street* est, maintenant en pleine possession de ses moyens, Billy Joel évoque magistralement l'angoisse quotidienne du New-Yorkais.

Un an à peine après sa première venue à Paris, revint Billy Joel dans le cadre de la magnifique salle du Rex heureusement ouverte à présent aux concerts.

Inconsciemment, Billy Joel est aujourd'hui une grande figure de la musique populaire américaine. Conçu spirituellement par Paul McCartney par l'inspiration — large — par les mélodies rigoureuses, sophistiquées et pleines d'invention, par l'explosion de l'harmonie et de liberté, il s'écrit à sa manière le succès de la nouvelle décennie, donne à celle-ci son rythme. Au physique, plutôt petit mais débordant d'énergie, vêtu d'un jean, d'une veste rouge et de chaussures de tennis, courant d'un clavier à l'autre et émettant voluptueusement ses extraordinaires vocalises dans des musiques en forme de ballade, de rock, de blues ou de musique. Billy Joel garde toujours cette manière de conduire un spectacle comme on mène un combat de boxe qui sentent exhaler l'humour et de gags. Et il nous offre le plaisir, par si fréquent, de la mélodie dans tout son être.

CLAUDE FLÉOUTER.

VARIÉTÉS

CHARLES AZNAVOUR A L'OLYMPIA

Charles Aznavour, arrivé à point nommé à l'Olympia, rappelle par sa manière, à un moment où l'on parle de chanson française, qu'il est lui-même l'un de nos rares mélodistes populaires, un compositeur authentique qui se rattache à une tradition hexagonale proche du début du siècle.

Sur la scène du music-hall du boulevard des Capucines, Aznavour règne comme de commun avec des chansons qui prennent la forme des cris du cœur populaire qui paillardent, se répètent d'amour, racontent des histoires de cœur à cœur, de désespoir et de rêves parfois insensés, qui courent la page des souvenirs, loin de la terre exotique, des racines d'un peuple désunié dans le monde.

Comme d'habitude aussi, tout est parfaitement agencé dans ce nouveau spectacle : la mise en place des chansons, la façon qu'il a le chanteur de prêter ses voix, de les envelopper de délicatesse et de tendresse, de simplicité et d'humanité.

Le professionnalisme n'excuse rien, mais il n'est pas non plus si fréquent dans les variétés françaises pour qu'on ne le salue pas lorsqu'il entre soudain sur scène et apporte un plus haut degré à l'art de chanter. Charles Aznavour nous offre un spectacle qui n'est pas plus de vingt-cinq ans que l'ancien de *Sur mes vives* a explosé sur la scène française avant d'établir solidement ce qu'il convient d'appeler une carrière internationale. Poursuivez, le travail de scène d'Aznavour continue d'écouter sans de concurrences.

C. F.

* Olympia, 20 h. 45.

« Kiss contre les fantômes » de Gordon Hessler

Kiss est l'exemple type de la démesure que peut atteindre le « show business » aux États-Unis lorsqu'il s'agit de vendre des disques. Un groupe monté de toutes pièces, d'origine américaine, après des « tenagers » américains repose autant sur la musique, violente et brutale, que sur son aspect visuel. Quatre musiciens, dont on ignore presque tout, se sont réunis, proposent dans des costumes grand-guignolesques des spectacles dont la mise en scène n'a rien à envier au gigantisme des campagnes promotionnelles qui les soutiennent. « Kiss contre les fantômes », le film de Gordon Hessler, vient ajouter à l'image fantôme de ces musiciens, qui s'apparentent comme les personnages d'une bande dessinée de seconde zone, sur le modèle du savant for, les Kiss — dans leurs propres idées mais améliorées de pouvoirs surnaturels grâce à des machines — sous les traits d'un d'un par d'attractions, qui voit en eux les objets magiques de son tic-tac-tac-tac. Rien n'est épargné dans la médiocrité du scénario ; cette dégradation du spectacle au profit du public en délire : « Je vous éternuierai tous, tous que vous êtes, et vous, les Kiss, serez l'instrument de cette destruction. » Heureusement, après maintes péripéties, dont on imagine à l'avance l'originalité, les Kiss viennent à bout du vieux démon. Bien plus que les autres, le spectacle est dans la salle avec ses gosses de douze-treize ans, qui poussent des cris chaque fois que le groupe apparaît, comme s'ils regardaient un film de Walt Disney. A cette différence près que, avec Walt Disney, le spectacle était bel et bien sur l'écran.

ALAIN WAIS.

* Voir les exécutifs. * Discographie chez Vogue.

PETITES NOUVELLES

■ Le Comité pour l'union des forces patriotiques haïtiennes organise, le 19 avril au Palais des arts, à partir de 20 h. 30, un « grand gala » au profit des trois cent mille coupures de banque haïtiennes en République Dominicaine et des prisonniers politiques en Haïti. Un concert de musique haïtienne (avec le Conjointe Henri Guédon) terminera une soirée composée par ailleurs d'exposés divers, de projections de diapositives, de danse, etc. (Palais des arts, 25, rue Saint-Martin, Paris-3^e).

■ A Venise, la légende et les films, un spectacle audiovisuel de Suzanne Rousseau et de José-Luis Merlo, qui associe la lecture de textes littéraires (Chateaubriand, Gautier, Taine, Byron, Wagner...) au montage

de diapositives sur les mouvements, les peintures, les vieux quartiers de la cité des doges, sera présenté à la salle Chopin-Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, les 19 avril à 17 heures, 23 avril à 20 h. 30 et 27 avril à 17 heures. L'entrée gratuite pour les moins de dix ans n'est pas encore fixée. Le spectacle avait été présenté pour la première fois à Paris, en octobre dernier, dans le cadre de la campagne internationale pour la sauvegarde de Venise.

■ Une semaine latino-américaine a lieu du 17 au 24 avril, à l'École supérieure de commerce de Paris. La soirée du 21 avril (à partir de 20 h. 30) sera consacrée à un débat sur le thème : « Rêves et réalités en Amérique latine » (78, avenue de la République, 75011 Paris).

JACQUES SICLIER.

* Studio Saint-Séverin.

GÉRARD CONDE.

(1) L'esthétique musicale de Gabriel Marcel, éditions Aubier, 302 p.

LES COLONS D'ANCIEN

RESIDENCES-CURIE 3^e AGE Cabinet INDEX

RADIO-TÉLÉVISION

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 18 AVRIL

— M. Gaston Defferre, maire de Marseille, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, participe au journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

— M. André Giraud, ministre de l'Industrie, est l'invité de « Radioscope » sur France-Inter, à 17 heures.

● Une classe aux Galapagos. — Un concours organisé par R.T.L. pour l'envoi d'une classe de collège aux îles Galapagos aura lieu du 23 avril au 28 mai. Ce concours, réservé aux classes de cinquième, consiste, pour les élèves — et leurs professeurs — à écouter les émissions du mercredi, entre 8 h 40 et 11 heures, au cours desquelles seront posées quatre questions sur la connaissance et la protection de la nature. La classe qui totalisera le plus grand nombre de points gagnera un voyage de dix jours dans les îles Galapagos (Siquetour), du 26 août au 5 septembre.

● Au conseil d'administration de T.F.1, Mme Françoise Mallet-Joris remplace M. Georges Duby comme personnalité du monde culturel.

VU

Surtout, pas d'épines

Plén d'égards, visiblement adroit, Bernard Pivrot est allé à la rencontre de Platini pour « Grand Stade », mercredi, avec la souriante indulgence, le plaisir hilare qui président habituellement aux fins de nonces et de banquets. Il lui a balancé des questions en forme d'ostension du genre : quelle impression ça fait d'être considéré par 54 millions d'hommes comme le meilleur sportif français ? Serait-ce intelligent de me par d'affirmer que votre première qualité est l'intelligence ? Comment faites-vous pour rester aussi jeune, aussi séduisant, un diabolique ? Vous parlez sans dire un mot de moins que Borg. A le voir, on dirait votre père, c'est vrai...

Non, c'est pas vrai. Platini est très gentil, très mignon d'accord. Il joue très bien au foot. La débandade de la dernière Coupe du monde en Argentine, on préfère n'y plus songer et ne pas rappeler que sa récente prestation contre la Hollande, mais

il ne faut pas pousser. Quand la presse à la façon dont les journalistes anglo-saxons traitent les rôles du sport : ils les séparent, ils les critiquent, ils les cherchent, croyez-moi, et ils les trouvent parfois. Ce qui donne lieu à de belles et constructives éditoriales.

Alors que là... Peut-on dire que l'élu du foot soit touché par la grâce ? Non, l'enfant prodige a énormément travaillé, joué à quatre heures d'entraînement par jour depuis l'âge de dix-sept ans. On le savait coté, rouspèteux — il est toujours à râler après l'arbitre, — il n'y a rien d'ailleurs, c'est sa nature. On ignorait, en revanche, qu'il n'aurait quand il brèche chez lui, comme ça, il lui arrive de manger une barre de chocolat. Du chocolat ! N'est-ce pas absolument interdit ? Et le régime ? Et le régime ? Rien à craindre de ce côté-là : sur un stade, les joueurs peuvent perdre, ça a été le cas à Abidjan, jusqu'à 4 kilos par match.

Après quoi, au dîner, ils ont le droit de se rassurer. On se serait cru revenu au bon vieux temps de Jean Nohain. A peine par-ci, par-là, dans cet énorme bouquet de roses, une petite épine. Vous adorez le vie de famille. C'est pas un peu monotone ? Non, pas du tout. A la bourse des transferts, vous voyez toute l'âme cher que Paolo Rossi, c'est amusant quand même, ça, non ? Oh, vous savez, en Italie...

On ne sait pas, non. Et on n'en saura pas davantage. Ni sur ses déclarations ni sur ses cachettes. Combien touche-t-il par mois, en salaire, en prime de présence et de résultat, en pourcentage sur les contrats ? Ni sur ses projets. C'est une autre vedette, une autre vedette qu'est-ce qu'elle se raconte ? Tout dépend de l'endroit où ça se passe, au studio, au vestiaire ou même à l'écran. Là, c'est nettement moins intéressant.

C. AUDE SARRAUTE.

Jeudi 17 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 18 h 55 C'est arrivé un jour.
- 19 h 10 Une minute pour les femmes.
- 19 h 40 Les Inconnus de 19 h 45.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Série : Les visiteurs.
- 21 h 30 Pivrot.
- 21 h 40 Magazine.
- 22 h 10 Magazine.
- 22 h 30 Série : Les visiteurs.
- 23 h 30 Pivrot.
- 23 h 40 Magazine.
- 24 h 10 Journal.
- 24 h 30 Série : Les visiteurs.
- 25 h 10 Journal.
- 25 h 30 Série : Les visiteurs.
- 26 h 10 Journal.
- 26 h 30 Série : Les visiteurs.
- 27 h 10 Journal.
- 27 h 30 Série : Les visiteurs.
- 28 h 10 Journal.
- 28 h 30 Série : Les visiteurs.
- 29 h 10 Journal.
- 29 h 30 Série : Les visiteurs.
- 30 h 10 Journal.
- 30 h 30 Série : Les visiteurs.
- 31 h 10 Journal.
- 31 h 30 Série : Les visiteurs.
- 32 h 10 Journal.
- 32 h 30 Série : Les visiteurs.
- 33 h 10 Journal.
- 33 h 30 Série : Les visiteurs.
- 34 h 10 Journal.
- 34 h 30 Série : Les visiteurs.
- 35 h 10 Journal.
- 35 h 30 Série : Les visiteurs.
- 36 h 10 Journal.
- 36 h 30 Série : Les visiteurs.
- 37 h 10 Journal.
- 37 h 30 Série : Les visiteurs.
- 38 h 10 Journal.
- 38 h 30 Série : Les visiteurs.
- 39 h 10 Journal.
- 39 h 30 Série : Les visiteurs.
- 40 h 10 Journal.
- 40 h 30 Série : Les visiteurs.
- 41 h 10 Journal.
- 41 h 30 Série : Les visiteurs.
- 42 h 10 Journal.
- 42 h 30 Série : Les visiteurs.
- 43 h 10 Journal.
- 43 h 30 Série : Les visiteurs.
- 44 h 10 Journal.
- 44 h 30 Série : Les visiteurs.
- 45 h 10 Journal.
- 45 h 30 Série : Les visiteurs.
- 46 h 10 Journal.
- 46 h 30 Série : Les visiteurs.
- 47 h 10 Journal.
- 47 h 30 Série : Les visiteurs.
- 48 h 10 Journal.
- 48 h 30 Série : Les visiteurs.
- 49 h 10 Journal.
- 49 h 30 Série : Les visiteurs.
- 50 h 10 Journal.
- 50 h 30 Série : Les visiteurs.
- 51 h 10 Journal.
- 51 h 30 Série : Les visiteurs.
- 52 h 10 Journal.
- 52 h 30 Série : Les visiteurs.
- 53 h 10 Journal.
- 53 h 30 Série : Les visiteurs.
- 54 h 10 Journal.
- 54 h 30 Série : Les visiteurs.
- 55 h 10 Journal.
- 55 h 30 Série : Les visiteurs.
- 56 h 10 Journal.
- 56 h 30 Série : Les visiteurs.
- 57 h 10 Journal.
- 57 h 30 Série : Les visiteurs.
- 58 h 10 Journal.
- 58 h 30 Série : Les visiteurs.
- 59 h 10 Journal.
- 59 h 30 Série : Les visiteurs.
- 60 h 10 Journal.
- 60 h 30 Série : Les visiteurs.
- 61 h 10 Journal.
- 61 h 30 Série : Les visiteurs.
- 62 h 10 Journal.
- 62 h 30 Série : Les visiteurs.
- 63 h 10 Journal.
- 63 h 30 Série : Les visiteurs.
- 64 h 10 Journal.
- 64 h 30 Série : Les visiteurs.
- 65 h 10 Journal.
- 65 h 30 Série : Les visiteurs.
- 66 h 10 Journal.
- 66 h 30 Série : Les visiteurs.
- 67 h 10 Journal.
- 67 h 30 Série : Les visiteurs.
- 68 h 10 Journal.
- 68 h 30 Série : Les visiteurs.
- 69 h 10 Journal.
- 69 h 30 Série : Les visiteurs.
- 70 h 10 Journal.
- 70 h 30 Série : Les visiteurs.
- 71 h 10 Journal.
- 71 h 30 Série : Les visiteurs.
- 72 h 10 Journal.
- 72 h 30 Série : Les visiteurs.
- 73 h 10 Journal.
- 73 h 30 Série : Les visiteurs.
- 74 h 10 Journal.
- 74 h 30 Série : Les visiteurs.
- 75 h 10 Journal.
- 75 h 30 Série : Les visiteurs.
- 76 h 10 Journal.
- 76 h 30 Série : Les visiteurs.
- 77 h 10 Journal.
- 77 h 30 Série : Les visiteurs.
- 78 h 10 Journal.
- 78 h 30 Série : Les visiteurs.
- 79 h 10 Journal.
- 79 h 30 Série : Les visiteurs.
- 80 h 10 Journal.
- 80 h 30 Série : Les visiteurs.
- 81 h 10 Journal.
- 81 h 30 Série : Les visiteurs.
- 82 h 10 Journal.
- 82 h 30 Série : Les visiteurs.
- 83 h 10 Journal.
- 83 h 30 Série : Les visiteurs.
- 84 h 10 Journal.
- 84 h 30 Série : Les visiteurs.
- 85 h 10 Journal.
- 85 h 30 Série : Les visiteurs.
- 86 h 10 Journal.
- 86 h 30 Série : Les visiteurs.
- 87 h 10 Journal.
- 87 h 30 Série : Les visiteurs.
- 88 h 10 Journal.
- 88 h 30 Série : Les visiteurs.
- 89 h 10 Journal.
- 89 h 30 Série : Les visiteurs.
- 90 h 10 Journal.
- 90 h 30 Série : Les visiteurs.
- 91 h 10 Journal.
- 91 h 30 Série : Les visiteurs.
- 92 h 10 Journal.
- 92 h 30 Série : Les visiteurs.
- 93 h 10 Journal.
- 93 h 30 Série : Les visiteurs.
- 94 h 10 Journal.
- 94 h 30 Série : Les visiteurs.
- 95 h 10 Journal.
- 95 h 30 Série : Les visiteurs.
- 96 h 10 Journal.
- 96 h 30 Série : Les visiteurs.
- 97 h 10 Journal.
- 97 h 30 Série : Les visiteurs.
- 98 h 10 Journal.
- 98 h 30 Série : Les visiteurs.
- 99 h 10 Journal.
- 99 h 30 Série : Les visiteurs.
- 100 h 10 Journal.
- 100 h 30 Série : Les visiteurs.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h 30 C'est la vie.
- 19 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 40 L'accord, pas d'accord.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Série : Les visiteurs.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 30 Série : Les visiteurs.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Série : Les visiteurs.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Série : Les visiteurs.
- 24 h 10 Journal.
- 24 h 30 Série : Les visiteurs.
- 25 h 10 Journal.
- 25 h 30 Série : Les visiteurs.
- 26 h 10 Journal.
- 26 h 30 Série : Les visiteurs.
- 27 h 10 Journal.
- 27 h 30 Série : Les visiteurs.
- 28 h 10 Journal.
- 28 h 30 Série : Les visiteurs.
- 29 h 10 Journal.
- 29 h 30 Série : Les visiteurs.
- 30 h 10 Journal.
- 30 h 30 Série : Les visiteurs.
- 31 h 10 Journal.
- 31 h 30 Série : Les visiteurs.
- 32 h 10 Journal.
- 32 h 30 Série : Les visiteurs.
- 33 h 10 Journal.
- 33 h 30 Série : Les visiteurs.
- 34 h 10 Journal.
- 34 h 30 Série : Les visiteurs.
- 35 h 10 Journal.
- 35 h 30 Série : Les visiteurs.
- 36 h 10 Journal.
- 36 h 30 Série : Les visiteurs.
- 37 h 10 Journal.
- 37 h 30 Série : Les visiteurs.
- 38 h 10 Journal.
- 38 h 30 Série : Les visiteurs.
- 39 h 10 Journal.
- 39 h 30 Série : Les visiteurs.
- 40 h 10 Journal.
- 40 h 30 Série : Les visiteurs.
- 41 h 10 Journal.
- 41 h 30 Série : Les visiteurs.
- 42 h 10 Journal.
- 42 h 30 Série : Les visiteurs.
- 43 h 10 Journal.
- 43 h 30 Série : Les visiteurs.
- 44 h 10 Journal.
- 44 h 30 Série : Les visiteurs.
- 45 h 10 Journal.
- 45 h 30 Série : Les visiteurs.
- 46 h 10 Journal.
- 46 h 30 Série : Les visiteurs.
- 47 h 10 Journal.
- 47 h 30 Série : Les visiteurs.
- 48 h 10 Journal.
- 48 h 30 Série : Les visiteurs.
- 49 h 10 Journal.
- 49 h 30 Série : Les visiteurs.
- 50 h 10 Journal.
- 50 h 30 Série : Les visiteurs.
- 51 h 10 Journal.
- 51 h 30 Série : Les visiteurs.
- 52 h 10 Journal.
- 52 h 30 Série : Les visiteurs.
- 53 h 10 Journal.
- 53 h 30 Série : Les visiteurs.
- 54 h 10 Journal.
- 54 h 30 Série : Les visiteurs.
- 55 h 10 Journal.
- 55 h 30 Série : Les visiteurs.
- 56 h 10 Journal.
- 56 h 30 Série : Les visiteurs.
- 57 h 10 Journal.
- 57 h 30 Série : Les visiteurs.
- 58 h 10 Journal.
- 58 h 30 Série : Les visiteurs.
- 59 h 10 Journal.
- 59 h 30 Série : Les visiteurs.
- 60 h 10 Journal.
- 60 h 30 Série : Les visiteurs.
- 61 h 10 Journal.
- 61 h 30 Série : Les visiteurs.
- 62 h 10 Journal.
- 62 h 30 Série : Les visiteurs.
- 63 h 10 Journal.
- 63 h 30 Série : Les visiteurs.
- 64 h 10 Journal.
- 64 h 30 Série : Les visiteurs.
- 65 h 10 Journal.
- 65 h 30 Série : Les visiteurs.
- 66 h 10 Journal.
- 66 h 30 Série : Les visiteurs.
- 67 h 10 Journal.
- 67 h 30 Série : Les visiteurs.
- 68 h 10 Journal.
- 68 h 30 Série : Les visiteurs.
- 69 h 10 Journal.
- 69 h 30 Série : Les visiteurs.
- 70 h 10 Journal.
- 70 h 30 Série : Les visiteurs.
- 71 h 10 Journal.
- 71 h 30 Série : Les visiteurs.
- 72 h 10 Journal.
- 72 h 30 Série : Les visiteurs.
- 73 h 10 Journal.
- 73 h 30 Série : Les visiteurs.
- 74 h 10 Journal.
- 74 h 30 Série : Les visiteurs.
- 75 h 10 Journal.
- 75 h 30 Série : Les visiteurs.
- 76 h 10 Journal.
- 76 h 30 Série : Les visiteurs.
- 77 h 10 Journal.
- 77 h 30 Série : Les visiteurs.
- 78 h 10 Journal.
- 78 h 30 Série : Les visiteurs.
- 79 h 10 Journal.
- 79 h 30 Série : Les visiteurs.
- 80 h 10 Journal.
- 80 h 30 Série : Les visiteurs.
- 81 h 10 Journal.
- 81 h 30 Série : Les visiteurs.
- 82 h 10 Journal.
- 82 h 30 Série : Les visiteurs.
- 83 h 10 Journal.
- 83 h 30 Série : Les visiteurs.
- 84 h 10 Journal.
- 84 h 30 Série : Les visiteurs.
- 85 h 10 Journal.
- 85 h 30 Série : Les visiteurs.
- 86 h 10 Journal.
- 86 h 30 Série : Les visiteurs.
- 87 h 10 Journal.
- 87 h 30 Série : Les visiteurs.
- 88 h 10 Journal.
- 88 h 30 Série : Les visiteurs.
- 89 h 10 Journal.
- 89 h 30 Série : Les visiteurs.
- 90 h 10 Journal.
- 90 h 30 Série : Les visiteurs.
- 91 h 10 Journal.
- 91 h 30 Série : Les visiteurs.
- 92 h 10 Journal.
- 92 h 30 Série : Les visiteurs.
- 93 h 10 Journal.
- 93 h 30 Série : Les visiteurs.
- 94 h 10 Journal.
- 94 h 30 Série : Les visiteurs.
- 95 h 10 Journal.
- 95 h 30 Série : Les visiteurs.
- 96 h 10 Journal.
- 96 h 30 Série : Les visiteurs.
- 97 h 10 Journal.
- 97 h 30 Série : Les visiteurs.
- 98 h 10 Journal.
- 98 h 30 Série : Les visiteurs.
- 99 h 10 Journal.
- 99 h 30 Série : Les visiteurs.
- 100 h 10 Journal.
- 100 h 30 Série : Les visiteurs.

Vendredi 18 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 30 Série : Les visiteurs.
- 14 h 10 Journal.
- 14 h 30 Série : Les visiteurs.
- 15 h 10 Journal.
- 15 h 30 Série : Les visiteurs.
- 16 h 10 Journal.
- 16 h 30 Série : Les visiteurs.
- 17 h 10 Journal.
- 17 h 30 Série : Les visiteurs.
- 18 h 10 Journal.
- 18 h 30 Série : Les visiteurs.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 30 Série : Les visiteurs.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Série : Les visiteurs.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 30 Série : Les visiteurs.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Série : Les visiteurs.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Série : Les visiteurs.
- 24 h 10 Journal.
- 24 h 30 Série : Les visiteurs.
- 25 h 10 Journal.
- 25 h 30 Série : Les visiteurs.
- 26 h 10 Journal.
- 26 h 30 Série : Les visiteurs.
- 27 h 10 Journal.
- 27 h 30 Série : Les visiteurs.
- 28 h 10 Journal.
- 28 h 30 Série : Les visiteurs.
- 29 h 10 Journal.
- 29 h 30 Série : Les visiteurs.
- 30 h 10 Journal.
- 30 h 30 Série : Les visiteurs.
- 31 h 10 Journal.
- 31 h 30 Série : Les visiteurs.
- 32 h 10 Journal.
- 32 h 30 Série : Les visiteurs.
- 33 h 10 Journal.
- 33 h 30 Série : Les visiteurs.
- 34 h 10 Journal.
- 34 h 30 Série : Les visiteurs.
- 35 h 10 Journal.
- 35 h 30 Série : Les visiteurs.
- 36 h 10 Journal.
- 36 h 30 Série : Les visiteurs.
- 37 h 10 Journal.
- 37 h 30 Série : Les visiteurs.
- 38 h 10 Journal.
- 38 h 30 Série : Les visiteurs.
- 39 h 10 Journal.
- 39 h 30 Série : Les visiteurs.
- 40 h 10 Journal.
- 40 h 30 Série : Les visiteurs.
- 41 h 10 Journal.
- 41 h 30 Série : Les visiteurs.
- 42 h 10 Journal.
- 42 h 30 Série : Les visiteurs.
- 43 h 10 Journal.
- 43 h 30 Série : Les visiteurs.
- 44 h 10 Journal.
- 44 h 30 Série : Les visiteurs.
- 45 h 10 Journal.
- 45 h 30 Série : Les visiteurs.
- 46 h 10 Journal.
- 46 h 30 Série : Les visiteurs.
- 47 h 10 Journal.
- 47 h 30 Série : Les visiteurs.
- 48 h 10 Journal.
- 48 h 30 Série : Les visiteurs.
- 49 h 10 Journal.
- 49 h 30 Série : Les visiteurs.
- 50 h 10 Journal.
- 50 h 30 Série : Les visiteurs.
- 51 h 10 Journal.
- 51 h 30 Série : Les visiteurs.
- 52 h 10 Journal.
- 52 h 30 Série : Les visiteurs.
- 53 h 10 Journal.
- 53 h 30 Série : Les visiteurs.
- 54 h 10 Journal.
- 54 h 30 Série : Les visiteurs.
- 55 h 10 Journal.
- 55 h 30 Série : Les visiteurs.
- 56 h 10 Journal.
- 56 h 30 Série : Les visiteurs.
- 57 h 10 Journal.
- 57 h 30 Série : Les visiteurs.
- 58 h 10 Journal.
- 58 h 30 Série : Les visiteurs.
- 59 h 10 Journal.
- 59 h 30 Série : Les visiteurs.
- 60 h 10 Journal.
- 60 h 30 Série : Les visiteurs.
- 61 h 10 Journal.
- 61 h 30 Série : Les visiteurs.
- 62 h 10 Journal.
- 62 h 30 Série : Les visiteurs.
- 63 h 10 Journal.
- 63 h 30 Série : Les visiteurs.
- 64 h 10 Journal.
- 64 h 30 Série : Les visiteurs.
- 65 h 10 Journal.
- 65 h 30 Série : Les visiteurs.
- 66 h 10 Journal.
- 66 h 30 Série : Les visiteurs.
- 67 h 10 Journal.
- 67 h 30 Série : Les visiteurs.
- 68 h 10 Journal.
- 68 h 30 Série : Les visiteurs.
- 69 h 10 Journal.
- 69 h 30 Série : Les visiteurs.
- 70 h 10 Journal.
- 70 h 30 Série : Les visiteurs.
- 71 h 10 Journal.
- 71 h 30 Série : Les visiteurs.
- 72 h 10 Journal.
- 72 h 30 Série : Les visiteurs.
- 73 h 10 Journal.
- 73 h 30 Série : Les visiteurs.
- 74 h 10 Journal.
- 74 h 30 Série : Les visiteurs.
- 75 h 10 Journal.
- 75 h 30 Série : Les visiteurs.
- 76 h 10 Journal.
- 76 h 30 Série : Les visiteurs.
- 77 h 10 Journal.
- 77 h 30 Série : Les visiteurs.
- 78 h 10 Journal.
- 78 h 30 Série : Les visiteurs.
- 79 h 10 Journal.
- 79 h 30 Série : Les visiteurs.
- 80 h 10 Journal.
- 80 h 30 Série : Les visiteurs.
- 81 h 10 Journal.
- 81 h 30 Série : Les visiteurs.
- 82 h 10 Journal.
- 82 h 30 Série : Les visiteurs.
- 83 h 10 Journal.
- 83 h 30 Série : Les visiteurs.
- 84 h 10 Journal.
- 84 h 30 Série : Les visiteurs.
- 85 h 10 Journal.
- 85 h 30 Série : Les visiteurs.
- 86 h 10 Journal.
- 86 h 30 Série : Les visiteurs.
- 87 h 10 Journal.
- 87 h 30 Série : Les visiteurs.
- 88 h 10 Journal.
- 88 h 30 Série : Les visiteurs.
- 89 h 10 Journal.
- 89 h 30 Série : Les visiteurs.
- 90 h 10 Journal.
- 90 h 30 Série : Les visiteurs.
- 91 h 10 Journal.
- 91 h 30 Série : Les visiteurs.
- 92 h 10 Journal.
- 92 h 30 Série : Les visiteurs.
- 93 h 10 Journal.
- 93 h 30 Série : Les visiteurs.
- 94 h 10 Journal.
- 94 h 30 Série : Les visiteurs.
- 95 h 10 Journal.
- 95 h 30 Série : Les visiteurs.
- 96 h 10 Journal.
- 96 h 30 Série : Les visiteurs.
- 97 h 10 Journal.
- 97 h 30 Série : Les visiteurs.
- 98 h 10 Journal.
- 98 h 30 Série : Les visiteurs.
- 99 h 10 Journal.
- 99 h 30 Série : Les visiteurs.
- 100 h 10 Journal.
- 100 h 30 Série : Les visiteurs.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 30 Série : Les visiteurs.
- 14 h 10 Journal.
- 14 h 30 Série : Les visiteurs.
- 15 h 10 Journal.
- 15 h 30 Série : Les visiteurs.
- 16 h 10 Journal.
- 16 h 30 Série : Les visiteurs.
- 17 h 10 Journal.
- 17 h 30 Série : Les visiteurs.
- 18 h 10 Journal.
- 18 h 30 Série : Les visiteurs.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 30 Série : Les visiteurs.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Série : Les visiteurs.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 30 Série : Les visiteurs.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Série : Les visiteurs.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Série : Les visiteurs.
- 24 h 10 Journal.
- 24 h 30 Série : Les visiteurs.
- 25 h 10 Journal.
- 25 h 30 Série : Les visiteurs.
- 26 h 10 Journal.
- 26 h 30 Série : Les visiteurs.
- 27 h 10 Journal.
- 27 h 30 Série : Les visiteurs.
- 28 h 10 Journal.
- 28 h 30 Série : Les visiteurs.
- 29 h 10 Journal.
- 29 h 30 Série : Les visiteurs.
- 30 h 10 Journal.
- 30 h 30 Série : Les visiteurs.
- 31 h 10 Journal.
- 31 h 30 Série : Les visiteurs.
- 32 h 10 Journal.
- 32 h 30 Série : Les visiteurs.
- 33 h 10 Journal.
- 33 h 30 Série : Les visiteurs.
- 34 h 10 Journal.
- 34 h 30 Série : Les visiteurs.
- 35 h 10 Journal.
- 35 h 30 Série : Les visiteurs.
- 36 h 10 Journal.
- 36 h 30 Série : Les visiteurs.
- 37 h 10 Journal.
- 37 h 30 Série : Les visiteurs.
- 38 h 10 Journal.
- 38 h 30 Série : Les visiteurs.
- 39 h 10 Journal.
- 39 h 30 Série : Les visiteurs.
- 40 h 10 Journal.
- 40 h 30 Série : Les visiteurs.
- 41 h 10 Journal.
- 41 h 30 Série : Les visiteurs.
- 42 h 10 Journal.
- 42 h 30 Série : Les visiteurs.
- 43 h 10 Journal.
- 43 h 30 Série : Les visiteurs.
- 44 h 10 Journal.
- 44 h 30 Série : Les visiteurs.
- 45 h 10 Journal.
- 45 h 30 Série : Les visiteurs.
- 46 h 10 Journal.
- 46 h 30 Série : Les visiteurs.
- 47 h 10 Journal.
- 47 h 30 Série : Les visiteurs.
- 48 h 10 Journal.
- 48 h 30 Série : Les visiteurs.
- 49 h 10 Journal.
- 49 h 30 Série : Les visiteurs.
- 50 h 10 Journal.
- 50 h 30 Série : Les visiteurs.
- 51 h 10 Journal.
- 51 h 30 Série : Les visiteurs.
- 52 h 10 Journal.
- 52 h 30 Série : Les visiteurs.
- 53 h 10 Journal.
- 53 h 30 Série : Les visiteurs.
- 54 h 10 Journal.
- 54 h 30 Série : Les visiteurs.
- 55 h 10 Journal.
- 55 h 30 Série : Les visiteurs.
- 56 h 10 Journal.
- 56 h 30 Série : Les visiteurs.
- 57 h 10 Journal.
- 57 h 30 Série : Les visiteurs.
- 58 h 10 Journal.
- 58 h 30 Série : Les visiteurs.
- 59 h 10 Journal.
- 59 h 30 Série : Les visiteurs.
- 60 h 10 Journal.
- 60 h 30 Série : Les visiteurs.
- 61 h 10 Journal.
- 61 h 30 Série : Les visiteurs.
- 62 h 10 Journal.
- 62 h 30 Série : Les visiteurs.
- 63 h 10 Journal.
- 63 h 30 Série : Les visiteurs.
- 64 h 10 Journal.
- 64 h 30 Série : Les visiteurs.
- 65 h 10 Journal.
- 65 h 30 Série : Les visiteurs.
- 66 h 10 Journal.
- 66 h 30 Série : Les visiteurs.
- 67 h 10 Journal.
- 67 h 30 Série : Les visiteurs.
- 68 h 10 Journal.
- 68 h 30 Série : Les visiteurs.
- 69 h 10 Journal.
- 69 h 30 Série : Les visiteurs.
- 70 h 10 Journal.
- 70 h 30 Série : Les visiteurs.
- 71 h 10 Journal.
- 71 h 30 Série : Les visiteurs.
- 72 h 10 Journal.
- 72 h 30 Série : Les visiteurs.
- 73 h 10 Journal.
- 73 h 30 Série : Les visiteurs.
- 74 h 10 Journal.
- 74 h 30 Série : Les visiteurs.
- 75 h 10 Journal.
- 75 h 30 Série : Les visiteurs.
- 76 h 10 Journal.
- 76 h 30 Série : Les visiteurs.
- 77 h 10 Journal.
- 77 h 30 Série : Les visiteurs.
- 78 h 10 Journal.
- 78 h 30 Série : Les visiteurs.
- 79 h 10 Journal.
- 79 h 30 Série : Les visiteurs.
- 80 h 10 Journal.
- 80 h 30 Série : Les visiteurs.
- 81 h 10 Journal.
- 81 h 30 Série : Les visiteurs.
- 82 h 10 Journal.
- 82 h 30 Série : Les visiteurs.
- 83 h 10 Journal.
- 83 h 30 Série : Les visiteurs.
- 84 h 10 Journal.
- 84 h 30 Série : Les visiteurs.
- 85 h 10 Journal.
- 85 h 30 Série : Les visiteurs.
- 86 h 10 Journal.
- 86 h 30 Série : Les visiteurs.
- 87 h 10 Journal.
- 87 h 30 Série : Les visiteurs.
- 88 h 10 Journal.
- 88 h 30 Série : Les visiteurs.
- 89 h 10 Journal.
- 89 h 30 Série : Les visiteurs.
- 90 h 10 Journal.
- 90 h 30 Série : Les visiteurs.
- 91 h 10 Journal.
- 91 h 30 Série : Les visiteurs.
- 92 h 10 Journal.
- 92 h 30 Série : Les visiteurs.
- 93 h 10 Journal.
- 93 h 30 Série : Les visiteurs.
- 94 h 10 Journal.
- 94 h 30 Série : Les visiteurs.
- 95 h 10 Journal.
- 95 h 30 Série : Les visiteurs.
- 96 h 10 Journal.
- 96 h 30 Série : Les visiteurs.
- 97 h 10 Journal.
- 97 h 30 Série : Les visiteurs.
- 98 h 10 Journal.
- 98 h 30 Série : Les visiteurs.
- 99 h 10 Journal.
- 99 h 30 Série : Les visiteurs.
- 100 h 10 Journal.
- 100 h 30 Série : Les visiteurs.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h 15 Réponse à tout.
- 12 h 30 Midi première.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 30 Série : Les visiteurs.
- 14 h 10 Journal.
- 14 h 30 Série : Les visiteurs.
- 15 h 10 Journal.
- 15 h 30 Série : Les visiteurs.
- 16 h 10 Journal.
- 16 h 30 Série : Les visiteurs.
- 17 h 10 Journal.
- 17 h 30 Série : Les visiteurs.
- 18 h 10 Journal.
- 18 h 30 Série : Les visiteurs.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 30 Série : Les visiteurs.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Série : Les visiteurs.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 30 Série : Les visiteurs.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Série : Les visiteurs.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Série : Les visiteurs.
- 24 h 10 Journal.
- 24 h 30 Série : Les visiteurs.
- 25 h 10 Journal.
- 25 h 30 Série : Les visiteurs.
- 26 h 10 Journal.
- 26 h 30 Série : Les visiteurs.
- 27 h 10 Journal.
- 27 h 30 Série : Les visiteurs.
- 28 h 10 Journal.
- 28 h 30 Série : Les visiteurs.
- 29 h 10 Journal.
- 29 h 30 Série : Les visiteurs.
- 30 h 10 Journal.
- 30 h 30 Série : Les visiteurs.
- 31 h 10 Journal.
- 31 h 30 Série : Les visiteurs.
- 32 h 10 Journal.
- 32 h 30 Série : Les visiteurs.
- 33 h 10 Journal.
- 33 h 30 Série : Les visiteurs.
- 34 h 10 Journal.
- 34 h 30 Série : Les visiteurs.
- 35 h 10 Journal.
- 35 h 30 Série : Les visiteurs.
- 36 h 10 Journal.
- 36 h 30 Série : Les visiteurs.
- 37 h 10 Journal.
- 37 h 30 Série : Les visiteurs.
- 38 h 10 Journal.
- 38 h 30 Série : Les visiteurs.
- 39 h 10 Journal.
- 39 h 30 Série : Les visiteurs.
- 40 h 10 Journal.
- 40 h 30 Série : Les visiteurs.
- 41 h 10 Journal.
- 41 h 30 Série : Les visiteurs.
- 42 h 10 Journal.
- 42 h 30 Série : Les visiteurs.
- 43 h 10 Journal.
- 43 h 30 Série : Les visiteurs.
- 44 h 10 Journal.
- 44 h 30 Série : Les visiteurs.
- 45 h 10 Journal.
- 45 h

La controverse sur les Jeux olympiques de Moscou

Le mouvement sportif français est placé devant ses responsabilités

nous déclare M. Jean-Pierre Soisson

Quelle est la position du mouvement sportif français devant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980 ? C'est la question que se posent les dirigeants du Comité national olympique français (CNOF) et du Comité français d'organisation des Jeux olympiques (CFOJ) à l'occasion de la réunion du conseil d'administration du CNOF, qui se tient à Paris, le 17 avril 1980.

Le CNOF, présidé par M. Jean-Pierre Soisson, a réuni à Paris, le 17 avril 1980, son conseil d'administration. Ce conseil a examiné les propositions de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) et du Comité international olympique (CIO) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de football association (FIFA) et du Comité international de football association (CIFA) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Cette décision a été prise à l'unanimité par le conseil d'administration du CNOF. Le CNOF a également décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de basketball (FIBA) et du Comité international de basketball (CIB) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis (ITF) et du Comité international de tennis (CIT) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de volley-ball (FIVB) et du Comité international de volley-ball (CIVB) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de badminton (IBF) et du Comité international de badminton (CIBF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de table tennis (ITTF) et du Comité international de table tennis (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de squash (ISF) et du Comité international de squash (CISF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

Le CNOF a également examiné les propositions de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) et du Comité international de tennis de table (CITF) concernant la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980. Le CNOF a décidé de ne pas recommander la candidature de Moscou pour les Jeux olympiques d'été de 1980.

LOGEMENT

Avant d'acheter un appartement

Quelles précautions prendre avant d'acheter un logement acheté ou en cours de construction. Le Crédit immobilier de l'Ouest donne ces quelques conseils qui ne prétendent pas être exhaustifs.

● Constructions achevées

Pour un logement achevé, neuf ou ancien, l'acte qui liera l'acquéreur et le vendeur est la promesse de vente. Bien qu'il soit préférable de la signer devant un notaire, il s'agit le plus souvent d'une promesse sous seing privé. Elle devra alors être faite en trois exemplaires, un pour l'acquéreur, un autre pour le vendeur, le troisième étant conservé par l'intermédiaire auquel la promesse doit être soumise dans les dix jours, sous peine de nullité.

Dans la majorité des cas, il s'agit d'une promesse unilatérale aux termes de laquelle le vendeur s'engage irrévocablement à vendre, l'acquéreur, quant à lui, ne s'engageant pas à acquiescer. Ce dernier verse un dépôt de garantie, qui appartiendra sous certaines conditions au vendeur, dans le cas où l'acquéreur ne demanderait pas la réalisation de la promesse. Ce dépôt de garantie doit être conservé par le notaire ou par l'intermédiaire.

Mais avant même qu'intervienne la signature de la promesse de vente, on aura intérêt à prendre un certain nombre de précautions :

1) **DEPOT DE GARANTIE.** — Si l'on passe par l'intermédiaire d'un professionnel (agent immobilier, par exemple), il sera demandé le plus souvent 10 % du prix du logement. L'idéal serait de ne rien verser avant la signature de la promesse de vente, mais s'il n'y a pas moyen de faire autrement, on établira un chèque à l'ordre du notaire, du vendeur ou de l'agence qui va le conserver, mais jamais au nom du vendeur lui-même ;

2) **ENVIRONNEMENT.** — Se faire une idée des prix pratiqués pour des logements comparables, dans des quartiers comparables. En visitant l'environnement, on verra à la proximité d'un moyen de transport, d'un commerce, d'un espace vert... et à l'absence de pollution : tous éléments qui influent sur le prix d'un logement.

On se rendra également à la mairie, voire à la préfecture, pour prendre connaissance des projets d'urbanisme : création d'une voie à grande circulation ou d'une zone industrielle, par exemple.

3) **ETAT DES LIEUX.** — Visiter les lieux en présence de leur état. Mesurer les pièces et envisager une visite accompagnée par un professionnel. Se faire communiquer le nom du syndic pour lui demander le montant

● Acquisitions sur plans

En plus des conseils ci-dessus on aura intérêt à veiller aux points suivants avant de signer le contrat de réservation :

— Se renseigner auprès de son banquier sur les capacités financières et techniques de la société de promotion ;

— Demander si la construction bénéficie d'une garantie d'achèvement intrinsèque ou extrinsèque : dans le second cas, ce n'est pas le promoteur mais une banque ou un établissement habilité qui garantit le financement de l'achèvement de la construction, ce qui est préférable.

— Faire préciser le délai de livraison.

— Demander l'état descriptif des lieux (plans, superficies, prestations), en faisant préciser ce que signifient les termes techniques employés.

— "Si la vente se fera à prix ferme et définitif, le prix sera un peu plus élevé, mais c'est le promoteur qui prendra les risques en cas de hausse du

prix de revient de la construction après la signature de l'acte de vente reçu chez le notaire. En cas de prix révisable, l'indication joue sur l'intégralité du prix jusqu'à la signature de l'acte d'achat. Après la signature de cet acte, l'indication ne portera que sur le montant des sommes restant à verser.

Les appels de fonds concernant un immeuble en copropriété verticale sont les suivants : 5 % à la réservation ; 30 % à l'achèvement des fondations ; 70 % à la mise hors d'eau ; 65 % à l'achèvement de l'immeuble ; 100 % à la remise des clés.

Il est conseillé de se renseigner auprès de son notaire sur le montant des frais que ce dernier percevra tant pour les frais d'acquisition que pour les frais de garantie. A titre indicatif pour un appartement, ils sont : en ce qui concerne le neuf de l'ordre de 2 à 3 %, en ce qui concerne l'ancien de l'ordre de 7 à 8 %.

● Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

UN DÉCRET

Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

UN ARRÊTÉ

Fixant les barèmes en fonction desquels seront calculés pour 1980 les contributions des communes dont la police a été étatisée.

Le 17 avril 1980 :

	la ligne	la ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	38,00	45,86
AUTOMOBILES	38,00	45,86
AGENDA	38,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.E.
ANNONCES ENCADREES	33,00	33,00
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,00
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,00
IMMOBILIER	25,00	25,00
AUTOMOBILES	25,00	25,00
AGENDA	25,00	25,00

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

DEBUTANTS libérés du Service National. Examen d'admission E.S.S. - E.C.P. pour étude et développement physique électronique hyperfréquences.

JEUNES INGÉNIEURS

DEBUTANTS libérés du Service National. E.S.S. - E.C.P. etc. pour production.

Adr. C.V. photo (retournée), n° 54120, CONTESSÉ Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEUR 2/3 A

Pour prendre la responsabilité d'un Groupe d'étude et développement de prototypes électroniques aérospatiaux.

INGÉNIEURS 1

Libérés service National. Diplômés Grande Ecole pour ce même groupe d'études.

Adressez C.V. photo (retournée), n° 54119, CONTESSÉ Publ., 30, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmet.

Entreprise T.P. recherche

INGÉNIEUR

DEBUTANT Sudria, Violet ou équivalent

CONDUCTEUR

DE TRAVAUX débutant ETS pour chantiers catenaires région parisiens. Ecrire avec C.V. et photo, Mme Casanova, 132, rue de la Pompe, Paris-16^e.



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

désire engager fin 1980 début 1981, pour sa Direction Générale de la Recherche à La Haye (Pays-Bas) et Berlin (République Fédérale d'Allemagne), des

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

notamment expérimentés en techniques d'ordinateurs (hardware) et en communication téléphonique.

INGÉNIEURS ELECTRICIENS

INGÉNIEURS MECANICIENS

pour effectuer, dans le cadre de la procédure européenne de délivrance de brevets et dans celui de procédures nationales, des recherches documentaires sur l'état de la technique.

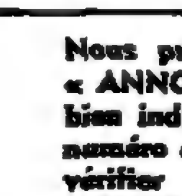
Les candidat(e)s, âgé(e)s de préférence de moins de 35 ans et dépourvus de leurs obligations militaires, doivent avoir la nationalité de l'un des Etats-membres. Ils doivent, en outre, avoir une excellente connaissance de l'une des langues officielles et pouvoir comprendre des textes techniques dans les deux autres (les langues officielles sont : l'allemand, l'anglais et le français).

Les traitements, indemnités et avantages sociaux correspondent à ceux des Organisations Coordonnées (OTAN, O.C.D.E., Conseil de l'Europe...).

Candidatures à adresser pour le 20 mai 1980 au plus tard à :

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

Potentia 2
2288 EE RIJSWIJK
PAYS-BAS



emploi régional

THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES
Centre de CAGNES-SUR-MER

cherche pour renforcer équipe
MAÎTRISE D'ŒUVRE

INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

4 à 5 ans d'expérience comme CHEF DE PROJET domaine technique numérique et informatique.

Adressez C.V. détaillé à THOMSON-CSF, Service du Personnel, S.P. 53, 06082 CAGNES-SUR-MER.

Cabinet d'Expertise Comptable

DAKAR

Recherche un auditeur pour un séjour de trois mois au Sénégal avec des déplacements en Afrique noire.

Env. C.V. et photo à S.P. 439 DAKAR

C. E. DE LA RÉGION EST

RESPONSABLE

DE SERVICE ŒUVRES SOCIALES

En lien avec les structures et groupes du C.E. l'intéressé sera chargé de :

- Concevoir, organiser, gérer, et coordonner les activités sociales et culturelles et d'en contrôler la mise en œuvre.

Le candidat devra posséder une expérience professionnelle en matière d'animations sociales et culturelles et de très bonnes connaissances en gestion et en organisation.

PERMIS V.I. NECESSAIRE

Adressez C.V. manuscrit avec références financières pour le 21 avril au plus tard à REGIE-PRESSE N° 107045 M, 15 bis, r. Réaumur, 75001 Paris.

LE GROUPE TRIUMPH ADLER
c'est 50000 ordinateurs installés dans 140 pays
c'est la filiale de VOLKSWAGEN (120 000 personnes)

LA DIVISION INFORMATIQUE DE TRIUMPH ADLER FRANCE

dans le cadre de son expansion recrute immédiatement

DES PROFESSIONNELLS DE LA VENTE INGÉNIEURS COMMERCIAUX (statut cadre)

Pour ses agences Parisiennes

Nous disposons d'une gamme de produits uniques sur le marché du micro-ordinateur au multiposte.

Les professionnels retenus auront l'expérience de la vente de produits informatiques aux PME.

La rémunération 150000 F et + à quota réalisé (matériel + logiciel)

Adressez votre C.V. (avec photo) à

Mr Kéber PAULMIER Directeur de la Division Informatique
BP 210 - 915 Avenue Paul Doumer 92505 RUEIL - MALMAISON CEDEX

CEGOS

organise une étude spécifique sur

Les salaires des cadres dans les P.M.E.

Enquête-diagnostic 1980

Une base de données fiables et exhaustives, dont l'usage sera réservé aux sociétés adhérentes.

• C'est une enquête exclusivement réservée aux entreprises industrielles et commerciales petites et moyennes.

• Elle traite des données individuelles directement recueillies auprès des sociétés participantes.

• Elle fournit, outre les résultats statistiques, des diagnostics personnalisés qui comparent la rémunération de chaque cadre et de l'ensemble de l'entreprise aux résultats de l'enquête.

• Souscription: 1 000 F H.T.

Pour tout renseignement complémentaire, contacter

S. Peyssou - (1) 772.31.32 poste 41.21
CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 Suresnes.

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS recherche

INGÉNIEURS Débutants

Grande École ou équivalent

Référence C

• Pour l'étude et la production de programmes en temps réel dans le cadre du développement d'un système de communication téléphonique.

• Pour des travaux de programmation dans le cadre d'une étude de nouvelles architectures de calculateur.

Nationalité française exigée

INGÉNIEUR SYSTÈME

Référence D

• Pour étude de systèmes avancés de télécommunications. Créatif et ayant l'expérience dans le domaine des systèmes et réseaux numériques téléphoniques et de données.

Anglais indispensable - Nationalité française exigée

Adressez C.V. et photo en précisant la réf. du poste choisi sous n° 53.462 à L.C.T., boîte postale 40 - 78140 VILLIERS-VILLACOUBLAY.

Importante Entreprise recherche

Cadre Administratif M.E.C. Sup. de Co + DEC, exp. Audit apprécié. Tél. : 297-45-82.

Nous sommes une société française de première importance.

Nous recherchons quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables après un STAGE d'attitude en quelques mois de 5.000 à 7.000 F. MENSUELS

Nous leur offrons :

- Une formation complète ;

- Une activité passionnante ;

- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « BEAU NOUVEAU »

TEL. : 256-31-85.

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :

- SORT de bonnes études ;

- SORT de bonnes études ;

- SORT de bonnes études ;

INGÉNIEURS ELECTRO.

MENES DEBUTANTS

97, rue Réaumur, 75002

Me Sauter - 229-65-15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

(siège PARIS)

Filière C.G.E.

Parmi les trois plus importantes en EUROPE

dans le milieu automobile (accessoires électriques)

recherche pour son SERVICE EXPORT en pleine expansion.

JEUNE INGÉNIEUR

- Electricité

- Bilingue anglais ou allemand.

- Bonnes notions de l'autre langue.

- Déplacements à l'étranger à prévoir.

Env. C.V. photo et présent. à n° 90.970 M - BLEU

17, rue Labat, 94300 Vincennes.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

branche

accessoires automobile

recherche pour son siège à PARIS

JEUNE INGÉNIEUR

SUDRIA - BREGUET - VIOLET - Electricité.

Bonnes notions de l'autre langue.

Pour assister le directeur exportation.

Déplacements à l'étranger prévus.

Env. C.V. photo et présent. à n° 90.970 M - BLEU

17, rue Labat, 94300 Vincennes.

PROGRAMMEURS FPA (Basile)

Etude des possibilités.

Ecr. n° 2145 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75007 Paris ced. 09

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

branche

accessoires automobile

recherche pour son siège à PARIS

JEUNE CADRE

EXPORTATION

(Essec ou Ecoles Supérieures de Commerce) ayant de préférence quelques années d'expérience.

Bilingue anglais et/ou français.

Pour activités commerciales et administratives.

Déplacements à prévoir.

Env. C.V. photo et présent. à n° 90.970 M - BLEU

17, rue Labat, 94300 Vincennes.

INFORMATIS

Société d'ingénierie de SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE TÉLÉMATIQUE pour d'importants projets en temps réel.

INGÉNIEURS LOGICIELS

Maitrisant l'un des systèmes SOLAR-MITRA 10715-POP 11

INGÉNIEURS SYSTÈMES

DOSS/OS CICS-DIT CII H. BULL. 60

INGÉNIEURS MICROS

Logiciel Inter-Sol-Motorola, M. Le Chef du Personnel, 24, r. Daubenton, 75001 Paris.

Filière française d'un groupe international en expansion recherche pour la Région Parisienne

1 Délégué Commercial

pour son département Peintures Bâtiment, Isolation Thermique par l'extérieur, Stanchéité des Façades.

Conditions requises :

- 30 ans minimum.

- Expérience indispensable d'au moins 5 ans.

- Introduit auprès des Prescripteurs (Bureaux d'Etudes, S.I.M.) et des entreprises applicatrices.

Lieu de résidence : Paris ou proche banlieue.

Fonctions : Prospection commerciale et présentations techniques (prescripteurs et applicateurs).

Il devra développer notre marque déjà bien implantée.

Adr. C.V. + photo sous n° 7.990, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 8.

RECHERCHES PERSONNELLES

RCS

ASCENSEURS

Filière Française (3000 personnes) d'une société multinationale recherche un

cadre

pour poste

CHEF DE SERVICE

FACTORISATION-RECOURS

Qualités requises : • commandement (effectif 7 personnes), • connaissances comptables.

Le candidat retenu participera à la réorganisation de son service et en assumera la responsabilité complète après quelques mois.

Adressez CV avec photo et prétentions au Service Central de l'Administration du Personnel

RCS - 1/3 rue Desvoignes

78140 - VILLIERS-VILLACOUBLAY.

CHATEAU MARGAUX

recherche

LA COLLABORATRICE

pour assister la Direction dans tous les aspects de la gestion du domaine, et assurer l'accueil des hôtes de marque.

D'excellente présentation, la candidate devra :

- Être âgée de 35 ans environ, pouvoir justifier d'une expérience professionnelle solide. Être parfaitement bilingue anglais-français (allemand apprécié).

Expérience du secrétariat souhaitée.

Lieu de travail : PARIS (8^e).

Mais déplacements de courte durée.

Adressez curriculum vitae détaillé et photo à :

CHATEAU MARGAUX à l'attention de Mme LEMARQUE, 15, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

Importante organisation professionnelle recherche

INGÉNIEUR OU

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ayant expérience technique et pédagogique pour compléter

équipe chargée de l'assistance aux entreprises dans le domaine de la formation et de la réalisation d'ouvrages pédagogiques destinés aux mécaniciens.

Envoyer C.V. manuscrit, réf. n° 10105 M, REGIE-PRESSE, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ recherche personnes pour

PRISE DE

RENDEZ-VOUS

PAR TÉLÉPHONE

Une première expérience réussie est indispensable.

TEMPS PARTIEL

début de semaine.

Possibilité d'évolution vers fonction commerciale à terme.

Ecrire sous référence 6.787 à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 PARIS.

IMPORTANT CABINET DE BREVETS A PARIS

recherche

INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE

Mécanique-électrique, consultant anglais et allemand. Ayant de préférence expérience en propriété industrielle.

Adressez C.V. et photo à n° 90.970 M - BLEU

17, rue Labat, 94300 Vincennes.

SOCIÉTÉ ASSURANCES POSTE SÉDENTAIRE

I.H. libéré ou I.F. O.M.

Sac C ou D ou niveau

Ecrire M. BISCAYAR LA PROTECTRICE

45, rue de Valenciennes, 75489 PARIS CEDEX 09

Provisoirement à mi-temps

AFFAIRES

I.B.M., XEROX, EXXON, VOLKSWAGEN, S.G.P.M., C.G.E.

De grands groupes industriels avancent leurs pions pour contrôler le futur marché de la bureautique

Hier, la Compagnie générale d'électricité annonçait le rachat de la célèbre firme britannique Ronco. Aujourd'hui, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, un des poids lourds de l'industrie française, s'apprête à prendre une participation dans le capital du groupe italien Olivetti. Demain, la petite société française Secre signera un accord avec la firme suisse Hermès

Précisons. La liste n'est pas exhaustive. On pourrait y ajouter la prise de participation de Volkswagen dans Triumph-Adler, le rachat par Exxon d'une série de sociétés américaines qui n'ont rien à voir avec le pétrole. Un point commun à toutes ces opérations : elles se déroulent dans un secteur appelé à connaître une croissance sensible, celui de la bureautique.

Ce néologisme définit le mariage de la traditionnelle machine à écrire et des autres matériels de bureau avec l'informatique et les télécommunications. Hier, les marchés étaient bien distincts : machines à écrire, calculatrices, mini-ordinateurs, photocopieuses, édition de textes, etc. Aujourd'hui, la technologie aide, les barrières sautent. Le cadre, le secrétaire, le comptable, vont devoir apprendre à vivre et à travailler dans ces « bureaux du futur » où des systèmes basés autour d'un ordinateur permettront tout à la fois de gérer une base de données, l'emploi du temps des cadres, d'imprimer des textes, de préparer le courrier... Tout cela à partir d'un simple poste de travail de secrétaire, doté d'un écran, d'un clavier et d'une petite imprimante.

Pour le moment, cette activité, encore balbutiante aux Etats-Unis, n'intéresse que les très grandes entreprises qui voient là d'abord, quoi qu'on en dise, un moyen de réduire leurs frais de personnel. A terme, les spécialistes croient cependant ce nouveau marché à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Or, par là, 5 à 7 milliards de dollars en 1985. De quoi stimuler les appétits de bien des entreprises. D'autant que ce marché potentiel est relativement ouvert. Ainsi, chacun tente-t-il d'occuper au plus vite le terrain.

En premier lieu, les géants : I.B.M., fort de sa domination en informatique et dans les machines à écrire électroniques, et Xerox, qui met les bouchées doubles, car, s'il n'y prend garde, le rôle de la photocopieuse risque d'être singulièrement réduit dans le « bureau du futur ». La société devrait annoncer prochainement de nouveaux matériels.

Ensuite, les « jeunes loups » de la mini-informatique. Tous Américains. Digital Equipment, Data General, Wang, Prime. Ils viennent tout naturellement à la bureautique grâce à leurs connaissances dans les mini-ordinateurs et les logiciels. Prime vient d'annoncer en annonçant le premier, il y a huit jours, un système intégré qui combine tout à la fois le traitement de textes, la gestion de documents, l'aide au management, la traduction, le courrier électronique. Les spécialistes des machines à écrire, comme l'allemand Olympia, Hermès, Precitec, et la groupe italien Olivetti, qui a de fortes positions également dans les calculatrices de bureau, ne sont pas en reste, non plus que Hewlett Packard.

Enfin, il faut compter avec de nouveaux venus de taille. Volkswagen par exemple, qui voit dans ce secteur un de ses prochains axes de diversification, et qui a pris

LES CHAMBRES DE COMMERCE DEMANDENT LA SUSPENSION DE LA CRÉATION DE GRANDES SURFACES

Le comité directeur de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.) demande que l'on suspende la création de grandes surfaces commerciales en attendant les résultats d'une étude qui ferait le point sur cette question. Le comité directeur estime que le « tissu commercial français » s'est considérablement détérioré, notamment celui des centres de villes et des zones rurales. Il en attribue la cause en partie à la forte augmentation des grandes surfaces commerciales constatée ces dernières années.

L'A.P.C.C.I. estime qu'il convient de faire le point et qu'une pause doit intervenir avant même de connaître les conclusions d'un examen approfondi.

LE DÉBAT SUR LA PARTICIPATION

M. Ceyrac dénonce la mise en place d'un système électoral « destiné à produire des administrateurs »

M. Ceyrac, président du C.N.F.P., a répondu, dans l'émission « Face au public » à France-Inter, mercredi 16 avril, aux questions de journalistes concernant la participation. « La participation, a-t-il dit, ce n'est pas une technique, c'est d'abord un état d'esprit. C'est une certaine conception de la vie de l'entreprise et cela peut être naturellement appuyé par des solutions techniques. » Si ce qui concerne l'actionnariat, M. Ceyrac a regretté que la part de l'entreprise dans le financement ait été fixée à 35 % au lieu de 25 %, et que l'on oblige toutes les sociétés qui se rallieront à ce système à tenir leurs assemblées générales avant le 31 décembre 1980, ce qui est « onéreux » et « compliqué ».

Quant à la présence de cadres dans les conseils d'administration, le président du C.N.F.P. n'y est pas opposé, mais il aurait souhaité que les possibilités actuelles soient plus larges, par exemple que le nombre maximum d'administrateurs, fixé précédemment à douze, puisse être porté à seize pour que les quatre places ainsi dérogées puissent être réservées à des cadres d'entreprise, à condition que ceux-ci continuent à être copropriétaires. M. Ceyrac s'est vigoureusement élevé contre l'installation

dans l'entreprise d'un « système électoral destiné à produire des administrateurs », qui d'aurait ni « les mêmes responsabilités personnelles » ni le même statut que les administrateurs venus par le capital.

Il ne pourrait, selon M. Ceyrac, qu'être « des administrateurs démiurés ». « On est en train de mettre en place dans l'entreprise un double système : le système traditionnel existe déjà et on installe un système qui appellerait électoral-syndicaliste », a poursuivi M. Ceyrac avant d'ajouter : « Je crains que le plein jeu du second ne pose des problèmes au premier et par conséquent, des problèmes graves à l'entreprise ».

À M. Bergeron, secrétaire général de F.O., invité syndicaliste de l'émission, qui s'est déclaré « frappé par l'intensité du vent de réaction qui souffle dans nombre de milieux patronaux », M. Ceyrac a répondu : « Ce qui m'inquiète, c'est que nous n'acceptons pas, les uns et les autres, de changer. Mais ne pas changer n'importe comment ; ne pas changer en utilisant ensemble à ce qui était bon hier, et à ce qu'il faut être demain. C'est cela la vraie politique sociale : c'est être réaliste et progressiste à partir du réalisme ».

MONNAIES

Le renforcement de la surveillance des euro-monnaies Vers la substitution d'un endettement à un autre

Le texte du communiqué publié à Bâle par les gouverneurs de banques centrales (le Monde du 17 avril) a, au moins, le double mérite de dénoncer, premièrement, la menace qu'une expansion indéfinie des prêts internationaux fait peser d'ores et déjà sur le système bancaire et, deuxièmement, la source d'inflation que constitue pour chaque pays la possibilité de recourir en grand, à des crédits extérieurs. On est loin du temps où l'on se félicitait du développement des euro-marchés pour surmonter la « crise pétrolière ».

Il faut dire que depuis plusieurs mois les banques privées, surtout aux Etats-Unis (et notamment la Morgan Guaranty Trust), multiplient les avertissements, faisant savoir qu'elles ne peuvent plus, sans courir des risques insupportables, continuer, comme dans le passé, à accroître leurs opérations de financement indirect des balances de paiement des pays développés (l'importance des déficits tolérés n'étant pas sans rapport avec la quasi-certitude de pouvoir les financer).

La progression de 25 % environ chaque année (parfois plus) des euro-marchés est enfin considérée comme une anomalie. Jusqu'à maintenant une frénésie importante des crédits venus à échéance n'était remboursée que grâce à l'obtention de nouveaux crédits. Le blocage du système pourrait conduire à une crise financière de première grandeur.

Des quelques mesures concrètes décidées à Bâle on se rend, à première vue, tant de dire qu'elles sont très insuffisantes par rapport aux propositions faites initialement, notamment par les Américains et les Allemands. Ces propositions visaient à assujettir les « euro-banques » (c'est-à-dire les banques ayant des dépôts libellés en une autre monnaie que celle du pays où elles sont installées) à un système de réserves obligatoires analogue à celui qui existait dans la plupart des pays. On peut toutefois se demander, à la lumière des différentes expériences nationales, si un tel système est vraiment capable de freiner l'expansion monétaire.

Cela dit, soumettre à une « surveillance renforcée » l'évolution des euro-marchés n'est pas de nature à changer les données du problème. Les banques n'ont-elles pas déjà pris le virage ? Pour s'en assurer, il faut savoir si elles continueront ou non à attirer les dépôts. Leur progression s'est pratiquement arrêtée récemment, mais ce n'est qu'une indication. La vérité est qu'on n'achapera sans doute pas à une liquidation plus ou moins forcée du formidable endettement accumulé par les pays développés. L'endettement n'apparaît plus comme des emprunteurs suffisamment sûrs, quels nouveaux placements va-t-on chercher à trouver pour les excédents pétroliers, que la B.R.I. la prudence de ne pas chiffrer (on parle souvent de 110 à 120 milliards

Sur les marchés des changes

LA BAISSSE DU DOLLAR S'ACCENTUE : 4,30 F A PARIS

La décision de la Chase Manhattan Bank de ramener de 20 % à 19,75 % son taux de base (voir d'autre part) et le réajustement général des taux qui semble s'amorcer aux Etats-Unis et qui s'étend au marché de Francfort ont provoqué, jeudi matin 17 avril, un assez vif recul du dollar sur les grandes places financières internationales. Déjà plus faible mercredi en fin d'après-midi, le dollar américain a vu aussi son cours revenir de 4,325 F à 4,305 F à Paris, de 1,2865 DM à 1,28 DM à Francfort, de 1,74 F.S. à 1,73 F.S. à Zurich, tandis que, à Londres, il baissait 2,5 points pour obtenir une livre sterling contre 2,21 dollars la veille au soir. A Tokyo, enfin, le dollar ne valait plus, en clôture, que 246,02 yens contre 252,20 yens. Les marchés, toutefois, étaient assez peu actifs.

A Londres, le cours de l'once d'or s'est repris, revenant de 520 à 521,50 dollars.

LA CHASE MANHATTAN BANK ABaisse de 20 % à 19,75 % SON TAUX DE BASE

La Chase Manhattan Bank a annoncé mercredi 16 avril sa décision de ramener de 20 à 19,75 % son taux de base (« prime rate »). Cette nouvelle, à peine connue, a provoqué un vif recul du dollar.

Les autres grandes banques américaines vont-elles imiter la Chase ? Telle était la question que l'on se posait à New-York. La décision de la Citibank était particulièrement attendue. La plupart des opérateurs sur le marché (à quelques exceptions près) estiment qu'à 20 % le taux de base des banques est devenu excessif. Ils restent en revanche partagés sur l'ampleur et la rapidité d'une baisse du « prime rate » qui paraît inévitable pour l'instant. Beaucoup dépendent, souligne-t-on, de la tenue de l'économie américaine, qui donne de plus en plus des signes d'essoufflement. Le département du commerce a ainsi annoncé que les mises en chantier de logements ont diminué de 22 % en mars (-25,7 % pour le premier trimestre) alors que les industries de transformation ont travaillé en moyenne, pendant ce même mois, à 83 % de leur capacité, soit 0,4 % de moins que le mois précédent.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
SUDDIVISION DES ETUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
25 quai Gallieni, 92131 SURESNES CEDEX

AVIS
D'ENQUÊTES CONJOINTES PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE
COMMUNE D'ANTONY
CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 67 A, AVENUE DE STALINGRAD

Aménagement entre la rue des Frères et l'avenue de la Division-Lecteur (R.N. 20)
Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 10 mars 1980, il a été prescrite l'ouverture d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant l'opération sur le territoire de la commune d'Antony. Les pièces du dossier concernant chacune de ces enquêtes seront déposées pendant vingt-deux jours consécutifs, du 14 avril 1980 au 5 mai 1980, à la mairie d'Antony, direction générale des services techniques, 14, rue de l'Église, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi, de 9 h. 30 à 12 heures et de 15 h. 45 à 18 h. 15. Enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire.
Les personnes désirant émettre un avis sur l'utilité publique de cette opération pourront communiquer leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux Jours, heures et lieu ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Pierre MEYER, inspecteur divisionnaire hors classe à la S.N.C.F., 1 rue Pissarro, 92017 PARIS, nommé Commissaire Enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire Enquêteur seront tenues à la disposition du public à la mairie d'Antony et à la préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, accueil du public, niveau 1, aux heures normales d'ouverture.

ENQUÊTE PARCELLAIRE :
Les intéressés souhaitant émettre un avis sur les limites d'emprise nécessaires à cette opération pourront, à cet effet, aux Jours, heures et lieu ci-dessus, les adresser au maître d'Antony ou au Commissaire Enquêteur désigné ci-dessus.
Cette publication est faite en application des articles E 11-4 et E 11-20 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ÉNERGIE

La fermeture du dernier puits du bassin houiller de la Loire est repoussée

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La direction des Charbonnages de France avait annoncé en 1978 la fermeture du bassin de la Loire au 31 décembre 1979. La date en avait été reportée à 1979 dans un premier temps, puis au 5 juillet 1980, troisième surêté. Elle vient d'être accordée au puits Piget, le dernier en activité à La Ricamarie. L'exploitation se poursuivra donc après l'arrêt des congés collectifs de juillet dans les chantiers actuels. « Tant que les résultats techniques et financiers resteront au niveau de ceux du premier trimestre 1980 », indique le communiqué rendu public mercredi 16 avril par la direction, qui ajoute notamment que « dans ces conditions, l'exploitation peut durer une partie de l'année 1981 ». Il n'est pas envisagé de reprendre les travaux de préparation d'un autre chantier, « ce qui conduirait à une dégradation des résultats financiers ».

La direction générale affirme d'ailleurs que non seulement aucune embauche n'est prévue, mais que « les ouvriers ne pourront espérer terminer leur carrière à la houillère, en raison de la fermeture du fond, doivent envisager une mutation dans une autre houillère ».

L'objectif de ces mutations reste de quarante en 1980, comme cela était prévu dans le plan de production. Le bassin houiller de la Loire, le plus vieux de France, est aussi le seul où des mesures de conversion autoritaires ont été prises.

Le personnel (sept cent seize ouvriers et cent quatre-vingt employés et techniciens), dont le recrutement a cessé depuis 1965

PAUL CHAPPEL

EXCLUSIF
PARIS COPENHAGUE
en airbus
PARIS 17h55 - COPENHAGUE 19h40
COPENHAGUE 15h00 - PARIS 16h50
TEL : 742.06.14
SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

مكتبة الأمل

Monnaie des euro-monnaies

envisageant à un autre

La monnaie des euro-monnaies envisageant à un autre... (Text continues with details about the currency and its implications for the European market.)

Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne... (Text discusses the economic situation in the UK, including inflation and government policies.)

Israël

En Israël... (Text reports on the cost of living and economic challenges in Israel.)

Suède

En Suède... (Text covers the Swedish budget deficit and its impact on the economy.)

Suisse

En Suisse... (Text discusses the Swiss budget deficit and the role of the Confederation helvétique.)

Le marché interbancaire des devises

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
S. R. U.	4,3845	4,3155	4,2800	4,2500
S. can.	3,6385	3,6465	3,6300	3,6100
Yen (100)	1,7330	1,7480	1,7300	1,7100

Taux des euro-monnaies

	3 1/4	3 3/4	4 1/4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4
DM	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/4	13 1/4	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
S. R. U.	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/4	13 1/4	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

Source: SAS

ÉTRANGER

En R.F.A.

LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 0,6 % EN MARS

Wiesbaden (A.F.P.). — L'inflation se poursuit en R.F.A. et approche les 6 % en taux annuel. Selon les chiffres publiés de l'office fédéral de statistiques, le coût de la vie a augmenté de 0,6 % en mars. En un an, la hausse a été de 5,5 %. Les prix avaient augmenté de 1,1 % en février (+5,6 % par rapport à février 1979) et de 0,5 % en janvier (+5,3 % en taux annuel).

O.C.D.E.

La hausse des prix à la consommation s'est légèrement ralentie en février dans l'O.C.D.E., se situant à 1,2 % contre 1,5 % en janvier. Toutefois, les taux annuels calculés sur la base des douze mois se sont accrus à respectivement 13,1 % et 13,8 %. Selon l'O.C.D.E., l'amélioration enregistrée en février est due à un ralentissement de l'augmentation des produits alimentaires et de l'énergie, alors que les autres éléments de l'indice ont, eux, connu une accélération continue. Durant les douze derniers mois s'achève, le prix de l'énergie a augmenté de 30 %, contribuant pour deux points à la hausse générale de l'indice.

Une conférence de l'O.C.D.E. sur l'emploi des femmes. Plusieurs ministres et hauts fonctionnaires des pays membres devaient examiner pendant deux jours les implications des taux élevés d'activité féminine et la ségrégation dont font l'objet les femmes sur le marché du travail. La mère du président américain a souligné que, depuis son arrivée au gouvernement, son fils a accordé beaucoup de femmes.

SUEDE

La balance suédoise des paiements a enregistré en 1979 un déficit de 10,8 milliards de couronnes contre 200 millions en 1978. La balance commerciale elle-même a excédé de 5,1 milliards en 1978 à un déficit de 4,8 milliards l'année dernière. Le ministère du budget s'attendait en 1979 à un déficit de 8,5 milliards de couronnes seulement. — (A.F.P.)

SUISSE

Le plus important déficit budgétaire de la Confédération helvétique a été enregistré en 1979 : 1 710 millions de francs suisses, ce qui est nettement supérieur au précédent record de 1 570 millions enregistré en 1976. Ce chiffre est toutefois inférieur à l'estimation provisoire publiée voici quelques semaines, et qui faisait état d'un découvert de 1,8 milliard. Le déficit de 1979 est supérieur de près de 1 milliard à celui de 1978 (715 millions). — (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
S. R. U.	4,3845	4,3155	4,2800	4,2500
S. can.	3,6385	3,6465	3,6300	3,6100
Yen (100)	1,7330	1,7480	1,7300	1,7100

Taux des euro-monnaies

	3 1/4	3 3/4	4 1/4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4
DM	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/4	13 1/4	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4
S. R. U.	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 3/4	13 1/4	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15 3/4	16 1/4

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

En Grande-Bretagne

Nouvelle épreuve de force entre la direction et les syndicats de British Leyland

De notre correspondant

Londres. — La direction de British Leyland (B.L.), l'entreprise nationalisée de construction automobile, vient d'engager une nouvelle épreuve de force avec le grand syndicat des ouvriers des transports (T.G.W.U.) dont l'ordre de grève a été suivi par plus de dix-huit mille des quatre-vingt-six mille ouvriers de la compagnie.

Les grévistes ont en effet été informés que, faute de reprendre le travail d'ici mercredi 23 avril, ils seront licenciés sans indemnités. La direction souligne en outre que la prolongation de la grève pourrait entraîner la fermeture définitive de plusieurs usines.

Pour le moment, vingt des trente-quatre usines de B.L. sont affectées par la grève, qui a provoqué l'arrêt d'une dizaine de chaînes de production et mis en danger la construction de la nouvelle voiture Mini Metro, qui représente un investissement de 285 millions de livres. La grève a indirectement entraîné la mise à pied de huit mille cinq cents ouvriers.

L'arrêt du travail avait été décidé la semaine dernière par le T.G.W.U., qui refusait l'offre patronale d'une augmentation salariale comprise entre 5 et 10 %, et liée à des changements substantiels dans l'organisation du travail. Après plusieurs semaines de négociations infructueuses, la direction avait indiqué son intention d'imposer ce règlement, en précisant qu'elle considérerait les ouvriers se présentant au travail à une date donnée comme ayant accepté les propositions patronales. En même temps, elle menaçait les récalcitrants de licenciement.

La direction pouvait difficilement reculer, d'autant plus que l'autre grand syndicat, celui des ouvriers mécaniciens, représentant vingt-trois mille ouvriers de l'entreprise, avait invité ses membres à continuer le travail. Son président, M. Duffy, a déclaré : « Je ne crois pas que B.L. bluffe ». En revanche, M. Evans, président du T.G.W.U., a maintenu son ordre de grève, déclarant qu'il ne se laisserait pas impressionner par l'ultimatum de la direction et qu'il était prêt à soutenir une attitude « brutale » d'un autre côté de la direction renforcera le moral des grévistes et stimulera le rythme de solidarité des ouvriers encore au travail.

A dire vrai, Sir Michael Edwards, président de B.L., est encouragé à poursuivre une tactique qui lui a jusqu'à présent réussi. Son dernier, il avait rallié la

En Israël

LE COÛT DE LA VIE A AUGMENTÉ DE 5,1 % EN MARS

Jérusalem (A.F.P.). — L'indice israélien du coût de la vie a augmenté de 5,1 % en mars, indique le bureau central des statistiques. Toutefois, d'après les experts, il s'agit d'une hausse « réduite » de façon artificielle, le gouvernement ayant diminué pour la fête de la Pâque le prix de plusieurs denrées alimentaires. En fait, selon eux, le panier de la ménagère a subi une hausse de 11,2 % en un mois.

Le bureau des statistiques salue à 55 % le rythme d'inflation annuel durant le premier trimestre de 1980, contre 170 % lors du dernier trimestre de 1979, mais 65 % durant le premier trimestre de 1978. Par rapport à la base 100 fixée en 1976, l'indice du coût de la vie atteint maintenant 617,5.

Les économistes s'attendent, pour avril, à une hausse des prix d'un montant de 10 %, due surtout à l'augmentation des produits alimentaires. Encore le gouvernement a-t-il remis à début mai une majoration de 33 % du pétrole et de ses dérivés.

Aux États-Unis

Ford annonce la fermeture de trois de ses usines

La crise qui touche les principaux constructeurs américains d'automobiles est plus grave que jamais. Au cours des dix premiers jours d'avril, les ventes ont baissé de 15 % par rapport à l'an dernier, pour atteindre, en moyenne journalière, leur niveau le plus bas depuis la crise de 1978. General Motors a été le moins touché des trois grands constructeurs, avec une chute de 11 % de ses ventes, par contre, Ford et Chrysler subissent de plein fouet le recul des ventes, avec des baisses de 33 % et de 32 % respectivement.

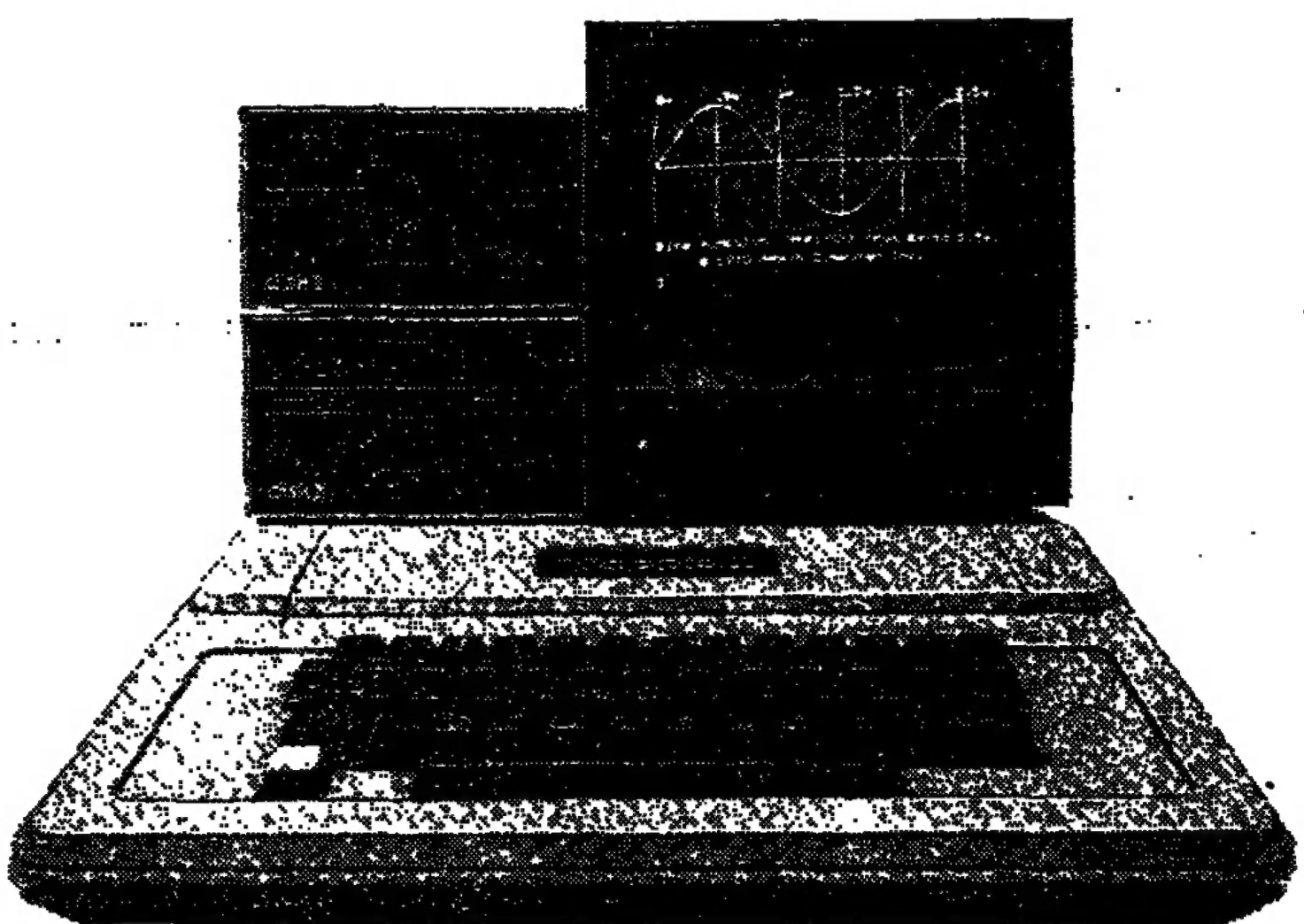
Cette atonie du marché, qui dure depuis plus d'un an, a conduit General Motors, et surtout Ford, à prendre des mesures drastiques en matière de réduction d'activité. A Ford, qui a engagé un lourd programme d'investissement, aura d'autant plus de mal à préserver son équilibre que l'agence de prêt américaine Standard and Poor's vient de le déclasser, rendant plus onéreuses toutes ses opérations financières. De son côté, Chrysler, le plus mal en point des trois géants de Detroit, continue de se battre pour réunir les fonds privés nécessaires à l'obtention de la garantie fédérale de 1,5 milliard de dollars votée en décembre 1979 par le Parlement. M. Miller, secrétaire américain au Trésor, a déclaré, mardi 15 avril, que le groupe aurait à d'ici quelques semaines à s'ill en droit de bénéficier de cette garantie. La commission chargée de superviser le programme d'aide à Chrysler se montrera « aussi flexible que possible », en permettant à Chrysler d'obtenir des fonds où elle le veut, a ajouté M. Miller. Quant à General Motors, le moins touché par la crise, il vient d'annoncer la mise au chômage à la fin du mois de douze mille ouvriers.

LES OUVRIERS DE LA MÉTALLURGIE RATIFIENT UN NOUVEAU CONTRAT DE TRAVAIL

Pittsburgh (A.F.P.). — Les « métallistes » américains ont ratifié, le 15 avril, le nouveau contrat de travail de trois ans négocié par leur syndicat avec les neuf plus grandes sociétés sidérurgiques américaines. Ce contrat, qui entrera en vigueur le 1^{er} août, prévoit des augmentations des salaires horaires de 25 cents la première année, de 20 cents la seconde et de 15 cents la troisième, ainsi que l'amélioration de certains avantages sociaux. Il ne dépasse pas la norme maximale d'augmentation de salaire recommandée par le gouvernement.

Les « métallistes », qui bénéficient déjà d'une clause d'ajustement des salaires en fonction du coût de la vie, vont demeurer parmi les ouvriers les mieux payés des États-Unis. Leur gain horaire moyen est actuellement de 11,06 dollars (48,7 F.). Les neuf plus grandes entreprises sidérurgiques américaines emploient deux cent quatre-vingt mille ouvriers. Deux cents autres plus petites, employant ensemble près de cent soixante-dix mille personnes, s'aligneront en principe sur les grandes lignes du nouveau contrat.

Patrons, maîtrisez vos informations



apple II est le tableau de bord de votre entreprise.

Analyse des ventes, prévisions budgétaires, plans d'investissement, d'amortissement, simulations de marketing, optimisation de la gestion... ce ne sont que quelques-unes des possibilités d'un ordinateur portable pesant moins de cinq kilos, APPLE II, auxquelles s'ajoutent l'ensemble des fonctions comptables, de facturation et de tenue de stocks.

Né des extraordinaires progrès de la miniaturisation en électronique, APPLE II permet la mise en application de tout un système de programmes économiques (« Econosys »), capables de rendre d'immenses services aux responsables d'une entreprise et à leurs collaborateurs. Ceux-ci l'utiliseront aisément car le maniement d'APPLE II est accessible à tous et ne nécessite aucune formation.

spécialisée. Sa simplicité d'utilisation, l'étendue de ses champs d'application, sa robustesse et son prix ont déjà conquis plus de 100.000 utilisateurs dans le monde.

Pour mieux contrôler l'avenir de votre entreprise, sachez, vous aussi, utiliser toutes les ressources de la micro-informatique.

Conçu et fabriqué en Californie, APPLE II est distribué dans toute la France par un réseau de distribution qui vous apporte une assistance après-vente rapide et efficace.



marque déposée

Importateur : SONOTEC 5, rue François Ponsard - 75016 PARIS

Liste des Dépositaires dans toute la France : Région Parisienne : CART EXPERT - 2A DES BETHUNES 6, rue de l'Équerre B.P. 446 95005 CERGY-PONTOISE CX - ANGLADE 7, rue St Lazare 75009 PARIS - E.M.F. 35, rue des Vieux de Bois 92700 COLOMBES - F.M.A.C. 136, rue de Rennes 75006 PARIS - ILLE 143, av. l'Éclair 75015 PARIS - INTERSOFT 58, rue Pierre Charon 75003 PARIS - K.A. 6, rue Danton 75017 PARIS - M.I.D. 47, av. de la République 75011 PARIS - MICRODATA INTERNATIONAL 25, rue de Condé 75006 PARIS - PENTASOFT 5, rue Maurice Borel 75016 PARIS - COMEX 81, rue de l'Éclair 75015 PARIS - SPARK 2, place de la République 75003 PARIS - TRAVEL INFORMATION 64, bd Beaumarchais 75001 PARIS - Région Nord : LEANDRO 236, rue St-Carnot 59320 HAUBOURDIN - MICROMEGA 35, rue de l'Éclair 59300 VALENCIENNES - Région Est : A.V.M. 2, rue du Bonheur S.P. 544 88002 EPINAL - METZ 15, rue du Bonheur 57000 STRASBOURG - MICROLOG 85, bd Symphonie 57050 LONGVILLER LES METZ - O.M.A. PARMETER 9, rue de l'Éclair 67000 STRASBOURG - Tour de l'Éclair 68000 MULHOUSE - INFORMATIQUE ASSISTANCE 64, rue Monge 21000 DIJON - Région Rhône-Alpes : ALPHASYSTEMES 51, rue Thiers 38000 GRENOBLE - EUROPROCESS 3200 74210 FAYENS - NUMERALS 2, quai St Antoine 69002 LYON - SYCOM 112, rue St-Martin 69000 LYON - TEMPO 5, bd Maréchal Foch 38000 GRENOBLE - Région Sud : OASIS 30000 BORDEAUX - CORBELLON 101, rue de la République 33000 BORDEAUX - E.I.P. INFORMATIQUE 4149, rue Broc 33000 BORDEAUX - I.E.S.O. 3, place J. Jaurès 33000 BORDEAUX - SCORPION 14, rue Le Corbusier 33090 AXEN-PROVENCE - SOUBRIOT 19, rue J.F. Kennedy 33000 TOULOUSE - ONDE MARITIME 28, bd du Midi 06150 CANNES LA BOCCA - F.N.A.C. MARSEILLE Centre Bourse 13220 MARSEILLE CEDEX 01 - PROVENCE SYSTEME 74, rue Sante 13007 MARSEILLE - Région Ouest : E.O.B. 208, rue Prémaritime 72000 LE MANS - MICRO 16 Résidence Arcyphos A 50 16000 ANGOULEME - SCORPION 27, rue J. Jaurès 76000 ROUEN - S.E.M. 55, rue F. Mitterrand 27000 EVREUX CX - Région Centre : IMPACT 4, rue des Sains 63000 CLERMONT-FERRAND - NEYRAL 3, bd Desaix 63000 CLERMONT-FERRAND - Outre-Mer : MICRO SYSTEMES SERVICE S.P. 253 97430 LE TAMPON LA REUNION.

SOCIAL

APRÈS LES NOUVELLES CORRECTIONS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Les demandes d'emploi ont pour la première fois, en mars, été supérieures à 1400 000

Pour le cinquième mois consécutif, le chômage s'est aggravé en France en mars. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est passé de 1 390 700 en février à 1 415 100, soit une augmentation de 1,8 % en un mois (34 400 chômeurs de plus). En un an, cette hausse a été de 7,6 % (100 500 demandes d'emploi supplémentaires).

Officiellement, c'est même la première fois que la barre des 1 400 000 est franchie. En effet, si ce cap avait déjà été dépassé, en juillet et août 1979, avec les statistiques de l'époque, il apparaît aujourd'hui, après l'imputation, comme chaque année au 1^{er} janvier, d'un nouveau coef-

ficient de correction des variations saisonnières — que ce coefficient appliqué rétrospectivement ramène le nombre des demandes d'emploi en juillet et août 1979 à environ 1 390 000 personnes.

On sait que les données corrigées constituent le meilleur baromètre de la situation de l'emploi, permettant d'une saison à l'autre la comparaison la plus juste de statistiques que les variations saisonnières perturbent profondément. Or, dans sa communication au conseil des ministres de mercredi, M. Jean-Marie Lemaire, ministre du travail et de la participation, n'a indiqué que le nombre des demandes d'emploi en données brutes : dans son journal de 20 heures, le 18 avril, l'Antenne 2

a fait de même. Reviendrait-on ainsi à cette ancienne et fallacieuse méthode — qui avait cours sous M. Bouillon, alors ministre du travail — et qui consistait à prendre en compte tantôt les données corrigées, tantôt les données observées, selon que les chiffres sont plus ou moins favorables à la politique gouvernementale ?

En données brutes, le chômage a diminué de février à mars, comme il est habituel à cette époque de l'année, revenant de 1 447 600 demandeurs à 1 412 300, soit une baisse de 2,4 %. Cette réduction de 35 300 unités en un mois est légèrement supérieure à celle enregistrée à la même époque en 1979 (— 28 900) et en 1978 (— 26 700). Pour M. Lemaire, le niveau « satisfaisant » de l'activité économique et les résultats du troisième trimestre pour l'emploi (405 000 personnes placées au 31 mars) expliquent cette situation. La part des jeunes, dans le total des « sans-travail », est tombée de 43,3 % en février à 39,8 % en mars. Mais elle n'était que de 39 % en mars 1979, alors que le deuxième pic avait produit des effets moindres.

LES GRÈVES DU 24 AVRIL

La C.G.T. organise un défilé de l'Opéra à la Bastille

La C.G.T. prépare activement la journée nationale de grèves et de manifestations qu'elle lance le 24 avril. L'initiative prise unilatéralement par la grande centrale est, aux yeux de la C.F.D.T., la confirmation de la volonté anti-unitaire de la C.G.T. Volonté qui, estiment les cégétistes, s'est notamment exprimée pour la célébration du 1^{er} mai.

Le 24 avril, à Paris, la C.G.T. organisera un défilé qui partira à 10 heures de l'Opéra pour aller jusqu'à la Bastille. Un arrêt de travail de vingt-quatre heures est déjà décidé par les fédérations C.G.T. de P.T.T., de l'équipement, des travailleurs de l'ébat et par le Syndicat national de la direction des impôts. Les unions départementales des Hauts-Alpes, de l'Eure, du Gers, de Lot-et-Garonne, du Loiret, du Morbihan et de la Vienne.

La Fédération du Livre C.G.T. fera connaître d'ici vingt-quatre heures si elle se joint au mouvement, ce qui entraînerait l'absence de quotidiens du 24 avril. Les débrayages sont prévus par région qu'étaient antérieurement fixés les électriciens C.G.T. et C.F.D.T. commenceront le 24 avril et doivent se prolonger jusqu'au 30, amenant sans doute des coupures.

Les enseignants de la F.E.N. de leur côté, avaient, le 10 avril, décidé un mouvement de grève de manifestations du 24 au 29 avril pour réclamer les mesures propres à assurer dans des conditions satisfaisantes la rentrée d'octobre 1980.

LA C.F.D.T. : la C.G.T. confirme sa volonté non unitaire.

La C.F.D.T. relève que, en choisissant la date du 24 avril, la C.G.T. « entend porter à son crédit les actions décidées unilatéralement et unilatéralement dans plusieurs secteurs professionnels ». Le bureau national cégétiste considère que la C.G.T., en prenant seule l'initiative de la journée nationale, « confirme sa volonté non unitaire, en ne laissant d'autre choix à ses partisans que de rejeter ou le valablement ». Cette décision, ajoute-t-il, « de toute évidence, ne correspond pas à la politique d'action de la C.F.D.T. ».

Les cégétistes paraissent surtout vouloir mettre la C.F.D.T. au pied du mur. « Si la C.F.D.T. veut réaliser l'unité pour amplifier la lutte, elle peut de nouveau se retrouver à nos côtés le 24 avril au cours de la journée d'action professionnelle », déclarait ainsi

M. Dumex, dirigeant de l'Union C.G.T. du Nord, au meeting qui s'est tenu à Lille le 16 avril. Le même jour, à Paris, l'ultime réunion entre les représentants parisiens C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. relative à l'organisation d'un 1^{er} mai unitaire, s'est soldée par un échec, chacun restant sur ses positions.

Ce qui fait dire au Syndicat des correcteurs C.G.T. : « Qu'est-ce qu'un 1^{er} mai où la C.G.T. manifeste de République à Saint-Lazare, où la C.F.D.T. se rassemble à la Bastille, où la F.E.N. défile au Père-Lachaise et où la F.E.N. s'abstient ? »

« La division artificiellement entretenue est étrangère aux préoccupations réelles des travailleurs : comment lutter contre le chômage, contre l'augmentation du coût de la vie ? »

« Fin de la grève des transports en commun gendarmes. Le personnel de la société d'économie mixte des transports de l'agglomération grenobloise (SEMITAG) a voté, ce jeudi 17 avril, la fin de la grève qui avait commencé le 31 mars. Après un premier accord le 10 avril sur les conditions de travail et la réorganisation de l'entreprise, le conseil général de l'Isère et le syndicat intercommunal de l'agglomération grenobloise ont accepté de ne pas mettre en cause l'indépendance salariale de la SEMITAG sur la grille de la S.N.C.F. »

Il en coûtera une dépense supplémentaire de 500 000 à 700 000 F aux collectivités locales. — (Corresp.)

« Référé d'expulsion des grévistes de la C.I.T.-Alcatel. — Une certaine tension régnait ce jeudi 17 avril à l'usine C.I.T.-Alcatel de Saint-Rémy-de-Maurienne (Savoie), une entreprise de matériel téléphonique, après un référé du tribunal d'Albertville (Savoie) ordonnant l'expulsion des grévistes qui occupent l'usine depuis le 19 février. Les quelque 180 salariés de cette entreprise réclament la garantie de leur emploi, l'usine de Saint-Rémy-de-Maurienne devant cesser son activité l'été prochain.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE

OFFICE NATIONAL DES ALIMENTS DU BÉTAIL « SECTEUR AVICULTURE »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office National des Aliments du Bétail (O.N.A.B.) lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Poussins reproducteurs « chair » ;
- Poussins reproducteurs « ponte » ;
- Poussins destinés à la consommation ;
- Dindonneaux d'un jour.

Chaque cahier de charges peut être retiré par les entreprises intéressées au siège de l'O.N.A.B., 25, boulevard Zighout-Youcef, Alger, contre la remise d'une somme de 100 DA. La date limite de remise des offres est fixée au 30 avril 1980 à 12 heures.

Les soumissionnaires devront faire parvenir leurs offres à l'O.N.A.B., 25, boulevard Zighout-Youcef, Alger, sous double enveloppe cachetée portant la mention « A ne pas ouvrir » avec l'objet de la soumission.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

CINQ MILLE MANIFESTANTS ONT PARTICIPÉ A LA « MARCHÉ » DE LA C.G.T. SUR LILLE

(De notre correspondant.)

Lille. — La « marche sur Lille » organisée par la C.G.T. le 16 avril a rassemblé environ cinq mille manifestants venus des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Au cours du meeting qui a précédé le défilé, M. Krasucki, secrétaire confédéral, a notamment déclaré : « Il est insupportable d'admettre que dans les années à venir l'emploi individuel va reculer à raison de cent mille unités par an dans notre pays. (...) Cette région, c'est le charbon, sources d'avenir, c'est l'acier, la textile, la possibilité d'une industrialisation moderne et diversifiée... »

Parlant de l'unité syndicale, il a poursuivi : « Nous ne nous laissons pas impressionner par l'embroute. Il est temps de frapper un grand coup, comme au bon vieux Ca sera notre journée nationale du 24 avril, que les chômeurs favorisent puisque les enseignants et les travailleurs d'État ont déjà prévu une action de jour. (...) Cette journée sera unitaire et mieux cela vaudra. (...) A place pour tout le monde et pour toutes les organisations syndicales. (...) C'est dire que la marche doit se dérouler le 24 avril à partir de 14 heures, qui doit être le prolongement normal. »

« Augmentation des tarifs des dentistes. La Confédération nationale des syndicats dentaires, la plus importante organisation des chirurgiens-dentistes, avait, au 31 mars, décidé unilatéralement de relever les tarifs de 6 %. A son tour, l'Union syndicale odontologique majeure les lettres de façon plus modérée : le « D » passe à 9,30 F et le « S.C.P. » à 9,50 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

USINOR

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Ces exercices ont été marqués par la poursuite de la réalisation du plan de restructuration industrielle de la Société et par l'apport par la Société Cockerill de son usine de Rehon (Nord) à l'usine de Mouscron (Belgique).

Le conseil a également arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

LA MARCHÉ SUR PARIS DES ÉLECTRICIENS ET DES GAZIERS Selon la direction de l'E.G.F., 40 à 45% des agents ont cessé le travail le 16 avril

Selon la direction de l'E.G.F., 40 à 45 % des électriciens et gaziers ont cessé le travail mercredi 16 avril, notamment pour participer à la « marche sur Paris » (nos dernières éditions datées 17 avril), organisée par les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. Ce rassemblement a réuni de vingt mille à trente mille agents de l'E.G.F., selon les syndicats, dix mille selon la police. Pour les militants de province, un train spécial (en provenance de Toulouse) et cent soixante autocars avaient été affectés.

Cette manifestation avait pour but de réclamer « la remise en ordre des rémunérations et la réduction du temps de travail » et de protester contre deux propositions de loi visant à « remettre en cause le droit de grève et les activités sociales » de l'E.G.F.

Elle a été tranchée, par son originalité, avec les récentes manifestations organisées dans la capitale : défilé très « coloré » (costumes régionaux et orchestres), le matin, entre la porte d'Asnières et la porte de la Chapelle, et la nuit, entre la porte de la Chapelle et la porte de la Flandre, dans le huitième arrondissement (siège de l'E.G.F.), terminée par des prises de parole des secrétaires généraux des fédérations M.M. Pichon (C.F.D.T.) et Dubel (C.G.T.), « pique-nique » géant, le midi, place des Invalides ; trois cortèges, l'après-midi, vers la direction de la distribution de l'électricité, l'Assemblée nationale et le ministère de l'Industrie.

Cette « marche sur Paris » s'est accompagnée d'une baisse de la production, mais n'a pas provoqué de coupures de courant. Il n'en sera peut-être pas de même du 24 au 30 avril : dans cette pé-

riode, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. appellent, en effet, à des grèves tournantes, région par région. Elles se rencontreront ce jeudi après-midi pour en fixer des modalités qui seront ensuite soumises à l'ensemble des cent trente-cinq mille agents de l'E.G.F.

« Pour protester contre l'expulsion d'un travailleur syndicaliste, les permanents anti-expulsions du dix-huitième et du dix-neuvième arrondissement organisent une réunion publique samedi 19 avril, à 15 heures, à la Maison du quartier, 8, rue du Frère-Saint-Gervais, à Paris 17019. Les organisateurs prévoient d'envoyer une délégation au ministère de l'Intérieur pour obtenir l'annulation de la mesure qui frappe M. Moré, un immigré arrivé en France en 1975, et dont le renouvellement de séjour a été refusé, affirmant-il, à la suite d'une erreur administrative.

« Retraites : intégration de la caisse des V.R.P. à l'AGIRC. — L'I.R.P.V.R.P., le régime de retraites complémentaires des V.R.P. (voyageurs, représentants, placiers) sera intégré à l'AGIRC (Association des régimes de retraites complémentaires des cadres) au 1^{er} janvier 1981. C'est ce qu'a annoncé mardi l'AGIRC, dans un communiqué qui souligne que cette décision est « la conclusion directe des liens qui existaient préalablement entre les régimes de retraite et l'effort de solidarité dont a fait preuve récemment le régime des cadres en apportant son concours financier à l'I.R.P.V.R.P. », qui était en situation financière délicate.

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

L'assemblée générale ordinaire des sociétés de la Caisse centrale des banques populaires s'est tenue le 15 avril 1980 sous la présidence de M. Henri Barre qui a résumé le bilan de l'exercice 1979. M. Yves Malacot, administrateur, a fait valoir ses droits à la réélection et a été nommé président d'honneur.

Le bilan, arrêté au 31 décembre 1979, totalise 2,8 milliards de francs contre 1,7 milliards de francs la fin de l'exercice écoulé, soit une augmentation de plus de 60 %. Les bénéfices nets, après constitution de différentes provisions et dotation aux amortissements (1.188.782 F), s'élèvent à 25.124.689 F contre 30.633.944 F l'année précédente.

Compte tenu du montant des emprunts obligataires et des affectations décidées par l'assemblée générale, les capitaux propres des sociétés dépassent 2,5 milliards de francs ; les fonds propres « strictement » s'établissent à 338 millions de francs.

L'assemblée générale a approuvé

La Société Johnson Française poursuit le développement de son secteur « Hygiène » au monde.

Faiblement accablé, ce produit totalement nouveau vient compléter la ligne de toilette Tahiti au monde qui comprend déjà Tahiti Bain et Tahiti Douce.

Avec Tahiti l'eau douce au monde, c'est l'important marché de la parfumerie alcoolique qu'abordera aujourd'hui la Johnson Française, l'impulsion de son président-directeur général, Jacques Andréassens.

MANURHIN

Dans sa dernière séance, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er} mai 1979 au 31 décembre 1979.

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice d'une durée exceptionnelle de huit mois s'étendant du 1^{er}

LES MARCHÉS FINANCIERS

LA MARCHÉ SUR PARIS DES ÉLECTRICIENS ET DES GAZ
Selon la direction de l'E.G.F., 40 à 45% des agents ont cessé le travail le 16 avril

Dans un marché encore plongé dans une semi-léthargie, l'indice des valeurs françaises a cédé jeudi 0,35 % en moyenne. Ce léger repli a masqué toutefois quelques hausses sensibles résultant pour la plupart d'écoulements résultant publiés par les sociétés.

Compte tenu de l'atmosphère politique en France, de la situation de l'emploi (aggravation du chômage en mars), des difficultés de l'économie mondiale et de la récession qui se dessine aux Etats-Unis, la cote a somme toute, assez bien résisté, estimant les opérateurs décaissés. D'autant plus que mercredi, après avoir vu progresser la ouverture, la Bourse de New-York avait enregistré, en définitive, une baisse de 12 points.

On relevait donc quelques gains appréciables, notamment ceux de Mumm (+ 5,5 %), de Fraternité (+ 5 %), des Dockes de France (+ 4 %), des Ciments Français et de Pechelbronn (+ 3,3 %), de Primagaz, U.T.A. et Lafarge (+ 2,5 %). Legrand, qui annonce une nouvelle attribution d'actions gratuites et une augmentation du dividende, a terminé la semaine en hausse de 2,5 %.

Le chapitre des banques, on notait les Skis Rossignol (+ 4 %), CEM (- 3,8 %), Sias (- 3,5 %). Majorité et Perrier, au plus bas de l'année (- 3 %).

L'or repart du terrain dans un marché calme, le chiffre d'affaires étant retombé à 22 millions de francs contre plus de 27 la veille.

La parité de l'once a cédé 2 % en cotant 558,68 dollars contre 569,80 dollars mercredi. Le lingot d'un kilo a fini à 72 000 F (- 2 600 F). En revanche, le napoléon s'est élargi de 200 F à 673,70 F.

Au compartiment des valeurs étrangères, les américaines paient un tribut sensible à la baisse.

Taux du marché monétaire
Effets privés, du 17/4 12 1/2 %

Effets publics, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

Effets de change, du 17/4 12 1/2 %

PARIS 17 AVRIL

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

Effritement

LONDRES

La Bourse de Londres est très calme, les Fonds d'Etat se sont repliés en raison notamment du nouveau emprunt lancé ce jour. Toutefois, les banques ont vu leurs valeurs immobilières assez bien disposées. Enfin, les sociétés ont vu leur terrain ainsi que les mines d'or.

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

De (ouverture) (dollar) 511 50 contre 510

NEW-YORK

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Rechute

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GUERRE ET PAIX : « Gravyon ou Vence ? », par Jean Luloy ; « Un monde trop douillet », par Michel Carrel ; « Des mots, des mots, des mots », par Daniel Amson.

ÉTRANGER

2. AFRIQUE : ALGERIE : la revendication culturelle berbère.
- TRIBUNE INTERNATIONALE : « Pour comprendre les manifestations d'Alger et de Tizi-Ouzou », par Mbarek Radjela.
- 4-5. PROCHE-ORIENT : IRAN : un entretien avec le secrétaire général de Toudah.
- 6-7. DIPLOMATIE : 7. EUROPE : PORTUGAL : le général Soares Corneio est le candidat de la coalition gouvernementale à l'élection présidentielle.
8. AMÉRIQUES : CUBA : 400 réfugiés ont quitté La Havane pour le Costa-Rica.
8. ASIE : CAMBODGE : le prince Sihanouk se dit prêt à rentrer dans son pays et à coopérer avec les autorités pro-vietnamiennes.

POLITIQUE

9. La désignation des magistrats à l'Assemblée nationale.
- Les responsabilités des collectivités locales au Sénat.
- La direction du P.S. adresse une sévère mise en garde à M. Michel Rocard.
12. « Le bilan de quarante-neuf élections cantonales » (III), par Raymond Barrillon.

ÉQUIPEMENT

14. TRANSPORTS : ENVIRONNEMENT : URBANISME

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : la France et le Marchand, de P. Barbès.
- Peter Handke et l'art du fragment.
- Le dernier chant de Sulfon.
16. LA VIE LITTÉRAIRE
17. ROMAN : Jean-Louis Carris.
18. HISTOIRE LITTÉRAIRE : regards sur Rimbaud.
19. LETTRES ÉTRANGÈRES : Cabrera Infante, un maître de l'artifice ; l'errance de Monzur.
- 20-21. Après la mort de Jean-Paul Sartre.

SOCIÉTÉ

22. JUSTICE : la condamnation de Minute et du Canard enchaîné pour diffamation envers les candidats du président de la République.
23. MÉDECINE
- 23-24. ÉDUCATION : hypothèses d'école.
28. SPORTS

CULTURE

25. THÉÂTRE : féminisme et Comédie-Française.
- CINÉMA

INFORMATIONS « SERVICES »

29. LOGEMENT : avant d'acheter un appartement.

ÉCONOMIE

32. AFFAIRES : CONJONCTURE
34. SOCIAL : Chômage : pour la première fois, en mars, le cap des 1 400 000 demandeurs d'emploi est franchi.

RADIO-TELEVISION (28)
 Annonce classées (30 et 31) ; Carnet (27) ; Journal officiel (29) ; Arlequin, Loterie nationale, Loto (28) ; Météorologie (29) ; Mots croisés (28) ; Programmes spectacles (28 et 27) ; Bourse (28).

Le numéro de « Monde » daté 17 avril 1980 a été tiré à 581 188 exemplaires.

CHEMISES
 à vos MESURES
 175 F
JACQUES DEBRAY
 31, bd Malesherbes - ANJ. 15-41

A B C D E F G

A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Les parlementaires du centre droit modèrent leur projet de sanctions contre l'Iran

De nos envoyés spéciaux

Strasbourg. — L'Assemblée européenne devait arrêter sa position, ce jeudi 17 avril, sur les événements d'Iran. Les trois groupes du centre droit — démocrates-chrétiens, conservateurs britanniques et libéraux — qui, mardi, étaient favorables à l'adoption d'un texte très « musclé », prévoyant la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran ont, depuis, sensiblement assoupli leur position.

Mardi soir les trois groupes semblaient décidés à partir en guerre contre le gouvernement de Téhéran. Le projet de résolution mis au point par M. Ferguson (conservateur, Royaume-Uni), Berkhout (libéral, Pays-Bas) et Blumenthal (démocrate-chrétien, R.F.A.), estimait que les relations diplomatiques devaient être suspendues, à moins que les otages ne soient libérés, et invitait les Neuf à prendre des sanctions en liaison étroite avec les États-Unis. Seul le groupe libéral, expliquait-on, réclamait quelques corrections afin de rendre la formulation moins brutale.

En fait, le nouveau projet tel qu'il se présentait mercredi soir est bien différent de l'ancien. Il continuait d'inviter les Neuf à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles, en consultation étroite avec les États-Unis et les autres membres de l'Alliance atlantique, pour obliger les autorités iraniennes à libérer les otages. C'est seulement si cette action n'aboutissait pas que les Neuf étaient invités à envisager, le cas échéant, de suspendre les relations diplomatiques avec l'Iran et les États membres de la Communauté.

Le changement de ton est certain. Qui plus est, les sanctions se poursuivaient jeudi matin afin de voir s'il était possible d'élargir le consensus, de parvenir à un texte auquel sinon le groupe socialiste tout entier, du moins une partie de ses membres, seraient en mesure de souscrire. Ce groupe socialiste avait mis au point, entre temps, son propre projet de résolution. Il consistait à la nécessité pour l'Europe d'adopter en l'affaire des positions communes et d'employer toutes les ressources de sa propre diplomatie, mais en garde contre la tentation de solutions militaires ou celle d'un blocus économique, et invite les Neuf à « déceler des démarches politiques graduelles visant à souligner la volonté des pays membres d'obtenir la libération des otages ».

Comment expliquer que les groupes de centre droit se soient décidés à modérer leurs propos ? L'action dans ce sens du groupe libéral, en particulier, de ses membres français, n'est pas à négliger. En outre, l'intervention faite mercredi par M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères et président d'exercice du conseil des ministres des Neuf, n'était pas de nature à encourager les boutefeux. Tout en condamnant la détention des otages américains et en regrettant le refus des autorités de Téhéran de faire passer les otages sous leur contrôle, il a aussi défini les trois composantes qui sont à l'origine des décisions prises par les Neuf : 1) « Le respect de

NOUVEAUX APPELS A LA CLÉMENTINE POUR LES CONDAMNÉS A MORT DE GAFSA

Huit avocats tunisiens ont demandé, mercredi 16 avril, au président Bourguiba, de prendre des mesures de grâce pour huit des treize membres du commando de Gafsa condamnés à mort par la cour de sûreté de l'État. Les défenseurs des cinq autres condamnés à la peine capitale avaient été reçus la veille par le chef de l'État tunisien.

D'autre part, la Ligue tunisienne des droits de l'homme a adressé mercredi un télégramme au chef de l'État tunisien, demandant la clémence pour les treize condamnés.

● A Strasbourg, le groupe des quarante-quatre communistes et apparentés au Parlement européen a envoyé mardi un télégramme au président Bourguiba, lui demandant de surseoir à l'exécution des treize condamnés à mort.

● A Paris, un rassemblement de protestation devait se tenir ce jeudi 17 avril à 18 h. 30 devant la Bourse du travail, sous l'égide de la Campagne pour la vie sauve des militants de Gafsa.

Effort poursuivi avec difficulté par le peuple iranien pour exprimer ce qui est propre à son pays ; 3) « Le prudent sous des ne pas introduire d'autres éléments de perturbation dans une situation déjà très délicate, ainsi que de sauvegarder des intérêts légitimes » ; 4) « 24 surtout notre pleine solidarité avec le peuple et le gouvernement des États-Unis ».

Le débat de mercredi sur les amendements à apporter à la vie institutionnelle de la Communauté a été sans surprise. L'Assemblée a adopté à une large majorité le rapport présenté par M. Rey (Belgique, libéral), au nom de la commission politique, sur les relations entre l'Assemblée et la Commission dans la perspective du prochain renouvellement de cette dernière. L'Assemblée entend être davantage associée à la nomination de la nouvelle Commission, à l'élection et à l'exécution de sa politique. Le projet de résolution présenté par M. Rey suggère que le président désigné de la Commission (celle désignée aura lieu en principe au conseil européen de Venise, en juin) ait un entretien avec la commission politique de l'Assemblée avant la désignation des commissaires sur son programme et sur la personnalité des commissaires. Une fois nommée, la Commission devra présenter son programme à l'Assemblée, et le débat se terminer par un vote d'investiture.

Autre amendement plus important : M. Rey demande que la Commission s'engage à soumettre l'Assemblée avant de soumettre des propositions au gouvernement ; actuellement, en vertu du traité de Rome, le droit d'initiative de la Commission s'exerce sans restrictions ni contrôle. Enfin, il est demandé que les femmes soient représentées à la Commission.

Les porte-parole des groupes ont, pour la plupart, approuvé ces orientations. Ont fait exception les députés européens du progrès (il s'agit des parlementaires R.P.R.), les communistes français et les travaillistes britanniques.

La protection de la route du pétrole

Parmi les points à l'ordre du jour, les socialistes, puis les communistes et les gaullistes ont découvert avec surprise un inattendu projet de controverse. Il s'agit d'une question orale avec débat, déposée par le groupe démocrate-chrétien à l'initiative de M. Dilligent, Simonet et P. Lillien, et Mme Moreau. L'intitulé évoque de la protection des lignes de communications maritimes assurant l'approvisionnement des pays de la Communauté européenne en énergie et matériaux stratégiques. En fait, le groupe démocrate-chrétien souligne dans ce texte la nécessité pour la C.E.E. de protéger contre les sous-marins soviétiques la route du cap de Bonne-Espérance, et contre par le traité de l'Atlantique nord. Selon lui, la Communauté doit « accomplir l'effort nécessaire pour disposer d'une flotte capable d'assurer la protection de ses lignes de communications maritimes ». Elle « peut y parvenir en coordonnant les forces, les efforts et les moyens des pays partenaires ».

Les élus français du P.S., du P.C. et du R.P.R. ont estimé que cette initiative revenait à suggérer l'organisation d'une défense européenne commune de la route du pétrole et à relancer le débat ouvert en septembre sur les problèmes militaires par les conservateurs britanniques et les démocrates-chrétiens allemands, à propos des problèmes d'armement. Au nom des communistes français, M. Bailly a noté, mercredi, que la démarche du groupe démocrate-chrétien tendait à « relancer la politique d'intégration militaire ».

PHILIPPE LEMAITRE, et ALAIN ROLLAT.

Vers une relance de l'imprimerie Choix grâce à un accord avec Manufrance ?

Manufrance est prêt à réserver l'exclusivité des travaux d'impression au groupe de la castingue et « le Chasseur français » — à l'imprimerie Choix de Saint-Ouen. C'est ce qu'a révélé une délégation du Livre C.G.T., reçue mercredi 16 avril au ministère de l'Industrie, où elle était venue plaider la relance de

DÉMISSIONS DU P.-D. G. ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'IMPRIMERIE GEORGES LANG

L'imprimerie Georges Lang, à la suite du conseil d'administration du 15 avril, M. Jacques Lang, a démissionné de son poste de directeur général. M. Pierre Aguer vient d'annoncer sa démission. Le tribunal de commerce, saisi, devrait procéder incessamment à la nomination d'un administrateur judiciaire.

Le compte d'exploitation de l'imprimerie Lang (qui imprime notamment le *Journal de France*, *Marie-France*, *Point de vue*, *Images du monde*, plusieurs catalogues, etc.) fera l'objet, pour 1979, d'une période de 10 millions de francs (dont 6 millions imputés à la grève de trois semaines des rotativistes, en septembre dernier). La situation pour le premier trimestre 1980 n'étant guère plus brillante (16 millions de francs de déficit prévisible), la fraction réduite de ne pas être en mesure de rembourser la dernière tranche d'emprunt (15 millions de francs) prévue en septembre prochain.

La démission des deux principaux dirigeants de l'imprimerie Lang s'expliquerait aussi par la non-signature de la convention d'entreprise proposée depuis six mois. Selon les syndicats, le projet de convention aboutissant à leur faire avaliser une « dilapidation » de l'entreprise et un plan de licenciements méthodique.

PLUSIEURS DÉCISIONS SONT PRISES POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DU PROGRAMME ARIANE.

Reuni jeudi 17 avril à l'Élysée, sous la présidence du chef de l'État, un conseil interministériel a arrêté un certain nombre de décisions concernant le programme spatial français. Le conseil a notamment décidé le financement du programme d'entraînement des communes françaises à l'un d'eux devrait, en 1982, voler à bord d'un vaisseau soviétique.

Les décisions les plus importantes concernent le programme Ariane, dont le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) est maître-d'œuvre pour le compte de l'Agence spatiale européenne (A.S.E.). Le conseil a, en particulier, décidé le lancement des études nécessaires à la construction d'un deuxième pas de tir au Centre spatial guyanais de Kourou : les installations actuelles sont en effet insuffisantes pour une cadence de cinq à six lancements par an, qu'on peut espérer pour les années qui viennent. Il a aussi été décidé de commencer le développement d'un moteur thermique (fonctionnant à l'hydrogène et à l'oxygène) de 60 tonnes de poussée : vers la fin des années 80, sur la version d'Ariane dite Ariane-5, un tel moteur devra remplacer les deux moteurs actuels de la fusée, et lui permettre de placer jusqu'à 10 tonnes de charge utile dans une basse (300 kilomètres d'altitude).

D'autre part, indique jeudi un communiqué de l'A.S.E. et du C.N.E.S., le deuxième essai en vol de la fusée Ariane devrait avoir lieu entre le 20 et le 30 mai.

● Les Halles à la commission des sites. La commission des sites de la Ville de Paris examinera ce jeudi 17 avril, les projets de l'architecte Michel Ducharme, concernant la construction de logements sociaux au nord du Forum des Halles. Cette commission est composée de vingt-trois membres et est présidée par M. Lucien Lanier, préfet de région, préfet de Paris.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT PRIX EXCEPTIONNELS

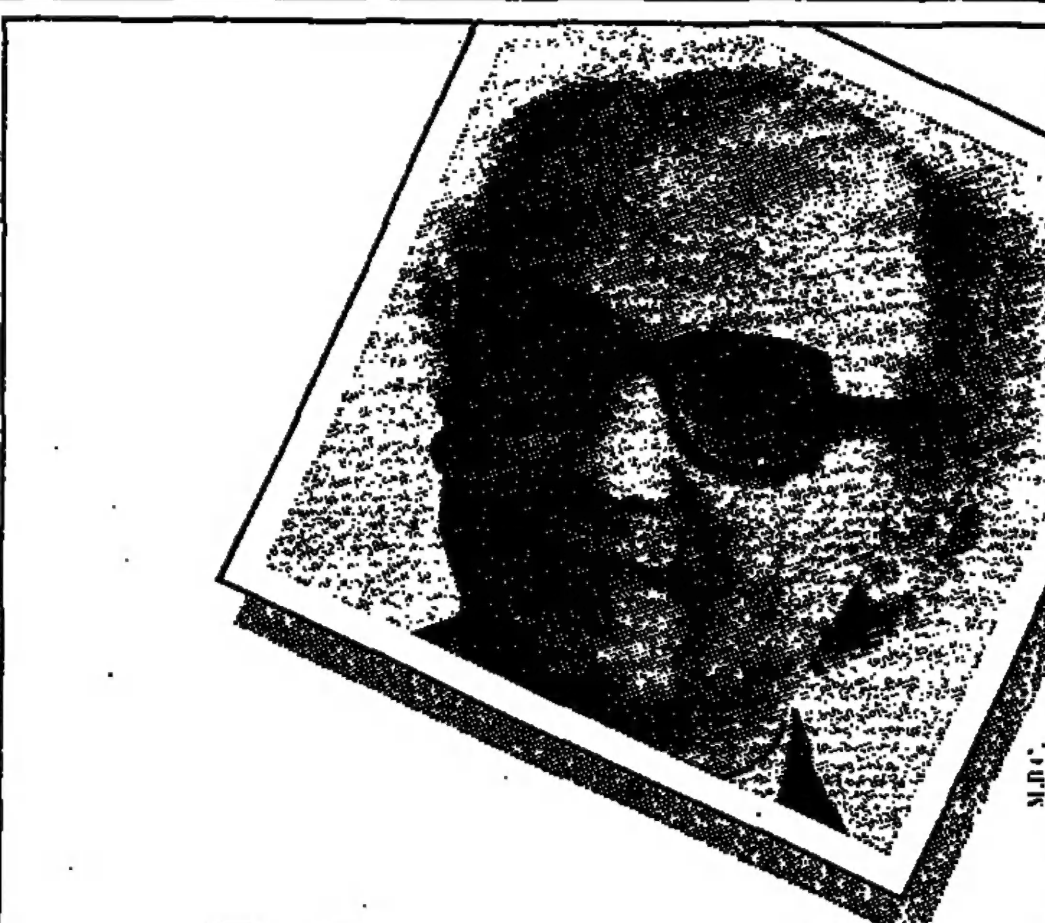
avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
 À partir de 998 F dans un choix de 3.000 droperies
 Fabrication traditionnelle
ROBES et TAILLEURS SUR MESURE
 Prêt-à-porter Homme
 Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
 27, rue de la République, PARIS (Opéra)
 Tél. : 742-70-61.

LA FRANCE POURRAIT CONSTRUIRE UNE USINE GÉANTE D'ALUMINIUM EN INDE

La France et l'Inde sont arrivées à un accord de principe pour la construction d'une usine d'aluminium dans l'Orissa, a annoncé mercredi 16 avril à Calcutta le ministre indien du commerce, I. Prasad Kumar Mukherjee. Le projet qui avait été évoqué lors du voyage en Inde de M. Giscard d'Estaing fin janvier est d'une très grande ampleur puisqu'il concerne la construction d'une usine « intégrée » : mise en valeur de la mine de bauxite, production d'alumine (800 000 tonnes par an), production d'aluminium (250 000 tonnes par an), infrastructures.

Le coût du projet est estimé — très approximativement — à 2 milliards de dollars. La France prêterait les fonds nécessaires : crédits publics et crédits bancaires. Le taux d'intérêt de ces crédits « mixtes » pourrait être de 5 % environ. L'Inde exporterait la moitié de la production de cette usine géante (à titre de comparaison la production annuelle de Pechiney - Ugine - Kuhlmann est d'environ 450 000 tonnes).

Prix a déjà réalisé les études préliminaires et approuvé le schéma technique. De nombreux problèmes restent cependant à résoudre parmi lesquels le choix du maître-d'œuvre. Il apparaît en effet que FOX, très bien placé pour vendre sa technique — ne tient pas à diriger des travaux dont l'ampleur et les difficultés dépassent peut-être ses possibilités.



Henri Fiszbin Les bouches s'ouvrent

« Il faut lire et relire "Les bouches s'ouvrent", la chronique bouleversante d'un Procès de Prague à Paris, que signe Henri Fiszbin. »

Ivan Lévai/Le Journal du Dimanche

« En deux cent cinquante pages, Fiszbin nous convie à un voyage inhabituel au sein du P.C. »

Jacques Roure/L'Express

« Véritable chef de file de la gauche dans la Capitale, cet ancien ouvrier tourneur, issu d'une famille d'immigrés juifs polonais a su imposer un style tout en nuances fait de courtoisie dans la forme mais de fermeté dans la dénonciation de la politique du pouvoir. »

Thierry Pfister/Le Nouvel Observateur

« Un document fondamental dont les historiens et les communistes devront désormais tenir compte. »

Lilly Marcon/Le Monde

« Un témoignage de première importance. »

Didier Buffin/Le Matin

GRASSET



مكتبة الأمل